

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3803

[2007/202791]

24 MAI 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant les aides à l'agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CEE) n° 1538/91 de la Commission du 5 juin 1991 portant modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1906/90 du Conseil établissant des normes de commercialisation pour la viande de volaille;

Vu le Règlement (CE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 2295/2003 de la Commission du 23 septembre 2003 établissant les modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1907/90 du Conseil concernant certaines normes de commercialisation applicables aux œufs;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 509/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif aux spécialités traditionnelles garanties des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu le Règlement (CE) n° 1898/2006 de la Commission du 14 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'Etat accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le Règlement (CE) n° 70/2001;

Vu les lignes directrices de la Communauté du 27 décembre 2006 concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole et forestier 2007-2013 (2006/C 319/01)

Vu les décisions de la Commission du 27 juin 1977 et 29 juillet 1983 modifiant les limites des zones défavorisées au sens de la Directive 75/268/CEE du Conseil du 28 avril 1975 (Belgique);

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole, modifiée par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2003 et du 12 août 2003;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 29 février 1988 relatif à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

Vu le décret du 15 février 2007 relatif à l'identification des conjoints aidants en agriculture;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1951 fixant la délimitation des régions agricoles du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1952, 8 mars 1968 et 15 février 1974;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 27 mai 1993 relatif à la formation et au perfectionnement professionnels des personnes travaillant dans l'agriculture et ses modifications postérieures;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1998 relatif à la protection des veaux dans les élevages de veaux;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} mars 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2002 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant agrément définitif de l'organisme payeur wallon pour les dépenses cofinancées par Fonds européens d'orientation et de garantie agricole, section garantie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 2005 relatif au bien-être des ratites détenus à des fins d'élevage;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 2003 relatif à la protection des porcs dans les élevages porcins;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers modifié, les arrêtés du Gouvernement wallon des 26 janvier 2006, 21 décembre 2006 et 1^{er} mars 2007;

Vu l'arrêté royal du 17 octobre 2005 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2005 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2005 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires d'origine animale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place le régime de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité en agriculture prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place le régime de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 portant application de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place le régime de soutien direct dans le cadre de la Politique agricole commune et relatif aux critères et montants de pénalités en cas de certaines irrégularités constatées en matière de régime au soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 26 janvier 2006, 21 décembre 2006 et 1^{er} mars 2007;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mai 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2007;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 10 mai 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 25 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la Directive 75/268/CEE du Conseil du 28 avril 1975 sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées;

Considérant la Directive 75/269/CEE du Conseil du 28 avril 1975 relative à la liste communautaire des zones agricoles défavorisées au sens de la Directive 75/268/CEE (Belgique);

Considérant la Directive 80/666/CEE du Conseil du 24 juin 1980 modifiant la Directive 75/268/CEE sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter la réglementation en vigueur en matière d'aides aux investissements et à l'installation en agriculture ainsi que les indemnités compensatoires aux régions défavorisées compte tenu des modifications structurelles des exploitations et de leurs charges;

Considérant que des mesures doivent être prises afin de mettre en exécution les options politiques wallonnes en réponse à l'évolution de l'agriculture;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions communes

CHAPITRE I^{er}. — Définitions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o activité agricole : la production, l'élevage ou la culture de produits agricoles ou horticoles, y compris la récolte, la traite et la détention d'animaux à des fins agricoles, ou le maintien de terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales. Ainsi que la transformation et/ou la commercialisation des produits qui en sont issus et qui relèvent de l'annexe I^{re} du Traité;

2^o Administration : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3^o agriculteur : personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales, qui exerce une activité agricole à titre principal ou non principal dans une exploitation qu'il gère de manière autonome, à son profit et pour son compte. Un agriculteur est identifié par son "numéro de producteur";

4^o association agricole : association qui a pour but de promouvoir l'information et la vulgarisation afin d'assurer dans son environnement, le progrès technique, économique et social des exploitations agricoles et le bien-être des populations rurales;

5° activité à titre non principal : activité professionnelle d'une personne physique ou, le cas échéant, d'un administrateur délégué ou d'un gérant ou d'un associé gérant d'une personne morale, qui retire de ses activités agricoles, touristiques, pédagogiques, artisanales exercées sur le site de l'exploitation considérée ou encore de ses activités forestières ou de ses activités d'entretien de l'espace naturel bénéficiant d'aides publiques, un bénéfice annuel net total imposable supérieur à 35 % du montant de son revenu annuel global issu de l'ensemble de ses activités professionnelles tel que défini au point 28°, sans toutefois que cette personne n'obtienne de ses activités agricoles dans l'exploitation agricole un bénéfice annuel net total imposable inférieur à 25 % du montant de son revenu annuel global issu de l'ensemble de ses activités professionnelles. Il doit en outre consacrer moins de 65 % d'une unité de travail humain (1.800 heures prestées par année) aux activités professionnelles extérieures à l'exploitation;

6° activité à titre principal : activité professionnelle d'une personne physique ou, le cas échéant, d'un administrateur délégué ou d'un gérant ou d'un associé gérant d'une personne morale, qui retire de ses activités agricoles, touristiques, pédagogiques, artisanales exercées sur le site de l'exploitation considérée ou encore de ses activités forestières ou de ses activités d'entretien de l'espace naturel bénéficiant d'aides publiques, un bénéfice annuel net total imposable supérieur à 50 % du montant de son revenu annuel global issu de l'ensemble de ses activités professionnelles tel que défini au point 28°, sans toutefois que cette personne n'obtienne de ses activités agricoles dans l'exploitation agricole un bénéfice annuel net total imposable inférieur à 35 % du montant de son revenu annuel global issu de l'ensemble de ses activités professionnelles. Il doit en outre consacrer moins de 50 % d'une unité de travail humain (1.800 heures prestées par année) aux activités professionnelles extérieures à l'exploitation;

7° association de producteurs laitiers ou "A.P.L." : association entre deux à maximum cinq producteurs tels que définis à l'article 5 du Règlement (CE) 1788/2003 et à l'article 1°, 6.a. de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, constituée par acte authentique pour une durée indéterminée qui ne peut être inférieure à 3 périodes, en vue d'effectuer des livraisons et/ou ventes directes avec les quantités de référence des associés qui en demeurent les titulaires tel que prévu à l'article 1^{er}, 6°, c, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 précité. L'objet de l'A.P.L. est exclusivement la gestion autonome des moyens de production laitière des associés et la production ainsi que la commercialisation des quantités de référence des associés à partir d'une seule unité de production laitière d'un des associés;

8° consultant : personne ressource possédant les compétences et l'expérience minimale fixée à l'annexe VI et choisie par l'exploitant agricole au sein de structures agréées par l'Administration suivant les critères fixés à l'annexe VI en vue de le conseiller lors de la réalisation de son plan de développement ou d'investissements et/ou lors de sa(leur) mise en œuvre et de son(leur) évaluation;

9° déclaration de superficie et demande d'aides en abrégé déclaration de superficie : le formulaire, établi par l'Administration, qui inclut les demandes d'aides dans le cadre des régimes de soutien direct et de certaines mesures de développement rural, les éléments de gestion et de contrôle relatifs à ces régimes et mesures et à d'autres régimes communautaires ou nationaux et les éléments permettant l'identification de toutes les parcelles agricoles de l'exploitation, leur superficie, leur localisation et leur utilisation (culture et destination);

10° expérience pratique : expérience professionnelle agricole en tant qu'exploitant agricole, aidant ou ouvrier prouvée par les périodes d'affiliation à ce titre à une caisse d'assurance sociale ou sur base de tout autre document permettant d'établir le statut du demandeur en regard de la présente réglementation;

11° exploitation : l'ensemble des unités de production situées sur le territoire national, gérées de façon autonome par un seul et même agriculteur, quelles que soient les spéculations. Seules les unités de production situées en Région wallonne pourront bénéficier des aides fixées dans le présent arrêté;

12° exploitant agricole : la personne physique ou dans le cas d'une personne morale, chacun des administrateurs délégués, gérants ou associés gérants de la personne morale, qui s'adonne, au sein d'une exploitation, à l'activité agricole et qui exerce cette activité à titre principal ou non principal. L'exploitant agricole doit avoir en Région wallonne son adresse de correspondance et son (ses) unité(s) de production doivent être situées dans la Région wallonne;

13° exploitant agricole personne morale : la personne morale dont les statuts indiquent comme objet principal l'activité agricole et la commercialisation des produits provenant principalement de cette exploitation. Cette personne morale doit en outre satisfaire aux conditions suivantes :

a) s'il s'agit d'une société agricole visée par la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés, livre I^{er}, titre I^{er}, article 2, § 3, le ou les associés gérants de la société doivent exercer une activité professionnelle à titre principal relativement à l'exploitation considérée, conformément au point 6°;

b) s'il s'agit d'une des autres formes de sociétés visées par la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés, livre premier, titre I^{er}, article 2, § 2 :

- la société est constituée pour une durée d'au moins vingt ans;
- les actions ou les parts de la société sont nominatives;
- les actions ou les parts de la société appartiennent en majorité aux administrateurs ou gérants;
- les administrateurs délégués ou gérants de la société sont désignés parmi les associés;
- tous les administrateurs délégués ou gérants de la société ou, en leur absence, tous les administrateurs, sont des personnes physiques qui gèrent l'exploitation considérée et y exercent une activité à titre principal, conformément au point 6°;

— le moitié au moins du chiffre d'affaire de la personne morale est issu de son activité agricole;

14° exploitation en zone défavorisée : exploitation dont au moins 40 % de la surface agricole utilisée se situe en zone défavorisée;

15° FEADER : le Fonds européen agricole pour le développement rural;

16° filière de production de qualité différenciée : opérateur ou groupe d'opérateurs de production, de transformation et de distribution qui respectent un cahier des charges conduisant à un produit de qualité différenciée;

17° garantie publique : aide régionale sous forme d'une garantie de la Région wallonne qui peut être attachée au remboursement en capital, intérêts et accessoires des prêts consentis aux personnes physiques et morales visées aux points 7°, 12°, 13°, 19°, 20, 29° et 30° en vue de la réalisation des opérations mentionnées au point 19°, pour autant que le prêt soit accordé par un organisme de crédit public ou privé agréé à cette fin. La garantie publique complète les sûretés constituées par le demandeur de crédit, et ne peut couvrir plus de 75 % du solde restant dû du crédit consenti. Le paiement de la subvention-intérêt est suspendu dès lors qu'il est fait appel à l'exécution de la garantie;

18° gestion autonome : la gestion d'une exploitation qui exclut toute confusion avec un ou plusieurs autres agriculteurs au niveau de la gestion, de l'exécution de l'activité agricole, des moyens de production ou de leur usage;

19° groupement fourrager : association de fait dont la convention prévoit la responsabilité solidaire des membres;

Le groupement a pour objet principal la production fourragère ainsi que l'aménagement et l'équipement des pâturages exploités en commun, et répond en outre aux conditions suivantes :

a) être composé d'au moins trois membres agriculteurs exploitant chacun au moins 40 % de la superficie utilisée en régions défavorisées. La superficie utilisée du groupement doit s'élever à au moins 3 ha par membre;

b) garantir une durée d'activité de six ans au moins;

c) les membres doivent participer au financement des achats de matériel proportionnellement aux superficies de cultures destinées à l'alimentation du bétail faisant partie de leur exploitation et devant être traitées par le matériel acquis;

d) tenir une comptabilité de gestion;

20° groupement de producteurs laitiers : groupement de deux producteurs laitiers qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une seule exploitation résultant exclusivement de la mise en commun des deux exploitations de ses membres, c'est-à-dire, l'ensemble des unités de production que chacun des membres du groupement gérait préalablement à la constitution dudit groupement de producteurs laitiers. Ce groupement vend directement du lait ou d'autres produits laitiers ou livre du lait à un acheteur et répond aux conditions fixées à l'article 1^{er}, 6.b. de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

21° investissements : les opérations qui consistent à acquérir, construire, établir, accroître, rénover ou améliorer, au profit des personnes physiques ou morales bénéficiaires des aides couvertes par le présent arrêté, des biens de nature durable, tels le sol, les bâtiments, l'équipement, les installations, les machines, les outils, le matériel, ainsi que les plantations de cultures horticoles;

22° investissement de remplacement : un investissement qui remplace simplement une machine ou un bâtiment existant, ou des parties d'une machine ou d'un bâtiment existant, par une nouvelle machine ou un nouveau bâtiment, sans augmenter la capacité de production d'au moins 25 % ou sans changer fondamentalement la nature de la production ou de la technologie utilisée. La démolition complète d'un bâtiment agricole d'au moins trente ans et son remplacement par un bâtiment moderne ou encore la rénovation lourde d'un bâtiment d'exploitation ne sont pas considérés comme des investissements de remplacement. La rénovation est considérée comme lourde lorsque son coût représente au moins 50 % de la valeur du nouveau bâtiment;

23° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

24° plan de développement : plan présenté lors de l'installation pour la première fois en qualité d'exploitant agricole à titre principal et couvrant la création et/ou la reprise totale ou partielle d'une exploitation ainsi qu'éventuellement un plan d'investissements en complément à la création ou la reprise. Il doit notamment comprendre un état de la situation initiale de l'exploitation ainsi que des points de référence et des objectifs spécifiques définis en vue du développement de ses activités. Il présente également une description détaillée des investissements, des formations, des services de conseil ou de toute autre action nécessaires afin de développer les activités de l'exploitation. Sa structure et son contenu minimaux sont précisés à l'annexe IV;

25° plan d'investissements : document qui, au départ des caractéristiques de l'exploitation, fixe des objectifs et liste les investissements à réaliser sur une période de 3 ans pour atteindre lesdits objectifs et pour rendre l'exploitation plus durable. La structure et le contenu minimal sont repris en annexe I;

26° produit de qualité différenciée : produit se distinguant des productions standards par une différenciation de son mode de production (amélioration de la traçabilité du produit, amélioration du bien être-animal, amélioration de l'environnement, spécificité traditionnelle garantie (S.T.G.), entre autres) et/ou par une plus value qualitative sur le produit fini (notamment amélioration des qualités gustatives) et/ou par une identification géographique reconnue (appellation d'origine protégée (A.O.P.), indication géographique protégée (I.G.P.)).

Répondent à cette définition :

— les produits enregistrés au sens du Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

— les produits enregistrés au sens du Règlement (CE) n° 509/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif aux attestations de spécificité des produits agricoles et des denrées alimentaires;

— les produits issus de l'agriculture biologique au sens du Règlement (CE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;

— les produits répondant aux exigences minimales fixées pour les "œufs de poules élevées en plein air" ou les "œufs de poules élevées au sol" au sens du Règlement (CE) n° 2295/2003 de la Commission du 23 décembre 2003 établissant les modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1907/90 du Conseil concernant certaines normes de commercialisation applicables aux œufs;

— les produits répondant aux exigences minimales fixées pour les modes d'élevage "élevé à l'intérieur - système extensif", "sortant à l'extérieur", "fermier - élevé en plein air", ou "fermier - élevé en liberté" au sens du Règlement (CEE) n° 1538/91 de la Commission du 5 juin 1991 portant modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1906/90 du Conseil établissant des normes de commercialisation pour la viande de volaille;

— les autres produits obtenus conformément à un cahier des charges répondant à des exigences minimales, arrêtées par le Gouvernement wallon;

27° régions défavorisées : les régions défavorisées sont :

a) les régions agricoles entières suivantes : Haute Ardenne, Famenne, Fagnes, Ardenne, Région jurassique;

b) la partie de la région herbagère liégeoise composée :

— des entités communales d'Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;

— des territoires suivants :

* le territoire de la commune de Verviers qui faisait partie des communes de Polleur et Theux avant le 1^{er} janvier 1977;

* le territoire de la commune d'Esneux qui faisait partie de la commune de Dolembreux avant le 1^{er} janvier 1977;

* le territoire situé au sud de la Vesdre, des communes de Baelen, Eupen et Raeren;

* pour la commune de Comblain-au-Pont, la partie de la commune située entre l'Ourthe et l'Amblève et la zone agricole du plan de secteur faisant partie de la section de Poulseur;

* pour la commune d'Esneux, les zones agricoles du plan de secteur de Liège, situées sur la rive droite de l'Ourthe et faisant partie des sections d'Esneux et de Tilff;

* pour la commune de Chaudfontaine, les zones agricoles du plan de secteur de Liège faisant partie des sections de Beaufays et de Chaudfontaine;

* pour la commune de Trooz, les zones agricoles du projet du plan de secteur de Liège faisant partie des sections de Trooz, de Forêt, de Nessonvaux et de Fraipont;

* pour la commune d'Olné, la zone agricole du projet du plan de secteur de Liège située au sud d'une ligne représentée d'ouest en est par le ruisseau de Saint-Hadelin, puis la route se dirigeant vers Olné par les " six chemins ", puis d'Olné le chemin se dirigeant vers l'intersection des communes de Xhendelesse et Soiron;

* pour la commune de Pepinster, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Soiron, Wegnez et Pepinster;

* pour la commune de Verviers, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Lambermont, Inoval, Heusy, Stembert et Petit-Rechain;

* pour la commune de Dison, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Dison et Andrimont;

* pour la commune de Limbourg, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Limbourg, Goé et Bilstain au sud de la route de Villers;

* pour la commune de Baelen, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers comprenant la partie des sections de Baelen et Membach située au sud de la route Eupen-Limbourg et au nord de celle-ci la zone agricole limitée par le chemin allant du lieu-dit "Au Calvaire" jusque Baelen (Houtem, Les Forges et Medal);

28° revenu annuel global issu de l'activité professionnelle : le revenu brut imposable issu de l'ensemble des activités professionnelles et les revenus de remplacement dans le chef d'un exploitant agricole. Ce revenu comprend notamment :

— les revenus provenant d'activités en qualité de travailleur salarié (contrat de travail);

— les revenus provenant d'une activité relevant d'un autre régime de pension établi en vertu d'une loi, par un règlement provincial ou par la Société nationale des Chemins de fer belges;

— les revenus issus des prestations dans l'enseignement de jour ou du soir;

— les revenus à titre d'indépendant provenant :

* des bénéfiques nets d'entreprises agricoles, industrielles ou commerciales; pour un exploitant agricole, le " bénéfique net total " correspond à la rubrique C de la feuille de calcul agriculteur en annexe à la déclaration à l'IPP ou à l'impôt des non-résidents;

* de rémunérations d'administrateurs de sociétés de capital et de personnes situées en Belgique;

* de revenus d'associé actif de sociétés de personnes sises en Belgique;

— les revenus à titre d'aidant indépendant;

— les revenus de pension;

— les revenus de remplacement tels que les allocations sociales (chômage ou indemnités A.M.I., les indemnités pour accident de travail, pour accident sur le chemin du travail ou pour maladie professionnelle, les revenus pour interruption de carrière);

29° société coopérative de transformation et commercialisation : la société coopérative, constituée conformément à la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés, livre I^{er}, titre I^{er}, article 2, § 2, quatrième tiret, qui répond en outre aux conditions suivantes :

a) l'objet de la société doit se rattacher principalement à l'agriculture, l'horticulture ou à l'élevage et être destiné à favoriser l'amélioration et la rationalisation du traitement, de la transformation ou de la commercialisation des produits agricoles;

b) la majorité des coopérateurs de la société, avec un minimum de trois, doivent être des agriculteurs;

c) les statuts doivent prévoir qu'aux assemblées générales tout associé dispose d'au moins une voix et que le nombre de voix dont un associé dispose est limité au maximum à un cinquième des voix attachées aux parts représentées;

d) le dividende annuel ne peut dépasser le pourcentage défini par le Conseil national de la Coopération;

30° société coopérative d'utilisation de matériel agricole, en abrégé CUMA : la société coopérative constituée conformément à la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés, livre I^{er}, titre I^{er}, article 2, § 2, quatrième tiret, dont l'objet social doit se rattacher principalement, dans l'exploitation de ses membres, à l'utilisation en commun du matériel agricole nécessaire à l'activité agricole de ses membres. La majorité des membres de la CUMA, avec un minimum de trois, doivent être des agriculteurs. La CUMA doit en outre remplir les conditions c et d énumérées au point 29° ci-avant;

31° superficie fourragère : terre agricole déclarée dans la déclaration de superficie sous le code de destination principale "A" ou "I", pour autant que le code de culture fixé selon la notice explicative du formulaire de déclaration de superficie commence par 2, 3, 4, 5, 6, 7, ou corresponde à un des codes suivants : 82, 83, 84, 85, 851, 852 ou 86, et pour autant que la culture ne soit pas destinée à la production de cultures énergétiques, de fruits à coque, de fruits à pépins, de pommes de terre féculières ou de semences

32° taux de référence : taux publié tous les trois mois par l'Administration comme base au calcul pour l'octroi de l'intervention sous forme de subvention intérêt des prêts contractés par un bénéficiaire d'une aide octroyée sous forme de subvention intérêt. Il est calculé en ajoutant 1 % à la valeur moyenne du taux OLO à dix ans au cours des trois mois précédent la date de publication;

33° unité gros bétail en abrégé UGB : le nombre d'unités gros bétail est obtenu en multipliant le nombre de bovins, équins, porcins, volailles, brebis ou chèvres par les coefficients suivants :

- taureaux, vaches et autres bovins de plus de 2 ans,
- équidés de plus de six mois 1,0 UGB
- bovins entre six mois et deux ans 0,6 UGB
- bovins de moins de six mois 0,4 UGB
- ovins et caprins 0,15 UGB
- truies reproductrices de plus de 50 kg 0,5 UGB
- autres porcins 0,3 UGB
- poules pondeuses 0,014 UGB
- autres volailles 0,003 UGB

34° unité de production : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle et à l'usage exclusif de l'agriculteur, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les animaux d'élevage, les terres et les stocks d'aliments, qui sont nécessaires en vue de pratiquer une ou plusieurs spéculations agricoles;

35° unité de travail humain, en abrégé UTH : 1.800 heures de travail prestées par année;

36° zone franche rurale : la zone faisant partie de celles définies conformément à l'article 38 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon.

CHAPITRE II. — *Qualification professionnelle et aptitudes*

Art. 2. La qualification professionnelle suffisante pour bénéficier de l'aide à l'investissement est prouvée lorsque l'exploitant agricole remplit l'une des conditions ci-dessous :

disposer d'au moins un des diplômes d'enseignement supérieur suivant :

- enseignement supérieur, de type court ou long, d'une orientation agricole, horticole ou relevant du secteur 1;
- master de bioingénieur ou d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste et des industries agricoles; d'ingénieur chimiste et des bio-industries ou de docteur en médecine vétérinaire;
- posséder le diplôme d'agrégé pour l'enseignement secondaire inférieur, section agricole et horticulture;

ou

prouver deux ans d'expérience pratique après le diplôme ou le certificat homologué ou délivré par un Jury d'Etat, de l'enseignement secondaire supérieur d'une subdivision agricole, horticole ou relevant du secteur 1 et le certificat de qualification de la 6ème année de l'enseignement secondaire y afférant;

ou

prouver quatre ans d'expérience pratique après l'obtention d'au moins un des diplômes ou certificat homologué d'enseignement suivant :

- secondaire supérieur;
- supérieur du type court ou du type long;
- universitaire, autres que ceux visés ci-avant diplômes ou certificats de qualification délivrés après quatre années au minimum de l'enseignement secondaire, d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée;

ou

prouver une expérience pratique d'au moins 6 ans assortie d'un certificat de formation post-scolaire agricole.

ou

prouver une expérience pratique d'au moins 8 ans.

Sans préjudice du respect de l'obligation d'expérience pratique fixée par le présent arrêté, les diplômes ou certificats équivalents reconnus par un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'accès à la première installation sont acceptés.

Art. 3. La qualification professionnelle suffisante d'un exploitant agricole en 1ère installation est prouvée lorsque qu'il remplit une des conditions énumérées ci-dessous :

- posséder le diplôme de l'enseignement supérieur agricole du type court ou du type long, le diplôme d'agrégé pour l'enseignement secondaire inférieur, section agriculture et/ou horticulture, ou le diplôme de master de bioingénieur ou d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste et des industries agricoles ou d'ingénieur chimiste et des bio-industries ou de docteur en médecine vétérinaire, ou un titre équivalent à un de ces diplômes ou certificats;
- posséder le diplôme ou le certificat homologué ou délivré par un Jury d'Etat d'enseignement secondaire supérieur d'une subdivision agricole, horticole ou relevant du secteur 1, et le certificat de qualification de la 6ème année de l'enseignement secondaire y afférant;

— posséder une expérience pratique d'au moins deux ans et un certificat d'étude de formation post-scolaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone assortie :

- soit d'un diplôme de l'enseignement supérieur du type court ou type long;
- soit d'un diplôme de l'enseignement universitaire autres que ceux visés ci-dessus;
- soit des titres équivalents à un de ces diplômes ou certificats;

— posséder une expérience pratique d'au moins trois ans et un certificat d'étude de formation post-scolaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone assortie :

- soit d'un diplôme ou certificat homologué ou délivré par un Jury d'Etat d'enseignement secondaire supérieur, autres que ceux visés ci-avant;
- soit un certificat de qualification délivré après quatre années minimum de l'enseignement secondaire, d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée; soit d'un titre équivalent à un de ces diplômes ou certificats visés ci-dessus;

— posséder une expérience pratique d'au moins quatre ans assortie :

- soit d'un certificat d'étude de formation post-scolaire agricole du type B;

- soit d'un certificat d'étude de formation professionnelle au terme d'un programme d'au moins 150 heures;
- soit du certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone.

En outre, tous les exploitants agricoles en première installation devront avoir suivi dans les 12 mois précédant la 1^{re} installation ou dans les six mois suivant celle-ci une remise à jour de minimum 30 h et maximum 40 h de ses connaissances en matière de réglementation communautaire, fédérale et régionale du secteur agricole.

Sans préjudice du respect de l'obligation d'expérience pratique fixée par le présent arrêté, les diplômes ou certificats équivalents reconnus par un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'accès à la première installation sont acceptés.

Art. 4. Lors de l'octroi d'une des aides prévues aux chapitres III et IV du présent arrêté, il sera exigé de l'exploitant agricole qu'il tienne une comptabilité de gestion auprès de personnes physiques ou morales agréées par l'Administration.

Cette comptabilité comportera :

- l'établissement d'un inventaire annuel d'ouverture et de clôture;
- l'enregistrement systématique et régulier, au cours de l'exercice comptable, des divers mouvements en nature et espèces concernant l'exploitation.

Elle aboutira à la présentation annuelle :

- d'une description des caractéristiques générales de l'exploitation, notamment des facteurs de production mis en oeuvre;
- d'un bilan (actif et passif) et d'un compte d'exploitation (charges et produits) détaillés;
- des éléments nécessaires à l'appréciation de l'efficacité de la gestion de l'exploitation dans son ensemble, ainsi que de la rentabilité des principales spéculations.

Le Ministre fixe la forme de présentation de ces documents.

TITRE II. — Aides aux investissements et à l'installation dans le secteur agricole

CHAPITRE III. — Aides aux investissements dans les exploitations agricoles : le plan d'investissements

Art. 5. § 1^{er}. Peut bénéficier des aides aux investissements dans les exploitations (également dénommé "aides"), l'exploitant agricole à titre principal ou non principal qui :

— répond à la définition de l'article 1^{er}, 5^o ou 6^o, au cours des trois dernières années civiles pour lesquelles il dispose de documents probants, précédant l'année d'introduction de la demande d'aides. Les exploitants agricoles ayant bénéficié d'une aide à la 1^{re} installation entre 2004 et 2006 et ne pouvant produire les documents probants requis, doivent uniquement démontrer qu'ils répondent bien à la définition de l'article 1.6^o;

— peut justifier de la qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 2;

— démontre que le revenu de travail dans l'exploitation par UTH, avant investissement, n'est pas supérieur à 120 % du revenu de référence visé à l'article 19.;

— démontre que le revenu du travail dans l'exploitation par UTH avant investissement n'est pas inférieur à 75 % du revenu de référence visé à l'article 19. A défaut, les investissements prévus par le plan doivent permettre d'atteindre ce seuil au terme de trois ans;

— est âgé au minimum de vingt ans au moment de l'acceptation de la demande d'aides; prouve que l'exploitation qui bénéficiera des aides aux investissements respecte les normes de capacité de stockage des effluents d'élevage fixées par l'arrêté ministériel relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage du 1^{er} avril 2004. A défaut, qui s'engage à inscrire la mise en conformité de ses capacités de stockage des effluents d'élevage comme premier investissement du plan d'investissements prévu au § 2 et de réaliser cet investissement avant tout autre.

§ 2. Pour bénéficier des aides, le demandeur doit établir pour son exploitation un plan d'investissements sur trois ans, également dénommé, "plan". Ce plan doit présenter une image complète de la situation initiale de l'exploitation ainsi que les objectifs spécifiques définis en vue du développement de ses activités. Il doit présenter l'ensemble des investissements prévus - éligibles ou non à l'aide - montrer leur cohérence avec les objectifs de l'exploitation, prouver leur pertinence économique, environnementale et technique ainsi que les charges et recettes qu'ils génèrent au regard des éléments de la comptabilité de gestion prévue par l'article 4, disponible ou à élaborer. En dehors des cas de force majeure et circonstances exceptionnelles couverts par l'article 95, aucun investissement réalisé ou entamé avant l'adoption formelle du plan par le Ministre n'est éligible à l'aide.

§ 3. En conformité avec le prescrit de l'annexe I^{re}, le Ministre arrête le détail du contenu du plan. Le plan d'investissements sur trois ans est rédigé par l'exploitant seul ou avec l'aide d'un consultant. Dans ce dernier cas, le consultant doit contresigner le plan introduit auprès de l'Administration. En conformité avec le présent arrêté, le demandeur doit indiquer au total et par investissement, le montant des aides auxquelles il prétend.

§ 4. Une même exploitation ne peut simultanément faire l'objet de plus d'un plan d'investissements. Egalement, un même exploitant agricole ne peut simultanément bénéficier d'un plan d'investissement en tant que personne physique et d'un autre plan en tant qu'administrateur délégué, gérant ou associé gérant d'une personne morale.

§ 5. Le ou les investissements prévus par le plan devront respecter les normes communautaires qui leurs sont applicables.

§ 6. Les exploitants agricoles personnes morales qui respectent l'article 5. § 1.6^o et dont chaque administrateur délégué, gérant ou associé gérant respecte(nt) les conditions fixées à l'article 5. § 1. 1^o à 5^o, peuvent bénéficier des aides aux investissements dans les exploitations.

Art. 6. § 1^{er}. Tout plan d'investissements doit être introduit par le demandeur par courrier recommandé auprès de l'Administration et selon la présentation fixée par celle-ci. Une copie sous forme informatique doit également être transmise. Un accusé de réception envoyé dans les dix jours ouvrables notifié au demandeur que son dossier est recevable ou, le cas échéant, indique les pièces manquantes.

§ 2. L'Administration peut demander la révision d'une partie du plan. Elle peut demander au demandeur de présenter ou défendre son plan. Le demandeur peut décider d'être accompagné par son consultant.

Art. 7. § 1^{er}. L'acceptation totale, partielle ou conditionnelle d'un plan d'investissement sur trois ans, ou son refus, relève de la compétence du Ministre. Une décision doit être notifiée au demandeur dans les six mois suivant la notification de recevabilité de la demande prévue par l'article 6, § 1^{er}. A défaut de réaction dans ce délai, le plan est considéré valable et le Ministre doit notifier son acceptation au demandeur dans les trente jours suivant cette échéance.

§ 2. La notification d'acceptation du plan d'investissements sur trois ans par le Ministre précise la valeur et la nature des investissements bénéficiaires de l'aide ainsi que, par investissement, le montant, la forme de l'aide, le calendrier de réalisation, les indicateurs de suivi et les pièces à présenter comme justificatif de l'investissement. Chaque investissement individuel recevant une aide peut bénéficier, pour le prêt relatif à l'investissement considéré, de la garantie publique telle que prévue à l'article 12, § 2. La couverture exacte de la garantie est appréciée par l'Administration au cas par cas au moment de la conclusion du prêt. Si l'aide se fait sous forme de subvention-intérêt, un document officiel à remettre à l'organisme bancaire fixera les conditions de la subvention-intérêt sur le prêt couvrant ledit investissement.

Art. 8. Lors de la mise en œuvre du plan d'investissements sur trois ans dont l'acceptation a été notifiée par le Ministre, ci-après dénommé "le plan adopté" :

§ 1^{er}. Seuls les investissements repris dans le plan adopté et réalisés après la date d'adoption officielle par le Ministre dans les conditions prévues par ledit plan ou dans le respect d'adaptations préalablement approuvées par le Ministre ou, le cas échéant, par l'Administration, pourront bénéficier d'une aide.

§ 2. Pour les investissements réalisés par un exploitant agricole avant l'âge de 65 ans conformément aux conditions fixées par le plan adopté, le paiement de l'aide est acquis sur simple présentation à l'Administration du justificatif prévu par le plan adopté. Aucune aide n'est octroyée pour des investissements réalisés au-delà du 1^{er} jour de la 66^e année.

§ 3. Lors de la réalisation des investissements prévus par le plan adopté, une tolérance de calendrier de plus ou moins deux mois par rapport à la date prévue par le plan est accordée pour les investissements en matériel. Un délai supplémentaire de douze mois est accordé par rapport au calendrier prévu par le plan pour les investissements en bâtiments. Egalement, une tolérance de prix de plus ou moins 20 % par rapport au coût prévu pour l'investissement prévu par le plan adopté dans le respect du plafond général des aides fixé à l'article 18, § 1^{er}, est appliquée. Le montant de l'aide est adapté à due concurrence. Toutefois, le total des aides effectivement octroyées sur la durée du plan ne peut dépasser le montant total des aides notifiées par le Ministre lors de l'acceptation du plan. Il revient à l'exploitant agricole de demander au Ministre une adaptation du montant total des aides qui lui sont accordées préalablement à la réalisation d'un investissement qui peut conduire au dépassement du montant total des aides qui lui a été initialement notifié par le Ministre.

Les adaptations ainsi introduites ne peuvent remettre en cause les objectifs et les lignes directrices fixées pour le plan adopté. Le non respect de ces seuils de tolérance conduit à la perte d'éligibilité à l'aide notifiée par le Ministre pour l'investissement considéré.

§ 4. Au-delà de ces seuils de tolérance, toute adaptation du plan adopté portant sur la valeur d'un investissement, sa nature ou le calendrier de réalisation devra faire l'objet d'une demande par courrier recommandé auprès de l'Administration. Pour autant que les adaptations introduites ne remettent pas en cause les objectifs et les lignes directrices retenues pour le plan et ne conduisent pas à un dépassement du montant total des aides notifiées par le Ministre, l'Administration dispose de vingt jours ouvrables pour répondre à la demande. A défaut de réaction - ou de demande de complément d'information - dans ce délai, l'adaptation est considérée justifiée et l'Administration dispose de dix jours ouvrables pour en informer le demandeur.

En cas d'adaptation(s) qui condui(en)t au dépassement du montant total des aides notifiées par le Ministre lors de l'acceptation du plan, ce montant total pourra être adapté par le Ministre dans le respect du plafond fixé à l'article 18, § 1^{er}. Les demandes d'adaptations qui portent uniquement sur le renoncement à un ou plusieurs investissement(s) prévu(s) par le plan adopté peuvent être introduites à tout moment. Dans tous les autres cas, un bénéficiaire de l'aide ne pourra introduire des demandes d'adaptations qu'une fois dans le mois qui suit la date de notification d'acceptation du plan d'investissement sur trois ans ainsi qu'au maximum 3 fois à compter du 1^{er} jour de la seconde année suivant la date de notification du plan adopté.

Elles ne peuvent porter que sur les investissements dont la date d'exécution prévue n'est pas dépassée. Les demandes d'adaptations ne peuvent remettre en cause les objectifs et les lignes directrices fixées pour le plan adopté. Elles doivent renforcer la pertinence et la cohérence du plan adopté, respecter la structure et le degré de précision fixés à l'annexe I et être introduite en respectant la présentation fixée par l'Administration.

La majoration de l'aide prévue par l'article 15, § 3, est perdue lorsqu'une demande d'adaptation d'un plan initialement présenté avec l'aide d'un consultant est introduite sans l'aide d'un consultant. La perte de majoration est appliquée avec effet rétroactif pour toute la durée du plan et sur l'ensemble des investissements couverts par le plan.

§ 5. Avec l'accord de l'Administration un plan adopté peut s'étendre au-delà de trois ans sans excéder cinq ans.

§ 6. Sauf en cas de force majeure couverts par l'article 95, des cas d'association d'exploitations agricoles tel que prévu à l'article 21 ou des cas d'opportunités exceptionnelles reconnues par le Ministre, un plan d'investissements ne peut être interrompu dans les 2 ans suivant la date de sa notification par le Ministre. Un nouveau plan introduit par un agriculteur, seul ou en association, dans les deux mois suivant l'interruption prématurée autorisée de son (leurs) plan(s) adopté(s) bénéficiera d'un traitement prioritaire.

§ 7. Un bénéficiaire de l'aide est libre de ne pas réaliser un investissement prévu par son plan adopté. Conformément à l'article 8, § 4, il doit en avertir l'Administration et la moitié du montant d'aide volontairement abandonné est déduit du plafond total de l'aide fixé par l'article 18, § 1^{er}.

Art. 9. § 1^{er}. Une CUMA composée conformément aux exigences de l'article 1, 30^o, dont les membres répondent aux exigences de l'article 5 § 1^{er}, alinéas 2 à 5, et de l'article 11, peut bénéficier d'aides pour les investissements dans la CUMA et introduire un plan d'investissement sur trois ans.

§ 2. Une CUMA, selon les conditions et seuils fixés aux articles 13 à 18, peut bénéficier d'aides pour les investissements :

— en matériel, soit lié à des spéculations particulières, soit nécessaire au transport, à la traction, à la manutention, à la récolte en commun de productions des membres;

— en biens immeubles, à la condition qu'il s'agisse d'immeubles servant à abriter le matériel appartenant à la CUMA et qu'ils soient érigés sur un fond appartenant à la CUMA ou dont celle-ci a la jouissance pour une durée au moins égale à celle de la garantie publique;

— en adaptation de biens immeubles, à la condition qu'il s'agisse d'immeubles appartenant à la CUMA et servant à abriter le matériel appartenant à la CUMA.

§ 3. L'utilisation collective du matériel de la CUMA par au moins trois agriculteurs membres de la CUMA doit pouvoir être vérifiée à tout moment.

§ 4. En conformité avec le prescrit de l'annexe II, le Ministre arrête le détail du contenu du plan. Pour bénéficier de l'aide, les CUMA doivent introduire par courrier recommandé auprès de l'Administration et selon la présentation fixée par celle-ci un plan d'investissements sur trois ans. Une copie sous format informatique doit également être transmise. Un accusé de réception envoyé dans les dix jours ouvrables notifie au demandeur que son dossier est recevable ou, le cas échéant, indique les pièces manquantes.

§ 5. Un plan d'investissements déposé par une CUMA dans les six mois suivant sa création peut compter un volet de soutien à sa création et à son encadrement pendant trois ans à compter de sa création avec effet rétroactif de l'aide portant sur ce volet à la date de sa création. Pour les CUMA créées en 2006 et n'ayant pas encore bénéficié de ce soutien, le délai est porté de six à dix-huit mois. L'aide est apportée en plus des aides à l'investissement prévues par le présent arrêté et selon les modalités prévues par le chapitre VI.

§ 6. Lors de l'introduction de la demande de liquidation de l'aide prévue octroyée par le plan, la CUMA devra, pour chaque investissement, en plus du justificatif prévu dans son plan, fournir le procès-verbal de la décision d'investissement contresigné par tous les membres de la CUMA.

§ 7. Lorsqu'au cours de la réalisation du plan, la défection d'un membre de la CUMA conduit au non respect du § 1^{er}, la CUMA doit en informer l'Administration et dispose de six mois pour trouver un remplaçant. Si au terme de ce délai les exigences du § 1^{er} ne sont toujours pas remplies, le plan est interrompu, mais les aides déjà versées aux membres restent acquises.

Art. 10. § 1^{er}. Un groupement fourrager, conforme à l'article 11 et ayant obtenu la reconnaissance de l'Administration peut bénéficier d'aides pour les investissements dans le groupement et introduire un plan d'investissements sur trois ans.

§ 2. En conformité avec le prescrit de l'annexe III, le Ministre arrête le détail du contenu du plan. Pour bénéficier de l'aide les groupements fourragers doivent introduire par courrier recommandé auprès de l'Administration et selon la présentation fixée par celle-ci un plan d'investissements sur trois ans. Une copie sous format informatique doit également être transmise. Les investissements éligibles pour les groupements fourragers sont précisés en annexe III. Un accusé de réception envoyé dans les dix jours ouvrables notifie au demandeur que son dossier est recevable ou, le cas échéant, indique les pièces manquantes.

§ 3. Un plan d'investissements déposé par un groupement fourrager dans les six mois suivant sa création peut compter un volet de soutien à sa création et à son encadrement pendant trois ans à compter de sa création avec effet rétroactif de l'aide portant sur ce volet à la date de sa création. Pour les groupements créés en 2006 et n'ayant pas encore bénéficié de ce soutien, le délai est porté de six à dix-huit mois. L'aide au démarrage du groupement est apportée en plus des aides à l'investissement prévues par le présent arrêté et selon les modalités prévues par le chapitre VI.

§ 4. Lors de l'introduction de la demande de liquidation de l'aide prévue octroyée par le plan, le groupement fourrager devra, pour chaque investissement, en plus du justificatif prévu dans son plan, fournir le procès-verbal de la décision d'investissement contresigné par tous les membres du groupement fourrager. L'aide est payée directement aux membres, proportionnellement à la part supportée dans le financement du matériel faisant l'objet de l'aide.

§ 5. Lorsqu'au cours de la réalisation du plan, la défection d'un membre du groupement conduit au non respect du § 1^{er}, le groupement doit en informer l'Administration et dispose de 6 mois pour trouver un remplaçant. Si au terme de ce délai les exigences du § 1^{er} ne sont toujours pas remplies, le plan est interrompu, mais les aides déjà versées aux membres restent acquises.

Art. 11. Un agriculteur membre simultanément de plusieurs CUMA ou groupements fourragers, ne peut participer simultanément à plus de deux plans présentés par ceux-ci. Une CUMA composée d'au moins 2/3 de coopérateurs associés simultanément dans une autre CUMA qui a déjà présenté un plan d'investissement, ou ayant été associés antérieurement dans une autre CUMA, n'est pas éligible à l'aide.

Art. 12. Les aides aux agriculteurs, CUMA, groupements fourragers ou groupements de producteurs laitiers dont les plans d'investissements sur trois ans ont été adoptés conformément aux niveaux maxima d'aides fixés aux articles 13 et 15 sont :

— Une aide financière, selon une répartition précisée dans le plan adopté, sous la forme de soit :

1. une subvention-intérêt égale à la différence entre le taux de référence défini à l'article 1, 31^o en vigueur au moment de la signature du prêt avec l'organisme de crédit et le taux minimum de 2,0 % à charge du bénéficiaire. Le taux de subvention intérêt ne peut être supérieur à 5 % et la subvention-intérêt porte sur une durée maximum de sept ans pour les investissements en matériel et de maximum 15 ans pour les investissements en bâtiments.

Par investissement, l'aide ne peut en aucun cas dépasser les montants prévus par les articles 13 et 15;

2. une intervention en capital versée en une tranche si le montant de l'aide est inférieur à € 10.000, deux tranches s'il est compris entre € 10.000 et 20.000 et trois tranches s'il est supérieur à € 20.000.

Dans les limites des disponibilités budgétaires, l'intervention en capital bénéficie prioritairement aux investissements en matériel;

3. une combinaison d'aides en subvention-intérêt et sous forme de prime en capital.

— la garantie publique qui peut être accordée pour tout investissement du plan d'investissements bénéficiant d'une aide prévue par le présent arrêté et pour lequel un prêt est demandé auprès d'un organisme public ou privé agréé à cette fin.

Art. 13. Le niveau maximal des aides accordées à chacun des éléments repris dans le plan d'investissements de trois ans demandé par l'article 5, § 2, est fixé comme suit :

— Une aide maximale égale à 10 % de la valeur éligible de l'investissement est accordée pour les investissements relatifs à :

1. l'achat, l'adaptation, le remplacement dépassant les seuils fixés par l'article 1.2, 2^o, de matériel neuf ou d'occasion au titre de l'article 91 destiné à la poursuite ou au développement d'une activité de production, touristique, pédagogique ou artisanale déjà pratiquée dans une exploitation, une association d'exploitation, une CUMA, un groupement fourrager, un groupement de producteurs laitiers;

2. la construction ou l'achat de bâtiments dans le respect des conditions suivantes :

— pour les élevages avicoles ou porcins, uniquement en cas de production de qualité différenciée et pour autant que les investissements relèvent des classes 2 ou 3 en matière de permis d'environnement;

— pour les investissements concernant des bâtiments d'élevage ou de production laitière, avoir un taux de liaison au sol - tel que défini à l'article R 212, § 3 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote - inférieur ou égal à 1 l'année de la demande et ne pas dépasser ce seuil pendant la mise en œuvre du plan adopté;

— pour les investissements en bâtiments dans le secteur de la production laitière ne pas conduire à un dépassement de la quantité de référence sauf si une quantité de référence supplémentaire a été préalablement accordée ou obtenue par un transfert. Dans ce cas les aides ne sont accordées que si l'investissement ne porte pas le nombre de vaches laitières à plus de 50 par UTH et à plus de 200 par exploitation, A.P.L. ou G.P.L.;

— à l'exclusion des bâtiments destinés à des activités touristiques, pédagogiques ou artisanales dans ou en dehors de l'exploitation;

3. la transplantation de bâtiments d'une exploitation effectuée dans l'intérêt public ou lorsque le bailleur a donné congé à l'exploitant agricole et qu'il en a obtenu validation devant le juge de paix ou justifiée par des prescriptions environnementales dans le respect des conditions fixées à l'article 13, § 1.2;

4. les travaux d'amélioration foncière;

5. la rénovation lourde et la réfection de bâtiments indispensables à la poursuite des activités professionnelles déjà pratiquées dans l'exploitation, par une CUMA ou par un groupement fourrager dans le respect des conditions sectorielles fixées à l'article 13, § 1.2. Par rénovation, il y a lieu d'entendre l'adaptation des bâtiments existants aux conditions actuelles de gestion technique dans le respect des prescriptions urbanistiques. La rénovation est considérée comme lourde lorsque son coût représente au moins 50 % de la valeur d'un bâtiment neuf équivalent. Par réfection, il y a lieu d'entendre la remise à neuf, sans modification structurelle, des bâtiments existants, en vue de leur réhabilitation après dommages encourus.

§ 2. Une aide maximale égale à 25 % de la valeur éligible de l'investissement est accordée pour les investissements relatifs à :

— du matériel destiné à la diversification de l'activité de la production agricole et/ou horticole de l'exploitation, y compris la 1^{re} transformation et vente à la ferme. Par diversification, il faut entendre la mise en marché par l'exploitant agricole d'un produit transformé ou non qui n'était pas commercialisé antérieurement par l'exploitation ou qui sera commercialisé, grâce à l'investissement, à une valeur supérieure de 20 % en valeur ajoutée brute unitaire par rapport à son équivalent avant diversification;

— du matériel destiné à l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'exploitant agricole repris dans une liste fixée par le Ministre;

— du matériel spécifique pour la production de biocarburants et/ou d'énergie renouvelable avec des produits et sous-produits de l'activité agricole de l'exploitation ou de la coopérative;

— des installations de traitement des effluents d'élevage avec production de biocarburants et d'énergie renouvelable;

— l'aménagement de bâtiments et/ou adaptation de matériel afin de réaliser des économies d'énergie en complément aux autres aides publiques déjà fournies par la Région et dans le respect des plafonds d'aides fixés par le Règlement (CE) 1698/2005;

— la transformation ou à l'aménagement de bâtiments situés au siège de l'exploitation destinés au développement d'activités touristiques, pédagogiques ou artisanales non pratiquées antérieurement sur l'exploitation. L'achat et la construction de bâtiments pour développer de telles activités dans ou en dehors de l'exploitation n'est pas éligible à l'aide;

— du matériel spécifiquement destiné à une activité touristique, pédagogique ou artisanale effectivement pratiquée au sein de l'exploitation;

— de nouveaux bâtiments ou la transformation de bâtiments existants de l'exploitation destinés spécifiquement à une production différenciée lors de son démarrage ou de sa première extension. Les produits doivent répondre à la définition de l'article 1, 26°, les investissements doivent relever des classes 2 ou 3 en matière de permis d'environnement et l'exploitant agricole doit s'engager à poursuivre cette production pendant minimum 6 ans;

— aux coûts spécifiques lors de l'adaptation de bâtiments existants pour répondre aux normes légales allant au-delà des normes communautaires minimales ou pour répondre aux normes communautaires minimales dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé publique, du bien-être animal ou de la sécurité sur le lieu du travail et cela soit dans les trente-six mois suivant leur adoption au niveau communautaire soit durant la période de transition prévue par le règlement et lorsqu'il n'y a pas d'augmentation des capacités;

— adaptation de bâtiments existants pour répondre aux normes communautaires minimales dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé publique, du bien-être animal ou de la sécurité sur le lieu du travail par des jeunes exploitants agricoles tels que définis à l'article 22 du Règlement (CE) 1698/2005 dans les 36 mois suivant leur installation et lorsqu'il n'y a pas d'augmentation des capacités;

— la réduction des émissions de gaz polluants d'origine agricole;

— l'installation de systèmes de filtrage de l'air de ventilation des bâtiments d'hébergement des animaux ainsi que leurs dispositifs de ventilation à air mélangé;

— les investissements concourant à la protection de la qualité de l'environnement et au bien-être animal repris dans une liste fixée par le Ministre;

— les investissements dans des systèmes d'observation et d'avertissement dans le cadre de la lutte intégrée.

§ 3. A titre transitoire, l'aide régionale en faveur des mises en conformité des capacités de stockage des effluents d'élevage fixée par l'arrêté ministériel relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage du 1 avril 2004, reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008.

Art. 14. L'achat de terres, de plantes annuelles, de plantations de plantes annuelles, de droits à paiement unique, de quotas, d'animaux ainsi que les simples opérations de remplacement ne peuvent, sauf exceptions fixées par le présent arrêté, bénéficier de l'aide à l'investissement. Il en est de même pour les travaux de drainage et les travaux ou achat de matériel d'irrigation à moins que ces investissements n'entraînent une réduction de la consommation d'eau d'au moins 25 %.

Art. 15. Les niveaux d'aides à l'investissement fixés à l'article 13 sont majorés :

— de 5 points de % si le plan d'investissements est présenté par une CUMA ou par un exploitant agricole installé depuis moins de six ans qui n'atteint pas quarante ans à la date de notification de recevabilité du plan. Lorsque le bénéficiaire de la majoration en faveur des exploitations agricoles installées depuis moins de 6 ans est membre d'une association, la majoration est accordée proportionnellement à la participation du bénéficiaire dans l'association. Lorsque l'exploitant agricole bénéficiaire de cette majoration est administrateur délégué, gérant ou associé gérant d'une personne morale, la majoration est accordée proportionnellement à la participation du bénéficiaire dans ladite personne morale;

— de 5 points de % si le plan d'investissements est présenté par un exploitant agricole situé en zone défavorisée telle que définies à l'article 1^{er}, 27°;

— de 2,5 points de % si le plan d'investissements ainsi que toutes les éventuelles demandes d'adaptation dudit plan sont présentées par un exploitant agricole ayant fait appel à un consultant agréé.

Art. 16. Pas plus de deux majorations prévues à l'article 15 ne peuvent être ajoutées aux niveaux maxima des aides accordées à chacun des éléments repris dans le plan d'investissements de trois ans suivant les niveaux fixés à l'article 13.

Art. 17. Pour être recevable, un plan d'investissements doit prévoir au minimum € 15.000 d'investissements sur sa durée et chaque investissement présenté dans le plan, pris individuellement, doit être supérieur à € 5.000. La valeur maximale éligible à l'aide par investissement présenté dans le plan est de € 100.000 pour les investissements en matériel et de € 250.000 pour les investissements en bâtiments. Ces valeurs maximales éligibles à l'aide sont augmentées de 50 % lorsque le plan d'investissements est présenté par une CUMA, pour les investissements spécifiques au secteur horticole ou pour le 1^{er} plan réalisé par une A.P.L.

Art. 18. Plafond maximal de l'aide accordée par plan adopté :

§ 1^{er}. Un plafond de € 100.000 est fixé au total cumulé de l'ensemble des aides allouées à un agriculteur pour les divers investissements éligibles réalisés sur la durée du plan d'investissements trois ans.

§ 2. Le demandeur doit veiller à ce que le total des aides auxquelles il prétend lorsqu'il introduit son plan ne dépasse pas le seuil fixé au § 1^{er}.

§ 3. En cas de dépassement du plafond fixé au § 1^{er}, et ce avant analyse de la demande et refus éventuel de certains investissements, une réduction proportionnelle est appliquée sur toutes les aides demandées pour atteindre le seuil fixé au § 1.

§ 4. Sauf pour les cas prévus par l'article 8, § 6, en cas d'interruption prématurée d'un plan, le plafond, fixé par le § 1^{er}, du plan suivant est réduit de € 2.800,00 par mois entier entre la date d'interruption et le terme prévu du plan d'investissements adopté.

Art. 19. Le revenu de référence ne peut dépasser le salaire brut moyen des travailleurs non agricoles. Le Ministre arrête, chaque année, le revenu de référence à prendre en considération.

Art. 20. Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt sans que les maxima d'intervention autorisés ne soient dépassés.

Art. 21. § 1^{er}. Lorsque plusieurs agriculteurs mettent en commun leurs exploitations ne résultant pas de la partition d'une exploitation antérieurement unique, et que chaque membre de l'association répond aux exigences de l'article 5, § 1^{er}, du présent arrêté, l'article 8, § 6. et l'article 18, § 4, du présent arrêté ne sont pas d'application. Les membres peuvent interrompre la réalisation de leur plan d'investissements en cours et l'association peut introduire un nouveau plan d'investissements sur trois ans en son nom propre. Les exploitants agricoles associées doivent produire un contrat d'association, signé par toutes les parties en cause, lesquelles s'engagent solidairement. La durée de l'association doit être au moins égale à la durée de la subvention et ne peut être inférieure à six ans.

§ 2. Pour le premier plan d'investissements présenté par de nouvelles associations d'exploitations respectant les exigences du § 1^{er}, en dérogation à l'article 18, § 1^{er}, le plafond est fixé à € 75.000 par membre de l'association, plafonné à € 250.000 pour l'association. Pour son premier plan une nouvelle association peut bénéficier d'une majoration de 50 % des valeurs maximales des investissements éligibles à l'aide fixés à l'article 17. L'association doit présenter un plan d'investissements complet, respectant la structure et le degré de précision fixés à l'annexe I^{re}.

§ 3. Dans le cas d'une association de producteurs laitiers (APL), le titulaire de l'unité de production à partir de laquelle se feront les livraisons et/ou les ventes directes de l'APL, peut inscrire dans son plan d'investissement les investissements spécifiques nécessaires au développement des activités de production et de commercialisation de l'APL. Ce plan doit répondre aux prescrits de l'annexe I et suivre la procédure prévue pour ce type de plan. Dans ce cas l'article 21, § 1^{er}, n'est pas d'application.

§ 4. Un groupement de producteurs laitiers (GPL) peut introduire un plan d'investissements nécessaire au développement des activités du GPL. Ce plan couvre l'ensemble des investissements prévus par les membres du GPL pour l'ensemble de leurs productions. Ce plan doit répondre aux prescrits de l'annexe III et suivre la procédure prévue pour ce type de plan. Lors de la création du GPL, les plans individuels en cours des membres formant le nouveau GPL sont annulés et l'article 21, § 1^{er}, est d'application.

CHAPITRE IV. — Aides à l'installation de jeunes exploitants agricoles : plan de développement

Art. 22. Peut bénéficier des aides à l'installation pour une création ou une reprise totale d'une exploitation agricole ou pour une reprise partielle d'une exploitation en maximum deux phases couvrant chacune au minimum 25 % de la valeur totale des investissements éligibles de la reprise, celui qui :

1. s'installe pour la première fois sur une exploitation en qualité d'exploitant agricole à titre principal tel que défini à l'article 1^{er}, 6°, et devient agriculteur;

2. peut justifier une qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 3 et est âgé de 20 ans minimum - sauf cas de forces majeures - et de moins de 40 ans maximum à la date de l'introduction de la demande d'aide et a déjà réalisé un stage en conformité avec les exigences du décret de la Région wallonne relatif à la formation professionnelle en agriculture du 12 juillet 2001 ou en conformité avec l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 27 mai 1993 relatif à la formation et au perfectionnement professionnels des personnes travaillant dans l'agriculture et ses modifications postérieures;

3. demande l'aide individuelle à l'installation dans un délai n'excédant pas de trois mois la date officielle d'installation comme agriculteur, exploitant agricole à titre principal ou qui s'installe pour la première fois en qualité d'agriculteur, exploitant agricole à titre principal dans les six mois suivant l'introduction du plan de développement auprès de l'Administration.

L'installation en qualité d'exploitant agricole d'une personne physique est prouvée notamment, par son affiliation au statut social d'exploitant agricole indépendant à titre principal et tout autre document permettant d'établir le statut du demandeur en regard de la présente réglementation. Pour les personnes morales, cette condition se vérifie dans le chef d'un administrateur-délégué ou gérant. La personne morale doit apporter en outre la preuve que tout administrateur-délégué ou gérant possède la qualification professionnelle suffisante de première installation au moment de sa constitution. Cette condition doit être remplie au moment de l'introduction de la demande;

4. introduit auprès de l'Administration un plan de développement. Ce plan comprend au minimum un dossier de reprise ou de création avec des objectifs globaux à six ans et des objectifs détaillés à trois ans complété ou non d'un plan d'investissements sur trois ans tel que défini au chapitre III du présent arrêté. Le plan de développement doit impérativement fixer des objectifs quantitatifs et qualitatifs ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre. Des indicateurs de suivi de la mise en œuvre du plan de développement doivent être fixés par le plan. En conformité avec le prescrit de l'annexe IV, le Ministre arrête le détail du contenu du plan;

5. fait appel à un consultant pour le conseiller dans la rédaction du plan de développement. Le consultant est tenu de contresigner le plan de développement prévu au point 4 ci-dessus;

6. s'engage à s'adjoindre les conseils d'un consultant pour une période minimale de trois ans et à tenir une comptabilité conformément aux exigences de l'article 4;

7. prouve que l'exploitation sur laquelle il s'installe respecte les normes de capacité de stockage des effluents d'élevage fixées par l'arrêté ministériel relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage du 1^{er} avril 2004. A défaut, qui s'engage à inscrire la mise en conformité des capacités de stockage des effluents d'élevage comme premier investissement de son plan d'investissement et de le réaliser effectivement avant tout autre et dans tous les cas dans les trente-six mois suivant la date de son installation;

8. dans un délai de trois ans, peut justifier d'au moins 1 UTH sur la partie reprise et permettre de dégager un revenu équivalent au minimum au revenu seuil régionalisé par UTH.

Art. 23. § 1^{er}. En dérogation à l'article 5, § 1.1, celui qui s'installe pour la première fois sur une exploitation en qualité d'exploitant agricole à titre principal ne doit pas prouver trois années d'activités à ce titre pour pouvoir introduire un plan d'investissements.

§ 2. En dérogation à l'article 5, § 1.2, celui qui s'installe pour la première fois sur une exploitation en qualité d'exploitant agricole à titre principal doit pouvoir prouver la qualification professionnelle suffisante énoncée à l'article 3 et non celle prévue à l'article 2. pour pouvoir introduire un plan d'investissements.

§ 3. En dérogation à l'article 5, § 1^{er}, 4 celui qui s'installe pour la première fois sur une exploitation en qualité d'exploitant agricole à titre principal ne doit pas disposer d'un revenu brut avant impôts supérieur à 75 % du revenu de référence visé à l'article 19 pour pouvoir introduire un plan d'investissements. L'article 22,8 reste d'application.

§ 4. En dérogation à l'article 14 le plan de développement peut comporter, par espèce animale, un investissement de (re)garnissage du ou des troupeaux de l'exploitation reprise ou créée. Cet investissement doit être réalisé dans les douze mois suivant la date de reprise ou de création.

Art. 24. § 1^{er}. Tout plan de développement doit être introduit par le demandeur auprès de l'Administration par courrier recommandé et selon la présentation fixée par l'Administration. Une copie sous forme informatique doit également être transmise. Un accusé de réception envoyé par l'Administration dans les dix jours ouvrables notifie au demandeur que son dossier est recevable ou, le cas échéant, indique les pièces manquantes.

§ 2. Le plan de développement est présenté à un comité d'avis par un représentant du service extérieur compétent de l'Administration. Le comité d'avis est composé d'un représentant de la Direction des Structures agricole de l'Administration, du représentant du service extérieur qui a présenté le plan, d'un expert en économie agricole désigné par l'Administration et d'un expert technique dans l'Orientation technico-économique considérée désigné par l'Administration.

Le Comité d'avis peut demander au demandeur de présenter et défendre son plan de développement avec l'aide du consultant.

§ 3. Le Comité d'avis analyse le plan de développement. Il apprécie la valeur des investissements de reprise ou de création, la pertinence pour le demandeur de cette reprise ou de cette création sur le plan technique et économique ainsi que, le cas échéant, la pertinence et la cohérence du plan d'investissements prévu en complément. Il remet au Ministre et à l'Inspecteur général de l'Administration un avis tant qualitatif que quantitatif sur la validité des objectifs fixés pour la 1^{ère} installation et évalue si grâce au plan de développement le revenu pourra atteindre dans un délai de trois ans le niveau du revenu seuil régionalisé de l'année considérée.

Le Comité d'avis rend un avis motivé non contraignant positif, négatif ou sous conditions d'adaptation des conditions du plan, dans les quatre mois suivant la date de notification prévue à l'article 24, § 1^{er}.

§ 4. Avant de remettre un avis totalement ou partiellement négatif, le Comité doit en informer, avec motivation, le demandeur. Ce dernier dispose de 1 mois pour introduire un plan de développement révisé s'il le souhaite. Les délais de remise d'avis par le Comité et de notification de décision par le Ministre sont alors allongés de deux mois.

§ 5. Le demandeur peut prendre connaissance de l'avis motivé délivré par le Comité d'avis.

Art. 25. § 1. L'acceptation totale, partielle ou conditionnelle du plan de développement, ou son refus, relève de la compétence du Ministre. Une décision doit être notifiée au demandeur dans les six mois suivant la notification de recevabilité de la demande prévue par l'article 24, § 1^{er}.

A défaut de réaction dans ce délai le plan est considéré éligible et le Ministre doit notifier son acceptation au demandeur dans les 30 jours suivant cette échéance.

§ 2. La notification d'acceptation du plan de développement par le Ministre précise la valeur et la nature des investissements éligibles à l'aide ainsi que, par investissement, le montant, la forme de l'aide, le calendrier de réalisation, les indicateurs de suivi et les pièces à présenter comme justificatif de l'investissement. Chaque investissement individuel recevant une aide peut bénéficier, pour le prêt relatif à l'investissement considéré, de la garantie publique telle que prévue à l'article 12, § 2.

La couverture exacte de la garantie est appréciée par l'Administration au cas par cas au moment de la conclusion du prêt. Si l'aide est octroyée sous forme de subvention-intérêt, un document officiel à remettre à l'organisme bancaire fixera les conditions de la subvention-intérêt sur le prêt couvrant ledit investissement.

§ 3. Lorsque l'aide est fournie sous forme de subvention-intérêt le taux de référence retenu dans les conditions sera le taux de référence en vigueur au moment de la signature effective du prêt par le bénéficiaire avec l'organisme de crédit. Le cas échéant la durée de l'aide devra être adaptée pour rester dans les limites du plafond par investissement fixé aux articles 13 et 26.

Art. 26. Les aides maximales prévues pour un plan de développement sont :

Pour le volet reprise ou création :

§ 1^{er}. Sur la 1^{ère} tranche de € 100.000 d'investissements éligibles une aide en capital égale à 45 % de l'investissement versée suivant les modalités fixées à l'article 12, § 1,2.

§ 2. Sur la 2^e tranche d'investissements de € 100.001 à € 175.000 une subvention-intérêt égale à la différence entre le taux de référence défini à l'article 1^{er}, 31^o en vigueur au moment de la signature du prêt avec l'organisme de crédit et le taux minimum de 1,00 % à charge du bénéficiaire. Le montant maximal de l'aide sous forme de subvention-intérêt est fixé à € 10.000. Le taux de subvention-intérêt ne peut être supérieur à 5 % et la subvention-intérêt porte sur une durée maximum de quinze ans pour les investissements en bâtiments et de sept ans maximum pour les autres investissements. Le cas échéant, la durée de la subvention est réduite pour respecter le plafond de € 10.000.

§ 3. Sur la 3^e tranche de € 175.001 à € 300.000 une aide régionale sous forme d'une subvention-intérêt égale à la différence entre le taux de référence défini à l'article 1^{er}, 32^o en vigueur au moment de la signature du prêt avec l'organisme de crédit et le taux minimum de 1,00 % à charge de l'agriculteur. Le montant maximal de l'aide sous forme de subvention-intérêt est fixé à € 25.000. Le taux de subvention-intérêt ne peut être supérieur à 5 % et la subvention-intérêt porte sur une durée maximum de sept ans. Le cas échéant, la durée de la subvention est réduite pour respecter le plafond de € 25.000.

§ 4. La garantie publique, aux conditions fixées par l'article 12, § 2, accordée pour tous les emprunts portant sur des investissements éligibles au titre du présent arrêté et pour une durée maximale de quinze ans.

Pour le volet investissements. Des aides équivalentes à celles fixées dans le chapitre III, articles 13 à 18, sous condition du respect des exigences et seuils fixés dans ce chapitre. Toutefois, en dérogation à l'article 12, § 1^{er}, le taux minimum à charge du jeune en première installation bénéficiant d'un plan de développement est réduit à 1 %.

Art. 27. La valeur cumulée totale des aides à l'installation de jeunes agriculteurs prévue à l'article 26. A), en une ou deux phases, ne peut dépasser € 80.000.

Art. 28. L'installation peut se faire en deux phases au maximum.

Le total des aides à l'installation octroyées lors des deux phases ne peut dépasser le plafond fixé à l'article 27. Lorsqu'une ou des phases ont été réalisées au cours d'une programmation précédente, le solde non octroyé du plafond fixé à l'article 27 peut être obtenu moyennant respect des exigences du présent arrêté.

Art. 29. Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt.

Art. 30. Les investissements éligibles pour la partie "reprise" ou "création" du plan de développement sont respectivement :

- la reprise ou l'achat de matériel;
- la reprise de cheptel et le regarnissage éventuel ou l'achat de cheptel en 1^{re} année;
- la reprise (achat de bâtiments faisant partie de l'exploitation reprise) ou la construction et l'achat de bâtiments;
- la reprise ou l'achat de stocks pour un maximum de 20.000 euros par exploitation;
- l'indemnisation d'arrière-engrais pour un maximum de 350 euros par ha;
- l'indemnisation des cultures agricoles en croissance existantes pour un maximum de 750 euros par ha ainsi que la reprise de cultures horticoles sur justification de la valeur;
- le rachat de parts au sein d'une exploitation agricole personne morale déjà existante à concurrence de la valeur représentative de chaque part des investissements de reprise figurant aux points 1 à 6 ci-dessus, sans préjudice de toutes les dispositions du présent chapitre. Cette valeur est établie sur base d'une expertise avec inventaire détaillé par un réviseur d'entreprise agréé par l'Institut des réviseurs d'entreprises;
- les frais de conception du plan de développement hors frais de consultant.

CHAPITRE V. — Encadrement pour la préparation et l'exécution des plans d'investissements et des plans de développement

Art. 31. Le conseil pour la préparation et/ou le suivi de l'exécution des plans visés aux chapitres III et/ou IV ne peut se faire que par un consultant.

Art. 32. § 1^{er}. L'Administration agréée les structures de consultance et reconnaît les consultants suivant les critères énoncés à l'annexe VI.

§ 2. Un consultant qui contresigne au cours d'une même année plus de 3 plans d'investissements et/ou de développement qui sont refusés pour plus de 50 % de la valeur des aides demandées par plan perd son agrément. Au-delà de 10 plans, le seuil de sanction est fixé à 30 % des plans introduits qui sont refusés pour plus de 50 % de la valeur des aides demandées par plan.

§ 3. Une structure de consultance qui voit, chaque année pendant deux années consécutives, retirée la reconnaissance de plus de 5 de ses consultants ou, si la structure compte moins de 20 consultants de plus de 25 % des consultants, perd son agrément.

§ 4. L'Administration est tenue de signifier le retrait d'agrément ou de reconnaissance à la structure de consultance avec un préavis de 2 mois. Cette dernière dispose d'un mois pour introduire un recours auprès du Ministre.

Art. 33. L'exploitant agricole n'est pas tenu de suivre l'avis du consultant lors de la conception de son plan de développement. En cas de divergence de vues, le consultant, qui doit contresigner le plan de développement, est tenu d'indiquer dans une annexe au plan la ou les propositions alternatives qu'il propose.

Art. 34. L'exploitant agricole peut faire appel à des consultants différents pour la rédaction du plan de développement et pour sa mise en œuvre. Lorsque plusieurs consultants se succèdent pour la rédaction d'un plan de développement leurs noms et les motivations de leur remplacement doivent être indiqués dans le plan introduit auprès de l'Administration.

Art. 35. Une aide régionale sous forme d'un chèque service couvrant à 80 % les frais liés à la rédaction d'un plan est attribué à tout exploitant agricole qui en fait la demande. Le plafond des frais éligibles est fixé à € 800,00 pour un plan d'investissements et € 1.200,00 pour un plan de développement comprenant ou non un plan d'investissements. La moitié du chèque service est honorée lors de l'introduction du plan auprès de l'Administration, le solde lors de son acceptation. Le solde n'est pas honoré en cas de refus du plan.

Il n'y a pas d'aides spécifiques allouées pour l'encadrement des adaptations de plan mais si le chèque service n'a pas été entièrement utilisé, le solde peut être utilisé pour couvrir le coût du consultant pour les adaptations introduites.

Art. 36. Une aide régionale sous forme d'un chèque service couvrant 80 % des frais liés au suivi de la mise en œuvre d'un plan est attribué à tout exploitant agricole bénéficiant d'un plan adopté qui en a fait la demande lors de l'introduction de son plan. Le plafond des frais éligibles pour ce suivi est fixé à € 900,00 pour un plan de d'investissements et € 1.200,00 pour un plan de développement comprenant ou non un plan d'investissements. Le tiers du chèque service est honoré lors de l'introduction auprès de l'Administration, des rapports annuels ou du rapport final de mise en œuvre du plan rédigé par le consultant selon la présentation fixée par l'Administration. Lorsque le rapport de mise en œuvre du plan n'est pas introduit auprès de l'Administration dans les 3 mois suivant la fin de l'année considérée ou la fin du plan le solde n'est pas honoré et le consultant perd son agrément.

CHAPITRE VI. — Aide régionale en faveur du démarrage des groupements

Art. 37. § 1^{er}. Une aide régionale pour le démarrage est accordée à des groupements reconnus ayant au moins un des buts suivants :

- l'entraide entre exploitations pouvant bénéficier des aides couvertes par le présent arrêté;
- l'introduction de pratiques agricoles alternatives;
- une utilisation en commun plus rationnelle des moyens de production agricoles;
- une exploitation en commun.

Cette aide de démarrage est destinée à contribuer à couvrir les coûts de gestion pendant les trois premières années après la création des groupements susmentionnés.

§ 2. Les fédérations de groupements peuvent bénéficier de l'aide régionale de démarrage dans les mêmes conditions que celles prévues pour les groupements eux-mêmes.

Toutefois, l'octroi d'une aide de démarrage à une fédération ne peut avoir pour effet qu'un groupement bénéficie plus d'une fois de l'aide prévue au § 1^{er}.

Art. 38. Pour pouvoir être aidé, le groupement ou la fédération doit comporter au moins trois membres exploitants agricoles actifs, ne peut être dissout avant la sixième année et doit être constitué soit :

1. sous la forme d'une société coopérative de transformation et commercialisation;
2. sous la forme d'un groupement fourrager;
3. sous la forme d'une CUMA;
4. sous la forme d'une association agricole, ayant opté pour la personnalité juridique;
5. sous la forme d'une Société Agricole qui a comme objet l'exploitation en commun.

Art. 39. Le groupement ou la fédération de groupements doit apporter la preuve que la coopération est socialement ou économiquement justifiée.

Art. 40. Au moment de la demande, le groupement ou la fédération de groupements soumet ses statuts et un état prévisionnel des dépenses et des recettes, accompagné de leur éventuelle justification.

Art. 41. L'aide régionale de démarrage est destinée à contribuer à couvrir les coûts de gestion.

On entend par coûts de gestion ceux qui découlent d'opérations qui, par nature, n'apportent pas de valeur ajoutée aux exploitations des exploitants agricoles intéressés, en ce compris les frais inhérents à la gestion de main-d'œuvre et du matériel requis par l'objet social.

L'aide de démarrage ne peut dépasser annuellement le total des coûts de gestion réellement justifiés de la première année d'activité; elle ne peut dépasser 50 % du budget global du groupement ou de la fédération de groupements.

L'aide de démarrage est de maximum € 22.500 par groupement ou fédération de groupements et ne peut être supérieure à quatre fois la valeur des cotisations annuelles payées par les membres du groupement ou de la fédération de groupements et ce durant trois années au moins. Cette aide est payée à raison de 50 % la première année et de 25 % à la fin de chacune des deux années suivantes.

CHAPITRE VII. — Aides aux coopératives de transformation et de commercialisation

Art. 42. Les coopératives de transformation et commercialisation peuvent bénéficier d'aides spécifiques pour les investissements en vue de la réalisation de leur objet social. Ces aides concernent tant les biens meubles qu'immubles.

L'utilisation collective doit pouvoir être vérifiée à tout moment.

Art. 43. § 1^{er}. Pour bénéficier des aides, la coopérative doit établir un plan d'investissements sur trois ans, également dénommé, "plan". Ce plan doit présenter une image complète de la situation initiale de la coopérative ainsi que les objectifs spécifiques définis en vue du développement de ses activités. Il doit présenter l'ensemble des investissements prévus sur la période de trois ans en conformité avec les articles 48 à 53, montrer leur cohérence avec les objectifs de la coopérative, prouver leur pertinence économique et technique ainsi que les charges et recettes qu'ils génèrent. Il doit indiquer le montant des aides, par investissement et totale, auxquelles prétend la coopérative.

§ 2. En conformité avec le prescrit de l'annexe II, le Ministre arrête le détail du contenu du plan. La demande d'aide doit être introduite par courrier recommandé auprès de l'Administration et selon la présentation fixée par celle-ci.

§ 3. Une même coopérative ne peut simultanément bénéficier de plus d'un plan d'investissements.

§ 4. Le ou les investissements prévus par le plan devront respecter les normes communautaires qui leurs sont applicables.

Art. 44. Les modalités de présentation, de réception et d'appréciation par l'Administration, de décision par le Ministre, et également d'adaptation et de mise en œuvre du plan qui ont été fixées aux articles 6, 7 et 8, § 1^{er}, 3, 4 et 5 sont d'application.

Art. 45. Sauf en cas de modification de l'objet social de la coopérative en vue de la réorientation des activités ou en cas de circonstances exceptionnelles reconnues par le Ministre, un plan d'investissements ne peut être interrompu dans les 2 ans suivant la date de sa notification par le Ministre.

Art. 46. Aucun investissement réalisé ou entamé avant l'adoption formelle du plan par le Ministre n'est éligible à l'aide.

Art. 47. Une coopérative est libre de ne pas réaliser un investissement prévu par son plan adopté, elle doit en avvertir l'Administration et le montant d'aide volontairement abandonné est déduit du plafond total de l'aide fixé par l'article 52.

Art. 48. Une aide régionale maximale égale à 14 % de la valeur éligible de l'investissement est accordée aux investissements qui répondent à au moins un des critères suivants :

a) contribuer à l'orientation de la production en fonction de l'évolution prévisible des marchés ou favoriser l'émergence de nouveaux débouchés pour la production agricole, en facilitant notamment la production et la commercialisation de nouveaux produits ou de produits de qualité, y compris ceux issus de l'agriculture biologique;

b) contribuer à l'amélioration ou à la rationalisation des circuits de commercialisation ou du processus de transformation des produits agricoles;

c) contribuer à l'amélioration de la qualité, de la présentation et du conditionnement des produits ou contribuer au meilleur emploi des sous-produits, notamment par le recyclage des déchets;

d) contribuer à faciliter l'adoption de nouvelles technologies axées sur la protection de l'environnement;

e) encourager la mise en œuvre de l'amélioration et du contrôle de la qualité ainsi que des conditions sanitaires.

Pour les investissements répondant aux critères fixés par le programme wallon de développement rural 2007-2013, l'aide est portée à 20 %.

Art. 49. L'achat de terres, de plantes annuelles, de plantations de plantes annuelles, de droits à paiement unique, de quotas, d'animaux, de charroi et de matériel destiné à la gestion administrative de la coopérative ainsi que les simples opérations de remplacement, ne peuvent, saufs exceptions fixées par le présent arrêté, bénéficier de l'aide à l'investissement. Il en est de même pour les travaux de drainage et des travaux ou achat de matériel d'irrigation à moins que ces investissements n'entraînent une réduction de la consommation d'eau d'au moins 25 %.

Art. 50. Pour être recevable, un plan d'investissements doit prévoir au minimum € 30.000 d'investissements sur sa durée et chaque investissement présenté dans le plan, pris individuellement, doit être supérieur à € 10.000. Pour ce qui concerne les investissements en matériel ou équipement, la valeur maximale éligible par investissement présenté dans le plan est de € 250.000. Pour ce qui concerne les investissements en bâtiments, la valeur maximale éligible par investissement présenté dans le plan est de € 500.000.

Art. 51. Les plafonds d'éligibilité des investissements fixés à l'article 50 sont augmentés de 30 % pour les investissements dans :

— de nouvelles technologies axées sur la protection de l'environnement;

— des aménagements de bâtiments et/ou adaptation de matériel afin de réaliser des économies d'énergie en complément aux autres aides publiques déjà fournies.

Art. 52. Plafond maximal de l'aide accordé par plan adopté :

§ 1^{er}. Par plan d'investissements prévu pour trois ans un plafond est fixé au total cumulé de l'ensemble des aides allouées aux divers investissements présentés dans le plan d'investissements. Le niveau de ce plafond est proportionnel au nombre de voix à l'assemblée générale détenues par des exploitants agricoles, CUMA, groupements ou associations membres d'une coopérative de transformation et commercialisation, actifs au moment de l'introduction du plan d'investissements. Il s'établit comme suit :

— de 3 à 9 voix : € 200.000;

— de 10 à 30 voix : € 200.000 plus un supplément de € 5.000 par voix;

— de 31 à 56 voix : € 300.000 plus un supplément de € 2.000 par voix;

— au delà de 56 voix : pas de supplément.

§ 2. Le demandeur doit veiller à ce que le total des aides auxquelles il prétend lorsqu'il introduit son plan ne dépasse pas le seuil fixé au § 1^{er}.

§ 3. En cas de dépassement du plafond, et ce avant analyse de la demande et refus éventuel de certains investissements, une réduction proportionnelle est appliquée sur toutes les aides demandées pour atteindre le seuil fixé au § 1^{er}.

Art. 53. Les aides aux coopératives dont les plans d'investissements sur trois ans ont été adoptés conformément aux niveaux maxima d'aides fixés aux articles 48 à 52 sont accordées, selon une répartition précisée dans le plan adopté, sous la forme de soit :

1. une subvention-intérêt égale à la différence entre le taux de référence défini à l'article 1, 32^o, en vigueur au moment de la signature du prêt avec l'organisme de crédit et le taux minimum de 3,0 % à charge de la coopérative. Le taux de subvention intérêt ne peut être supérieur à 5 % et la subvention-intérêt porte sur une durée maximum de sept ans pour les investissements en matériel et de maximum quinze ans pour les investissements en bâtiments;

2. une intervention en capital versée en une tranche si le montant de l'aide est inférieur à € 50.000, deux tranches si il est inférieur à € 100.000 et trois tranches s'il est supérieur à € 100.000. Dans les limites des disponibilités budgétaires, l'intervention en capital bénéficie prioritairement aux investissements en matériel;

3. une combinaison d'aides en subvention-intérêt et d'aide sous forme de prime en capital.

Art. 54. Une garantie publique peut être accordée pour une période égale à sept ans pour les investissements en matériel ou équipement et n'excède pas dix ans pour les investissements en bâtiments. Cette garantie est accordée pour tous les investissements du plan d'investissements bénéficiant d'une aide et faisant l'objet d'un prêt accordé par un organisme public ou privé agréé à cette fin.

Art. 55. Les investissements en matériel, équipement et/ou en biens immeubles destinés à la transformation des productions de la coopérative réalisés en un lieu situé dans une zone franche rurale, bénéficient d'un complément aux aides prévues aux articles 48 et 51 portant l'aide globale à 40 % du montant éligible de l'investissement. Ce complément est alloué via la clé de répartition des moyens budgétaires repris au Fonds d'impulsion du développement économique rural, telle que prévue à l'article 42, § 4, du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon. Si l'investissement est éligible à un concours du FEADER dans le cadre de la mesure "accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicole" du programme de développement rural, l'aide régionale est plafonnée à 28 % des investissements éligibles.

CHAPITRE VIII. — *Contrôles et sanctions*

Art. 56. Sauf avec accord préalable de l'Administration, tout investissement ayant bénéficié d'une aide couverte par le présent Arrêté doit être conservé et affecté à la destination prévue par le plan pendant une période minimale de cinq ans suivant la date de réalisation effective de l'investissement. La vente, mise en location, mise à disposition gratuite ou tout changement d'affectation et/ou d'utilisation qui détourne l'investissement de l'objectif fixé dans le plan autorise l'Administration à exiger le remboursement de toutes les aides versées en faveur de l'investissement concerné. Un bénéficiaire de l'aide qui souhaite modifier l'affectation et/ou utilisation d'un investissement bénéficiant ou ayant bénéficié d'une aide couverte par le présent Arrêté doit informer préalablement l'Administration. Il doit indiquer l'ancienne et la nouvelle affectation et/ou utilisation, motiver le changement et préciser si l'objectif prévu dans son plan pour cet investissement est conservé ou pas ainsi que les conséquences pour l'objectif général du plan. A défaut de réaction de l'Administration dans les soixante jours ouvrable, la modification est considérée valable et l'Administration dispose de vingt jours ouvrables pour notifier son acceptation au demandeur.

Art. 57. Tout bénéficiaire d'aides pour un plan d'investissements ou de développement adopté est responsable de l'évaluation de sa bonne mise en œuvre. Il est tenu de relever annuellement les indicateurs de résultat prévu par le plan et d'inscrire ses observations dans le tableau récapitulatif du plan.

Art. 58. L'Administration contrôle le relevé des indicateurs prévus par le plan et vérifie leur conformité à la situation de l'exploitation. Le bénéficiaire de l'aide est tenu de fournir au contrôleur toutes les informations et documents nécessaires pour apprécier la qualité de son évaluation. En cas d'indicateur en deçà des objectifs fixés, le contrôlé doit être en mesure d'expliquer la situation et de présenter les nouvelles mesures mise en œuvre pour répondre à cette situation.

Art. 59. En cas d'absence d'évaluation, de refus de fournir les informations et documents nécessaire pour apprécier la qualité de l'évaluation ou en cas de retard ou lacune grave dans la mise en œuvre du plan et en l'absence de mesures spécifiques pour répondre à cette situation, le plan peut être suspendu et, les aides versées peuvent être récupérées à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 60. Les CUMA et coopératives de transformation ou de commercialisation sont tenues de transmettre à l'Administration le rapport de leur assemblée générale annuelle, pour les CUMA contresigné par tous les membres, dans les trois mois après la clôture des comptes annuels. Ce rapport devra au moins présenter les activités, les comptes et surtout, pour les CUMA la répartition de l'utilisation du matériel entre les membres. A défaut de rapport ou dans le cas de non respect des objectifs du plan adopté, les aides prévues par le plan seront suspendues et les aides versées peuvent être récupérées à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 61. Les groupements fourragers, les GPL et les APL, représentés par l'agriculteur désigné dans l'acte authentique pour gérer l'APL, sont tenus de transmettre à l'Administration le rapport de leurs activités annuelles, contresigné par tous les membres, pas plus tard que trois mois après la clôture de chaque année du plan. Ce rapport devra au moins présenter leurs activités, les comptes (sauf pour les groupements fourragers) et surtout, pour les groupements fourragers, la répartition de l'utilisation du matériel entre les membres.

A défaut de rapport ou dans le cas de non respect des objectifs du groupement et/ou du plan adopté, les aides prévues par le plan seront suspendues et les aides versées peuvent être récupérées à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 62. Lorsque la condition fixée par l'article 9, § 1^{er}, pour une CUMA ou par l'article 10, § 1^{er}, pour un groupement fourrager, n'est pas remplie pendant plus de 6 mois consécutifs et que l'Administration n'en est pas informée, la CUMA ou le groupement n'est plus reconnu. Les aides prévues par le plan sont interrompues et les aides versées peuvent être récupérées à concurrence de la partie non justifiée y compris auprès du ou des membres ayant quitté la CUMA ou le groupement. Le même traitement est applicable aux aides apportées à des GPL ne répondant plus aux définitions de l'article 1^{er}, 19.

Art. 63. L'exploitant agricole bénéficiaire d'une aide à la 1^{ère} installation en plus du respect des articles du présent chapitre est tenu de présenter à l'Administration, selon la présentation fixée par cette dernière, un rapport de mise en œuvre du plan de développement dans les trois mois qui suivent la fin de chaque année de mise en œuvre du plan.

A défaut, l'Administration peut suspendre les paiements des aides et/ou refuser d'analyser un nouveau plan d'investissements.

Art. 64. Lorsque le rapport prévu à l'article 63 montre que les objectifs fixés par le plan de développement ne seront pas atteints, le jeune agriculteur, avec l'aval de son consultant, doit introduire une demande d'adaptation de son plan voire une révision de ses objectifs. Les demandes d'adaptations doivent respecter la structure et le degré de précision fixés à l'annexe I^{re} et être introduites sous la présentation fixée par le Ministre.

A défaut, l'Administration peut, en concertation avec le consultant, imposer les adaptations nécessaires du plan pour atteindre lesdits objectifs ou, le cas échéant, la révision des objectifs et des moyens pour les atteindre.

Art. 65. Lorsqu'il y a non-conformité de la mise en œuvre du plan de développement, l'Administration peut suspendre les paiements des aides et/ou procéder au recouvrement des aides perçues pour des investissements non conformes au plan de développement.

Art. 66. Lorsque, lors de la mise en œuvre d'un plan comptant des investissements en bâtiments d'élevage, le taux de liaison au sol inférieur ou égal à 1 n'est pas respecté pendant plus de deux années consécutives l'Administration peut suspendre les paiements des aides et/ou procéder au recouvrement des aides perçues pour des investissements dans des bâtiments d'élevage à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 67. L'Administration est tenu d'informer le bénéficiaire d'une aide de son intention de suspendre cette dernière ou de procéder à sa récupération à concurrence de la partie non justifiée en application des articles 59 à 66. L'Administration est tenue de motiver son intention et le bénéficiaire dispose de trente jours pour introduire son recours ainsi que les pièces justificatives nécessaires à sa défense.

TITRE III. — Aides spécifiques aux régions défavorisées

Art. 68. Une indemnité compensatoire annuelle est octroyée à l'agriculteur qui exploite des superficies fourragères situées dans les régions défavorisées définies à l'article 1^{er}, 27^o.

Art. 69. Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité compensatoire, l'agriculteur doit satisfaire aux conditions suivantes :

1^o être identifié auprès de l'Administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du Règlement CE n^o 796/2004 du Conseil du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système de gestion et de contrôle prévu par le Règlement CE n^o 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

2^o introduire auprès d'une des Directions des Services extérieurs de l'Administration une demande annuelle conformément aux conditions visées à l'article 70. Cette demande annuelle constitue l'engagement du point 3^o;

3^o s'engager à respecter toutes les conditions d'octroi du bénéfice de l'indemnité considérée et à accepter tout contrôle sur place;

4^o introduire annuellement auprès d'une des Directions des Services extérieurs de l'Administration et selon ses instructions, une déclaration de superficie et demande d'aides;

5^o gérer une exploitation dont la superficie agricole reprise dans la déclaration de superficie située dans les régions défavorisées s'élève au moins à 40 % de la superficie agricole totale de l'exploitation reprise dans la déclaration de superficie située sur le territoire national et atteint au minimum trois hectares;

6^o exercer une activité à titre principal. Lorsqu'il s'agit d'un groupement d'exploitants agricoles, seule(s) la ou les personnes physiques qui répond(ent) à cette condition peu(ven)t bénéficier de l'indemnité. Dans le cas de personne morale, le droit à l'indemnité est uniquement ouvert aux administrateurs délégués, gérants ou associés gérants qui répondent à cette condition;

7^o les personnes qui ouvrent le droit à l'indemnité ne peuvent avoir atteint l'âge de 65 ans avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la demande;

8^o s'engager à poursuivre l'activité agricole dans une zone défavorisée pendant au moins cinq ans à compter du premier versement d'une indemnité compensatoire.

L'agriculteur est également libéré de cet engagement dans les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles prévus à l'article 95 ou lorsqu'il cesse l'activité et si l'exploitation ininterrompue des surfaces concernées est assurée. Le bénéfice de l'indemnité cesse cependant dès le premier janvier de l'année durant laquelle intervient cette libération de l'engagement;

9^o disposer d'une charge en bétail moyenne sur l'année supérieure ou égale à 0,6 UGB pâturant (bovins, ovins, caprins et équidés présents sur l'exploitation) par hectare de superficie déclaré en superficie fourragère dans la déclaration de superficie;

10^o respecter un taux de liaison au sol global ou, le cas échéant, un taux de liaison au sol "zone vulnérable", inférieur ou égal à 1.

Art. 70. L'indemnité compensatoire s'élève à € 122 par hectare de superficie fourragère, situé dans les régions défavorisées. Toutefois, pour une exploitation, l'indemnité est limitée par année au plafond maximum de € 1.736 par exploitant agricole qui démontre qu'il satisfait, à la date de la demande, aux conditions fixées par l'article 69. Ce plafond correspond à une superficie maximum de 14,23 ha par exploitant agricole.

L'indemnité est versée à l'agriculteur ayant introduit une demande d'indemnité compensatoire au moyen du formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides, sur le compte tel que précisé dans son identification auprès de l'Administration.

Art. 71. La demande annuelle d'indemnité de l'agriculteur, doit être exprimée sur le formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides introduit au plus tard à la date limite fixée par l'Administration. En outre, elle doit être accompagnée de tous les documents nécessaires, notamment d'une attestation d'affiliation de l'agriculteur considéré à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, comme indépendant à titre principal, en qualité d'agriculteur, horticulteur ou d'éleveur, indiquant précisément cette qualité et qu'il est en règle de cotisation. Cette attestation doit être établie durant l'année de la demande considérée et concerner la même année.

Toutefois, s'il s'agit d'un groupement d'agriculteurs, chacune des personnes physiques membres du groupement, qui ouvre le droit à l'indemnité, doit joindre à la demande l'attestation d'affiliation susmentionnée. Si le demandeur est une personne morale, chacun des administrateurs délégués, gérants ou associés gérants qui ont la responsabilité de la gestion de l'exploitation considérée doit joindre à la demande l'attestation d'affiliation susmentionnée.

L'introduction tardive de la demande annuelle d'indemnité entraîne une diminution du montant de l'indemnité de 1 % par jour ouvrable de retard par rapport à la date fixée par l'Administration. Lorsque le retard est de plus de vingt-cinq jours civils, la demande est considérée comme irrecevable.

Lorsque la demande introduite est incomplète, l'Administration notifie à l'agriculteur le ou les documents incomplets ou manquants. Ces documents doivent parvenir à l'Administration dans un délai de trente jours calendrier comptés à partir du premier jour ouvrable qui suit la date de la notification. Le non-respect de ce délai entraîne la nullité de la demande d'indemnité compensatoire pour les régions défavorisées.

Art. 72. Sans préjudice des réductions et exclusions prévues à l'article 16 du Règlement (CE) 1975/2006, en cas de non-respect des conditions prévues à l'article 69 du présent arrêté, l'aide est refusée Lorsque le non respect revêt un caractère intentionnel, le bénéficiaire est exclu de la mesure en question pendant l'année FEADER concernée et la suivante.

En outre, le producteur qui a reçu des indemnités compensatoires a l'obligation de rembourser les montants perçus au cas où il ne respecterait pas l'engagement prévu à l'article 69, point 8.

Art. 73. Pour la détermination des superficies éligibles au paiement de l'indemnité compensatoire, les modalités fixées dans le règlement 1975/2006 s'appliquent.

Art. 74. § 1^{er}. Lorsque les bénéficiaires d'indemnités compensatoires ne respectent pas, sur l'ensemble de l'exploitation, en raison d'un acte ou d'une omission qui leur est directement imputable, les exigences contraignantes couvertes par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, le montant total des paiements qui doivent leur être versés pour l'année civile au cours de laquelle le non respect est constaté, est réduit ou supprimé en application des dispositions de l'article 51 du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

§ 2. Aucune réduction ou suppression du montant des paiements visés au § 1^{er} n'est appliquée pendant la période de grâce pour les normes pour lesquelles un délai de grâce a été accordé en vertu de l'article 26, § 1^{er}, point b) du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Art. 75. L'agriculteur qui a reçu des indemnités compensatoires a l'obligation de rembourser les montants perçus au cas où il ne respecterait pas l'engagement prévu à l'article 68, point 8°.

En cas de paiement indu, le bénéficiaire concerné a l'obligation de rembourser les aides ou indemnités perçues, conformément à l'article 73 du Règlement (CE) n° 796/2004 précité.

TITRE 4. — *Mesures régionales en faveur des exploitations en difficultés financières et à la lutte contre les maladies infectieuses*

CHAPITRE IX. — *Mesures régionales en faveur des agriculteurs en difficultés financières*

Art. 76. L'agriculteur, qui apporte la preuve qu'il éprouve des difficultés financières suite à des cas de force majeure, peut bénéficier des aides régionales suivantes :

1° une prolongation de la subvention-intérêt et de la garantie pour un ou des prêts bénéficiant déjà de ces aides, ou une prime en capital récupérable ou à fonds perdus;

2° une subvention-intérêt et la garantie sur un crédit de soudure.

Le Ministre, en accord avec le Ministre du Budget, fixe les conditions d'application de ces aides, les durées de la subvention-intérêt et de la garantie ainsi que les minima et maxima d'investissement à prendre en considération. Il détermine les cas et la mesure dans lesquelles l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés.

CHAPITRE X. — *Mesures régionales à la lutte contre les maladies infectieuses*

Art. 77. L'exploitant agricole justifiant la qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 2 peut bénéficier des aides régionales prévues à l'article suivant à condition qu'il s'agisse d'achat de bétail pour cause de repeuplement, soit :

1° suite au stamping out du cheptel dans le cadre de la lutte contre la brucellose bovine;

2° suite à l'épuration pour cause de tuberculose bovine, d'au moins 30 % du cheptel;

3° suite à l'éradication de la fièvre aphteuse, de la leucose bovine enzootique, de l'encéphalite spongiforme bovine, de la fièvre aphteuse porcine, de la peste porcine, de la maladie d'Aujeszky et de la peste aviaire.

Art. 78. Ces aides sont :

1) la subvention-intérêt; lors de la première occurrence de la maladie dans l'exploitation du demandeur elle est, avec un maximum de 5 %, égale à la différence entre le taux de référence et le taux d'intérêt minimum de 3 % restant à la charge du bénéficiaire; le taux d'intérêt restant à la charge du bénéficiaire est de 5 % dans les autres cas; le montant maximum de l'emprunt sur lequel porte l'aide est fixé à 30 % du coût total du repeuplement sans dépasser € 90.000 par UTH et € 180.000 par exploitation. La durée maximale de la subvention-intérêt est de neuf ans en cas de lutte contre la brucellose bovine et de 5 ans dans les autres cas;

2) la garantie publique, d'une durée maximale de dix ans.

Art. 79. L'exploitant agricole qui désire bénéficier des aides régionales prévues au présent chapitre introduit auprès d'un des établissements de crédit agréés par le Ministre une demande en vue de l'obtention d'un prêt. Cette demande sera appuyée par :

1. une copie de l'ordre d'abattage;

2. une attestation établie par l'Inspecteur vétérinaire compétent de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire mentionnant, outre l'identité et l'adresse complète :

— le nombre de bêtes avant abattage, le nombre de bêtes abattues, ainsi que la date des abattages.

— le coefficient de réfaction appliqué aux indemnités accordées par le Ministre son avis sur les aspects réglementaires d'un éventuel repeuplement du cheptel.

Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt.

La valeur de la subvention ne pourra en aucun cas dépasser 20 % du montant de l'investissement subsidiable.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires, générales et finales*

CHAPITRE XI. — *Dispositions transitoires et dérogatoires*

Art. 80. A titre transitoire, celui qui s'installe pour la première fois sur une exploitation en qualité d'exploitant agricole à titre principal avant le 1^{er} juillet 2008 n'est pas tenu, tel que prévu par l'article 22, § 2, à la réalisation préalable d'un stage ni à une remise à jour de ses connaissances tel que demandé par l'article 3, pour pouvoir bénéficier de l'aide. Le cas échéant, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre de la Formation peuvent décider d'adapter la durée de cette période transitoire.

Art. 81. A titre transitoire, en dérogation à l'article 22, § 2, du présent arrêté, l'âge minimal pour l'introduction d'un plan de développement en première installation est fixé à dix-huit ans à la date d'installation sur une exploitation en qualité d'exploitant agricole à titre principal en 2007 et à dix-neuf ans à la date d'installation sur une exploitation en qualité d'exploitant agricole à titre principal en 2008.

Art. 82. En dérogation à l'article 22, § 3, la demande d'aide individuelle à la première installation peut être introduite dans un délai n'excédant pas huit mois après la date officielle d'installation comme chef exploitant agricole indépendant à titre principal lorsque cette date est située entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 août 2007.

Art. 83. A titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2007, en dérogation à l'article 22, § 5, le recours à un consultant n'est pas obligatoire pour introduire un plan de développement. A défaut de consultant, la majoration prévue à l'article 15, § 3, n'est pas d'application. Toutefois, si un demandeur, tant pour un plan de développement que pour un plan d'investissement, fait appel à un conseil pouvant démontrer les titres et expériences fixés dans l'annexe VI et sous réserve de sa reconnaissance future par l'Administration avant le 1^{er} juillet 2008, le bénéfice de la majoration prévue à l'article 15, § 3, reste d'application.

Art. 84. A titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2007, en dérogation à l'article 8, § 1^{er}, et à l'article 46, les investissements repris dans un plan d'investissements introduit dans les formes prévues par le présent arrêté auprès de l'Administration et qui sont réalisés ou entamés après la date de notification de recevabilité dudit plan, fixée respectivement par l'article 6, § 1^{er} ou l'article 24, § 1^{er}, mais avant la notification officielle de son adoption totale ou partielle par le Ministre, prévue respectivement par l'article 7, § 2 ou l'article 25, § 2, restent éligibles à l'aide.

L'introduction du plan et le maintien du bénéfice de l'éligibilité ne préjugent en rien de l'octroi de l'aide, ni de sa forme, ni de son niveau. La date de début d'exécution du plan est fixée à la date de réalisation du premier investissement éligible prévu par le plan.

Art. 85. En complément à l'article 84 et à titre transitoire jusqu'au 30 septembre 2007, les investissements déjà réalisés ou entamés à compter du 1^{er} janvier 2007 peuvent être repris dans un plan d'investissements introduit dans les formes prévues par le présent arrêté auprès de l'Administration et restent éligibles à l'aide.

L'introduction du plan et le maintien du bénéfice de l'éligibilité ne préjugent en rien de l'octroi de l'aide, ni de sa forme, ni de son niveau. La date de début d'exécution du plan est fixée à la date de réalisation du 1^{er} investissement éligible prévu par le plan.

Art. 86. Un exploitant agricole, une association d'exploitations, une CUMA, ou un GPL qui répond aux critères d'accès au bénéfice de l'aide le concernant tels qu'ils sont fixés dans le chapitre III, mais qui n'a pas encore de plan d'investissements en cours de réalisation, peut bénéficier, sur une période de trois ans à compter de l'introduction de sa première demande, de 3 aides séparées d'un montant individuel maximum de € 5.000 par investissement. A l'exception de l'article 15 et de l'article 5.1., § 6, les montants de l'aide ainsi que les procédures, formes et modalités d'octroi sont celles fixées par le chapitre III. Le détail du contenu de la demande d'aide individuelle est fixé par le Ministre en conformité avec le prescrit de l'annexe V. L'introduction d'une demande d'aides pour un plan d'investissements met fin à cette dérogation.

Art. 87. A titre transitoire, en 2007, les CUMA ou groupements fourragers qui ne répondent pas aux exigences prévues respectivement aux articles 9, § 1^{er} ou 10, § 1^{er} peuvent introduire un plan d'investissements, entamer sa mise en œuvre et bénéficier de cette période de transition jusqu'au 31 décembre 2007 pour trouver de nouveaux membres éligibles. Au-delà du 1^{er} janvier 2008, les articles 9, § 7 ainsi que 10, § 6, et l'article 62 sont d'application.

CHAPITRE XII. — Dispositions générales et finales

Art. 88. Aucune aide n'est accordée lorsque l'exploitation agricole compte un nombre d'UTH supérieur à 12.

Art. 89. Sur la durée de la programmation 2007-2013, un agriculteur, une CUMA, ou un groupement fourrager ne peut se voir notifier un montant total d'aides à l'investissement supérieur à € 200.000. Sur la durée de la programmation 2007-2013, une association d'agriculteurs ne peut se voir notifier un montant total d'aides supérieur à € 350.000 et une coopérative de transformation ou de commercialisation ne peut se voir notifier un montant total d'aides supérieur à € 700.000.

Art. 90. L'exploitant agricole qui désire bénéficier des aides prévues au présent arrêté doit s'engager à ne pas solliciter ou avoir sollicité auprès de la Région wallonne d'autres aides, sous forme de subvention-intérêt, subside ou prime quelconque pour les investissements visés aux chapitres III, IV, VI et VII du présent arrêté qui aurait comme effet un dépassement du niveau des aides fixées par le Règlement CE 1698/2005.

Art. 91. L'achat de matériel d'occasion peut être considéré comme dépense éligible dans des cas dûment motivés, lorsque les quatre conditions suivantes sont remplies simultanément :

- une déclaration du vendeur confirmant l'origine exacte du matériel et attestant que celui-ci n'a pas déjà fait l'objet d'une aide régionale, nationale ou communautaire;

- l'achat du matériel constitue un avantage particulier pour le programme ou le projet ou est justifié par des circonstances exceptionnelles, absence de matériel neuf disponible en temps voulu, ce qui compromettrait l'exécution correcte du projet;

- réduction des coûts et partant du montant de l'aide par rapport au coût du même matériel acheté à l'état neuf, avec maintien d'un bon rapport prix-avantage;

- le matériel d'occasion doit présenter les caractéristiques techniques et technologiques nécessaires pour se conformer aux spécifications du plan.

Art. 92. § 1^{er}. Les demandes introduites sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible.

§ 2. Toutefois, lorsque le volume des engagements nécessaires pour honorer les demandes visées à l'alinéa 1^{er} du présent article pendant une période de douze mois dépasse l'autorisation d'engagement précitée, le montant de l'aide visée par le présent arrêté sera réduite en fonction du volume des engagements indispensables pour honorer ces demandes.

Dans cette hypothèse, le Ministre arrête pour l'année concernée, avec l'accord du Ministre du Budget, les modalités de calcul de la réduction précitée.

Art. 93. Le délai de validité des conventions de reprise en première installation, non enregistrées, est d'un an.

Art. 94. Toute demande par un organisme de crédit à l'Administration d'une intervention en subvention-intérêt implique pour l'organisme de crédit en condition d'agrément, de joindre au dossier de demande l'original de l'octroi de la subvention intérêt remise au bénéficiaire lors de la notification d'adoption de son plan de développement par le Ministre, une copie certifiée conforme à l'original de l'acte d'octroi de crédit, ainsi que les annexes éventuelles, signé par les parties. Les organismes de crédit doivent notifier à l'Administration les dates des versements successifs opérés dans le cadre de la libération du crédit.

Le recours à des dépassements du plafond du crédit de caisse lors des échéances en capital et intérêts est interdit.

Lors de la dénonciation de crédit, la banque adresse à l'Administration copie de la lettre adressée au client, cette lettre de dénonciation doit mentionner un constat détaillé de la situation comptable de chaque crédit au jour de la dénonciation.

En cas de pluralité d'organismes bancaires, les concernés s'organisent pour une présentation conjointe d'un appel à la garantie. Une demande de provision en garantie doit être déposée à l'Administration dans les trois mois de la date de la lettre de dénonciation. Le paiement de la provision met fin à la charge en intérêts dus par la Région.

Art. 95. Les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles reconnus sont les suivants :

- a) le décès de l'exploitant agricole;
- b) l'incapacité professionnelle de longue durée de l'exploitant agricole;
- c) l'expropriation d'une partie importante de la surface agricole de l'exploitation gérée par l'exploitant agricole si cette expropriation n'était pas prévisible le jour du dépôt de la demande;
- d) une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon importante la surface agricole de l'exploitation;
- e) la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage;
- f) une épizootie touchant tout ou partie du cheptel de l'exploitant agricole.

Art. 96. Pour l'application du présent arrêté :

1° demeurent agréés, les organismes de crédit agréés à ce jour en application de la loi précitée du 15 février 1961 et de l'arrêté royal du 25 octobre 1990;

2° demeurent agréées, les personnes physiques et morales agréées à ce jour pour la tenue des comptabilités de gestion, en application de l'arrêté royal du 21 mars 1986 relatif à l'octroi de subventions pour encourager la tenue de comptabilités de gestion agricoles ou horticoles et favoriser le développement de groupes de gestion.

Art. 97. L'Inspecteur général de l'Administration, ou en cas d'empêchement le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté.

Art. 98. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée.

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 99. L'arrêté du Gouvernement wallon concernant les aides à l'agriculture du 17 juillet 1997 (*Moniteur belge* du 25 octobre 1997, p. 28449) ainsi que les arrêtés du Gouvernement wallon modificatifs du 26 octobre 2000, 17 janvier 2002, 24 juillet 2003, 27 mai 2004, 14 septembre 2006 sont abrogés.

Les demandes d'aides introduites avant le 31 décembre 2006 ainsi que les engagements d'aide pris par la Région avant le 31 décembre 2006 poursuivent leur instruction selon les dispositions en vigueur avant le 31 décembre 2006.

Art. 100. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 101. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mai 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe I^e

Structure et contenu minimal d'un plan d'investissements sur trois ans.

CONCERNE : exploitant agricole, associations d'exploitations et APL - ci après dénommé "le demandeur".

I. Objet du plan d'investissements.

Le plan a un triple objet qui doit clairement apparaître dans le document de demande introduit auprès de l'Administration :

Il doit d'abord donner une image technique, environnementale et financière complète du demandeur ainsi que ses forces et faiblesses avant la mise en œuvre du plan de développement.

Il doit ensuite clairement indiquer les objectifs visés par le plan en général et chaque investissement en particulier et expliquer pourquoi le(s) investissement(s) participera(ont) au renforcement des forces et/ou à la diminution des faiblesses de l'exploitation. La cohérence des investissements dans le contexte de l'exploitation - en particulier sur le plan économique, environnemental et financier - doit être démontrée.

Il doit enfin être, au profit du demandeur, un outil d'une part pour analyser la situation de son exploitation, association et d'autre part pour suivre et apprécier la mise en œuvre du plan qui avait été fixé.

II. Structure et contenu minimal du plan d'investissements.

Le plan doit impérativement fournir, au minimum, l'ensemble des indications requises ci-après. Si une information est indisponible, la raison doit en être indiquée.

Un plan ne présentant pas toutes les informations est irrecevable.

Le plan doit être fourni sous forme papier avec copie sous forme électronique selon les formes fixées par le Ministre. Toutes les données économiques, de calculs de rentabilité, d'amortissements, etc. doivent être fournies sous forme de tableaux et les formules de calcul doivent être précisées et accessibles. Tous les documents administratifs, fiscaux, comptables et autres pièces probantes nécessaires pour contrôler les informations fournies par le demandeur peuvent être demandées par l'Administration. Le refus de fournir un justificatif conduit au rejet du plan de développement.

CHAPITRE 1^{er}. — Présentation de l'exploitation

Présentation du - et des membres en cas de groupement - demandeur : tous les éléments nécessaires à l'appréciation de son éligibilité au bénéfice de l'aide et aux respect des exigences du présent arrêté.

Informations sur les autres personnes actives sur l'exploitation : compétence professionnelle, statut et temps de travail sur l'exploitation.

Présentation de l'exploitation ou de l'association les trois dernières années (ou depuis sa création) : toutes les informations techniques, environnementales, économiques et comptables pertinentes pour dresser une image complète de la situation et de l'évolution au cours des trois dernières années. Une analyse "forces-faiblesses" de l'exploitation doit présenter les points d'intervention prioritaires. Les participations à des CUMA et/ou Groupements fourragers doivent être mentionnées.

CHAPITRE 2. — *Plan d'investissements*

Objectifs du plan d'investissements.

Ce volet doit impérativement fixer un objectif pour le plan.

L'objectif doit être suffisamment précis pour être réalisable, chiffré et contrôlable.

Si le plan comporte plusieurs volets, des sous-objectifs peuvent être fixés. Il faut montrer comment le(s) objectif(s) du plan de développement vont renforcer les forces et/ou réduire les faiblesses constatées au chapitre 1^{er}. Objectif et sous-objectifs seront fixes pour toute la durée du plan. Les adaptations pourront porter sur les voies et moyens pour les atteindre.

Ce chapitre 2.1. doit présenter l'aspect qualitatif du plan : "qu'est ce qu'on veut et pourquoi ?". Le chapitre 2.2. présente le "comment".

2.2. Contenu du plan d'investissements.

2.2.1. Les investissements prévus pendant la durée du plan d'investissements

Tous les investissements prévus pendant la durée de trois ans du plan et supérieurs à une valeur de € 5.000 doivent être mentionnés même s'ils ne font pas l'objet d'une demande d'aide. Pour ces derniers cas, il faut simplement mentionner la nature, l'estimation du coût et la date prévue pour l'investissement.

Pour chaque investissement individuel qui fait l'objet d'une demande d'aide il faut indiquer une description détaillée de la nature de l'investissement, de la cohérence de l'investissement avec le (ou un des) objectif(s) fixé(s) ainsi que les implications sur les coûts et recettes de l'exploitation. Amortissements prévus, nature des justificatifs présentés et enfin le cas échéant description du matériel remplacé et du bâtiment rénové et/ou adapté doivent être détaillés.

Il faudra également présenter à quel titre l'investissement prévu peut bénéficier de l'aide ainsi que le niveau d'aide demandé. Par investissement, le plan précisera également un (des) indicateur(s) qui permettra(ont) de vérifier si l'investissement rempli ses objectifs.

2.2.2 Tableau récapitulatif des investissements prévus pendant la durée du plan d'investissements.

Ce récapitulatif reprend de manière synthétique l'ensemble des éléments clé du plan d'investissements :

intitulé des investissements individuels pour lesquels une aide est demandée

date (durée) prévue d'exécution

coût prévu

taux et montant de l'aide attendue

indicateur d'auto-contrôle retenu pour cet investissement

forme souhaitée de l'aide.

autres éléments à fixer par le Ministre

Ce récapitulatif est le "tableau de bord" du plan. Il devra être mis à jour à chaque adaptation du plan et reprendra l'évolution des réalisations ainsi que des auto-contrôles réalisés par le demandeur.

2.2.3. Compte d'exploitation prévisionnel au terme de la mise en oeuvre du plan d'investissements.

Au départ du compte d'exploitation le plus récent au moment du dépôt du plan et sur base du calendrier d'investissements prévu ainsi que des coûts et recettes attendus, présenter un compte d'exploitation prévisionnel au terme des trois ans du plan. Les conséquences financières de chaque investissement devront pouvoir être appréciées.

A défaut de données comptables disponibles, cet exercice devra être réalisé au départ des éléments concrets disponibles chez le demandeur, le cas échéant avec l'aide d'un consultant.

Sur base d'une analyse quantitative et qualitative de cette projection des indicateurs de résultat pour le(s) objectif(s) demandés au point 1. doivent être fixé(s).

3. Engagement du demandeur.

Chaque demande devra, juste avant la signature du demandeur comporter le texte suivant :

Je déclare sur l'honneur que l'ensemble des informations de cette demande correspondent bien à ma situation à ce jour et que le plan d'investissements présenté au point 2. correspond bien à mes intentions réelles d'investissements au cours des trois années à venir. Je m'engage à mettre tout en oeuvre pour atteindre le(s) objectif(s) que j'ai fixé selon les voies et moyens décrits par le plan. A défaut, je suis conscient que je m'expose à devoir rembourser tout ou en partie les aides qui me seront allouées dans le cadre de ce plan d'investissements.

S'il est fait appel à un consultant, le nom du consultant et de la structure agréé dont il dépend doivent être mentionné et le consultant doit cosigner le document.

III. Contenu minimal des demandes d'adaptation du plan.

Une demande d'adaptation du plan telle que prévue à l'article 8, § 4 doit au minimum présenter les éléments suivants.

CHAPITRE 1^{er}. — *Motivation de la demande d'adaptation du plan*

Chaque demande devra préciser le changement dans la situation du demandeur présentée au chapitre 1^{er} du plan, ou toutes évolution externes indépendantes de sa volonté, qui motivent et justifient l'adaptation du plan adopté.

CHAPITRE 2. — *Adaptations du plan d'investissements*

Par investissement modifié ou ajouté, les informations prévues par le point 2.2.1. du plan devront être fournies. Ceci n'est pas d'application pour l'abandon d'un investissement sans autre demande d'adaptation.

Le tableau récapitulatif prévu au point 2.2.2. du plan devra être mis à jour et le compte d'exploitation prévisionnel demandé au point 2.2.3. du plan devra être revu, les analyses adaptées et, le cas échéant, les indicateurs de résultat modifiés.

Si l'adaptation ne porte que sur la date d'exécution et/ou la durée de réalisation d'un ou de plusieurs investissements prévus par le plan, la demande doit uniquement indiquer la cause du(des) changement(s) de calendrier d'exécution et justifier du maintien de la cohérence avec les autres investissements du plan ainsi qu'avec les objectifs de rentabilité fixés dans le compte d'exploitation prévisionnel prévu par le point 2.2.3. du plan.

Le cas échéant ce dernier devra être adapté ainsi que les indicateurs de résultats qui en découlent.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture.

Namur, le 24 mai 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe II

Structure et contenu minimal d'un plan d'investissements sur trois ans présenté par une coopérative CONCERNES : CUMA, Coopérative de transformation et de commercialisation ci-après dénommé "le demandeur".

I. Objet du plan d'investissements.

Le plan doit clairement faire apparaître les bénéfices retirés par TOUS les membres constituant le demandeur grâce aux investissements prévus par le plan.

1. Il doit présenter le demandeur (objectifs, historique et résultats passés, forces et faiblesses);
2. Il doit ensuite clairement indiquer les objectifs visés par le demandeur pour le plan dans son ensemble et pour chaque investissement en particulier et expliquer pourquoi le(s) investissement(s) participera (ont) au renforcement des forces et/ou à la diminution des faiblesses du demandeur;
3. Il doit enfin être, au profit du demandeur, un outil d'une part pour analyser sa situation et d'autre part pour suivre et apprécier la mise en œuvre du plan qui avait été fixé.

II. Structure et contenu minimal du plan d'investissements.

Le plan doit impérativement fournir, au minimum, l'ensemble des indications requises ci-après. Si une information est indisponible, la raison doit en être indiquée.

Un plan ne présentant pas toutes les informations est irrecevable.

Un plan doit être fourni sous formes papier et électronique selon les formes fixées par le Ministre.

Toutes les données économiques, de calculs de rentabilité, d'amortissements, etc. doivent être fournies sous forme de tableaux et les formules de calcul doivent être précisées et accessibles.

Tous les documents administratifs, fiscaux, comptables et autres pièces probantes nécessaires pour contrôler les informations fournies par le demandeur peuvent être demandées par l'Administration. Le refus de fournir un justificatif conduit au rejet du plan de *développement*.

CHAPITRE 1^{er}. — Présentation du demandeur

Pour une CUMA.

1. Présentation, pour le demandeur et chacun de ses membres déclarés, de tous les éléments nécessaires à l'appréciation de son éligibilité au bénéfice de l'aide et au respect des exigences du présent arrêté.

Présentation des rapports des 2 dernières assemblées annuelles (ou ceux disponibles depuis la création), contresignés par tous les membres et qui contiennent au moins les activités de la CUMA, ses comptes et surtout **la répartition de l'utilisation du matériel du groupement entre ses membres** et/ou la part de contribution au fonctionnement de la structure.

Présentation des forces et faiblesses de la CUMA.

Pour une coopérative de transformation et/ou de commercialisation.

Date de création, objectifs statutaires et présentation de tous les éléments nécessaires à l'appréciation de son éligibilité au bénéfice de l'aide et au respect des exigences du présent arrêté.

Présentation des coopérateurs : répartition exploitants agricoles (principal/non principal) et autres. Les éléments permettant de déterminer le plafond d'aide en application de l'article 52.

Niveau de représentation et rôle des exploitants agricoles dans les divers organes de gestion et de fonctionnement de la coopérative.

Présentation des rapports des 2 dernières assemblées annuelles (ou ceux disponibles depuis la création), et qui contiennent au moins les activités de la coopérative, ses comptes

Présentation des forces et faiblesses de la coopérative

Tous les documents administratifs, fiscaux et autres pièces probantes nécessaires pour contrôler les informations fournies par le demandeur peuvent être demandées par l'Administration. Le refus de fournir un justificatif conduit au rejet du plan de développement.

CHAPITRE 2. — Plan d'investissements

Objectifs du plan d'investissements.

Ce volet doit impérativement fixer un objectif pour le plan.

L'objectif doit être suffisamment précis pour être réalisable, chiffré et contrôlable.

Si le plan comporte plusieurs volets, des sous-objectifs peuvent être fixés. Il faut montrer comment le(s) objectif(s) du plan d'investissements vont renforcer les forces et/ou réduire les faiblesses constatées au chapitre 1.

Objectif et sous-objectifs sont fixes pour toute la durée du plan.

Les adaptations pourront porter sur les voies et moyens pour les atteindre.

Ce chapitre 2.1. doit présenter l'aspect qualitatif du plan : "qu'est ce qu'on veut et pourquoi ?". Le chapitre 2.2. présente le "comment".

Contenu du plan d'investissements.**2.1. Les investissements prévus pendant la durée du plan d'investissements.**

Tous les investissements prévus pendant la durée de trois ans du plan et supérieurs aux valeurs minimales d'investissement prévues par le présent arrêté doivent être mentionnés même s'ils ne font pas l'objet d'une demande d'aide. Pour ces derniers il faut simplement mentionner la nature, l'estimation du coût et la date prévue pour l'investissement.

Pour chaque investissement individuel qui font l'objet d'une demande d'aide il faut indiquer une description détaillée de la nature de l'investissement, de la cohérence de l'investissement avec le (ou un des) objectif(s) fixé(s) ainsi que les implications sur les coûts et recettes de la CUMA ou coopérative de transformation et commercialisation. Amortissements prévus, nature des justificatifs présentés et enfin le cas échéant description du matériel remplacé et du bâtiment rénové et/ou adapté doivent être détaillés.

Il faudra également présenter à quel titre l'investissement prévu peut bénéficier de l'aide ainsi que le niveau d'aide demandé. Par investissement, le plan précisera également un (des) indicateur(s) qui permettra(ont) de vérifier si l'investissement remplit ses objectifs.

2.2 Tableau récapitulatif des investissements prévus pendant la durée du plan d'investissements.

Ce récapitulatif reprend de manière synthétique l'ensemble des éléments clé du plan d'investissements :

intitulé des investissements individuels pour lesquels une aide est demandée

date (durée) prévue d'exécution

coût prévu

taux et montant de l'aide attendue

indicateur d'auto-contrôle retenu pour cet investissement

forme souhaitée de l'aide

autres éléments à fixer par le Ministre

Ce récapitulatif est le "tableau de bord" du plan. Il devra être mis à jour à chaque adaptation du plan et reprendra l'évolution des réalisations ainsi que des auto-contrôles réalisés par le demandeur

2.3. Compte d'exploitation prévisionnel au terme de la mise en oeuvre du plan d'investissements.

Au départ du compte d'exploitation le plus récent au moment du dépôt du plan et sur base du calendrier d'investissements prévu ainsi que des coûts et recettes attendus, présenter un compte d'exploitation prévisionnel au terme des trois ans du plan. Les conséquences financières de chaque investissement devront pouvoir être appréciées.

Sur base d'une analyse quantitative et qualitative de cette projection des indicateurs de résultat pour le(s) objectif(s) doivent être fixé(s).

3. Engagement du demandeur.

Chaque plan de développement devra, juste avant les signatures des exploitants agricoles membres de la CUMA, ou des responsables de la coopérative de transformation et de commercialisation comporter le texte suivant :

Nous, associés de la CUMA ou coopérative de transformation et/ou de commercialisation, déclarons sur l'honneur que l'ensemble des informations de cette demande correspondent bien à la situation de la [CUMA xxx [de la coopérative yyy] et que le plan d'investissements présenté au point 2 correspond bien aux intentions réelles d'investissements de la CUMA, ou coopérative de transformation et/ou de commercialisation, au cours des trois années à venir. La CUMA (ou la coopérative) s'engage à mettre tout en oeuvre pour atteindre les objectifs fixés ci-dessus selon les voies et moyens décrits dans le présent plan. A défaut, nous sommes conscients que nous exposons la CUMA, ou coopérative, à devoir rembourser tout ou en partie les aides qui seront allouées dans le cadre de ce plan d'investissements.

En plus, pour les CUMA uniquement

Je m'engage à ce qu'aucun des investissements prévus par le plan ne fasse double emploi avec des investissements engagés en mon nom propre dans mon exploitation.

Nous, associés de la CUMA nous engageons à ce qu'aucun investissement du présent plan ne fasse l'objet d'une demande d'aide individuelle dans le cadre d'un autre plan

S'il est fait appel à un consultant, le nom du consultant et de la structure agréé dont il dépend doivent être mentionnés et le consultant doit cosigner le document.

III. Contenu minimal des demandes d'adaptation du plan.

Une demande d'adaptation du plan telle que prévue à l'article 8, § 4, ou à l'article 44 doit au minimum présenter les éléments prévus par la partie III de l'annexe I.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture.

Namur, le 24 mai 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe III

Structure et contenu minimal ainsi que les investissements admissibles dans le cadre d'un plan d'investissements sur trois ans présenté par un groupement fourrager ou un groupement de producteurs laitiers.

CONCERNES : groupement fourrager (GF) et groupement de producteurs laitiers (GPL) - ci après dénommé "le demandeur".

ELIGIBILITE DE L'INVESTISSEMENT.

Sont éligibles dans le cadre d'un plan d'investissements sur trois ans présenté par un groupement fourrager :

1. semoir de précision pour le maïs et autres cultures fourragères;
2. distributeur d'engrais, tonneau à lisier, épandeur à fumier, matériel de compostage;
3. pulvérisateur de produits phytopharmaceutiques;
4. faucheuse-conditionneuse et autre matériel de récolte de toute culture fourragère en vue de l'ensilage ou du fanage;
5. remorque autochargeuse de fourrage;
6. matériel de manutention pour le chargement, le déchargement, l'engrangement et l'ensilage de fourrages grossiers ainsi que leur distribution;
7. séchoir artificiel de fourrages;
8. matériel pour la mise en état de cultures fourragères et le réensemencement des prairies; ramasseuse ou broyeuse de cailloux;
9. matériel pour l'installation collective de clôtures et de points d'eau;
10. matériel pour l'entretien des haies.

Sont éligibles dans le cadre d'un plan d'investissements sur trois ans présenté par un groupement de producteurs laitiers : l'ensemble des investissements éligibles au titre du chapitre III du présent arrêté.

Le plan d'investissements sur trois ans présenté par un demandeur sera présenté selon la structure et le contenu minimal prévus par l'annexe I^{re} :

CHAPITRE 1^{er}. — *Présentation de l'exploitation*

Présentation individuelle par chaque membre du Groupement et présentation du groupement.

CHAPITRE 2. — *Plan d'investissements*

Sous-chapitres 2.1 et 2.2 : Présenté conjointement par les membres du groupement GF ou GPL.

Sous-chapitre 2.3 : Présenté conjointement pour le groupement avec présentation des effets sur les situations de chaque membre du groupement individuellement

Une demande d'adaptation du plan telle que prévue à l'article 8, § 4 doit au minimum présenter les éléments prévus par la partie III de l'annexe I^{re}.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture.

Namur, le 24 mai 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe IV

Structure et contenu minimal d'un plan de développement présenté en cas de 1^{re} installation.

I. *Objet du plan de développement.*

Dans le cas d'une création, le plan doit montrer la faisabilité technique et financière de la nouvelle exploitation pendant les six premières années de son fonctionnement.

Dans le cas d'une reprise - totale ou partielle -, le plan a un triple objets qui doivent clairement apparaître dans le document de demande présenté à l'Administration

Il doit d'abord donner une image complète de l'exploitation ainsi que ses forces et faiblesses au moment de la reprise. Cela couvre tant la valeur des actifs repris - et non repris - que la situation technique, environnementale, financière et en ressources humaines de l'exploitation au moment de la reprise.

Il doit ensuite clairement indiquer les objectifs globaux visés à six ans par la reprise et démontrer les besoins, ou non, en investissements complémentaires pendant les trois premières années après la reprise, pour assurer la viabilité et la rentabilité - la part de l'exploitation reprise. Il doit indiquer pourquoi le(s) investissement(s) prévus par le plan participera(ont) au renforcement des forces et/ou à la diminution des faiblesses de l'exploitation telle qu'elle est au moment de la reprise. La cohérence des investissements dans le contexte de l'exploitation - en particulier sur le plan économique et financier - doit être présentée. Il doit également préciser les besoins en formation et conseils.

Il doit enfin être, au profit du reprenneur, un outil d'une part pour analyser la situation de son exploitation et d'autre part pour suivre et apprécier la mise en œuvre du plan qui avait été fixé.

II. Structure et contenu minimal du plan de développement.

Le plan doit impérativement fournir, au minimum, l'ensemble des indications requises ci-après. Si une information est indisponible, la raison doit être indiquée.

Un plan ne présentant pas toutes les informations est irrecevable.

Un plan doit être fourni sous forme papier et électronique selon les formes fixées par le Ministre. Toutes les données environnementales, économiques, de calculs de rentabilité, d'amortissements, etc. doivent être fournies sous forme de tableurs et les formules de calcul doivent être précisées et accessibles. Tous les documents administratifs, fiscaux, comptables et autres pièces probantes nécessaires pour contrôler les informations fournies par le demandeur peuvent être demandées par l'Administration. Le refus de fournir un justificatif conduit au rejet du plan de développement.

CHAPITRE I^{er}. — Présentation de l'exploitant agricole en 1^{re} installation

Présentation, pour le demandeur, de tous les éléments nécessaires à l'appréciation de son éligibilité au bénéfice de l'aide et au respect des exigences du présent arrêté.

En cas de reprise partielle, informations sur l'associé ainsi que sur toutes les autres personnes actives sur l'exploitation : compétences professionnelle, statut et temps de travail sur l'exploitation.

CHAPITRE 2. — Présentation du plan de développement

2.1. Création d'exploitation.

Présentation d'un dossier complet fixant la nature et le volume des productions prévues ainsi que l'ensemble des investissements nécessaires pour réaliser ces objectifs.

Doivent également être fournis :

Le plan d'implantation de la nouvelle exploitation et celui de tous les bâtiments ainsi que leurs cahiers de charges;

Un plan financier prévisionnel à six ans avec compte d'exploitation et de résultats;

Un calendrier prévisionnel de réalisation;

Le permis unique, à défaut, copie du dossier de demande.

Des factures proforma et devis pour tous les investissements prévus par le plan.

Toutes les documents administratifs, fiscaux et autres pièces probantes nécessaires pour contrôler les informations fournies par le demandeur peuvent être demandées par l'Administration. Le refus de fournir un justificatif conduit au rejet du plan de développement.

Le plan financier prévisionnel devra prouver la rentabilité à moyen terme de la création ainsi que la capacité à remplir l'objectif fixé par l'article 22, § 9.

2.2. Reprise - totale ou partielle - d'une exploitation.

2.2.1. Présentation de la reprise.

Une photographie complète de l'exploitation doit être fournie sur le plan ressources humaines, technique et financière, y compris, en cas de reprise partielle, pour la partie non reprise de l'exploitation.

En cas de reprise partielle, le choix doit être motivé et justifié sur le plan du bénéfice technique et financier du repreneur.

2.2.2. Structure financière de la reprise.

Liste et valeur de tous les biens meubles et immeubles couverts par la reprise et indiquer individuellement le mode de financement et les conditions (en particulier en cas de prêt) du rachat.

Séparer la liste en deux groupes : ne fait pas l'objet de la demande d'aides OU fait l'objet de la demande d'aides. Dans ce second groupe préciser : souhait aide en capital ou en subvention intérêt.

2.2.3. Objectifs de la reprise.

Fixer des objectifs à trois ans et à six ans de production, de diversification ou autres pour la reprise et indiquer (et justifier) si un plan d'investissements est nécessaire pour les atteindre.

Indiquer comment seront renforcées les forces et réduites les faiblesses relevée dans la présentation de la reprise.

Présenter également un calendrier de mise en œuvre de ces objectifs.

2.2.3.a. Pas de plan d'investissements.

Au départ de la situation financière en début de reprise ou création et compte tenu des charges financières présentées au 2.2.2. et des recettes attendues suite à la mise en œuvre des objectifs fixés pour la reprise, présenter un compte d'exploitation prévisionnel au terme des trois premières années de la reprise. Ce compte d'exploitation prévisionnel devra prouver la rentabilité à moyen terme de la reprise ainsi que la capacité à remplir l'objectif fixé par l'article 22, § 9.

Sur base d'une analyse quantitative et qualitative de cette prévision, des indicateurs de résultat pour le(s) objectif(s) doivent être fixés.

2.2.3.b. Avec plan d'investissements.

Les conditions de présentation et, le cas échéant, d'adaptation d'un plan d'investissements sont semblables à celles prévues par l'annexe I^{re}.

Le plan d'exploitation prévisionnel devra intégrer l'ensemble des coûts spécifiques à la reprise de l'exploitation. Il devra prouver la rentabilité à moyen terme de la reprise ainsi que la capacité à remplir l'objectif fixé par l'article 22, § 9.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture.

Namur, le 24 mai 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe V

Structure et contenu minimal de demande d'aide pour un investissement individuel.

CONCERNES : exploitants agricoles, associations d'exploitations, CUMA, GPL, APL et Groupements fourragers, ci-après dénommé "le demandeur".

— Chaque demande portera sur un investissement individuel.

— Accessible uniquement aux demandeurs ne bénéficiant pas d'un plan en cours d'exécution ou introduit.

— Demande suspendue dès que le demandeur introduit un plan auprès de l'Administration.

Contenu minimal d'une demande. Le cas échéant le Ministre pourra demander toutes autres informations jugées pertinentes pour apprécier la demande.

CHAPITRE 1^{er}. — *Présentation du demandeur*

Présentation de tous les éléments nécessaires à l'appréciation de son éligibilité au bénéfice de l'aide et aux respect des exigences du présent arrêté.

Informations sur les autres personnes actives sur l'exploitation : compétence professionnelle, statut et temps de travail sur l'exploitation.

Présentation des engagements financiers du demandeur (dettes, prêts bancaires, charge sociale et fiscale en retard,...)

Présentation des contraintes environnementales du demandeur.

CHAPITRE 2. — *Présentation de l'investissement*

Investissement matériel (meuble) :

motivation, nature et coût de l'investissement;

si matériel similaire déjà présent sur l'exploitation, motivation et pertinence du remplacement;

motivation de l'éligibilité de l'investissement et du taux d'aide;

coût financier et frais d'exploitation et d'amortissement générés par l'investissement (y inclus le cas échéant les ventes de biens meubles remplacés).

Investissement immeuble :

motivation, nature et coût de l'investissement;

permis unique ou date d'introduction et dossier de demande (si pas nécessaire, justifier);

présentation d'un plan;

motivation de l'éligibilité de l'investissement et du taux d'aide;

coût financier et frais d'exploitation et d'amortissement générés par l'investissement (y inclus le cas échéant les ventes de biens immeubles remplacés).

CHAPITRE 3. — *Engagement du demandeur*

Le demandeur déclare sur l'honneur :

qu'aucune des informations fournies n'est inexacte ou incomplète;

qu'aucune aide n'est ou ne sera perçue, directement ou indirectement, endéans les six ans sur un autre investissement similaire ou pouvant être affecté à une fin ou un usage similaire.

A défaut il s'expose à devoir rembourser la totalité des aides perçues.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture.

Namur, le 24 mai 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe VI

Critères d'agrément de structures de consultance et de reconnaissance des consultants.

Les structures de consultance doivent, pour être agréées et le rester :

avoir leur siège d'activité principale ou être reconnu en région wallonne;

être constituées sous la forme d'une société commerciale, d'une association sans but lucratif, d'une association professionnelle active dans le secteur agricole ou d'une institution publique ne faisant pas partie du Ministère de la Région wallonne;

leurs activités doivent se rapporter, totalement ou partiellement, à la formation et vulgarisation, à la recherche appliquée ou à l'assistance à la gestion des exploitations agricoles et, s'il y échet, à la tenue de comptabilités;

être actif dans leur domaine d'activité depuis au minimum cinq ans et pouvoir démontrer des contacts réguliers en suivi, conseil, formation ou information avec au moins 50 agriculteurs;

être structuré de telle façon qu'un nombre minimal de 3 techniciens agricoles, horticoles, sylvicoles ou d'élevage possédant une qualification et une expérience professionnelle reconnue participent activement au fonctionnement de la structure;

être dirigées par un responsable ayant le diplôme de master de bio-ingénieur ou d'ingénieur agronome ou d'ingénieur industriel, orientation agricole ou horticole ou pouvant démontrer d'une expérience professionnelle en matière de conseil et de gestion de l'exploitation agricole qui sera reconnue par l'Administration.

Les consultants doivent, pour être reconnus et le rester :

être employés par la structure de consultance agréée;

être porteurs, au minimum, d'un diplôme d'enseignement secondaire supérieur d'une orientation agricole horticole, sylvicole ou d'élevage complété par une expérience professionnelle minimale de cinq ans en conseil d'exploitations agricoles, horticoles, sylvicoles ou d'élevage.

Sur base de leur expérience professionnelle, pouvoir prouver leur connaissance de la réglementation communautaire, belge et régionale en matière normative et de développement rural.

Sur base de leur expérience professionnelle, pouvoir prouver leur connaissance en matière de comptabilité agricole et de gestion des exploitations.

Un consultant ne peut, annuellement, assurer la rédaction et le suivi de la mise en œuvre des plans de développement et/ou d'investissements de plus de 40 exploitations.

L'agrégation des structures de consultance, et la reconnaissance individuelle des consultants est octroyée pour une durée de cinq ans renouvelable, sur présentation d'un dossier prouvant le respect des critères ci-dessus.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture.

Namur, le 24 mai 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 3803

[2007/202791]

24. MAI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Beihilfen in der Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1538/91 der Kommission vom 5. Juli 1991 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1906/90 des Rates über Vermarktungsnormen für Geflügelfleisch;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über biologische Produktionsmethoden von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2295/2003 der Kommission vom 23. Dezember 2003 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1907/90 des Rates über bestimmte Vermarktungsnormen für Eier festgelegt worden sind;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 509/2006 des Rates über die garantiert traditionellen Spezialitäten bei Agrarerzeugnissen und Lebensmitteln;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates vom 20. März 2006 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 der Kommission vom 7. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1898/2006 der Kommission vom 14. Dezember 2006 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1857/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere in der Erzeugung, Verarbeitung und Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätige Unternehmen und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 70/2001;

Aufgrund der Rahmenregelung der Gemeinschaft vom 27. Dezember 2006 für staatliche Beihilfen im Agrar- und Forstsektor 2007-2013 (2006/C 319/01);

Aufgrund der Entscheidungen der Kommission vom 27. Juni 1977 und 29. Juli 1983 zur Änderung der Grenzen der benachteiligten Gebiete im Sinne der Richtlinie des Rates 75/268/EWG vom 28. April 1975 (Belgien);

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2003 und vom 12. August 2003;

- Aufgrund des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 29. Februar 1988 zur beruflichen Aus- und Weiterbildung von im landwirtschaftlichen Bereich tätigen Personen;
- Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 12. Juli 2001 über die Berufsbildung in der Landwirtschaft;
- Aufgrund des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;
- Aufgrund des Dekrets vom 14. Februar 2007 über die Identifizierung der mithelfenden Ehepartner in der Landwirtschaft;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Februar 1951 zur Festlegung der Grenzen der landwirtschaftlichen Gebiete des Königreichs, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 15. Juli 1952, 8. März 1968 und 15. Februar 1974;
- Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Februar 1993 über die berufliche Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen und seiner späteren Abänderungen;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Januar 1998 über den Schutz von Kälbern in Kälberzuchtbetrieben;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. März 2000 über den Schutz der Tiere in den Tierzuchtbetrieben;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die Berufsbildung in der Landwirtschaft;
- Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 zur endgültigen Zulassung der wallonischen Zahlstelle für die durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft, Abteilung Garantie, mitfinanzierten Ausgaben;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. März 2005 über das Wohlergehen der zu Zuchtzwecken gehaltenen Laufvögel;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2003 über den Schutz von Schweinen in Schweinezuchtbetrieben;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2006, 21. Dezember 2006 und 1. März 2007; Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Oktober 2005 zur Festlegung von Mindestnormen bezüglich des Schutzes von Legehennen;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2005 über die Lebensmittelhygiene;
- Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2005 über die Hygiene von Lebensmitteln tierischen Ursprungs;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;
- Aufgrund des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anwendung der Cross-Compliance, vorgesehen in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, und über die Kriterien und die Beträge der Strafen im Falle bestimmter Regelwidrigkeiten, die im Bereich der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik festgestellt werden;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2006, 21. Dezember 2006 und 1. März 2007; 2007;
- Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;
- Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;
- Aufgrund des am 21. Mai 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;
- Aufgrund des am 24. Mai 2007 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;
- Aufgrund der am 10. Mai 2007 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;
- Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1 abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;
- Aufgrund des am 25. April 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;
- In Erwägung der Richtlinie 75/268/EWG des Rates vom 28. April 1975 über die Landwirtschaft in Berggebieten und in bestimmten benachteiligten Gebieten;
- In Erwägung der Richtlinie 75/269/EWG des Rates vom 28. April 1975 über die betreffend das Gemeinschaftsverzeichnis der benachteiligten landwirtschaftlichen Gebiete im Sinne der Richtlinie 75/268/EWG (Belgien);
- In Erwägung der Richtlinie 80/666/EWG des Rates vom 24. Juni 1980 zur Abänderung der Richtlinie 75/268/EWG über die Landwirtschaft in Berggebieten und in bestimmten benachteiligten Gebieten;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die auf dem Gebiet der Beihilfen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft gültigen Rechtsbestimmungen sowie die Ausgleichszulagen in benachteiligten Gebieten an die strukturellen Änderungen der Betriebe und deren Lasten anzupassen;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen zu treffen sind, um die politischen Entscheidungen in der Wallonie umzusetzen und so der Entwicklung in der Landwirtschaft Rechnung zu tragen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
Beschließt:

TITEL I — *Gemeinsame Bestimmungen*

KAPITEL I — *Allgemeine Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Landwirtschaftliche Tätigkeit: die Erzeugung, die Zucht oder der Anbau von landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Erzeugnissen, einschließlich der Ernte, des Melkens und der Haltung von Tieren zu landwirtschaftlichen Zwecken oder die Erhaltung von Ländereien in gutem landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand; Außerdem die Verarbeitung und/oder die Vermarktung der Erzeugnisse, die aus dieser Tätigkeit entstanden sind und die in der Anlage I des Vertrags angeführt werden;

2° Verwaltung: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Landwirt: die natürliche oder juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen, die bzw. der hauptberuflich oder nebenberuflich eine landwirtschaftliche Tätigkeit in einem Betrieb ausübt, den er autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung verwaltet; Ein Landwirt wird durch seine "Erzeugernummer" identifiziert;

4° Landwirtschaftliche Vereinigung: Vereinigung, deren Ziel es ist, die Information und die Beratung zu fördern, um in ihrem Umfeld den technischen, wirtschaftlichen und sozialen Fortschritt der landwirtschaftlichen Betriebe sowie das Wohlergehen der ländlichen Bevölkerung zu gewährleisten;

5° nicht-hauptberufliche Tätigkeit: die berufliche Tätigkeit einer natürlichen Person oder gegebenenfalls eines geschäftsführenden Verwalters oder eines Geschäftsführers oder eines geschäftsführenden Gesellschafters einer juristischen Person, die aus ihren landwirtschaftlichen, touristischen, pädagogischen und handwerklichen Tätigkeiten, die sie auf dem betreffenden Betriebssitz ausübt, oder aber aus den forstwirtschaftlichen Tätigkeiten oder den Tätigkeiten zum Unterhalt der Umwelt, für die öffentliche Hilfen gewährt werden, jährlich insgesamt ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das mehr als 35% des steuerpflichtigen Nettobetrags ihres unter Punkt 28° definierten jährlichen, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenen Gesamteinkommens ausmacht, ohne dass diese Person jedoch aus den landwirtschaftlichen Aktivitäten im Betrieb ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das unter 25% des steuerpflichtigen Nettobetrags ihres jährlichen, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenen Gesamteinkommens liegt. Zudem widmet sie den außerhalb des Betriebs ausgeübten Tätigkeiten mehr als 65% einer Vollarbeitskraft (1 800 geleistete Stunden pro Jahr);

6° hauptberufliche Tätigkeit: die berufliche Tätigkeit einer natürlichen Person oder gegebenenfalls eines geschäftsführenden Verwalters oder eines Geschäftsführers oder eines geschäftsführenden Gesellschafters einer juristischen Person, die aus ihren landwirtschaftlichen, touristischen, pädagogischen und handwerklichen Tätigkeiten, die sie auf dem betreffenden Betriebssitz ausübt, oder aber aus den forstwirtschaftlichen Tätigkeiten oder den Tätigkeiten zum Unterhalt der Umwelt, für die öffentliche Hilfen gewährt werden, jährlich insgesamt ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das mehr als 50% des steuerpflichtigen Nettobetrags ihres unter Punkt 28° definierten jährlichen, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenen Gesamteinkommens ausmacht, ohne dass diese Person jedoch aus den landwirtschaftlichen Aktivitäten im Betrieb ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das unter 35% des steuerpflichtigen Nettobetrags ihres jährlichen, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenen Gesamteinkommens liegt. Zudem widmet sie den außerhalb des Betriebs ausgeübten Tätigkeiten weniger als 50% einer Vollarbeitskraft (1 800 geleistete Stunden pro Jahr);

7° Milcherzeugergemeinschaft oder "MEG": Vereinigung von zwei bis höchstens fünf Erzeugern, wie sie in Artikel 5 der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 und in Artikel 1, Punkt 6°, *a* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse bestimmt sind, die durch eine authentische Urkunde für eine unbestimmte Dauer von wenigstens drei Zeiträumen gegründet wird, um direkte Lieferungen und/oder Verkäufe mit den Referenzmengen der Teilhaber, die gemäß Artikel 1, 6°, *c* des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 davon Inhaber bleiben, vorzunehmen. Ziel der MEG ist ausschließlich die autonome Führung der Milchproduktionsmittel der Teilhaber und die Produktion sowie die Vermarktung der Referenzmengen der Teilhaber ab einer einzigen Milchproduktionseinheit eines der Teilhaber;

8° Berater: Beratende Person, die die in Anlage VI festgelegten Mindestbedingungen im Bereich der Fachkenntnis und der Erfahrung erfüllt und die von dem landwirtschaftlichen Betreiber innerhalb der nach den in Anlage VI bestimmten Kriterien von der Verwaltung anerkannten Strukturen auserwählt wird, um diesen Betreiber bei der Durchführung seines Entwicklungs- oder Investitionsplans und/oder bei der Durchführung einer Bewertung des Plans oder der Pläne zu beraten;

9° Flächenerklärung und Beihilfeantrag, kurz Flächenerklärung: das von der Verwaltung erstellte Formular, das die Anträge auf Beihilfen im Rahmen der Direktzahlungen und bestimmter Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung umfasst, sowie die Aspekte der Durchführung und der Kontrolle im Zusammenhang mit diesen Maßnahmen und mit anderen gemeinschaftlichen oder nationalen Regelungen und die Informationen, die die Identifizierung aller landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs, ihrer Fläche und ihrer Nutzung (Kultur und Zweckbestimmung) ermöglicht;

10° Praktische Erfahrung: Berufserfahrung in der Landwirtschaft als landwirtschaftlicher Betreiber, Hilfskraft oder Arbeiter, die durch die Zeiträume der Mitgliedschaft in dieser Eigenschaft bei einer Sozialversicherungskasse belegt wird oder durch jegliches Dokument, anhand dessen das Statut des Antragstellers bezüglich der vorliegenden Regelung bestimmt werden kann;

11° Betrieb: alle Produktionseinheiten, die auf dem Hoheitsgebiet Belgiens gelegen sind und die von ein und demselben Erzeuger autonom verwaltet werden, ungeachtet um welche landwirtschaftlichen Produktionen es sich handelt; Nur die in der Wallonischen Region gelegenen Produktionseinheiten können in den Genuss der in dem vorliegenden Erlass bestimmten Beihilfen gelangen;

12° landwirtschaftlicher Betreiber: die natürliche Person oder im Falle einer juristischen Person jeder der Geschäftsführer, Betriebsleiter oder geschäftsführenden Gesellschafter der juristischen Person, die innerhalb eines Betriebs einer landwirtschaftliche Tätigkeit nachgehen und zwar entweder hauptberuflich oder nicht-hauptberuflich; Der landwirtschaftliche Betreiber muss eine Korrespondenzanschrift in der Wallonischen Region besitzen und seine Produktionseinheit(en) müssen in der Wallonischen Region gelegen sein;

13° landwirtschaftlicher Betreiber als juristische Person: die juristische Person, deren Satzungen als Hauptgesellschaftszweck die landwirtschaftliche Bewirtschaftung und die Vermarktung der Erzeugnisse, die hauptsächlich aus dieser Bewirtschaftung hervorgehen, angeben. Diese juristische Person hat zudem die nachfolgenden Bedingungen zu erfüllen:

a) wenn es sich um eine im Gesetz vom 7. Mai 1999 zur Festlegung des Gesetzbuches über die Gesellschaften, Buch I, Titel I, Artikel 2 § 3 erwähnte landwirtschaftliche Gesellschaft handelt, muss/müssen der/die geschäftsführende(n) Gesellschafter der Gesellschaft eine Hauptbeschäftigung in Zusammenhang mit dem betreffenden Betrieb gemäß Punkt 6° ausüben;

b) wenn es sich um eine der anderen im Gesetz vom 7. Mai 1999 zur Festlegung des Gesetzbuches über die Gesellschaften, Buch I, Titel I, Artikel 2 § 2 erwähnten Gesellschaftsformen handelt:

- ist die Gesellschaft für eine Dauer von wenigstens 20 Jahren gegründet;
- müssen die Aktien oder die Anteile der Gesellschaft auf einen Namen lauten;
- müssen wenigstens 51% der Aktien oder der Anteile der Gesellschaft den Geschäftsführern oder Gesellschaftern gehören;
- müssen die Geschäftsführer oder Gesellschafter der Gesellschaft unter den Teilhabern bezeichnet sein;
- müssen die gesamten geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer der Gesellschaft oder, wenn diese abwesend sind, die gesamten Verwalter natürliche Personen sein, die den betreffenden Betrieb verwalten und dort gemäß Punkt 6° eine Hauptbeschäftigung ausüben;
- muss wenigstens die Hälfte des Umsatzes der juristischen Person aus seiner landwirtschaftlichen Tätigkeit stammen;

14° Betrieb in einem benachteiligten Gebiet: Betrieb, dessen genutzte landwirtschaftliche Flächen zu wenigstens 40% in einem benachteiligten Gebiet gelegen sind;

15° ELER: der Europäische Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums;

16° Auf differenzierte Produktqualität spezialisierte Sparte: Operator oder Gruppe von Operatoren, die mit der Erzeugung, der Verarbeitung und der Vermarktung beauftragt sind und die ein Lastenheft beachten, das zu einem Produkt von differenzierter Qualität führt;

17° Öffentliche Bürgschaft: regionale Beihilfe in Form einer Bürgschaft der Wallonischen Region, die an die aus Kapital, Zinsen und Nebenkosten bestehende Rückzahlung der den in Punkten 7°, 12°, 13°, 19°, 20°, 29° und 30° genannten natürlichen und juristischen Personen gewährten Darlehen gebunden sein kann, und dies zur Verwirklichung der im vorerwähnten Punkt 19° angeführten Operationen, unter der Bedingung, dass das Darlehen durch eine zu diesem Zweck anerkannte öffentliche oder private Kreditanstalt gewährt wird. Die öffentliche Bürgschaft vervollständigt die durch den Antragsteller gelieferten Bürgschaften und darf höchstens 75% des gewährten Darlehens abdecken. Die Zahlung der Zinssubvention wird aufgehoben, sobald die Bürgschaft in Anspruch genommen wird;

18° autonome Führung: die Führung eines Betriebs, die jegliche Verwechslung mit einem oder mehreren anderen Landwirten auf dem Gebiet der Führung, der Ausübung der landwirtschaftlichen Tätigkeit, der Produktionsmittel oder ihrer Verwendung ausschließt;

19° Futtermittelverband: Faktische Verbindung, deren Vereinbarung die Solidarhaftung der Mitglieder vorsieht;

Der Verband hat als Hauptgesellschaftszweck die Erzeugung von Futter sowie die Ein- und Ausrüstung von gemeinsam bewirtschafteten Weiden. Er erfüllt zudem folgende Bedingungen:

a) aus wenigstens drei Landwirten gebildet sein, die jeder Flächen bewirtschaften, die zu wenigstens 40% in benachteiligten Gebieten liegen. Die bewirtschaftete Fläche des Verbandes muss sich auf wenigstens 3 Ha pro Mitglied belaufen;

b) die Tätigkeit muss über eine Dauer von wenigstens sechs Jahren gewährleistet sein;

c) die Mitglieder müssen sich an der Finanzierung der Materialankäufe beteiligen und zwar im Verhältnis zu den Flächen, die für die Fütterung des Viehs, das Teil ihres Betriebs ist, bestimmt sind, und auf denen das erworbene Material angewandt wird;

d) sie müssen Buch führen;

20° Milcherzeugergemeinschaft: der Zusammenschluss von zwei Milcherzeugern, die autonom, zu ihren Gunsten und für ihre Rechnung einen einzigen Betrieb verwalten, der ausschließlich aus der Zusammensetzung der beiden Betriebe ihrer Mitglieder hervorgeht, d.h. aus der Gesamtheit der Produktionseinheiten, die jedes der Mitglieder der Gemeinschaft vor deren Gründung verwaltete. Diese Erzeugergemeinschaft verkauft Milch oder Milcherzeugnisse direkt an einen Endverbraucher oder liefert Milch an einen Käufer und erfüllt die in Artikel 1°, 6.b. des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse angeführten Bedingungen;

21° Investitionen: der Ankauf, der Bau, die Einrichtung, der Zuwachs, die Erneuerung oder Verbesserung zugunsten der natürlichen oder juristischen Personen, die in den Genuss der in dem vorliegenden Erlass beschriebenen Beihilfen gelangen, von Gütern dauerhafter Natur wie Boden, Gebäude, Ausrüstung, Einrichtungen, Maschinen und Werkzeug, Gerätschaften sowie die wachsenden Kulturen des Gartenbaus;

22° Ersatzinvestition: eine Investition, die lediglich eine Maschine oder ein bestehendes Gebäude oder aber einen Teil einer Maschine oder eines bestehenden Gebäudes durch eine neue Maschine oder ein neues Gebäude ersetzt, ohne dass dabei die Produktionskapazität um 25% oder mehr erhöht wird oder ohne dass die Art der Produktion oder die angewandte Technologie sich grundlegend ändert. Der vollständige Abriss eines landwirtschaftlichen Gebäudes, das wenigstens 30 Jahre alt ist, und sein Ersatz durch ein modernes Gebäude oder die tiefgreifende Renovierung eines Betriebsgebäudes werden nicht als Ersatzinvestitionen gewertet. Die Renovierung wird als tiefgreifend gewertet, falls die anfallenden Kosten wenigstens 50% des Wertes eines Neubaus ausmachen;

23° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

24° Entwicklungsplan: Plan, der vorgestellt wird bei der ersten Niederlassung als hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betriebsinhaber und der die Gründung und oder die vollständige oder teilweise Übernahme eines Betriebs betrifft sowie gegebenenfalls einen Investitionsplan zusätzlich zu der Gründung oder der Niederlassung. Er muss insbesondere eine Bestandsaufnahme der Ausgangslage des Betriebs umfassen sowie Richtlinien und spezifische Zielsetzungen, die zur Ausweitung der Aktivitäten bestimmt worden sind. Er beinhaltet zudem eine ausführliche Beschreibung der Investitionen, der Ausbildungen, der Beratungsdienste oder aller sonstigen Aktionen, die notwendig sind, um die Aktivitäten des Betriebs auszudehnen. Die Mindestanforderungen für die Struktur und den Inhalt sind in der Anlage IV angeführt;

25° Investitionsplan: Dokument, das auf der Grundlage der Charakteristiken des Betriebs Ziele bestimmt und Investitionen aufführt, die über einen Zeitraum von drei Jahren hinweg auszuführen sind, um die genannten Ziele zu erreichen und den Fortbestand des Betrieb zu sichern. Die Mindestanforderungen für die Struktur und den Inhalt sind in der Anlage I angeführt;

26° Produkt von differenzierter Qualität: Produkt, das sich von den standardisierten Produktionen durch eine Differenzierung seiner Produktionsart (u.a. Verbesserung der Rückverfolgbarkeit, Verbesserung des tierischen Wohlbefindens, Verbesserung seiner Umwelt, garantierte traditionelle Spezifität (G.T.S.)) und/oder durch einen qualitativen Mehrwert auf dem Endprodukt (insbesondere Verbesserung der Geschmacksqualitäten) und/oder durch eine anerkannte geographische Identifizierung (geschützte Ursprungsbezeichnung (g.U.), geschützte geographische Angabe (g.g.A.) unterscheidet.

Folgendes entspricht dieser Definition:

— die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates vom 20. März 2006 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel registrierten Produkte;

— die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 509/2006 des Rates vom 20. März 2006 über Bescheinigungen besonderer Merkmale von Agrarerzeugnissen und Lebensmitteln registrierten Produkte;

— die Produkte, die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über biologische Produktionsmethoden von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel aus der biologischen Landwirtschaft stammen;

— die Produkte, die den Mindestanforderungen genügen, die für die "Eier aus intensiver Auslaufhaltung" oder "Eier aus Bodenhaltung" im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 2295/2003 der Kommission vom 23. Dezember 2003 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1907/90 des Rates über bestimmte Vermarktungsnormen für Eier festgelegt worden sind;

— die Produkte, die den Mindestanforderungen genügen, die für die Haltungsformen "extensive Bodenhaltung", "Auslaufhaltung", "Bäuerliche Auslaufhaltung" oder "Bäuerliche Freilandhaltung" im Sinne der Verordnung (EWG) Nr. 1538/91 der Kommission vom 5. Juni 1991 mit ausführlichen Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EWG) Nr. 1906/90 des Rates über bestimmte Vermarktungsnormen für Geflügelfleisch festgelegt worden sind;

— die sonstigen Produkte, die gemäß eines Lastenheftes erzeugt worden sind, das den von der Wallonischen Regierung festgelegten Mindestnormen genügt;

27° Benachteiligte Gebiete: bei den benachteiligten Gebieten handelt es sich um:

die gesamten nachfolgenden landwirtschaftlichen Gebiete: Hochardennen, Famenne, Venn, Ardennen, Juragebiet;

b) den Teil des Lütticher Weidegebietes, bestehend aus:

— den Gemeinden Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;

— den folgenden Gebieten:

* das Gebiet der Gemeinde Verviers, das vor dem 1. Januar 1977 den Gemeinden Polleur und Theux angehörte;

* das Gebiet der Gemeinde Esneux, das vor dem 1. Januar 1977 der Gemeinde Dolembreux angehörte;

* das Gebiet südlich der Weser der Gemeinden Baelen, Eupen und Raeren;

* für die Gemeinde Comblain-au-Pont, das zwischen der Ourthe und der Amel gelegene Gebiet der Gemeinde sowie die landwirtschaftliche Zone des Sektorenplans, die dem Abschnitt von Poulseur angehört;

* für die Gemeinde Esneux, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Lüttich, auf dem rechten Ufer der Ourthe gelegen und zu den Abschnitten von Esneux und Tilff gehörend;

* für die Gemeinde Chaudfontaine, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Lüttich, die zu den Abschnitten von Beaufays und Chaudfontaine gehören;

* für die Gemeinde Trooz, die landwirtschaftlichen Zonen des Entwurfs des Sektorenplans von Lüttich, die zu den Abschnitten Trooz, Forêt, Nessonvaux und Fraipont gehören;

* für die Gemeinde Olne, die landwirtschaftliche Zone des Entwurfs des Sektorenplans von Lüttich, gelegen südlich einer Linie, die von Westen nach Osten verläuft, gebildet durch den Bach von Saint-Hadelin, anschließend durch die Straße nach Olne, über die "six chemins", dann von Olne über den Weg Richtung Schnittpunkt der Gemeinden Xhendelesse und Soiron;

* für die Gemeinde Pepinster, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Soiron, Wegnez und Pepinster gehören;

* für die Gemeinde Verviers, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Lambermont, Ensival, Heusy, Stembert und Petit-Rechain gehören;

* für die Gemeinde Dison, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Dison und Andrimont gehören;

* für die Gemeinde Limbourg, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Limbourg, Goé und Bilstain südlich der Straße nach Villers gehören;

* für die Gemeinde Baelen, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, einschließlich des Teils der Abschnitte von Baelen und Membach, südlich von der Straße Eupen-Limbourg gelegen sowie nördlich dieser Straße die landwirtschaftliche Zone, die durch den Weg, der vom Ort genannt "Au Calvaire" bis nach Baelen (Houtem, Les Forges und Medal) verläuft, abgegrenzt wird;

28° Jährliches, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenes Gesamteinkommen: das steuerpflichtige Bruttoeinkommen aus allen beruflichen Tätigkeiten und die Ersatzeinkommen des landwirtschaftlichen Betreibers. Dieses Einkommen umfasst unter anderem:

- die Einkünfte aus Aktivitäten als Arbeitnehmer (Vertragsverhältnis);
- die Einkünfte aus einer Tätigkeit, die einer anderen Ruhestandsregelung zugeordnet wird, die durch ein Gesetz, eine Provinzialverordnung oder durch die Nationale Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen eingeführt worden ist;
- Einkünfte aus Leistungen im Unterrichtswesen des Tages- oder Abendunterrichts;
- Einkünfte als Selbständiger durch:
 - * den Nettogewinn landwirtschaftlicher, industrieller oder kommerzieller Unternehmen; für einen landwirtschaftlichen Betriebsinhaber entspricht der "gesamte Nettogewinn" der Rubrik C des Berechnungsblatts "Landwirt", das die Anlage der Erklärung der Einkommensteuer der natürlichen Personen oder der Steuer der Gebietsfremden bildet;
 - * Vergütungen als Geschäftsführer der Kapitel- und Personengesellschaften mit Sitz in Belgien;
 - * Einkünfte als aktiver Teilhaber der Personengesellschaften mit Sitz in Belgien;
- Einkünfte als selbständige Hilfskraft;
- Pensionseinkommen;
- Ersatzeinkommen wie zum Beispiel Sozialzulagen (Arbeitslosigkeit oder K.I.V.-Entschädigungen, Entschädigungen für Arbeitsunfälle, für Unfälle auf dem Weg zur Arbeit oder für Berufskrankheiten, Einkünfte bei einer Laufbahnunterbrechung);

29° Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung: die gemäß dem Gesetz vom 7. Mai 1999 zur Festlegung des Gesetzbuches über die Gesellschaften, Buch I, Titel I, Artikel 2 § 2 vierter Gedankenstrich gegründete Genossenschaft, die zudem folgende Bedingungen erfüllt:

- a) der Gesellschaftszweck hat sich hauptsächlich auf die Landwirtschaft, den Gartenbau oder die Zucht zu beziehen und muss dazu dienen, die Verbesserung und die Rationalisierung der Behandlung, der Verarbeitung oder der Vermarktung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse zu fördern;
- b) die Mehrheit der Gesellschafter der Genossenschaft muss den Beruf eines Landwirts, eines Gärtners oder eines Züchters ausüben;
- c) in den Satzungen muss festgelegt sein, dass bei den Hauptversammlungen jeder Teilhaber mindestens über eine Stimme verfügt, und dass die Anzahl der Stimmen pro Teilhaber auf höchstens ein Fünftel der an die vertretenen Anteile gebundenen Stimmen begrenzt ist;
- d) die jährlich ausgezahlte Dividende darf den vom Nationalen Rat für die Kooperation festgelegten Prozentsatz nicht überschreiten;

30° Gerätenutzungsgenossenschaft, kurz "CUMA": die gemäß dem Gesetz vom 7. Mai 1999 zur Festlegung des Gesetzbuches über die Gesellschaften, Buch I, Titel I, Artikel 2, § 2, vierter Gedankenstrich gegründete Genossenschaft, deren Gesellschaftszweck, was den Betrieb der Mitglieder betrifft, sich hauptsächlich auf die gemeinsame Nutzung der zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks notwendigen landwirtschaftlichen Gerätschaften beziehen muss. Die Mehrheit der Mitglieder dieser Genossenschaft (Mindestanzahl drei) muss den Beruf eines Landwirts ausüben. Die Genossenschaft muss zudem die unter Punkt 29° erwähnten Bedingungen *c* und *d* erfüllen;

31° Futteranbaufläche: Ackerboden, der in der Flächenerklärung unter dem Bestimmungscode "A" oder unter dem Bestimmungscode "I" angegeben wird, unter der Bedingung, dass der in den Erläuterungen zu dem Antragsformular der Flächenerklärung festgelegte Kulturcode mit 2, 3, 4, 5, 6, 7 beginnt oder einem der folgenden Kulturcodes entspricht: 82, 83, 84, 85, 851, 852 oder 86 und unter der Bedingung, dass die Fläche nicht für den Anbau von Energiekulturen, Schalenfrüchten, Kernobst, Stärkekartoffeln oder Saatgut bestimmt ist;

32° Richtsatz: Satz, der alle drei Monate von der Verwaltung veröffentlicht wird und als Grundlage für die Berechnung der Beteiligung in Form einer Zinssubvention der von einem Begünstigten einer in Form einer Zinssubvention gewährten Beihilfe abgeschlossenen Darlehen. Er wird berechnet, indem dem durchschnittlichen Wert des OLO-Satzes auf zehn Jahre 1 % hinzugefügt wird im Laufe der 3 Monate vor der Veröffentlichung;

33° Anzahl Großvieheinheiten kurz "GVE": Die Anzahl der Großvieheinheiten wird errechnet, indem die Anzahl der Rinder, Pferde, Mutterschafe oder Ziegen mit den folgenden Koeffizienten multipliziert wird:

- Stiere, Kühe und andere Rinder ab zwei Jahren;
- über 6 Monate alte Pferde 1,0 GVE;
- Rinder im Alter von sechs Monaten bis 2 Jahren 0,6 GVE;
- Rinder, jünger als sechs Monate 0,4 GVE;
- Schafe und Ziegen 0,15 GVE;
- Zuchtsäue von mehr als 50 Kg 0,5 GVE;
- andere Schweine 0,3 GVE;
- Legehennen 0,014 GVE;
- sonstiges Geflügel 0,003 GVE.

34° Produktionseinheit: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen und der Futtervorräte, die der Erzeuger für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, um eine oder mehrere Spekulationen im Bereich der Landwirtschaft durchzuführen;

35° Arbeitskräfteeinheit, kurz "AKE": 1 800 geleistete Arbeitsstunden pro Jahr;

36° ländliche Freizone: die Zone, die zu jenen gehört, die gemäß Artikel 38 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft definiert worden sind;

KAPITEL II — Berufliche Qualifikation und Fähigkeiten

Art. 2 - Die ausreichende berufliche Qualifikation um in den Genuss einer Investitionsbeihilfe zu gelangen, ist erwiesen, wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt:

- wenigstens eines der nachfolgenden Abschlusszeugnisse des Hochschulwesens besitzen:
 - Hochschulwesen des kurzen oder langen Studienganges in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder einer in dem Sektor 1 angeführten Abteilung;
 - Master als Bioingenieur, Agraringenieur oder Ingenieur für Chemie und Agrarindustrien; Diploms eines Ingenieurs für Chemie und Bio-Industrien oder eines Doktors der Veterinärmedizin;

— das Lehrbefähigungszeugnis für die Unterstufe des Sekundarunterrichts, Abteilung Landwirtschaft und Gartenbau besitzen;

oder

eine Berufserfahrung von wenigstens zwei Jahren aufweisen in Verbindung mit dem durch den Zentralprüfungsausschuss ausgestellten Abschlusszeugnis oder Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen einer in dem Sektor 1 angeführten Abteilung oder in Verbindung mit dem Qualifikationszertifikat der sechsten Klasse des damit verbundenen Sekundarunterrichts;

oder

eine Berufserfahrung von wenigstens vier Jahren aufweisen in Verbindung mit wenigstens einem der anerkannten Abschlusszeugnisse oder Zertifikate des nachfolgenden Unterrichtswesens:

— Oberstufe Sekundarunterricht;

— Hochschulwesen des kurzen oder langen Studienganges;

— Universität, mit Ausnahme der vorerwähnten, sowie die nach wenigstens vier in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder ähnlichen Abteilung des Sekundarunterrichts abgeschlossenen Jahren ausgestellten Qualifikationszertifikate;

oder

eine Berufserfahrung von wenigstens sechs Jahren aufweisen in Verbindung mit einem Abschlusszeugnis der post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung;

oder

eine Berufserfahrung von wenigstens acht Jahren aufweisen.

Unbeschadet der Beachtung der durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingung für die Berufserfahrung, werden die Abschlusszeugnisse oder Zertifikate, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union für den Zugang zur Ersteinrichtung anerkannt werden, zugelassen.

Art. 3 - Das Mindestmaß an beruflichen Fähigkeiten bei der ersten Einrichtung ist erwiesen, wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt:

— er ist Inhaber des Abschlusszeugnisses des landwirtschaftlichen Universitäts- oder Hochschulwesens des kurzen oder langen Studienganges, des Lehrbefähigungszeugnisses für die Unterstufe des Sekundarunterrichts, Abteilung Landwirtschaft und/oder Gartenbau oder des Diploms eines Masters als Bioingenieur oder eines Agraringenieurs, oder eines Ingenieurs für Chemie und Agrarindustrien, oder eines Ingenieurs für Chemie und Bio-Industrien oder eines Doktors der Veterinärmedizin oder Inhaber eines Diploms oder Abschlusszeugnisses, das den vorerwähnten gleichgestellt werden kann;

— er ist Inhaber eines durch den Zentralprüfungsausschuss ausgestellten Abschlusszeugnisses oder Zertifikats der Oberstufe des Sekundarunterrichts einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder einer in dem Sektor 1 angeführten Abteilung oder in Verbindung mit dem Qualifikationszertifikat der sechsten Klasse des damit verbundenen Sekundarunterrichts;

— er besitzt eine Berufserfahrung von wenigstens zwei Jahren und ein Abschlusszeugnis einer post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder ein von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestelltes Ausbildungszertifikat in Verbindung mit:

— entweder einem Abschlusszeugnis des Hochschulwesens des kurzen oder langen Studienganges;

— oder einem Abschlusszeugnis einer Universität, mit Ausnahme der vorerwähnten Abschlusszeugnisse;

— oder aber einem Diplom oder Abschlusszeugnis, das den vorerwähnten gleichgestellt werden kann;

— er besitzt eine Berufserfahrung von wenigstens drei Jahren und ein Abschlusszeugnis einer post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder ein von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestelltes Ausbildungszertifikat in Verbindung mit:

— entweder dem anerkannten oder durch den Zentralprüfungsausschuss ausgestellten Abschlusszeugnis oder Zertifikat des Sekundarunterrichts, mit Ausnahme der Vorerwähnten;

— oder einem nach wenigstens vier in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder ähnlichen Abteilung des Sekundarunterrichts abgeschlossenen Jahren ausgestellten Qualifikationszertifikat; oder aber einem Diplom oder Abschlusszeugnis, das den vorerwähnten gleichgestellt werden kann;

— eine Berufserfahrung von wenigstens vier Jahren aufweisen in Verbindung mit:

— entweder dem Abschlusszeugnis der post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B;

— entweder dem Abschlusszeugnis der landwirtschaftlichen Ausbildung von wenigstens 150 Unterrichtsstunden;

— oder dem von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellten Ausbildungszertifikat als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber;

Außerdem müssen alle landwirtschaftlichen Betriebsinhaber im Rahmen einer ersten Niederlassung innerhalb von zwölf Monaten vor der Ersteinrichtung oder innerhalb von sechs Monaten nach dieser Niederlassung ihre Kenntnisse im Bereich der gemeinschaftlichen, föderalen und regionalen Regelungen im Agrarbereich in einer Ausbildung von wenigstens 30 und höchstens 40 Stunden auf den neuesten Stand bringen.

Unbeschadet der Beachtung der durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingung für die Berufserfahrung werden die Abschlusszeugnisse oder Zertifikate, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union für den Zugang zur Ersteinrichtung anerkannt werden, zugelassen.

Art. 4 - Bei der Bewilligung einer der in den Kapiteln III bis VIII des vorliegenden Erlasses angeführten Beihilfen, wird von dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber verlangt, dass er bei von der Verwaltung anerkannten natürlichen oder juristischen Personen eine Betriebsbuchhaltung führt.

Diese Buchhaltung umfasst:

— die jährliche Erstellung einer Eröffnungs- und einer Schlussbestandsaufnahme;

— die systematische und regelmäßige Eintragung aller den Betrieb betreffenden Sach- und Barbewegungen während des Rechnungsjahres;

Sie führt zur jährlichen Vorlage:

— einer Beschreibung der allgemeinen Merkmale des Betriebs, insbesondere der eingesetzten Produktionsmittel;

— einer ausführlichen Bilanz (Aktiva und Passiva) und einer ausführlichen Betriebsrechnung (Lasten und Erträge);

— der erforderlichen Unterlagen zur Beurteilung der Effizienz der gesamten Betriebsführung sowie der Wirtschaftlichkeit der wichtigsten Betriebstätigkeiten.

Der Minister legt die Formvorschriften für diese Dokumente fest.

TITEL II — *Beihilfen für Investitionen und die Niederlassung in der Landwirtschaft*

KAPITEL III — *Beihilfen für Investitionen in landwirtschaftlichen Betrieben: der Investitionsplan*

Art. 5 - § 1 - Der hauptberufliche oder nicht-hauptberufliche landwirtschaftliche Betreiber, der folgende Bedingungen erfüllt, kann in den Genuss von Beihilfen für Investitionen in den Betrieben (auch "Beihilfen" genannt) gelangen:

— er entspricht der Definition von Artikel 1^{5°} und 6[°] im Laufe der drei letzten Kalenderjahre, für die er über beweiskräftige Dokumente verfügt, vor dem Jahr des Einreichens des Beihilfeantrags. Der landwirtschaftliche Betreiber, dem zwischen 2004 und 2006 eine Beihilfe für die erste Niederlassung gewährt worden ist und der nicht in der Lage ist, die beweiskräftigen Dokumente vorzulegen, muss lediglich den Beweis erbringen, dass er der in Artikel 1^{6°} angeführten Definition entspricht;

— er kann eine ausreichende berufliche Qualifikation gemäß Artikel 2 vorweisen;

— er erbringt den Beweis, dass das Arbeitseinkommen im Betrieb pro AKE vor Tätigkeit der Investition 120% des in Artikel 19 angeführten Referenzeinkommens nicht übersteigt;

— er erbringt den Beweis, dass das Arbeitseinkommen im Betrieb pro AKE vor Tätigkeit der Investition nicht unter 75% des in Artikel 19 angeführten Referenzeinkommens liegt; Anderenfalls muss dieser Prozentsatz nach drei Jahren anhand der geplanten Investitionen erreicht werden;

— er ist zum Zeitpunkt der Annahme des Beihilfeantrags wenigstens zwanzig Jahre alt; er erbringt den Beweis, dass der Betrieb, für den Investitionsbeihilfen gewährt werden, die in dem Ministerialerlass vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässer an die geltenden Vorschriften festgelegten Normen für die Lagerung der Tierzucht abwässer erfüllt. Anderenfalls verpflichtet er sich, als erste Investition des in § 2 angeführten Investitionsplans die Anpassung seiner Einrichtungen für die Lagerung der Tierzucht abwässer einzutragen und diese Investition vor allen anderen durchzuführen.

§ 2 - Um in den Genuss von Beihilfen zu gelangen, muss der Antragsteller für seinen Betrieb einen Investitionsplan, auch kurz "Plan" genannt, der sich über drei Jahre erstreckt, ausarbeiten. Dieser Plan muss ein vollständiges Bild der Ausgangslage des Betriebs widerspiegeln sowie die spezifischen Zielsetzungen, die zur Ausweitung der Aktivitäten bestimmt worden sind, anführen. Er führt die gesamten geplanten Investitionen auf - ob beihilfefähig oder nicht - und verdeutlicht, dass sie mit den Zielsetzungen des Betriebs übereinstimmen, zeigt seine wirtschaftliche, umwelttechnische und technische Zweckmäßigkeit auf sowie die Ausgaben und Einnahmen, die diese Investitionen in Bezugnahme auf die bestehende oder noch auszubearbeitende in Artikel 4 vorgesehene Betriebsführung zur Folge haben. Außer in Fällen höherer Gewalt oder bei außergewöhnlichen Umständen, die in Artikel 95 angeführt werden, ist keine Investition, die getätigt wird, bevor der Minister den Plan ausdrücklich genehmigt hat, beihilfefähig.

§ 3 - In Übereinstimmung mit den Vorschriften der Anlage I verabschiedet der Minister die detaillierten inhaltlichen Vorgaben des Plans. Der Dreijahresplan für die Investitionen wird durch den Betriebsinhaber allein oder mit der Unterstützung eines Beraters verfasst. Ist Letzteres der Fall, so muss der Berater den bei der Verwaltung eingereichten Plan gegenzeichnen. In Übereinstimmung mit dem vorliegenden Erlass muss der Antragsteller insgesamt und pro Investition den Betrag der Beihilfen angeben, die er beantragt.

§ 4 - Ein und derselbe Betrieb darf nicht gleichzeitig Gegenstand mehr als eines Investitionsplans sein. Des weiteren kann ein landwirtschaftlicher Betreiber nicht gleichzeitig in den Genuss eines Investitionsplans als natürliche Person einerseits und als geschäftsführender Verwalter, Geschäftsführer oder geschäftsführender Gesellschafter einer juristischen Person andererseits gelangen.

§ 5 - Die in dem Plan vorgesehene(n) Investition(en) müssen außerdem die auf sie anwendbaren gemeinschaftlichen Normen beachten.

§ 6 - Die landwirtschaftlichen Betreiber als juristische Personen, die Artikel 5 § 1^{6°} beachten und deren geschäftsführender Verwalter, Geschäftsführer oder geschäftsführender Gesellschafter jeder die in Artikel 5 § 1^{1°} bis 5[°] festgelegten Bedingungen erfüllen, können in den Genuss von Beihilfen für Investitionen in den Betrieben gelangen.

Art. 6 - § 1 - Jeder Investitionsplan muss von dem Antragsteller durch ein Einschreiben an die Verwaltung und nach dem von ihr festgelegten Muster eingereicht werden. Eine Kopie in Form eines Datenträgers muss ebenfalls übermittelt werden. Durch eine innerhalb von zehn Arbeitstagen übermittelte Empfangsbestätigung wird dem Antragsteller mitgeteilt, ob seine Akte zulässig ist oder nicht. Gegebenenfalls wird mitgeteilt, welche Unterlagen fehlen.

§ 2 - Die Verwaltung kann die Revision eines Teils des Plans beantragen. Sie kann den Antragsteller auffordern, seinen Plan vorzustellen oder zu verteidigen. Der Antragsteller kann sich dazu entschließen, in Begleitung seines Beraters zu erscheinen.

Art. 7 - § 1 - Die völlige, teilweise oder bedingte Genehmigung eines Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren oder aber dessen Ablehnung fällt in den Zuständigkeitsbereich des Ministers. Ein Beschluss ist dem Antragsteller innerhalb von sechs Monaten nach der in Artikel 6 § 1 vorgesehenen Mitteilung über die Zulässigkeit mitzuteilen. In Ermangelung einer Reaktion innerhalb dieser Frist gilt der Plan als zulässig und muss der Minister dem Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen nach Ablauf dieser Frist seine Genehmigung mitteilen.

§ 2. In der Mitteilung zur Genehmigung des Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren durch den Minister werden der Wert und die Art der Investitionen, für die eine Beihilfe gewährt wird, sowie pro Investition der Betrag, die Art der Beihilfe und der Zeitplan der Ausführung, die Begleitindikatoren sowie die zur Rechtfertigung der Investition vorzulegenden Dokumente angegeben. Für jede einzelne Investition, die in den Genuss einer Beihilfe gelangt, kann für das Darlehen in Verbindung mit dieser Investition eine öffentliche Bürgschaft gemäß Artikel 12 § 2 gewährt werden. Die genaue Deckung der Bürgschaft wird zum Zeitpunkt des Abschlusses des Darlehens von der Verwaltung von Fall zu Fall bewertet. Wird die Beihilfe in Form einer Zinssubvention gewährt, so werden in einem offiziellen Schriftstück, dass der Finanzinstitution auszuhändigen ist, die Bedingungen für die Zinssubvention in Verbindung mit dem Darlehen, dass die betreffende Investition deckt, festgelegt.

Art. 8 - Bei der Umsetzung des Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren, für den der Minister eine Genehmigung erteilt hat und der nachstehend der "verabschiedete Plan" genannt wird:

§ 1 - Nur für die Investitionen, die in dem verabschiedeten Plan angeführt werden und die nach der offiziellen Genehmigung durch den Minister unter den in dem besagten Plan angeführten Bedingungen oder unter Beachtung der vorab durch den Minister oder ggf. die Verwaltung genehmigten Anpassungen ausgeführt werden, kann eine Beihilfe gewährt werden.

§ 2 - Für die Investitionen, die von einem landwirtschaftlichen Betreiber unter den in dem besagten Plan angeführten Bedingungen getätigt werden, bevor dieser das Alter von 65 Jahren erreicht, wird die Zahlung der Beihilfe auf einfache Vorlage des durch den verabschiedeten Plan vorgesehenen Belegs bei der Verwaltung erlangt. Für Investitionen, die nach dem ersten Tag, der auf das 66. Jahr folgt, getätigt werden, wird keinerlei Beihilfe gewährt.

§ 3 - Bei der Durchführung der in dem verabschiedeten Plan vorgesehenen Investitionen wird für die Investitionen in Geräte eine Toleranz im Zeitplan von etwa 2 Monaten im Vergleich zu dem im Plan vorgesehenen Datum gewährt. Eine weitere Frist von zwölf Monaten wird im Vergleich zu dem vorgesehenen Zeitplan für Investitionen in Gebäude gewährt. Des Weiteren wird eine preisliche Toleranz von mehr oder weniger 20% im Vergleich zu der in dem verabschiedeten Plan vorgesehenen Investition unter Beachtung der in Artikel 18 § 1 festgelegten allgemeinen Grenzbeträge für die Beihilfen angewandt. Der Betrag der Beihilfe wird entsprechend angepasst. Der über die Dauer des Plans effektiv gezahlte Gesamtbetrag der Beihilfen darf den Gesamtbetrag für die Beihilfen, die der Minister bei der Genehmigung des Plans mitgeteilt hat, jedoch nicht übersteigen. Es ist Aufgabe des landwirtschaftlichen Betreibers, bei dem Minister eine Anpassung des Gesamtbetrags der ihm gewährten Beihilfen zu beantragen, bevor er eine Investition tätigt, die dazu führen kann, dass der Gesamtbetrag für die Beihilfen, die der Minister bei der Genehmigung des Plans mitgeteilt hat, überstiegen wird.

Die auf diese Weise durchgeführten Anpassungen dürfen die Zielsetzungen und Richtlinien, die für den Plan bestimmt worden sind, nicht gefährden. Die Missachtung dieser Toleranzgrenzen führt dazu, dass die durch den Minister mitgeteilte Beihilfe für die betreffende Investition nicht mehr gewährt werden kann.

§ 4 - Über diese Toleranzgrenzen hinaus muss jede Anpassung des verabschiedeten Plans, die den Wert einer Investition, ihre Art oder den Zeitplan der Durchführung betrifft, Gegenstand eines mit einem Einschreibebrief bei der Verwaltung eingereichten Antrags sein. Unter der Bedingung, dass die eingereichten Anpassungen die Zielsetzungen und Richtlinien, die für den Plan bestimmt worden sind, nicht gefährden und nicht dazu führen, dass der Gesamtbetrag für die Beihilfen, die der Minister mitgeteilt hat, überstiegen wird, verfügt die Verwaltung über zwanzig Arbeitstage, um auf den Antrag zu antworten. In Ermangelung einer Reaktion - oder einer Bitte um zusätzliche Informationen - innerhalb dieser Frist gilt die Anpassung als gerechtfertigt und verfügt die Verwaltung über zehn Arbeitstage, um den Antragsteller darüber zu informieren.

Für den Fall, dass eine oder mehrere Anpassungen dazu führen, dass der Gesamtbetrag für die Beihilfen, die der Minister bei der Genehmigung des Plans mitgeteilt hat, überstiegen wird, hat der Minister die Möglichkeit, diesen Gesamtbetrag unter Beachtung des in Artikel 18 § 1 festgelegten Grenzbetrags anzupassen. Die Anpassungsanträge, die sich ausschließlich auf den Verzicht auf eine oder mehrere in dem verabschiedeten Plan vorgesehene Investitionen beziehen, können jederzeit eingereicht werden. In allen anderen Fällen kann eine Person, die Beihilfen bezieht, Anträge auf Anpassungen nur einmal innerhalb des Monats, der auf das Datum folgt, an dem die Entscheidung zur Genehmigung des Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren mitgeteilt worden ist sowie höchstens drei mal ab dem ersten Tag des zweiten Jahres nach dem Datum der Mitteilung des verabschiedeten Plans, einreichen.

Sie dürfen sich nur auf Investitionen beziehen, deren geplantes Ausführungsdatum noch nicht abgelaufen ist. Die Zielsetzungen und Richtlinien, die für den Plan bestimmt worden sind, dürfen durch die Anträge auf Anpassungen nicht gefährdet werden. Sie müssen die Zweckmäßigkeit und die Kohärenz des verabschiedeten Plans verstärken, die Struktur und den in Anlage I bestimmten Genauigkeitsgrad beachten und eingereicht werden unter Beachtung der von der Verwaltung festgelegten Formvorschriften.

Das in Artikel 15 § 3 vorgesehene Anrecht auf eine Erhöhung der Beihilfe geht verloren, falls ein Antrag auf Anpassung eines ursprünglich mit der Unterstützung eines Beraters eingereichten Plans ohne die Unterstützung eines Beraters eingereicht wird. Der Verlust des Anrechts auf die Erhöhung wird rückwirkend für die gesamte Laufzeit des Plans und für alle Investitionen, die der Plan vorsieht, angewandt.

§ 5 - Mit der Zustimmung der Verwaltung kann ein verabschiedeter Plan sich über mehr als drei Jahre erstrecken, ohne jedoch eine Dauer von fünf Jahren zu übersteigen.

§ 6 - Außer in Fällen höherer Gewalt, die in Artikel 95 angeführt werden, in Fällen von Verbindungen landwirtschaftlicher Betriebe gemäß Artikel 21 oder bei durch den Minister anerkannten außergewöhnlichen Gelegenheiten darf ein Investitionsplan innerhalb von zwei Jahren nach dem Datum der Notifizierung der Genehmigung durch den Minister nicht unterbrochen werden. Ein neuer Plan, den ein Landwirt alleine oder im Rahmen einer Verbindung innerhalb von zwei Monaten nach der genehmigten vorzeitigen Unterbrechung des/der verabschiedeten Plans/Pläne einreicht, wird vorrangig behandelt.

§ 7 - Es steht dem Beihilferechtigen frei, eine Investition, die in seinem verabschiedeten Plan vorgesehen war, nicht auszuführen. Gemäß Artikel 8 § 4 hat er in diesem Fall die Verwaltung darüber zu informieren. Die Hälfte der Beihilfe wird in diesem Fall freiwillig überlassen und von dem in Artikel 18 § 1 festgelegten Gesamthöchstbetrag der Beihilfe abgezogen.

Art. 9 - § 1 - Eine Gerätenutzungsgenossenschaft, die gemäß den Anforderungen von Artikel 1 30^o gebildet wird und deren Mitglieder die Anforderungen von Artikel 5 § 1 Absatz 2 bis 5 und von Artikel 11 erfüllen, kann für Investitionen, die diese Genossenschaft betreffen, Beihilfen beziehen sowie einen Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren einreichen.

§ 2 - Der Gerätenutzungsgenossenschaft können nach den in den Artikeln 13 bis 18 festgelegten Bedingungen und Grenzen für folgende Investitionen Beihilfen gewährt werden:

— Materialinvestitionen, entweder für bestimmte Betriebstätigkeiten, oder für den Transport, das Schleppen, den innerbetrieblichen Transport oder die gemeinsame Ernte der Erzeugnisse der Mitglieder;

— Immobilieninvestitionen, unter der Bedingung, dass es sich um Gebäude handelt, die zur Unterbringung der Geräte der Gerätenutzungsgenossenschaft dienen, und dass sie sich auf einem Grundstück befinden, das Eigentum der Genossenschaft ist oder für das diese über ein Nutzungsrecht verfügt, über eine Dauer, die mindestens der Dauer der öffentlichen Bürgschaft entspricht;

— Investitionen für die Anpassung der Gebäude, unter der Bedingung, dass es sich um Gebäude handelt, die der Genossenschaft gehören und zur Unterbringung ihrer Geräte dienen.

§ 3 - Die kollektive Nutzung des Materials der Genossenschaft durch wenigstens drei Landwirte, die der Genossenschaft angehören, muss jederzeit überprüft werden können.

§ 4 - In Übereinstimmung mit den Vorschriften der Anlage II verabschiedet der Minister die detaillierten inhaltlichen Vorgaben des Plans. Um in den Genuss einer Beihilfe zu gelangen, muss die Genossenschaft durch ein Einschreiben an die Verwaltung und nach dem von ihr festgelegten Muster einen Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren einreichen. Eine Kopie in Form eines Datenträgers muss ebenfalls übermittelt werden. Durch eine innerhalb von zehn Arbeitstagen übermittelte Empfangsbestätigung wird dem Antragsteller mitgeteilt, ob seine Akte zulässig ist oder nicht. Gegebenenfalls wird mitgeteilt, welche Unterlagen fehlen.

§ 5 - Ein Investitionsplan, der von einer Gerätenutzungsgenossenschaft innerhalb von sechs Monaten nach ihrer Gründung eingereicht wird, kann einen Abschnitt zur Förderung der Gründung und der Begleitung während drei Jahren ab dem Gründungsdatum umfassen und zwar mit rückwirkender Wirkung der Beihilfe, die sich auf diesen Abschnitt am Datum der Gründung bezieht. Für die 2006 gegründeten Gerätenutzungsgenossenschaften, die noch nicht in den Genuss dieser Beihilfe gelangt sind, wird die Frist von 6 auf 18 Monate angehoben. Die Beihilfe wird zusätzlich zu den durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Investitionsbeihilfen gewährt und nach den in Kapitel VI angeführten Modalitäten.

§ 6 - Bei der Einreichung des Antrags auf Auszahlung der durch den Plan gewährten Beihilfe muss die Gerätenutzungsgenossenschaft für jede Investition zusätzlich zu dem in ihrem Plan vorgesehenen Beleg das Protokoll über den Investitionsbeschluss übermitteln, das von allen Mitgliedern der Genossenschaft gegengezeichnet worden ist.

§ 7 - Wenn im Rahmen der Ausführung eines Plans der Austritt eines Mitglieds aus der Genossenschaft dazu führt, dass die Auflagen von § 1 nicht mehr erfüllt sind, so hat die Genossenschaft die Verwaltung darüber zu informieren und innerhalb von sechs Monaten ein Ersatzmitglied zu finden. Falls die Auflagen von § 1 nach Ablauf dieser Frist noch immer nicht erfüllt sind, wird der Plan unterbrochen. Die bereits gezahlten Beihilfen bleiben jedoch erhalten.

Art. 10 - § 1 - Ein Futterverband, der den Anforderungen von Artikel 11 entspricht und von der Verwaltung anerkannt worden ist, kann für Investitionen, die ihn betreffen, Beihilfen beziehen sowie einen Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren einreichen.

§ 2 - In Übereinstimmung mit den Vorschriften der Anlage III verabschiedet der Minister die detaillierten inhaltlichen Vorgaben des Plans. Um in den Genuss einer Beihilfe zu gelangen, muss der Futterverband durch ein Einschreiben an die Verwaltung und nach dem von ihr festgelegten Muster einen Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren einreichen. Eine Kopie in Form eines Datenträgers muss ebenfalls übermittelt werden. Die für die Futterverbände zulässigen Investitionen werden in der Anlage III angeführt. Durch eine innerhalb von zehn Arbeitstagen übermittelte Empfangsbestätigung wird dem Antragsteller mitgeteilt, ob seine Akte zulässig ist oder nicht. Gegebenenfalls wird mitgeteilt, welche Unterlagen fehlen.

§ 3 - Ein Investitionsplan, der von einem Futterverband innerhalb von sechs Monaten nach seiner Gründung eingereicht wird, kann einen Abschnitt zur Förderung der Gründung und der Begleitung während drei Jahren ab dem Gründungsdatum umfassen und zwar mit rückwirkender Wirkung der Beihilfe, die sich auf diesen Abschnitt am Datum der Gründung bezieht. Für die 2006 gegründeten Gerätenutzungsgenossenschaften, die noch nicht in den Genuss dieser Beihilfe gelangt sind, wird die Frist von 6 auf 18 Monate angehoben. Die Beihilfe für den Start des Verbandes wird zusätzlich zu den durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Investitionsbeihilfen gewährt und nach den in Kapitel VI angeführten Modalitäten.

§ 4 - Bei der Einreichung des Antrags auf Auszahlung der durch den Plan gewährten Beihilfe muss der Futterverband für jede Investition zusätzlich zu dem in seinem Plan vorgesehenen Beleg das Protokoll über den Investitionsbeschluss übermitteln, das von allen Mitgliedern des Verbandes gegengezeichnet worden ist. Die Beihilfe wird direkt an die Mitglieder gezahlt und zwar im Verhältnis ihrer Beteiligung an der Finanzierung des Materials, für das diese Beihilfe gewährt wird.

§ 5 - Wenn im Rahmen der Ausführung eines Plans der Austritt eines Mitglieds aus dem Verband dazu führt, dass die Auflagen von § 1 nicht mehr erfüllt sind, so hat der Verband die Verwaltung darüber zu informieren und innerhalb von 6 Monaten ein Ersatzmitglied zu finden. Falls die Auflagen von § 1 nach Ablauf dieser Frist noch immer nicht erfüllt sind, wird der Plan unterbrochen. Die bereits gezahlten Beihilfen bleiben jedoch erhalten.

Art. 11 - Ein Landwirt, der gleichzeitig Mitglied mehrerer Gerätenutzungsgenossenschaften oder Futterverbände ist, darf sich nicht an mehr als zwei von diesen Genossenschaften oder Verbänden eingereichten Plänen gleichzeitig beteiligen. Eine Gerätenutzungsgenossenschaft, die zu wenigstens zwei Dritteln aus Mitgliedern gebildet wird, die gleichzeitig in einer anderen Gerätenutzungsgenossenschaft, die bereits einen Investitionsplan vorgelegt hat, vertreten sind, oder die in der Vergangenheit einer anderen in einer anderen Gerätenutzungsgenossenschaft vertreten waren, ist nicht beihilfefähig.

Art. 12 - Die Beihilfen für Landwirte, Gerätenutzungsgenossenschaften, Futterverbände oder Milcherzeugergemeinschaften deren Investitionspläne mit einer Laufzeit von drei Jahren unter Berücksichtigung der in den Artikeln 13 und 15 festgelegten Höchstbeträge verabschiedet worden sind, sind:

— eine finanzielle Beihilfe nach einem in dem verabschiedeten Plan bestimmten Verteilerschlüssen als:

1. eine Zinssubvention; sie entspricht der Differenz zwischen dem in Artikel 1 31° definierten Referenzsatz zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Darlehens mit der Kreditanstalt und dem zu Lasten des Beihilfempfängers verbleibenden Zinssatzes von 2%. Der Satz der Zinssubvention darf nicht über 5% liegen und die Zinssubvention bezieht sich auf einen Zeitraum von maximal sieben Jahren für die Investitionen in Geräte und maximal fünfzehn Jahren für die Investitionen in Gebäude.

Pro Investition darf die Beihilfe in keinem Fall die in den Artikeln 13 und 15 vorgesehenen Beträge übersteigen;

2. eine Kapitalbeteiligung, die in einem Mal ausgezahlt wird, wenn der Betrag der Beihilfe unter 10.000 Euro liegt, in zwei Teilbeträgen, wenn er zwischen 10.000 und 20.000 Euro liegt und in drei Teilbeträgen, wenn er über 20.000 Euro liegt.

Innerhalb der Grenzen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel kommt die Kapitalbeteiligung vorrangig den Investitionen in Geräte zu Gute;

3. eine Kombination von Beihilfen in Form von Zinssubventionen und in Form einer Kapitalprämie.

— Die öffentliche Bürgschaft, die für jede Investition des Investitionsplans, für den eine durch den vorliegenden Erlass vorgesehene Beihilfe gewährt wird und für die ein Darlehen bei einer zu diesem Zweck anerkannte öffentliche oder private Kreditanstalt beantragt wird.

Art. 13 - Die Höchstgrenze der Beihilfen, die für jeden der in dem durch Artikel 5 § 2 verlangten Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren angeführten Bestandteile wird wie folgt festgelegt:

— eine maximale Beihilfe, die 10% des beihilfefähigen Wertes der Investition entspricht, wird für die folgenden Investitionen gewährt:

1. der Ankauf, die Anpassung, die Ersetzung, die die in Artikel 1 22° bestimmten Grenzen übersteigen, von neuen oder gebrauchten Geräten gemäß Artikel 91, bestimmt für die Weiterführung oder die Ausdehnung einer landwirtschaftlichen, touristischen, pädagogischen und handwerklichen Tätigkeit, die in dem Betrieb, der Betriebsverbindung, der Gerätenutzungs-genossenschaft, dem Futterverband oder der Milcherzeugergemeinschaft bereits ausgeübt wird;

2. der Bau oder der Ankauf von Gebäuden unter Beachtung der nachfolgenden Vorschriften:

— für die Geflügel- und die Schweinezuchtbetriebe nur im Falle einer differenzierten Qualitätsproduktion und unter der Bedingung, dass die Investitionen der Klasse 2 oder 3 der Umweltgenehmigung zugeordnet werden können;

— für die Investitionen, die sich auf Zuchtgebäude oder Gebäude für die Milchproduktion beziehen, einen Anteil der Bodengebundenheit gemäß Artikel R212 § 3 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, aufweisen, der den Wert 1 im Laufe des Antragsjahres nicht übersteigt und der während der Umsetzung des verabschiedeten Plans nicht überschritten wird;

— die Investitionen in Gebäude im Bereich der Milchproduktion dürfen nicht dazu führen, dass die Referenzmenge überschritten wird, es sei denn, dass zuvor eine zusätzliche Referenzmenge gewährt oder durch eine Übertragung erhalten wurde. In diesem Fall werden die Beihilfen nur unter der Bedingung gewährt, dass durch die Investition die Anzahl der Milchkühe nicht über 50 je AKE und auf über 200 je Betrieb oder Milcherzeugergemeinschaft heraufgesetzt wird.

— nicht für Gebäude, die für touristische, pädagogische oder handwerkliche Tätigkeiten, in dem Betrieb oder außerhalb des Betriebs genutzt werden;

3. die Aussiedlung, die im öffentlichen Interesse durchgeführt worden ist oder weil der Vermieter dem Erzeuger gekündigt hat und diese Kündigung durch den Friedensrichter für gültig erklärt worden ist oder weil sie durch Umweltvorschriften gerechtfertigt wird unter Beachtung der in Artikel 13 § 1.2 festgelegten Bedingungen;

4. die Bodenverbesserungsarbeiten;

5. die tiefgreifende Renovierung und die Reparatur von Gebäuden, die für die Weiterführung der bereits in dem Betrieb ausgeführten beruflichen Tätigkeiten unerlässlich sind, durch eine Gerätenutzungs-genossenschaft oder einen Futterverband unter Beachtung der in Artikel 13, § 1, 2. festgelegten sektorbezogenen Bedingungen. Als Renovierung gilt die Anpassung der bestehenden Gebäude an die gegenwärtigen Bedingungen der technischen Verwaltung unter Beachtung der städtebaulichen Vorschriften. Die Renovierung wird als tiefgreifend gewertet, falls die anfallenden Kosten wenigstens 50% des Wertes eines gleichwertigen Neubaus ausmachen. Unter Reparatur ist die Wiederherstellung ohne strukturelle Veränderung der bestehenden Gebäude zu verstehen, um sie nach erlittenen Schäden zu rehabilitieren.

eine maximale Beihilfe, die 25% des beihilfefähigen Wertes der Investition entspricht, wird für die folgenden Investitionen gewährt:

— Material für die Diversifizierung der landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Tätigkeiten des Betriebs, einschließlich der Erstverarbeitung und dem Direktverkauf auf dem Hof. Die Diversifizierung ist die Vermarktung durch den landwirtschaftlichen Betreiber eines verarbeiteten oder nicht-verarbeiteten Produkts, das vorher nicht auf dem Betrieb erzeugt wurde oder das durch die Investition in einem Umfang erzeugt wird, durch den ein Bruttomehrwert pro Einheit von mehr als 20% im Vergleich zu einem vergleichbaren Erzeugnis vor der Diversifizierung erzielt wird;

— Material für die Verbesserung der Lebens- und Arbeitsbedingungen des landwirtschaftlichen Betreibers, das in einer durch den Minister verabschiedeten Liste festgelegt wird;

— Spezifisches Material für die Erzeugung von Biotreibstoffen und/oder erneuerbarer Energie anhand von Erzeugnissen oder Nebenerzeugnissen aus der landwirtschaftlichen Tätigkeit des Betriebs oder der Genossenschaft;

— Einrichtungen für die Behandlung der Tierzuchtabwässer mit Erzeugung von Biotreibstoffen und erneuerbaren Energien;

— die Ausstattung von Gebäuden und/oder die Anpassung von Geräten, um Energieeinsparungen zu erzielen zusätzlich zu den anderen öffentlichen Beihilfen, die bereits von der Region gewährt werden und unter Beachtung der durch die Verordnung (EG) 1698/2005 festgelegten Höchstbeträge für die Beihilfen;

— die Anpassung oder die Ausstattung von Gebäuden des Betriebssitzes im Hinblick auf eine Entwicklung der landwirtschaftlichen, touristischen, pädagogischen und handwerklichen Tätigkeiten, die bisher auf dem betreffenden Betrieb nicht ausgeübt wurden. Der Ankauf oder der Bau von Gebäuden, um derartige Tätigkeiten innerhalb oder außerhalb des Betriebs zu entwickeln, ist nicht beihilfefähig;

— das Material, das spezifisch für eine tatsächlich im Betrieb ausgeübte touristische, pädagogische und handwerkliche Tätigkeit bestimmt ist;

— neue Gebäude oder die Anpassung von bestehenden Gebäuden des Betriebs, die spezifisch für eine differenzierte Produktion bei deren Einführung oder ersten Ausdehnung bestimmt sind. Die Erzeugnisse müssen der in Artikel 1 26° angeführten Definition entsprechen, die Investitionen müssen der Klasse 2 oder 3 der Umweltgenehmigung angehören und der landwirtschaftliche Betreiber muss sich verpflichten, diese Produktion während wenigstens 6 Jahren fortzuführen;

— Spezifische Kosten bei der Anpassung von bestehenden Gebäuden um den Gesetzesvorschriften zu entsprechen, die über die auf Gemeinschaftsebene festgelegten Mindestnormen hinausgehen oder um den auf Gemeinschaftsebene festgelegten Mindestnormen in den Bereichen des Umweltschutzes, der Volksgesundheit, des Wohlergehens der Tiere oder der Sicherheit auf dem Arbeitsplatz zu entsprechen und dies entweder innerhalb von 36 Monaten nach deren Verabschiedung auf Gemeinschaftsebene, oder während der in den Vorschriften vorgesehenen Übergangsfrist, insofern die Kapazitäten nicht erhöht werden;

— Anpassung von bestehenden Gebäuden, um den auf Gemeinschaftsebene festgelegten Mindestnormen in den Bereichen des Umweltschutzes, der Volksgesundheit, des Wohlergehens der Tiere oder der Sicherheit auf dem Arbeitsplatz zu entsprechen, durchgeführt von jungen Landwirten im Sinne von Artikel 22 der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 und dies innerhalb von 36 Monaten nach ihrer Niederlassung und insofern die Kapazitäten nicht erhöht werden;

- die Einschränkung von gasförmigen Schadstoffen aus der Landwirtschaft;
- Anbringen von Systemen zur Filterung der Belüftungsluft der Gebäude zur Unterbringung der Tiere sowie von Systemen zur Belüftung mit Mischluft;
- Investitionen, die zum Schutz der Umweltqualität und dem Wohlergehen der Tiere beitragen und die in einer durch den Minister festgelegten Liste angeführt werden;
- Investitionen auf dem Gebiet der Beobachtungs- und Warnsysteme im Rahmen des integrierten Pflanzenschutzes;

§ 3 - Im Rahmen einer Übergangsregelung bleibt die regionale Beihilfe für die Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässern, die durch den Ministerialerlass vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässer vorgesehen wird, bis zum 31. Dezember 2008 gültig.

Art. 14 - Für den Ankauf von Ländereien, von einjährigen Pflanzen, von Anpflanzungen von einjährigen Pflanzen, von Betriebsprämienrechten, von Quoten, Tieren sowie Ersetzungen dürfen außer in den durch den vorliegenden Erlass bestimmten Ausnahmefällen keine Investitionsbeihilfen gewährt werden. Dies gilt auch für die Dränier- und die Bewässerungsarbeiten oder den Ankauf von Bewässerungsgeräten, es sei denn, diese Investitionen führen zu einer Verringerung des Wasserverbrauchs um wenigstens 25%.

Art. 15 - Das Ausmaß der in Artikel 13 angeführten Investitionsbeihilfen wird angehoben:

- um 5 Prozentpunkte, falls der Investitionsplan durch eine Gerätenutzungsgenossenschaft oder einen landwirtschaftlichen Betreiber eingereicht wird, der sich seit weniger als 6 Jahren niedergelassen hat und am Datum der Mitteilung der Zulässigkeit des Plans das Alter von 40 Jahren nicht erreicht hat. Falls der Bezugsberechtigte der Anhebung zugunsten der landwirtschaftlichen Betriebe, die seit weniger als 6 Jahren bestehen, Mitglied einer Vereinigung ist, wird die Anhebung im Verhältnis der Beteiligung des Bezugsberechtigten an der Vereinigung gewährt. Falls der landwirtschaftliche Betreiber, der in den Genuss dieser Anhebung gelangt, geschäftsführender Verwalter, Geschäftsführer oder geschäftsführender Gesellschafter einer juristischen Person ist, wird die Anhebung im Verhältnis der Beteiligung des Bezugsberechtigten an der besagten juristischen Person gewährt.

- um 5 Prozentpunkte, falls der Investitionsplan durch einen landwirtschaftlichen Betreiber eingereicht wird, dessen Betrieb in einem benachteiligten Gebiet gemäß Artikel 1 27° gelegen ist;

- um 2,5 Prozentpunkte, falls der Investitionsplan sowie die ggf. eingereichten Anträge auf Anpassung des genannten Plans durch einen landwirtschaftlichen Betreiber eingereicht wird, der einen zugelassenen Berater zu Rate gezogen hat.

Art. 16 - Nicht mehr als zwei der in Artikel 15 vorgesehenen Anhebungen dürfen den Höchstbeträgen der in dem Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren angeführten Bestandteile hinzugefügt werden gemäß den in Artikel 13 festgelegten Grenzbeträge.

Art. 17 - Um zugelassen zu werden, muss der Investitionsplan wenigstens Investitionen im Wert von 15.000 Euro über die Dauer des Plans vorsehen und jede im Plan angeführte Investition muss einzeln betrachtet einen Wert von mehr als 5.000 Euro haben. Der beihilfefähige Höchstbetrag für eine in dem Plan angeführte Investition beträgt 100.000 Euro für die Investitionen in Geräte und 250.000 Euro für die Investitionen in Gebäude. Diese beihilfefähigen Höchstbeträge werden um 50% angehoben wenn der Investitionsplan von einer Gerätenutzungsgenossenschaft eingereicht wird, falls es sich um spezifische Investitionen im Bereich des Gartenbaus handelt oder um den ersten Plan einer Milcherzeugergemeinschaft.

Art. 18 - Höchstbetrag der Beihilfe, die pro verabschiedeter Plan gewährt wird:

§ 1 - Ein Grenzbetrag von 100.000 Euro wird festgelegt für den zusammengerechneten Gesamtbetrag der Beihilfen, die einem Landwirt für die verschiedenen beihilfefähigen Investitionen, die er während der Dauer des Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren durchgeführt hat, gewährt werden.

§ 2 - Der Antragsteller hat darauf zu achten, dass der Gesamtbetrag der Beihilfen, auf die er beim Einreichen seines Plans Anspruch erhebt, den in § 1 festgelegten Grenzbetrag nicht übersteigt.

§ 3 - Wird der in § 1 festgelegte Grenzbetrag überschritten, bevor der Antrag geprüft wird und ggf. bestimmte Investitionen abgewiesen werden, wird eine entsprechende Verringerung auf alle beantragten Beihilfen angewandt, bis der in § 1 festgelegte Grenzbetrag erreicht wird.

§ 4 - Außer in den Artikel 8 § 6 festgelegten Fällen wird der in § 1 festgelegte Grenzbetrag im Falle einer verfrühten Unterbrechung des Plans um 2.800 Euro pro vollständiger Monat zwischen dem Datum der Unterbrechung und dem vorgesehenen Datum für den Abschluss des verabschiedeten Investitionsplans verringert.

Art. 19 - Das Referenzeinkommen darf den durchschnittlichen Bruttolohn des außerlandwirtschaftlichen Arbeitnehmers nicht übersteigen. Der Minister legt jedes Jahr das zu berücksichtigende Referenzeinkommen fest.

Art. 20 - Der Minister legt fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann, ohne dass die höchsten erlaubten Bezuschussungsbeträge überschritten werden dürfen.

Art. 21 - § 1 - Wenn mehrere Landwirte ihre Betriebe zusammenlegen und diese Betriebe nicht auf eine Aufteilung eines vorher einzigen Betriebs zurückzuführen sind, und wenn jedes Mitglieder der so entstehenden Vereinigung die Anforderungen von Artikel 5 § 1 des vorliegenden Erlasses erfüllt, so sind Artikel 8 § 6 und Artikel 18 § 4 des vorliegenden Erlasses nicht anwendbar. Die Mitglieder dürfen einen laufenden Investitionsplan unterbrechen und die Vereinigung kann einen neuen Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren in ihrem Namen einreichen. Die zusammengeschlossenen landwirtschaftlichen Betreiber sind verpflichtet, einen Vereinigungsvertrag vorzulegen, unterzeichnet von allen beteiligten Parteien, die sich solidarisch verpflichten. Die Dauer der Vereinigung muss mindestens dem Subventionszeitraum entsprechen und muss zudem mindestens sechs Jahre betragen.

§ 2 - Für den ersten von neuen Betriebsvereinigungen eingereichten Investitionsplan, der die Anforderungen von § 1 erfüllt, wird der Grenzbetrag in Abweichung von Artikel 18 § 1 auf 75.000 Euro pro Mitglied der Vereinigung mit einem Maximum von 250.000 Euro für die Vereinigung festgelegt. Für ihren ersten Plan kann einer neuen Vereinigung eine Anhebung um 50% der in Artikel 17 festgelegten Höchstwerte für die beihilfefähigen Investitionen gewährt werden. Die Vereinigung muss einen vollständigen Investitionsplan vorlegen, der die Struktur und den in Anlage I bestimmten Genauigkeitsgrad beachtet.

§ 3 - Handelt es sich um eine Milcherzeugergemeinschaft oder "MEG", so kann der Inhaber der Produktionseinheit, ab der die Lieferungen und/oder Direktverkäufe der MEG erfolgen werden, in seinen Investitionsplan die spezifischen Investitionen eintragen, die für die Entwicklung der Aktivitäten für die Erzeugung und Vermarktung der MEG notwendig sind. Dieser Plan muss den in Anlage I angeführten Vorschriften entsprechen und das für diese Art von Plan vorgesehene Verfahren einhalten. In diesem Fall findet Artikel 21 § 1 keine Anwendung.

§ 4 - Eine Milcherzeugergemeinschaft oder "MEG" kann einen Investitionsplan einreichen, der für die Entwicklung der Aktivitäten der MEG notwendig ist. Dieser Plan betrifft alle Investitionen, die von den Mitgliedern der MEG für ihre gesamte Produktion vorgesehen werden. Dieser Plan muss den in Anlage III angeführten Vorschriften entsprechen und das für diese Art von Plan vorgesehene Verfahren einhalten. Bei der Gründung der MEG werden die laufenden Pläne der einzelnen Mitglieder, die die neue MEG bilden aufgelöst und Artikel 21 § 1 wird angewandt.

KAPITEL IV — Beihilfen für die Niederlassung der jungen landwirtschaftlichen Betriebsinhaber: Entwicklungsplan

Art. 22 - Beihilfen für die Niederlassung im Rahmen einer Gründung oder einer Gesamtübernahme eines landwirtschaftlichen Betriebs oder im Rahmen einer Teilübernahme eines Betriebs in höchstens zwei Phasen, von denen jede wenigstens 25% des Gesamtwertes der Investitionen, die für die Übernahme beihilfefähig sind, abdeckt, können den Betriebsinhabern gewährt werden, die:

1. sich zum ersten Mal auf einem Betrieb als hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betriebsinhaber gemäß Artikel 1 6° niederlassen und Landwirt werden;

2. eine ausreichende berufliche Qualifikation gemäß Artikel 3 aufweisen können und nicht jünger sind als 20 Jahre - außer bei höherer Gewalt - und nicht älter sind als 40 Jahre am Tag der Einreichung des Antrags auf Beihilfen und die bereits einen Ausbildungslehrgang abgelegt haben, der den Anforderungen des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. Juli 2001 über die Berufsbildung in der Landwirtschaft entspricht oder den Anforderungen des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Mai 1993 zur beruflichen Aus- und Weiterbildung von im landwirtschaftlichen Bereich tätigen Personen sowie seiner späteren Abänderungen;

3. die individuelle Beihilfe für die Niederlassung innerhalb einer dreimonatigen Frist nach dem offiziellen Datum der Niederlassung als Landwirt, hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betriebsinhaber beantragen oder die sich zum ersten Mal als Landwirt, hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betriebsinhaber innerhalb von sechs Monaten nach dem Einreichen des Entwicklungsplans bei der Verwaltung niederlassen.

Die Niederlassung einer natürlichen Person als landwirtschaftlicher Betreiber wird unter anderem durch seine Zugehörigkeit zum Sozialstatut der selbständigen landwirtschaftlicher Betreibers erwiesen oder durch jegliches Dokument, anhand dessen das Statut des Antragstellers bezüglich der vorliegenden Regelung bestimmt werden kann; Handelt es sich um juristische Personen, wird diese Bedingung bei einem geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer überprüft. Außerdem muss die juristische Person nachweisen, dass jeder geschäftsführende Verwalter oder Geschäftsführer zum Zeitpunkt der Gesellschaftsgründung über die für eine Erstiniederlassung ausreichende berufliche Qualifikation verfügt. Diese Bedingung muss beim Einreichen des Antrags erfüllt sein;

4. einen Entwicklungsplan bei der Verwaltung einreichen. Dieser Plan umfasst wenigstens eine Übernahme- oder Gründungsakte mit globalen Zielsetzungen für sechs Jahre und ausführlichen Zielsetzungen für drei Jahre, ggf. vervollständigt durch einen Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren gemäß Anlage III des vorliegenden Erlasses. Der Entwicklungsplan muss unbedingt die quantitativen und qualitativen Zielsetzungen angeben sowie eine Zeitplan für die Umsetzung. Die Begleitindikatoren für die Umsetzung des Entwicklungsplans sind durch den Plan festzulegen. In Übereinstimmung mit den Vorschriften der Anlage IV verabschiedet der Minister die detaillierten inhaltlichen Vorgaben des Plans;

5. sich an einen Berater wenden, der sie bei der Verfassung des Entwicklungsplans berät. Der Berater ist verpflichtet, den unter dem oben angeführten Punkt 4 erwähnten Entwicklungsplan gegenzuzeichnen;

6. sich verpflichten, einen Berater zu Rate zu ziehen für eine Mindestdauer von drei Jahren und gemäß den Anforderungen von Artikel 4 Buch zu führen;

7. den Beweis erbringen, dass der Betrieb, auf dem sie sich niederlassen, die in dem Ministerialerlass vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässer an die geltenden Vorschriften festgelegten Normen für die Lagerung der Tierzucht abwässer erfüllt. Anderenfalls verpflichten sie sich, als erste Investition des Investitionsplans die Anpassung seiner Einrichtungen für die Lagerung der Tierzucht abwässer einzutragen und diese Investition vor allen anderen durchzuführen und dies innerhalb von 36 Monaten nach ihrer Niederlassung;

8. innerhalb einer Frist von drei Jahren wenigstens eine AKE auf dem übernommenen Teil rechtfertigen können und in der Lage sind, ein Einkommen zu erwirtschaften, das wenigstens dem regionalen Mindesteinkommen pro AKE entspricht.

Art. 23 - § 1 - In Abweichung von Artikel 5 § 1.1 ist der Betreiber, der sich zum ersten Mal auf einem Betrieb als hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betriebsinhaber niederlässt, nicht verpflichtet, drei Jahre einer Tätigkeit in dieser Eigenschaft nachzuweisen, um einen Investitionsplan einreichen zu können;

§ 2 - In Abweichung von Artikel 5 § 1.2 muss der Betreiber, der sich zum ersten Mal auf einem Betrieb als hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betriebsinhaber niederlässt, in der Lage sein, die in Artikel 3 angeführte ausreichende berufliche Qualifikation nachzuweisen, und nicht jene, die in Artikel 2 angeführt wird, um einen Investitionsplan einreichen zu können;

§ 3 - In Abweichung von Artikel 5 § 1.4 ist der Betreiber, der sich zum ersten Mal auf einem Betrieb als hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betriebsinhaber niederlässt, nicht verpflichtet, über ein Bruttoeinkommen vor Steuern zu verfügen, dass mehr als 75% des in Artikel 19 angeführten Referenzeinkommens ausmacht, um einen Investitionsplan einreichen zu können; Artikel 22 8 bleibt anwendbar.

§ 4 - In Abweichung von Artikel 4 kann der Entwicklungsplan pro Tierart eine Investition umfassen, deren Ziel es ist, die Herde(n) des übernommenen oder gegründeten Betriebs zu ergänzen. Diese Investition muss innerhalb von zwölf Monaten nach der Übernahme oder der Gründung getätigt werden.

Art. 24 - § 1 - Jeder Investitionsplan muss von dem Antragsteller durch ein Einschreiben an die Verwaltung und nach dem von ihr festgelegten Muster eingereicht werden. Eine Kopie in Form eines Datenträgers muss ebenfalls übermittelt werden. Durch eine innerhalb von zehn Arbeitstagen übermittelte Empfangsbestätigung wird dem Antragsteller mitgeteilt, ob seine Akte zulässig ist oder nicht. Gegebenenfalls wird mitgeteilt, welche Unterlagen fehlen.

§ 2 - Der Entwicklungsplan wird einem begutachtenden Ausschuss von einem Vertreter des zuständigen Außendienstes der Verwaltung unterbreitet. Dieser Ausschuss setzt sich zusammen aus einem Vertreter der Direktion der Agrarstrukturen der Verwaltung, dem Vertreter des Außendienstes, der den Plan unterbreitet hat, einem Experten für Agrarwirtschaft, der von der Verwaltung bezeichnet wird sowie von einem technischen Experten im Bereich des betreffenden technisch-wirtschaftlichen Bereichs, der ebenfalls von der Verwaltung bezeichnet wird.

Der begutachtende Ausschuss kann den Antragsteller auffordern, seinen Entwicklungsplan in Zusammenarbeit mit dem Berater vorzustellen oder zu verteidigen.

§ 3 - Der begutachtende Ausschuss prüft den Entwicklungsplan. Er bewertet den Wert der Investitionen für die Übernahme oder Betriebsgründung, die Zweckmäßigkeit dieser Übernahme oder Gründung auf technischer und wirtschaftlicher Ebene sowie ggf. die Zweckmäßigkeit und die Kohärenz des zusätzlich vorgesehenen Investitionsplans. Er übermittelt dem Minister sowie dem Generalinspektor der Verwaltung ein Gutachten sowohl auf quantitativer als auch auf qualitativer Ebene über die Zielsetzungen der ersten Niederlassung und bewertet, ob innerhalb von drei Jahren das Einkommen durch diesen Entwicklungsplan das regionale Mindesteinkommen des betreffenden Jahres erreichen kann.

Der begutachtende Ausschuss erteilt innerhalb von vier Monaten ab dem Datum der in Artikel 24 § 1 angeführten Mitteilung ein begründetes positives, negatives oder an die Bedingung, dass Bedingungen des Plans geändert werden, gebundenes Gutachten.

§ 4 - Bevor er ein völlig oder teilweise negatives Gutachten abgibt, muss der Ausschuss den Antragsteller darüber informieren und dabei seine Entscheidung begründen. Dieser verfügt über einen Monat um, falls er dies möchte, einen angepassten Entwicklungsplan einzureichen. Die Fristen für die Erteilung des Gutachten dieses Ausschusses und für die Mitteilung des Ministers sind in diesem Fall um zwei Monate verlängert.

§ 5 - Der Antragsteller kann Einsicht in das begründete Gutachten des begutachtenden Ausschusses nehmen.

Art. 25 - § 1 - Die völlige, teilweise oder bedingte Genehmigung eines Entwicklungsplans oder aber dessen Ablehnung fällt in den Zuständigkeitsbereich des Ministers. Ein Beschluss ist dem Antragsteller innerhalb von sechs Monaten nach der in Artikel 24 § 1 vorgesehenen Mitteilung über die Zulässigkeit mitzuteilen.

In Ermangelung einer Reaktion innerhalb dieser Frist gilt der Plan als zulässig und muss der Minister dem Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen nach Ablauf dieser Frist seine Genehmigung mitteilen.

§ 2 - In der Mitteilung zur Genehmigung des Entwicklungsplans durch den Minister werden der Wert und die Art der Investitionen, für die eine Beihilfe gewährt wird, sowie pro Investition der Betrag, die Art der Beihilfe und der Zeitplan der Ausführung, die Begleitindikatoren sowie die zur Rechtfertigung der Investition vorzulegenden Dokumente angegeben. Für jede einzelne Investition, die in den Genuss einer Beihilfe gelangt, kann für das Darlehen in Verbindung mit dieser Investition eine öffentliche Bürgschaft gemäß Artikel 12 § 2 gewährt werden.

Die genaue Deckung der Bürgschaft wird zum Zeitpunkt des Abschlusses des Darlehens von der Verwaltung von Fall zu Fall bewertet. Wird die Beihilfe in Form einer Zinssubvention gewährt, so werden in einem offiziellen Schriftstück, dass der Finanzeinrichtung auszuhändigen ist, die Bedingungen für die Zinssubvention in Verbindung mit dem Darlehen, dass die betreffende Investition deckt, festgelegt.

§ 3 - Wird die Beihilfe in Form einer Zinssubvention erteilt, so handelt es sich bei dem berücksichtigten Referenzsatz um den Referenzsatz, der Gültigkeit hat zu dem Zeitpunkt, an dem der Bezugsberechtigte das Darlehen mit der Kreditanstalt unterzeichnet. Gegebenenfalls wird die Dauer der Beihilfe angepasst, um die in den Artikeln 13 und 26 festgelegten Grenzen pro Investition nicht zu übersteigen.

Art. 26 - Die Höchstbeträge der Beihilfen für einen Entwicklungsplan sind:

Für den Abschnitt Übernahme oder Gründung

§ 1 - Für den ersten Teilabschnitt über 100.000 Euro beihilfefähiger Investitionen eine Kapitalbeihilfe, die 45% der Investition entspricht und die nach den in Artikel 12 § 1.2 festgelegten Durchführungsbestimmungen gezahlt wird.

§ 2 - Für den zweiten Teilabschnitt zwischen 100.001 Euro und 175.000 Euro eine Zinssubvention entsprechend der Differenz zwischen dem in Artikel 1 31° definierten Referenzsatz zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Darlehens mit der Kreditanstalt und dem zu Lasten des Beihilfeempfängers gehenden Mindestsatzes von 1,00%. Der Höchstbetrag der in Form einer Zinssubvention gewährten Beihilfe wird auf 10.000 Euro festgelegt. Der Satz der Zinssubvention darf nicht über 5% liegen und die Zinssubvention bezieht sich auf einen Zeitraum von maximal fünfzehn Jahren für die Investitionen in Geräte und maximal 7 Jahren für die Investitionen in Gebäude. Gegebenenfalls wird die Dauer der Subvention angepasst, um den Grenzbetrag von 10.000 Euro nicht zu übersteigen.

§ 3 - Für den dritten Teilabschnitt zwischen 175.001 Euro und 300.000 Euro eine regionale Beihilfe in Form einer Zinssubvention entsprechend der Differenz zwischen dem in Artikel 1 32° definierten Referenzsatz zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Darlehens mit der Kreditanstalt und dem zu Lasten des Beihilfeempfängers gehenden Mindestsatzes von 1,00%. Der Höchstbetrag der in Form einer Zinssubvention gewährten Beihilfe wird auf 25.000 Euro festgelegt. Der Satz der Zinssubvention darf nicht über 5% liegen und die Zinssubvention bezieht sich auf einen Zeitraum von maximal 7 Jahren. Gegebenenfalls wird die Dauer der Subvention angepasst, um den Grenzbetrag von 25.000 Euro nicht zu übersteigen.

§ 4 - Die öffentliche Bürgschaft, die gemäß den in Artikel 12 § 2 festgelegten Bedingungen für alle Darlehen gewährt wird, die sich auf die im Rahmen des vorliegenden Erlasses beihilfefähigen Investitionen beziehen, und dies für eine maximale Dauer von 15 Jahren.

Für den Abschnitt Investitionen. Beihilfen, die gleichwertig sind zu jenen, die in Kapitel III, Artikel 13 bis 18 festgelegt werden, unter der Bedingung, dass die in diesem Kapitel bestimmten Anforderungen und Grenzwerte beachtet werden. In Abweichung von Artikel 12 § 1 wird der Mindestsatz zu Lasten des Junglandwirts, dem im Rahmen einer Erstiniederlassung ein Entwicklungsplan gewährt wird, auf 1% herabgesetzt.

Art. 27 - Der in Artikel 26 angeführte zusammengerechnete Gesamtbetrag der Beihilfen für die Niederlassung der jungen Landwirte in einer oder in zwei Phasen darf 80.000 Euro nicht übersteigen.

Art. 28 - Die Niederlassung darf in höchstens zwei Phasen durchgeführt werden.

Der in diesen beiden Phasen effektiv gezahlte Gesamtbetrag der Beihilfen für die Niederlassung darf den in Artikel 27 festgelegten Grenzbetrag jedoch nicht übersteigen. Wenn eine der beiden Phasen im Laufe einer vorherigen Programmplanung durchgeführt worden ist, kann der noch nicht ausgezahlte Saldo des in Artikel 27 festgelegten Grenzbetrags gewährt werden, insofern die Auflagen des vorliegenden Erlasses beachtet werden.

Art. 29 - Der Minister legt fest, in welchen Fällen die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

Art. 30 - Bei den Investitionen, die für den Abschnitt "Übernahme" oder "Gründung" des Entwicklungsplans zulässig sind, handelt es sich um:

- die Übernahme oder der Ankauf von Geräten;
- die Übernahme eines Viehbestandes und die eventuelle Ergänzung oder der Ankauf eines Bestandes im Laufe des ersten Jahres;
- die Übernahme (Ankauf von Gebäuden, die Teil des übernommenen Betriebs sind) oder der Bau und Ankauf von Gebäuden;
- die Übernahme oder der Ankauf von Lagerbeständen zu einem Höchstbetrag von 20.000 Euro je Betrieb;

- die Entschädigung für den Nacheffekt der Düngung zu einem Höchstbetrag von 350 Euro je Ha;
- die Entschädigung für bestehende, schon wachsende Kulturen zu einem Höchstbetrag von 750 Euro je Ha sowie die Übernahme von Kulturen des Gartenbaus nach Rechtfertigung des Wertes;
- der Rückkauf der Anteile innerhalb eines landwirtschaftlichen Betriebs, der die Form einer juristischen Person besitzt in Höhe des repräsentativen Wertes jedes Anteils der im Rahmen der Übernahme getätigten Investitionen, die oben unter den Punkten 1 bis 6 angeführt werden, unbeschadet aller Bestimmungen des vorliegenden Kapitels. Dieser Wert wird bestimmt auf der Grundlage einer durch einen durch das Institut der Betriebsrevisoren zugelassenen Betriebsrevisor erstellten Begutachtung mit detaillierter Bestandsaufnahme;
- die Kosten für die Ausarbeitung des Entwicklungsplans außer den Beraterkosten.

KAPITEL V — *Betreuung bei der Vorbereitung und der Ausführung der Investitions- und Entwicklungspläne*

Art. 31 - Die Beratung für die Vorbereitung und/oder die Betreuung der Ausführung der in den Kapiteln III und IV erwähnten Pläne kann nur durch einen Berater durchgeführt werden.

Art. 32 - § 1 - Die Verwaltung lässt die Beratungsstrukturen zu und erkennt die Berater nach den in Anlage VI angeführten Kriterien an.

§ 2 - Einem Berater, der im Laufe eines Jahres mehr als drei Investitions- und/oder Entwicklungspläne gegenzeichnet, für die mehr als 50% des Wertes der beantragten Beihilfen pro Plan abgelehnt werden, wird die Zulassung entzogen. Nach zehn Jahren wird der Satz für die Anwendung dieser Sanktion auf 30% der Pläne, für die mehr als 50% des Wertes der beantragten Beihilfen pro Plan abgelehnt werden, festgelegt.

§ 3 - Eine Beratungsstruktur, die feststellen muss, dass während zwei aufeinanderfolgenden Jahren jedes Jahr fünf ihrer Berater die Anerkennung entzogen wird oder eine Struktur, die weniger als 20 Berater zählt und die feststellen muss, dass mehr als 25% der Berater die Anerkennung entzogen wird, verliert ihre Zulassung.

§ 4 - Die Verwaltung ist verpflichtet, die Beratungsstruktur zwei Monate vorher über den Entzug der Zulassung oder der Anerkennung zu informieren. Diese verfügt über einen Monat, um bei dem Minister Einspruch zu erheben.

Art. 33 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber ist nicht verpflichtet, sich bei der Ausarbeitung seines Entwicklungsplans an das Gutachten des Beraters zu halten. Im Falle auseinandergehender Meinungen ist der Berater, der den Entwicklungsplan gegenzeichnen muss, verpflichtet, in einer Anlage zu dem Plan den oder die Alternativvorschläge anzuführen.

Art. 34 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber kann sich für die Ausarbeitung des Entwicklungsplans und für dessen Umsetzung an unterschiedliche Berater wenden. Falls mehrere Berater nacheinander an der Ausarbeitung eines Entwicklungsplans beteiligt sind, so werden ihre Namen sowie der Grund für ihre Ersetzung in dem Plan, der bei der Verwaltung eingereicht wird, vermerkt.

Art. 35 - Eine regionale Beihilfe in Form eines Dienstleistungsschecks, der 80% der Kosten für die Ausarbeitung des Plans abdeckt, wird jedem landwirtschaftliche Betriebsinhaber gewährt, der diese beantragt. Der Grenzbetrag der beihilfefähigen Kosten wird auf 800,00 Euro für einen Investitionsplan und auf 1.200,00 Euro für einen Entwicklungsplan, der einen Investitionsplan umfasst oder nicht, festgelegt. Die Hälfte des Dienstleistungsschecks wird bei dem Einreichen des Plans bei der Verwaltung ausgezahlt, der Restbetrag bei der Genehmigung des Plans. Der Restbetrag wird nicht ausgezahlt, falls der Plan abgelehnt wird.

Es bestehen keine spezifische Beihilfen für die Betreuung der Anpassung des Plans. Falls der Dienstleistungsscheck jedoch nicht vollständig verwendet worden ist, kann der verbleibende Betrag dafür benutzt werden, die Beratungskosten für die Anpassungen zu decken.

Art. 36 - Eine regionale Beihilfe in Form eines Dienstleistungsschecks, der 80% der Kosten für die Ausarbeitung des Plans abdeckt, wird jedem landwirtschaftliche Betriebsinhaber gewährt, der über einen genehmigten Plan verfügt und der diese Beihilfe bei dem Einreichen seines Plans beantragt hat. Der Grenzbetrag der beihilfefähigen Kosten wird auf 900,00 Euro für einen Investitionsplan und auf 1.200,00 Euro für einen Entwicklungsplan, der einen Investitionsplan umfasst oder nicht, festgelegt. Ein Drittel des Dienstleistungsschecks wird ausgezahlt, wenn bei der Verwaltung die Jahresberichte oder der Abschlussbericht der Umsetzung des von dem Berater nach dem von der Verwaltung festgelegten Muster ausgearbeiteten Plans eingeht. Wird der Bericht über die Umsetzung des Plans nicht innerhalb von drei Monaten nach Ablauf des betreffenden Jahres oder nach dem Abschluss des Plans bei der Verwaltung eingereicht, so wird der Restbetrag nicht ausgezahlt und verliert der Berater seine Zulassung.

KAPITEL VI — *Regionale Beihilfe für den Start von Vereinigungen*

Art. 37 - § 1 - Ein regionale Startbeihilfe wird jenen anerkannten Vereinigungen gewährt, die wenigstens eines der nachfolgenden Ziele haben:

- die Zusammenarbeit unter Betrieben, die Beihilfen erhalten, die in dem vorliegenden Erlass erwähnt werden;
- die Einführung von alternativen Agrarpraktiken;
- eine gemeinsame wirtschaftlichere Anwendung von landwirtschaftlichen Produktionsmitteln;
- eine gemeinsame Bewirtschaftung.

Diese Startbeihilfe soll dazu beitragen während drei Jahren nach der Gründung der vorerwähnten Vereinigungen die Verwaltungskosten zu decken.

§ 2 - Die Verbände der Vereinigungen können unter den gleichen Bedingungen wie die Vereinigungen in den Genuss der regionalen Startbeihilfe gelangen.

Die Tatsache, dass einem Verband eine Startbeihilfe gewährt wird darf jedoch nicht dazu führen, dass einer Vereinigung mehr als ein Mal die in § 1 erwähnte Beihilfe gewährt wird.

Art. 38 - Um in den Genuss der Beihilfe zu gelangen muss die Vereinigung oder der Verband wenigstens drei Mitglieder zählen, die als landwirtschaftliche Betriebsinhaber tätig sind. Ferner darf sie nicht vor dem sechsten Jahr aufgelöst werden und muss eine der nachfolgenden Gesellschaftsformen besitzen:

1. Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung;
2. Futtermittelverband;
3. Gerätenutzungs-genossenschaft;
4. Landwirtschaftliche Vereinigung, die sich für eine juristische Persönlichkeit entschieden hat;
5. landwirtschaftliche Gesellschaft, die als Gesellschaftszweck die gemeinsame Bewirtschaftung hat.

Art. 39 - Die Vereinigung oder der Verband der Vereinigungen muss den Beweis erbringen, dass die Zusammenarbeit vom sozialen und wirtschaftlichen Standpunkt gerechtfertigt ist.

Art. 40 - Zum Zeitpunkt des Antrags unterbreitet die Vereinigung oder der Verband seine Satzungen und eine Planbetriebsrechnung der Auslagen und Einnahmen, die ggf. zu rechtfertigen sind.

Art. 41 - Die regionale Startbeihilfe soll die Verwaltungskosten decken.

Als Verwaltungskosten gelten die Kosten, die durch Operationen anfallen, die von Natur her nicht zu einer Wertsteigerung für die Betriebe der betreffenden landwirtschaftlichen Betriebsinhaber führen, einschließlich der Kosten im Zusammenhang mit der Verwaltung der Arbeitskräfte und der Geräte, die durch den Gesellschaftszweck erforderlich sind.

Die Startbeihilfe darf jährlich den Gesamtbetrag der effektiv belegten Verwaltungskosten des ersten Jahres der Betriebstätigkeit nicht übersteigen; sie darf des weiteren 50% der gesamten Haushaltsmittel der Vereinigung oder des Verbands der Vereinigungen nicht übersteigen.

Die Startbeihilfe beträgt höchstens 22.500 Euro pro Vereinigung oder Verband und darf den vierfachen Wert der von den Mitglieder der Vereinigung oder des Verbands gezahlten Jahresbeiträge nicht übersteigen und dies während wenigstens drei Jahren. Diese Beihilfe wird zu 50% im ersten Jahr ausbezahlt und zu jeweils 25% am Ende der beiden folgenden Jahre.

KAPITEL VII — *Beihilfen für die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung*

Art. 42 - Den Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung können spezifische Beihilfen für Investitionen im Rahmen der Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks gewährt werden. Diese Beihilfen betreffen sowohl bewegliche als auch unbewegliche Güter.

Die kollektive Nutzung muss jederzeit überprüft werden können

Art. 43 - § 1 - § 3. Um in den Genuss von Beihilfen zu gelangen, muss die Genossenschaft einen Investitionsplan, auch kurz "Plan" genannt, der sich über drei Jahre erstreckt, ausarbeiten. Dieser Plan muss ein vollständiges Bild der Ausgangslage der Genossenschaft widerspiegeln sowie die spezifischen Zielsetzungen, die zur Ausweitung der Aktivitäten bestimmt worden sind, anführen. Er führt die gesamten geplanten Investitionen auf, die in Übereinstimmung mit den Artikeln 48 bis 53 über einen Zeitraum von drei Jahren vorgesehen sind, verdeutlicht, dass sie mit den Zielsetzungen der Genossenschaft übereinstimmen, zeigt seine wirtschaftliche, umwelttechnische und technische Zweckmäßigkeit auf sowie die Ausgaben und Einnahmen, die diese Investitionen zur Folge haben. Er muss die Beträge der Beihilfen, pro Investition und insgesamt, die die Genossenschaft beansprucht, angeben.

§ 2 - In Übereinstimmung mit den Vorschriften der Anlage II verabschiedet der Minister die detaillierten inhaltlichen Vorgaben für den Plan. Der Beihilfeantrag muss durch ein Einschreiben an die Verwaltung und nach dem von ihr festgelegten Muster eingereicht werden.

§ 3 - Für eine Genossenschaft kann nicht mehr als ein Investitionsplan gleichzeitig berücksichtigt werden.

§ 4 - Die in dem Plan vorgesehene(n) Investition(en) müssen außerdem die auf sie anwendbaren gemeinschaftlichen Normen beachten.

Art. 44 - Die Vorschriften für die Form, die Übermittlung und die Bewertung durch die Verwaltung, für die Beschlussfassung durch den Minister sowie für die Anpassung und die Umsetzung für den Plan, die in den Artikeln 6, 7 und 8 § 1, 3, 4 und 5 bestimmt worden sind, finden Anwendung.

Art. 45 - Außer in Fällen der Änderung des Gesellschaftszwecks der Genossenschaft zur Neuorientierung der Tätigkeiten oder bei durch den Minister anerkannten außergewöhnlichen Umständen darf ein Investitionsplan innerhalb von zwei Jahren nach dem Datum der Notifizierung der Genehmigung durch den Minister nicht unterbrochen werden.

Art. 46 - Eine Investition, die durchgeführt oder begonnen wurde, bevor der Minister den Plan ausdrücklich genehmigt hat, ist nicht beihilfefähig.

Art. 47 - Es steht der Genossenschaft frei, eine Investition, die in ihrem genehmigten Plan angeführt ist, nicht zu tätigen. In diesem Fall hat sie die Verwaltung darüber zu informieren und der Betrag der Beihilfe wird in diesem Fall freiwillig überlassen und von dem in Artikel 52 festgelegten Gesamthöchstbetrag der Beihilfe abgezogen.

Art. 48 - Eine maximale regionale Beihilfe, die 14% des beihilfefähigen Wertes der Investition entspricht, wird für die Investitionen gewährt, die mindestens eines der nachfolgenden Kriterien erfüllen:

a) sie müssen zur Ausrichtung der Erzeugung entsprechend der voraussichtlichen Marktentwicklung beitragen oder zur Schaffung neuer Absatzmöglichkeiten für landwirtschaftliche Erzeugnisse führen, insbesondere durch die Förderung der Produktion und Vermarktung neuartiger oder hochwertiger Erzeugnisse, einschließlich der Erzeugnisse des biologischen Landbaus;

b) sie müssen zur Verbesserung oder Rationalisierung der Vermarktungswege oder des Verarbeitungsprozesses bei landwirtschaftlichen Erzeugnissen beitragen;

c) sie müssen zur Verbesserung der Qualität, der Aufmachung und Verpackung der Erzeugnisse oder zur besseren Nutzung der Nebenerzeugnisse, insbesondere durch Abfallverwertung, beitragen;

d) sie müssen die Einführung neuer, umweltverträglicher Technologien erleichtern;

e) sie müssen der Verbesserung und Überwachung der Qualität und der hygienischen Verhältnisse dienen;

Für die Investitionen, die den in dem wallonischen Programm für ländliche Entwicklung 2007-2013 festgelegten Kriterien entsprechen, wird die Beihilfe auf 20% angehoben.

Art. 49 - Für den Ankauf von Ländereien, von einjährigen Pflanzen, von Anpflanzungen von einjährigen Pflanzen, von Betriebsprämienrechten, von Quoten, Tieren, Fahrzeugen und Geräten die für die Verwaltung der Genossenschaft bestimmt sind, sowie einfache Ersetzungen dürfen außer in den durch den vorliegenden Erlass bestimmten Ausnahmefällen keine Investitionsbeihilfen gewährt werden. Dies gilt auch für die Dränier- und die Bewässerungsarbeiten oder den Ankauf von Bewässerungsgeräten, es sei denn, diese Investitionen führen zu einer Verringerung des Wasserverbrauchs um wenigstens 25%.

Art. 50 - Um zugelassen zu werden muss der Investitionsplan wenigstens Investitionen im Wert von 30.000 Euro über die Dauer des Plans vorsehen und jede im Plan angeführte Investition muss einzeln betrachtet einen Wert von mehr als 10.000 Euro haben. Der beihilfefähige Höchstbetrag pro in dem Plan angeführte Investition beträgt 250.000 Euro für die Investitionen in Geräte oder in Ausrüstungen. Für die Investitionen in Gebäude beträgt der beihilfefähige Höchstbetrag pro in dem Plan angeführte Investition beträgt 500.000 Euro.

Art. 51 - Die in Artikel 50 angeführten Höchstbeträge für die Beihilfefähigkeit der Investitionen wird bei den folgenden Investitionen um 30% erhöht:

- Neue, umweltverträgliche Technologien;
- die Ausstattung von Gebäuden und/oder die Anpassung von Geräten, um Energieeinsparungen zu erzielen zusätzlich zu den anderen öffentlichen Beihilfen, die bereits gewährt werden.

Art. 52 - Höchstbetrag der Beihilfe, die pro verabschiedeter Plan gewährt wird:

§ 1 - Pro Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren wird ein Höchstbetrag festgelegt für den zusammengerechneten Gesamtbetrag der Beihilfen, die für die verschiedenen Investitionen, die in dem Investitionsplan angeführt werden, gewährt werden. Dieser Höchstbetrag steht im Verhältnis zu der Anzahl Stimmen der zum Zeitpunkt des Einreichens des Investitionsplans aktiven landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung, Vereinigungen oder Verbände, die Mitglied einer Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung sind, bei der Generalversammlung. Er wird wie folgt festgelegt:

- von 3 bis 9 Stimmen; 200.000 Euro;
- von 10 bis 30 Stimmen; 200.000 Euro und einen zusätzlicher Betrag von 5.000 Euro pro Stimme;
- von 31 bis 56 Stimmen; 300.000 Euro und einen zusätzlicher Betrag von 2.000 Euro pro Stimme;
- bei mehr als 56 Stimmen: kein zusätzlicher Betrag.

§ 2 - Der Antragsteller hat darauf zu achten, dass der Gesamtbetrag der Beihilfen, auf die beim Einreichen seines Plans Anspruch erhebt, den in § 1 festgelegten Grenzbetrag nicht übersteigt.

§ 3 - Wird der Grenzbetrag überschritten, bevor der Antrag geprüft wird und ggf. bestimmte Investitionen abgewiesen werden, wird eine entsprechende Verringerung auf alle beantragten Beihilfen angewandt, bis der in § 1 festgelegte Grenzbetrag erreicht wird.

Art. 53 - Die Beihilfen für die Genossenschaften, deren Investitionspläne mit einer Laufzeit von drei Jahren unter Berücksichtigung der in den Artikeln 48 und 52 festgelegten Höchstbeträge verabschiedet worden sind, werden gewährt nach einer Aufschlüsselung, die in dem genehmigten Plan angeführt wird und als:

1. eine Zinssubvention; sie entspricht der Differenz zwischen dem in Artikel 1 32^e definierten Referenzsatz zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Darlehens mit der Kreditanstalt und dem zu Lasten der Genossenschaft verbleibenden Zinssatz von 3,0%. Der Satz der Zinssubvention darf nicht über 5% liegen und die Zinssubvention bezieht sich auf einen Zeitraum von maximal 7 Jahren für die Investitionen in Geräte und maximal 15 Jahren für die Investitionen in Gebäude.

2. eine Kapitalbeteiligung, die in einem Mal ausgezahlt wird, wenn der Betrag der Beihilfe unter 50.000 Euro liegt, in zwei Teilbeträgen, wenn er unter 100.000 Euro liegt und in drei Teilbeträgen, wenn er über 100.000 Euro liegt. Innerhalb der Grenzen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel kommt die Kapitalbeteiligung vorrangig den Investitionen in Geräte zu Gute;

3. eine Kombination von Beihilfen in Form von Zinssubventionen und in Form einer Kapitalprämie.

Art. 54 - Eine öffentliche Bürgschaft kann für einen sieben Jahren entsprechenden Zeitraum gewährt werden für die Investitionen in Geräte oder Ausrüstung und für einen Zeitraum, der über zehn Jahre nicht hinausgeht, bei Investitionen in Gebäude. Diese öffentliche Bürgschaft wird gewährt für jede Investition des Investitionsplans, für die eine Beihilfe gewährt wird und ein Darlehen bei einer zu diesem Zweck anerkannten öffentlichen oder privaten Kreditanstalt beantragt wird.

Art. 55 - Für die Investitionen in Geräte, in Ausrüstung und/oder in Gebäude für die Verarbeitung der Erzeugnisse der Genossenschaft, die an einem Ort getätigt werden, der in einer ländlichen Freizone liegt, wird zusätzlich zu den in den Artikeln 48 und 51 angeführten Beihilfen ein Zusatz gewährt, wodurch die gesamte Beihilfe auf 40% des Betrags der Investierung angehoben wird. Dieser Zusatz wird gewährt über den in Artikel 42 § 4 des Programmdekrets vom 26. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft angeführten Verteilungsschlüssel der im "Fider" (Fonds d'impulsion du développement économique rural, Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung) angeführten Haushaltsmittel. Falls die Investition im Rahmen der Maßnahme "Erhöhung des Mehrwerts der landwirtschaftlichen und forstwirtschaftlichen Produktionen" des Programms zur ländlichen Entwicklung des ELER beihilfefähig sind, wird die regionale Beihilfe auf 28% der beihilfefähigen Investitionen begrenzt.

KAPITEL VIII — Kontroll- und Strafmaßnahmen

Art. 56 - Außer wenn eine vorher eingeholte Zustimmung der Verwaltung vorliegt muss jede Investition, für die im Rahmen des vorliegenden Erlasses eine Beihilfe gewährt wird, während eines Zeitraums von wenigstens fünf Jahren nach dem Datum ihrer tatsächlichen Durchführung aufbewahrt und der in dem Plan vorgesehenen Zweckbestimmung zugeführt werden. Der Verkauf, das Vermieten, die unentgeltliche Zurverfügungstellung oder jede Änderung der Zuteilung und/oder Verwendung, die dazu führt, dass die Investition von dem im Plan angeführten Zweck entfremdet wird, führt dazu, dass der Verwaltung erlaubt wird, die Rückerstattung aller zugunsten der betreffenden Investition gezahlten Beihilfen zu verlangen. Ein Beihilfeempfänger, der die Zweckbestimmung und/oder die Verwendung einer Investition, für die eine Beihilfe im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährt wird oder gewährt worden ist, ändern möchte, muss die Verwaltung vorab davon in Kenntnis setzen. Er muss die neue und die vorherige Zweckbestimmung und/oder Verwendung angeben, die Änderung begründen und angeben, ob die in seinem Plan angegebene Zielsetzung für diese Investition weiterhin erreicht wird und welche Auswirkungen für das allgemeine Ziel des Plans entstehen. In Ermangelung einer Reaktion der Verwaltung innerhalb von sechzig Kalendertagen gilt die Änderung als gültig und die Verwaltung verfügt über zwanzig Arbeitstage um dem Antragsteller ihre Genehmigung mitzuteilen.

Art. 57 - Jeder Empfänger von Beihilfen für einen verabschiedeten Investitions- oder Entwicklungsplan ist verantwortlich für die Bewertung der Umsetzung. Er ist verpflichtet, jährlich die in dem Plan vorgesehenen Ergebnisindikatoren zu vermerken und seine Feststellungen in der zusammenfassenden Tabelle des Plans einzutragen.

Art. 58 - Die Verwaltung kontrolliert das Verzeichnis der in dem Plan angeführten Indikatoren und prüft, ob sie mit der Lage im Betrieb übereinstimmen. Der Beihilfeempfänger ist verpflichtet, dem Kontrolleur alle Informationen und Dokumente auszuhändigen, die notwendig sind, um die Qualität seiner Bewertung einzuschätzen. Liegen die Indikatoren unter dem festgelegten Ziel, so muss der Kontrollierte in der Lage sein, dies zu erklären. Zudem muss er die neuen Maßnahmen erläutern, die angewandt werden, um diese Situation zu ändern.

Art. 59 - Im Falle einer fehlenden Bewertung, einer Weigerung, die Informationen und Dokumente, die notwendig sind, um die Qualität der Bewertung einzuschätzen, oder im Falle einer Verspätung oder eines schwerwiegenden Mangels bei der Umsetzung des Plans und in Ermangelung von spezifischen Maßnahmen, um auf diese Situation einzugehen, kann der Plan ausgesetzt werden und können die gezahlten Beihilfen in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils zurückgefordert werden.

Art. 60 - Die Gerätenutzungsgenossenschaften und die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung sind verpflichtet, der Verwaltung innerhalb von drei Monaten nach dem Abschluss der Jahresrechnung den Sitzungsbericht ihrer jährlich organisierten Generalversammlung zu übermitteln. Handelt es sich um eine Gerätenutzungsgenossenschaft, so ist dieser Bericht von allen Mitgliedern gegenzuzeichnen. Dieser Bericht muss wenigstens die Tätigkeiten, die Konten und insbesondere für die Gerätenutzungsgenossenschaften die Aufteilung und die Verwendung der Geräte unter den Mitgliedern anführen. In Ermangelung dieses Berichts oder im Falle einer Missachtung der Zielsetzungen des verabschiedeten Plans werden die durch den Plan vorgesehenen Beihilfen eingestellt und können die gezahlten Beihilfen in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils zurückgefordert werden.

Art. 61 - Die Futtermittelverbände, Milcherzeugergemeinschaften und Milcherzeugervereinigungen, vertreten durch den Landwirt, der in der authentischen Urkunde bezeichnet wird, um die Milcherzeugervereinigung zu verwalten, sind verpflichtet, der Verwaltung jedes Jahr ihren Tätigkeitsbericht, der von allen Mitgliedern gegenzuzeichnen ist, zu übermitteln, und zwar spätestens innerhalb von drei Monaten nach Ablauf jedes Jahres des Plans. Dieser Bericht muss wenigstens die Tätigkeiten, die Konten (außer für die Futtermittelverbände) und insbesondere für die Futtermittelverbände die Aufteilung und die Verwendung der Geräte unter den Mitgliedern anführen.

In Ermangelung dieses Berichts oder im Falle einer Missachtung der Zielsetzungen des verabschiedeten Plans werden die durch den Plan vorgesehenen Beihilfen eingestellt und können die gezahlten Beihilfen in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils zurückgefordert werden.

Art. 62 - Falls die in Artikel 9 § 1 für eine Gerätenutzungsgenossenschaft oder die in Artikel 10 § 1 für einen Futtermittelverband festgelegte Bestimmung während mehr als sechs aufeinanderfolgenden Monaten nicht mehr erfüllt ist und dies der Verwaltung nicht mitgeteilt wird, so sind die Gerätenutzungsgenossenschaft oder der Futtermittelverband nicht mehr anerkannt. In diesem Fall werden die durch den Plan vorgesehenen Beihilfen eingestellt und können die gezahlten Beihilfen in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils zurückgefordert werden, einschließlich bei dem oder den Mitgliedern, die die Genossenschaft oder den Verband verlassen haben. Diese Bestimmung ist ebenfalls anwendbar auf die Beihilfen für die Milcherzeugergemeinschaft, die der Begriffsbestimmung von Artikel 1, 19 nicht mehr entsprechen.

Art. 63 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, dem eine Beihilfe für die Erstniederlassung gewährt wird, hat den Bestimmungen der Artikel des vorliegenden Kapitels Folge zu leisten. Außerdem muss er der Verwaltung nach einem von ihm festgelegten Muster einen Bericht über die Umsetzung des Entwicklungsplans vorlegen und zwar innerhalb von drei Monaten nach dem Ablauf jedes Jahres der Umsetzung des Plans.

In Ermangelung dessen kann die Verwaltung die Zahlung der Beihilfen aussetzen und/oder sich weigern, einen neuen Investitionsplan zu prüfen.

Art. 64 - Wenn aus dem in Artikel 63 angeführten Bericht hervorgeht, dass die in dem Entwicklungsplan festgelegten Ziele nicht erreicht werden, muss der junge Landwirt mit der Zustimmung seines Beraters einen Antrag auf Anpassung seines Plans oder eine Revision der Zielsetzungen einreichen. Diese Anträge auf Anpassungen müssen die Struktur und den in Anlage I bestimmten Genauigkeitsgrad beachten und eingereicht werden unter Beachtung der von dem Minister festgelegten Formvorschriften.

In Ermangelung dessen kann die Verwaltung nach Beratung mit dem Berater die Anpassungen des Plans, die notwendig sind, um die genannten Ziele zu erreichen, oder ggf. die Revision der Ziele und der Mittel, um diese zu erreichen, vorschreiben.

Art. 65 - Im Falle einer Regelwidrigkeit bei der Umsetzung des Entwicklungsplans kann die Verwaltung die Zahlung der Beihilfen aussetzen und/oder zur Rückforderung der Beihilfen für die Investitionen, die nicht die Vorgaben des Entwicklungsplans erfüllen, übergehen.

Art. 66 - Wenn bei der Umsetzung eines Plans, der Investitionen in Zuchtgebäude umfasst, die Bedingung eines Anteils der Bodengebundenheit von weniger als 1 während zwei aufeinanderfolgenden Jahren nicht erfüllt ist, kann die Verwaltung die Zahlung der Beihilfen aussetzen und/oder zur Rückforderung der Beihilfen für die Investitionen in Zuchtgebäude, bis in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils übergehen.

Art. 67 - Die Verwaltung ist verpflichtet, den Begünstigten einer Beihilfe über ihre Absicht zu informieren, diese auszusetzen oder zu der Rückforderung in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils in Anwendung der Artikel 59 bis 66 überzugehen. Die Verwaltung ist verpflichtet, ihre Absicht zu begründen und der Begünstigte verfügt über dreißig Tage, um Einspruch zu erheben und die für seine Verteidigung notwendigen Belege einzureichen.

TITEL III — Spezifische Beihilfen in den benachteiligten Gebieten

Art. 68 - Landwirten, die Futterflächen bewirtschaften, die in den in Artikel 1 27° definierten benachteiligten Gebieten liegen, wird eine jährliche Ausgleichszulage gewährt.

Art. 69 - Um in den Genuss der Ausgleichszulage zu gelangen, muss der Landwirt die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° bei der Verwaltung im Rahmen des im Rahmen des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) eingetragen sein gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

2° bei einer der Direktionen der Außendienste der Verwaltung einen jährlichen Antrag einreichen nach den in Artikel 70 angeführten Bedingungen. Dieser jährliche Antrag stellt die Verpflichtung von Punkt 3° dar;

sich verpflichten, alle Bedingungen für die Gewährung der betreffenden Zulage zu erfüllen und jederzeit eine Kontrolle vor Ort zuzulassen;

4° alljährlich bei einer der Direktionen der Außendienste der Verwaltung und nach ihren Anweisungen eine Flächenerklärung und einen Beihilfeantrag einreichen;

5° einen Betrieb verwalten, dessen in den benachteiligten Gebieten gelegene landwirtschaftliche Fläche mindestens 40% der gesamten in der Flächenerklärung angegebenen und in Belgien gelegenen landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs entspricht und mindestens drei Hektar umfasst;

6° eine hauptberufliche Tätigkeit ausüben. Handelt es sich um eine Vereinigung von landwirtschaftlichen Betriebsinhabern kann nur der natürlichen Person oder den natürlichen Personen, die diese Bedingung erfüllen, die Zulage gewährt werden. Handelt es sich um eine juristische Person, ist das Anrecht auf die Zulage ausschließlich den Geschäftsführern, Betriebsleitern oder geschäftsführenden Gesellschaftern, die diese Bedingung erfüllen, zugänglich;

7° die Personen, denen das Anrecht auf die Zulage zugänglich ist, dürfen vor dem 1. Januar des Jahres, das auf das Antragsjahr folgt, das Alter von 65 Jahren nicht erreicht haben;

8° sich verpflichten, die landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit in einem benachteiligten Gebiet ab der Zahlung der ersten Ausgleichszulage noch mindestens fünf Jahre auszuüben.

Der Landwirt wird von dieser Verpflichtung befreit in Fällen höherer Gewalt oder bei außergewöhnlichen Umständen nach Artikel 95 und wenn er die landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit einstellt und die weitere Bewirtschaftung der betreffenden Flächen ohne Unterbrechung gewährleistet ist. Der Anspruch auf die Zulage endet jedoch ab dem ersten Januar des Jahres, im Laufe dessen die Befreiung dieser Verpflichtung stattfindet;

9° über das gesamte Jahr eine durchschnittliche Besatzdichte aufweisen, die wenigstens 0,6 GVE Weidetiere (Rinder, Schafe, Ziegen und Pferde auf dem Hof) entsprechen pro Hektar Fläche, die in der Flächenerklärung als Futterfläche angegeben wird;

10° einen globalen Anteil der Bodengebundenheit oder ggf. einen Anteil der Bodengebundenheit "Gefährdetes Gebiet" beachten, der den Wert 1 nicht übersteigt.

Art. 70 - Die Ausgleichszulage beläuft sich auf 122 Euro pro Hektar Futterfläche, die in den benachteiligten Gebieten liegt. Für einen Betrieb darf diese Zulage jedoch 1.736 Euro pro Jahr für einen landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, der den Beweis erbringt, dass er am Datum des Antrags die in Artikel 69 angeführten Bedingungen erfüllt, nicht übersteigen. Dieser Höchstbetrag entspricht einer maximalen Fläche von 14,23 Hektar pro landwirtschaftlicher Betriebsinhaber.

Die Zulage wird dem Erzeuger, der einen Antrag auf Ausgleichszulage anhand des für die Flächenerklärung und den Beihilfeantrag vorgesehenen Formulars eingereicht hat, auf das Konto, das in seiner Identifizierung bei der Verwaltung angegeben ist, eingezahlt.

Art. 71 - Der durch den Erzeuger eingereichte jährliche Antrag auf die Zulage muss auf dem Formular für die Flächenerklärung und den Beihilfeantrag vermerkt werden und zwar spätestens bis zu dem von der Verwaltung festgelegten Datum. Er muss außerdem mit den gesamten notwendigen Unterlagen, insbesondere einer Bescheinigung über die Angliederung des betroffenen Erzeugers an einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige als hauptberuflicher Selbständiger in der Eigenschaft eines Landwirts, eines Gärtners und/oder Züchters mit der genauen Angabe dieser Eigenschaft sowie der regelmäßigen Zahlung des Beitrags durch den Erzeuger versehen werden. Diese Bescheinigung muss im Laufe des betreffenden Antragsjahres ausgestellt werden und dasselbe Jahr betreffen.

Wenn der Erzeuger jedoch ein Zusammenschluss von natürlichen Personen ist, muss jede der natürlichen Personen, die Mitglied des den Anspruch auf die Zulage eröffnenden Zusammenschlusses ist, dem Antrag die oben erwähnte Bescheinigung über die Angliederung beifügen. Wenn der Erzeuger eine juristische Person ist, muss jeder der geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer oder geschäftsführenden Gesellschafter, die für die Verwaltung des Betriebs verantwortlich sind, dem Antrag die oben erwähnte Bescheinigung über die Angliederung beifügen.

Ein verspätetes Einreichen des jährlichen Antrags auf Zulage führt zu einer Verringerung des Betrags der Zulage in Höhe von 1% pro Werktag Verspätung im Verhältnis zu dem durch die Verwaltung bestimmten Termin. Beträgt die Verspätung mehr als 25 Kalendertage, wird der Antrag als unzulässig betrachtet.

Wenn der eingereichte Antrag unvollständig ist, teilt die Verwaltung dem Erzeuger mit, welche Unterlagen unvollständig sind oder fehlen. Um zulässig zu werden, müssen diese Unterlagen innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab dem ersten Werktag nach dem Datum der Mitteilung in der Verwaltung eingehen. Die Nichtbeachtung dieser Frist führt zu der Nichtigkeit des Antrags auf eine Ausgleichszulage für die benachteiligten Gebiete.

Art. 72 - Unbeschadet der in Artikel 16 der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 vorgesehenen Kürzungen und Ausschlüsse wird die Beihilfe nicht gewährt, falls die in Artikel 69 des vorliegenden Erlasses angeführten Bedingungen nicht erfüllt werden. Wurde die Missachtung vorsätzlich begangen, so wird der Begünstigte von der betreffenden Maßnahme für das fragliche Jahr der ELER-Maßnahme sowie für das darauf folgende ausgeschlossen.

Zudem ist der Erzeuger, der Ausgleichszulagen erhalten hat, verpflichtet, die ihm gezahlten Summen zurückzuzahlen, sollte er die in Artikel 69, Punkt 8 angeführte Verpflichtung nicht einhalten.

Art. 73 - Für die Bestimmung der Flächen, die für eine Ausgleichszulage in Frage kommen, werden die in der Verordnung 1975/2006 festgelegten Modalitäten angewandt.

Art. 74 - § 1 - Falls die Begünstigten der Ausgleichszulagen auf dem gesamten Betrieb aufgrund einer Handlung oder eines Versäumnisses, das ihnen direkt angelastet werden kann, die zwingenden Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance missachten, so wird der Gesamtbetrag der Zahlungen, die ihnen für das Kalenderjahr, im Laufe dessen die Missachtung festgestellt wird, gezahlt werden müssen, in Anwendung von Artikel 51 der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (ELER) gekürzt oder gestrichen.

§ 2 - Keine Kürzung oder Streichung des in § 1 angeführten Zahlungsbetrags wird während einer straffreien Frist angewandt für die Normen, für die aufgrund von Artikel 26 Absatz 1 Punkt b) der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (ELER) eine derartige Frist gewährt worden ist.

Art. 75 - Der Erzeuger, der Ausgleichszulagen erhalten hat, verpflichtet, die ihm gezahlten Summen zurückzuzahlen, sollte er die in Artikel 68 Punkt 8° angeführte Verpflichtung nicht einhalten.

Bei der Zahlung ungeschuldeter Beträge ist der betreffende Begünstigte verpflichtet, die erhaltenen Beihilfen oder Zulagen gemäß Artikel 73 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 796/2004 zu erstatten.

TITEL 4 — Regionale Maßnahmen zugunsten von Betrieben in finanziellen Schwierigkeiten und zur Bekämpfung ansteckender Krankheiten**KAPITEL IX — Regionale Maßnahmen zugunsten von Landwirten in finanziellen Schwierigkeiten**

Art. 76 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der den Beweis erbringt, dass er sich aufgrund höherer Gewalt in finanziellen Schwierigkeiten befindet, kann in den Genuss folgender regionaler Beihilfen gelangen:

1° eine Verlängerung der Zinssubvention und der Bürgschaft für ein oder mehrere Darlehen, für die er bereits Beihilfen bezieht oder eine Kapitalprämie, rückzahlungspflichtig oder nicht;

2° eine Zinssubvention und eine Bürgschaft für einen Überbrückungskredit.

Der Minister bestimmt im Einverständnis mit dem Minister des Haushalts die Anwendungsbestimmungen für diese Beihilfen, die Dauer der Zinssubvention und der Bürgschaft sowie die zu berücksichtigenden Mindest- und Höchstbeträge der Investition. Der Minister legt ebenfalls fest, in welchen Fällen die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

KAPITEL X — Regionale Maßnahmen zur Bekämpfung ansteckender Krankheiten

Art. 77 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der die in Artikel 2 festgelegte ausreichende berufliche Qualifikation aufweist, kann in den Genuss der im nachfolgenden Artikel angeführten Beihilfen gelangen, unter der Bedingung, dass es sich um den Ankauf von Vieh zur Erneuerung des Bestands aus folgenden Gründen handelt:

1° im Anschluss an das stamping out des Viehbestandes im Rahmen der Bekämpfung der Brucellose des Rindes;

2° im Anschluss an eine Säuberung von mindestens 30% des Rindviehbestands wegen Rindertuberkulose;

3° im Anschluss an Maßnahmen zur Ausrottung der Maul- und Klauenseuche, der enzootischen Rinderleukose, der spongiformen Rinderenzephalopathie, der Maul- und Klauenseuche des Schweins, der Schweinepest, der Aujeszky'schen Krankheit und der Geflügelpest;

Art. 78 - Die betreffenden Beihilfen sind:

1) die Zinssubvention: bei dem ersten Auftreten der Krankheit im Betrieb des Antragstellers beträgt sie maximal 5% und entspricht der Differenz zwischen dem Referenzsatz und dem zu Lasten des Antragstellers verbleibende Mindestzinssatz von 3%; in allen anderen Fällen beträgt der zu Lasten des Antragstellers verbleibende Zinssatz 5%; der Höchstbetrag des beihilfefähigen Darlehens wird auf 30% der Gesamtkosten für die Erneuerung des Viehbestands festgelegt, und zwar bis zu maximal 90.000 Euro je AKE und 180.000 Euro je Betrieb;

Die maximale Dauer der Zinssubvention beträgt neun Jahre im Rahmen der Bekämpfung der Brucellose des Rindes und fünf Jahre in allen anderen Fällen;

2) die öffentliche Bürgschaft, mit einer maximalen Dauer von zehn Jahren.

Art. 79 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuss der im vorliegenden Kapitel angeführten regionalen Beihilfen gelangen möchte, reicht bei einer der durch den Minister anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen ein. Dem Antrag sind folgende Schriftstücke beizufügen:

1. eine Abschrift der Schlachtanordnung;

2. eine Bescheinigung des zuständigen Veterinärinspektors des Ministeriums des Mittelstandes und der Landwirtschaft, die außer der vollständigen Identität und Anschrift folgende Informationen beinhaltet:

— die Anzahl der Tiere vor dem Schlachten, die Anzahl geschlachteter Tiere sowie das Datum der Schlachtungen.
- der auf die vom Minister des Mittelstandes und der Landwirtschaft gewährten Entschädigungen angewandte Ermäßigungsbeihilfe.

Der Minister legt fest, in welchen Fällen die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

Der Wert dieser Beihilfen darf in keinem Fall 20% des Betrags der beihilfefähigen Investitionen übersteigen.

TITEL IV — Übergangs-, allgemeine und Schlussbestimmungen**KAPITEL XI — Übergangs- und abweichende Bestimmungen**

Art. 80 - Im Rahmen einer Übergangsregelung ist derjenige, der sich vor dem 1. Juli 2008 zum ersten Mal auf einem Betrieb als hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betriebsinhaber niederlässt, nicht verpflichtet, wie dies in Artikel 22 § 2 vorgesehen ist, vorab einen Lehrgang oder ein Auffrischen seiner Kenntnisse, die durch Artikel 3 verlangt wird durchgeführt zu haben, um in den Genuss der Beihilfe zu gelangen. Gegebenenfalls können der Minister der Landwirtschaft und der Minister der Ausbildung beschließen, die Dauer dieser Übergangsregelung anzupassen.

Art. 81 - Im Rahmen einer Übergangsregelung und in Abweichung von Artikel 22 § 2 des vorliegenden Erlasses wird das Mindestalter für das Einreichen eines Entwicklungsplans im Rahmen einer Erstanmeldung auf 18 Jahre am Datum der Anmeldung auf einem Betrieb in der Eigenschaft eines landwirtschaftlichen Betriebsinhabers im Jahre 2007 und auf 19 Jahre am Datum der Anmeldung auf einem Betrieb in der Eigenschaft eines landwirtschaftlichen Betriebsinhabers im Jahre 2008 festgelegt.

Art. 82 - In Abweichung von Artikel 22 § 3 kann der individuelle Beihilfeantrag bei einer Erstanmeldung innerhalb einer Frist eingereicht werden, die 8 Monate nach dem offiziellen Datum der hauptberuflichen Anmeldung als selbständiger landwirtschaftlicher Betriebsinhaber nicht übersteigt, wenn dieses Datum zwischen dem 1. Januar 2007 und dem 31. August 2007 liegt.

Art. 83 - Im Rahmen einer Übergangsregelung bis zum 31. Dezember 2007 und in Abweichung von Artikel 22 § 5 besteht keine Pflicht, sich an einen Berater zu wenden, um einen Entwicklungsplan einzureichen. Ist kein Berater beteiligt, so ist die in Artikel 15 § 3 angeführte Erhöhung nicht anwendbar. Falls ein Antragsteller sich jedoch sowohl für einen Entwicklungsplan als auch für einen Investitionsplan an einen Berater wendet, der die in der Anlage VI angeführten Titel und die Berufserfahrung vorweisen kann und vorbehaltlich seiner späteren Anerkennung durch die Verwaltung vor dem 1. Juli 2008, wird diesem Antragsteller die in Artikel 15, § 3 angeführte Erhöhung gewährt.

Art. 84 - Im Rahmen einer Übergangsregelung bis zum 31. Dezember 2007 und in Abweichung von Artikel 8 § 1 und von Artikel 46 sind die Investitionen, die in einem Investitionsplan angeführt werden, der nach den im vorliegenden Erlass festgelegten Formvorschriften bei der Verwaltung eingereicht wird, und die nach der Datum der Notifizierung der Zulässigkeit des genannten Plans durchgeführt oder begonnen werden, welches durch Artikel 6 § 1 bzw. Artikel 24 § 1 bestimmt wird, jedoch vor der amtlichen Notifizierung seiner vollständigen oder teilweisen Genehmigung durch den Minister, die durch Artikel 7 § 2 bzw. Artikel 25 § 2 vorgesehen wird, weiterhin beihilfefähig.

Das Einreichen des Plans und die Aufrechterhaltung der Beihilfefähigkeit greifen weder der Gewährung der Beihilfe, noch der Form oder dem Ausmaß in irgend einer Weise vor. Das Datum des Beginns der Ausführung des Plans wird durch das Datum der Durchführung der ersten im Plan angeführten beihilfefähigen Investition bestimmt.

Art. 85 - Zusätzlich zu Artikel 84 und im Rahmen einer Übergangsregelung bis zum 31. September 2007 können die Investitionen, die am 1. Januar 2007 bereits ausgeführt oder begonnen wurden, in einem Investitionsplan angeführt werden, der nach den im vorliegenden Erlass festgelegten Formvorschriften bei der Verwaltung eingereicht wird. Diese Investitionen bleiben weiterhin beihilfefähig.

Das Einreichen des Plans und die Aufrechterhaltung der Beihilfefähigkeit greifen weder der Gewährung der Beihilfe, noch der Form oder dem Ausmaß in irgend einer Weise vor. Das Datum des Beginns der Ausführung des Plans wird durch das Datum der Durchführung der ersten im Plan angeführten beihilfefähigen Investition bestimmt.

Art. 86 - Ein landwirtschaftlicher Betriebsinhaber, eine landwirtschaftliche Vereinigung, eine Gerätenutzungsgenossenschaft oder eine Milcherzeugergemeinschaft, der oder die in dem Kapitel III festgelegten Kriterien für den Zugang zu der betreffenden Beihilfe zwar erfüllt, jedoch noch keinen in der Durchführung befindlichen Investitionsplan besitzt, kann über einen Zeitraum von drei Jahren ab dem Einreichen seines ersten Antrags in den Genuss von drei getrennten Beihilfen über jeweils maximal 5.000 Euro pro Investition gelangen. Mit Ausnahme von Artikel 15 und Artikel 5.1 § 6 handelt es sich bei den Beträgen der Beihilfen und den Verfahren, Formvorschriften und Modalitäten für die Gewährung um jene, die in Kapitel III festgelegt werden. Die detaillierten inhaltlichen Vorgaben des individuellen Beihilfeantrags legt der Minister in Übereinstimmung mit den Vorschriften der Anlage V fest. Mit dem Einreichen eines Beihilfeantrags für einen Investitionsplan endet diese Ausnahmeregelung.

Art. 87 - Im Rahmen einer Übergangsregelung für das Jahr 2007 können die Gerätenutzungsgenossenschaft oder die Futterverbände, die die jeweils in den Artikeln 9 § 1 oder 10 § 1 vorgesehenen Anforderungen nicht erfüllen, einen Investitionsplan einreichen, dessen Ausführung in die Wege leiten und diesen Übergangszeitraum bis zum 31. Dezember 2007 nutzen, um neue beihilfefähige Mitglieder zu finden. Über den 1. Januar 2008 hinaus sind die Artikel 9 § 7, 10 § 6 und 62 anwendbar.

KAPITEL XII — Allgemeine und abschließende Bestimmungen

Art. 88 - Keine Beihilfe wird gewährt, falls der landwirtschaftliche Betrieb mehr als 12 AKE zählt.

Art. 89 - Über die Dauer des Programmplanungszeitraums 2007-2013 darf der Gesamtbetrag der Investitionsbeihilfen, der einem Landwirt, einer Gerätenutzungsgenossenschaft oder einem Futterverband gewährt wird, 200.000 Euro nicht übersteigen. Über die Dauer des Programmplanungszeitraums 2007-2013 darf der Gesamtbetrag der Beihilfen, der einer Vereinigung von Landwirten gewährt wird, 350.000 Euro nicht übersteigen. Für diesen Zeitraum darf der Gesamtbetrag der Beihilfen, der einer Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung gewährt wird, 700.000 Euro nicht übersteigen.

Art. 90 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuss der Beihilfen des vorliegenden Erlasses gelangen möchte, verpflichtet sich, für die in den Kapiteln III, IV, VI und VII des vorliegenden Erlasses angeführten Investitionen keine sonstigen Beihilfen bei der Wallonischen Region zu beantragen oder beantragt zu haben, sei es in Form einer Zinssubvention, eines Zuschusses oder einer Prämie, die dazu führen würden, dass die durch die Verordnung EG/1698/2005 festgelegten Höchstbeträge für Beihilfen überschritten würden.

Art. 91 - Der Ankauf von gebrauchtem Material kann in ordnungsgemäß begründeten Fällen als eine beihilfefähige Ausgabe betrachtet werden, wenn die folgenden vier Bedingungen gleichzeitig erfüllt werden:

— eine Erklärung des Verkäufers liegt vor, in der die genaue Herkunft des Materials bestätigt wird und in der bescheinigt wird, dass es noch nicht Gegenstand einer regionalen, nationalen oder gemeinschaftlichen Beihilfe gewesen ist;

— der Ankauf des Materials stellt für das Programm oder das Projekt einen besonderen Vorteil dar oder wird durch außerordentliche Umstände, Fehlen von neuem, rechtzeitig verfügbarem Material begründet, was die korrekte Durchführung des Projektes gefährden würde;

— Reduzierung der Kosten und daher des Betrags der Beihilfe im Vergleich zum Preis des gleichen, im neuwertigen Zustand gekauften Materials, mit Erhaltung eines guten Preis-Vorteil-Verhältnisses;

— das gebrauchte Material muss die technischen und technologischen Merkmale aufweisen, die es mit den Spezifikationen des Projekts in Übereinstimmung bringen.

Art. 92 - § 1 - Den eingereichten Anträgen wird bis zur Erschöpfung der genehmigten Verpflichtungen stattgegeben.

§ 2 - Wenn der Umfang der Verpflichtungen, die notwendig sind, um den in Absatz 1 des vorliegenden Artikels genannten Anträgen über einen Zeitraum von zwölf Monaten stattzugeben, jedoch die vorgenannten genehmigten Verpflichtungen übersteigt, wird der Betrag der Beihilfe, die Gegenstand des vorliegenden Erlasses ist, im Verhältnis zu den Verpflichtungen, die unerlässlich sind, um den Anträgen stattzugeben, vermindert.

In dieser Annahme verabschiedet der Minister im Einverständnis mit dem Minister des Haushalts für das betreffende Jahr die Berechnungsmethode der vorerwähnten Verminderung.

Art. 93 - Die Gültigkeitsfrist der nicht registrierten Übernahmevereinbarungen bei einer Erstinverlassung beträgt ein Jahr.

Art. 94 - Jeglicher von einer Kreditanstalt bei der Verwaltung eingereichte Antrag auf Beihilfe durch Zinssubvention setzt für diese Kreditanstalt als Zulassungsbedingung voraus, dass der Antragsakte das Original über die Gewährung der Zinssubvention beigefügt wird, die dem Begünstigten bei der Notifizierung über die Genehmigung seines Entwicklungsplans durch den Minister übermittelt wird, sowie eine als gleichlautend genehmigte Abschrift der durch die Parteien unterschriebenen Urkunde bezüglich der Kreditgewährung und der etwaigen Anlagen. Die Kreditanstalten müssen der Verwaltung die Daten der im Rahmen der Kredittilgung getätigten aufeinanderfolgenden Zahlungen bekannt geben.

Das Zurückgreifen auf Überziehungskredite bei den Fälligkeitsterminen für Kapital und Zinsen ist verboten.

Bei Kreditaufkündigung übermittelt die Bank der Verwaltung eine Abschrift des an den Kunden zugeschickten Briefes, wobei dieser Aufkündigungsbrief eine genaue Bestandsaufnahme des buchmäßigen Standes eines jeden Kredites am Tage der Aufkündigung enthalten muss.

Falls mehrere Kreditanstalten involviert sind, ist diejenige, treffen die Betreffenden Absprachen bezüglich einer gemeinsamen Vorlegung eines Antrags auf Bürgschaft. Ein Antrag auf Bürgschaftsdeckung muss bei der Verwaltung innerhalb von drei Monaten ab dem Datum des Aufkündigungsbriefes eingereicht werden. Die Auszahlung des Deckungsbetrags setzt der durch die Region geschuldeten Zinslast ein Ende.

Art. 95 - Die anerkannten Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Umstände sind die Folgenden:

- a) den Tod des landwirtschaftlichen Betriebsinhabers;
- b) die länger andauernde Berufsunfähigkeit des Betriebsinhabers; c) Enteignung eines wesentlichen Teils der vom Betriebsinhaber landwirtschaftlich genutzten Flächen des Betriebs, falls diese Enteignung am Tag der Einreichung des Antrags nicht vorhersehbar war;
- c) eine schwere Naturkatastrophe, die die landwirtschaftliche Fläche des Betriebs erheblich in Mitleidenschaft zieht;
- d) die unfallbedingte Zerstörung von Stallgebäuden des Betriebs;
- f) der Seuchenbefall des ganzen oder eines Teils des Tierbestands des Betriebsinhabers.

Art. 96 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses:

1° die bis zu diesem Tag in Anwendung des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Februar 1961 und des Königlichen Erlasses vom 25. Oktober 1990 anerkannten Kreditanstalten bleiben anerkannt;

2° die bis zu diesem Tag in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 21. März 1986 über die Gewährung von Subventionen zur Förderung der Haltung einer Buchführung in landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Betrieben und der Förderung der Entwicklung von Betriebsverbänden für die Führung einer Betriebsbuchhaltung anerkannten natürlichen und juristischen Personen bleiben anerkannt.

Art. 97 - Der Generalinspektor der Verwaltung oder bei dessen Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 98 - Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass können in Übereinstimmung mit Art. 8 des vorgenannten Gesetzes vom 28. März 1975 Gegenstand einer Ordnungsstrafe sein.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständiger Beamter bezeichnet, um die Handlungen durchzuführen und die Beschlüsse zu fassen, die die im vorigen Absatz erwähnten Ordnungsstrafen betreffen.

Art. 99 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft (*Belgisches Staatsblatt* vom 25. Oktober 1997, S. 28449) sowie die abändernden Erlasse vom 26. Oktober 2000, 17. Januar 2002, 24. Juli 2003, 27. Mai 2004 und 14. September 2006 werden aufgehoben.

Die vor dem 31. Dezember 2006 eingereichten Beihilfeanträge sowie die vor dem 31. Dezember 2006 von der Region eingegangenen Verpflichtungen werden nach den vor dem 31. Dezember 2006 geltenden Bestimmungen weiter behandelt.

Art. 100 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2007 wirksam.

Art. 101 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage I

Aufbau und Mindestinhalt eines von einer Genossenschaft vorgelegten Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren

BETRIFFT: landwirtschaftlichen Betreiber, Betriebsvereinigungen und Milcherzeugervereinigungen - nachstehend "der Antragsteller" genannt.

I. Gegenstand des Investitionsplans.

Der Plan enthält einen dreifachen Gegenstand, der in der bei der Verwaltung eingereichten Antragsunterlage deutlich anzugeben ist:

Er muss zunächst die technische, umweltbezogene und finanzielle Situation des Antragstellers, sowie dessen Stärken und Schwächen, vor der Durchführung des Entwicklungsplans vollständig wiedergeben.

Anschließend muss er die im Plan erwähnten Ziele im Allgemeinen und jede Investition im Einzelnen deutlich angeben und erläutern, inwiefern die Investition(en) zum Ausbau der Stärken und/oder zur Verminderung der Schwächen des Betriebs beiträgt bzw. beitragen. Die Kohärenz der Investitionen im Kontext des Betriebs - insbesondere in wirtschaftlicher, umweltbezogener und finanzieller Hinsicht - muss nachgewiesen werden.

Abschließend muss er zum Vorteil des Antragstellers ein Mittel einerseits zur Analyse der Situation seines Betriebs bzw. seiner Vereinigung und andererseits zur Überwachung und Beurteilung der Durchführung des festgelegten Plans darstellen.

II. Aufbau und Mindestinhalt des Investitionsplans.

Der Plan muss zwangsläufig mindestens die gesamten Angaben liefern, die nachstehend gefordert werden. Falls eine Information nicht verfügbar ist, muss der Grund dafür angegeben werden.

Ein Plan, der nicht alle Informationen bietet, ist unzulässig.

Der Plan muss auf Papier unter Beifügung einer Kopie in elektronischer Form gemäß den vom Minister festgelegten Formen vorgelegt werden. Alle Wirtschafts- und Abschreibungsdaten, sowie die Angaben über die Wirtschaftlichkeitsrechnungen müssen in der Form eines elektronischen Rechenblatts vorgelegt werden und die Berechnungsformeln müssen dargelegt werden und zugänglich sein. Alle Verwaltungs- Steuer- und Rechnungsunterlagen, sowie andere beweiskräftige Schriftstücke, die zur Kontrolle der vom Antragsteller gelieferten Informationen notwendig sind, können von der Verwaltung verlangt werden. Die Weigerung, ein Belegstück vorzulegen, führt zur Ablehnung des Entwicklungsplans.

KAPITEL 1 — *Vorstellung des Betriebs.*

Vorstellung des Antragstellers - und der Mitglieder im Falle einer Vereinigung: alle zur Beurteilung seiner Zulässigkeit für die Beanspruchung der Beihilfe und zur Einhaltung der Anforderungen des vorliegenden Erlasses erforderlichen Elemente.

Informationen über die anderen, im Betrieb tätigen Personen: berufliche Eignung, Stellung und Arbeitszeit im Betrieb.

Vorstellung des Betriebs oder der Vereinigung während der letzten drei Jahre (oder seit seiner Gründung): alle relevanten technischen, umweltbezogenen, wirtschaftlichen und rechnungsbezogenen Informationen, um die Situation und Entwicklung im Laufe der letzten drei Jahre vollständig darzulegen. Die vorrangigen Interventionspunkte müssen in einer Analyse "Stärken - Schwächen" des Betriebs vorgestellt werden. Die Teilnahme an Gerätenutzungsgenossenschaften und/oder Futterverbänden müssen angegeben werden.

KAPITEL 2 — *Investitionsplan***Ziele des Investitionsplans.**

In diesem Abschnitt muss zwangsläufig ein Ziel für den Plan festgelegt werden.

Das Ziel muss ausreichend präzise sein, um durchführbar zu sein und berechnet und kontrolliert werden zu können.

Wenn der Plan mehrere Abschnitte enthält, können untergeordnete Ziele festgelegt werden. Es muss dargelegt werden, inwiefern das(die) Ziel(e) des Entwicklungsplans die in Kapitel 1. festgestellten Stärken ausbauen und/oder die Schwächen vermindern werden. Ziel und untergeordnete Ziele werden für die gesamte Dauer des Plans festgelegt. Die Anpassungen können sich auf die Wege und Mittel zur Erreichung dieser Ziele beziehen.

In diesem Kapitel 2.1 muss der qualitative Aspekt des Plans vorgestellt werden: "was wird erwartet und warum?". In Kapitel 2.2 wird dargelegt, "wie".

2.2. Inhalt des Investitionsplans.

2.2.1. Die während der Dauer des Investitionsplans vorgesehenen Investitionen.

Alle Investitionen, die während der Dauer von drei Jahren des Plans vorgesehen sind und deren Wert über € 5.000 liegt, müssen angegeben werden, auch wenn sie nicht Gegenstand eines Antrags auf Beihilfe sind. In diesen letzten Fällen müssen einfach die Art, die Kostenveranschlagung und das für die Investition vorgesehene Datum angegeben werden.

Für jede individuelle Investition, die Gegenstand eines Antrags auf Beihilfe ist, müssen eine ausführliche Beschreibung der Art der Investition, der Kohärenz der Investition mit dem (oder einem der) festgelegten Ziel(e), sowie die Auswirkungen auf die Kosten und Einnahmen des Betriebs angegeben werden. Die vorgesehenen Abschreibungen, die Art der vorgelegten Belege und schließlich unter Umständen die Beschreibung des ersetzten Materials und des renovierten und/oder angepassten Gebäudes müssen im Einzelnen angegeben werden.

Auch muss angegeben werden, inwiefern die Beihilfe für die vorgesehene Investition beansprucht werden kann und welches Beihilfeniveau beantragt wird. Für jede Investition wird(werden) ebenfalls (ein) Indikator(en) angegeben, durch den(die) überprüft werden kann, ob die Investition ihr Ziel erfüllt.

2.2.2 Übersichtstabelle der während der Dauer des Investitionsplans vorgesehenen Investitionen.

In dieser Tabelle werden die gesamten wesentlichen Faktoren des Plans auf zusammenfassende Weise angeführt.

Bezeichnung der individuellen Investitionen, für die eine Beihilfe beantragt wird

vorgesehenes Datum (Dauer) der Durchführung

vorgesehene Kosten

erwarteter Beihilfesatz und -betrag

für diese Investition in Betracht gezogener Indikator zur Eigenkontrolle

erwünschte Form der Beihilfe

andere vom Minister festzulegende Elemente.

Diese Übersicht stellt den Leitfaden des Plans dar. Sie muss bei jeder Anpassung des Plans aktualisiert werden und die Entwicklung der Ausführungen, sowie der von dem Antragsteller durchgeführten Eigenkontrollen wiedergeben.

2.2.3. Planbetriebsrechnung nach Abschluss der Ausführung des Investitionsplans.

Am Anfang der zum Zeitpunkt der Unterbreitung des Plans neuesten Betriebsrechnung und auf der Grundlage des vorgesehenen Investitionszeitplans, sowie der erwarteten Kosten und Einnahmen, eine Planbetriebsrechnung nach Abschluss der 3 Jahre des Plans unterbreiten. Die finanziellen Auswirkungen einer jeden Investition müssen beurteilt werden können.

In Ermangelung verfügbarer Rechnungsdaten muss dies aufgrund der beim Antragsteller verfügbaren konkreten Elemente, gegebenenfalls mit Hilfe eines Beraters, ausgeführt werden.

Auf der Grundlage einer quantitativen und qualitativen Analyse dieser Vorausberechnung müssen Ergebnisindikatoren für das(die) in Punkt 1. beantragte(n) Ziel(e) festgelegt werden.

3. Verpflichtung des Antragstellers.

Jeder Antrag muss direkt vor der Unterschrift des Antragstellers folgenden Text enthalten:

Ich erkläre hiermit auf Ehrenwort, dass die Gesamtheit der Informationen dieses Antrags wahrhaftig meiner gegenwärtigen Situation entspricht und dass der in Punkt 2. vorgestellte Investitionsplan wahrhaftig mit meinen Investitionsvorhaben, die ich im Laufe der kommenden 3 Jahre tatsächlich verwirklichen möchte, übereinstimmt. Ich verpflichte mich, alles daranzusetzen, um das(die) von mir festgelegte(n) Ziel(e) gemäß den im Plan beschriebenen Wegen und Mittel zu erreichen. Ich bin mir bewusst, dass ich mich in Ermangelung dessen der Gefahr aussetze, die Gesamtheit oder einen Teil der mir im Rahmen dieses Investitionsplans gewährten Beihilfen zurückzahlen zu müssen.

Falls ein Berater herangezogen wird, müssen der Name des Beraters und die Bezeichnung der zugelassenen Beratungsstruktur, von der dieser abhängt, angegeben werden und der Berater muss die Unterlage mit unterzeichnen.

III. Mindestinhalt der Anträge auf eine Anpassung des Plans.

Ein Antrag auf eine Anpassung des Plans, wie diese in Artikel 8 § 4 vorgesehen ist, muss mindestens folgende Elemente enthalten:

KAPITEL 1 — *Begründung des Antrags auf eine Anpassung des Plans*

In jedem Antrag muss die Änderung in der in Kapitel 1 des Plans vorgestellten Situation oder jegliche externe, vom Willen des Antragstellers unabhängige Entwicklung angegeben werden, die die Anpassung des verabschiedeten Plans begründet oder rechtfertigt.

KAPITEL 2 — *Anpassungen des Investitionsplans*

Für jede abgeänderte oder hinzugefügte Investition müssen die in Punkt 2.2.1. des Plans vorgesehenen Informationen geliefert werden. Dies gilt nicht im Falle eines Verzichts auf eine Investition ohne jeden weiteren Anpassungsantrag.

Die in Punkt 2.2.2. des Plans vorgesehene Übersichtstabelle muss aktualisiert werden und die in Punkt 2.2.3. des Plans geforderte Planbetriebsrechnung muss revidiert, die Analysen müssen angepasst und gegebenenfalls die Ergebnisindikatoren abgeändert werden.

Wenn sich die Anpassung lediglich auf das Ausführungsdatum und/oder auf die Ausführungsdauer einer oder mehrerer im Plan vorgesehenen Investitionen bezieht, braucht in dem Antrag nur der Grund der Änderung(en) des Ausführungszeitplans angegeben und die Erhaltung der Kohärenz mit den anderen Investitionen des Plans, sowie mit den in der in Punkt 2.2.3. des Plans vorgesehenen Planbetriebsrechnung festgelegten Wirtschaftlichkeitszielen nachgewiesen zu werden.

Gegebenenfalls muss der Plan angepasst werden, wie auch die Ergebnisindikatoren, die sich daraus ergeben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage II

Aufbau und Mindestinhalt eines von einer Genossenschaft vorgelegten Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren

BETRIFFT: Gerätenutzungsgenossenschaft, Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung nachstehend "der Antragsteller" genannt.

I. Gegenstand des Investitionsplans.

In dem Plan müssen die Gewinne deutlich angegeben werden, die dank der im Plan vorgesehenen Investitionen von ALLEN Mitgliedern, die den Antragsteller bilden, erzielt wurden.

1. In dem Plan muss der Antragsteller angegeben werden (Ziele, Vorgeschichte und vergangene Ergebnisse, Stärken, Schwächen);

2. Anschließend muss er die vom Antragsteller für den Plan in seiner Gesamtheit und für jede Investition im Einzelnen in Aussicht genommenen Ziele deutlich angeben und erläutern, inwiefern die Investition(en) zum Ausbau der Stärken und/oder zur Verminderung der Schwächen des Betriebs beiträgt bzw. beitragen.

3. Abschließend muss er zum Vorteil des Antragstellers ein Mittel einerseits zur Analyse seiner Situation und andererseits zur Überwachung und Beurteilung der Durchführung des festgelegten Plans darstellen.

II. Aufbau und Mindestinhalt des Investitionsplans.

Der Plan muss zwangsläufig mindestens die gesamten Angaben liefern, die nachstehend gefordert werden. Falls eine Information nicht verfügbar ist, muss der Grund dafür angegeben werden.

Ein Plan, der nicht alle Informationen bietet, ist unzulässig.

Der Plan muss auf Papier und in elektronischer Form gemäß den vom Minister festgelegten Formen vorgelegt werden.

Alle Wirtschafts- und Abschreibungsdaten, sowie die Angaben über die Wirtschaftlichkeitsrechnungen müssen in der Form eines elektronischen Rechenblatts vorgelegt werden und die Berechnungsformeln müssen dargelegt werden und zugänglich sein.

Alle Verwaltungs- Steuer- und Rechnungsunterlagen, sowie andere beweiskräftige Schriftstücke, die zur Kontrolle der vom Antragsteller gelieferten Informationen notwendig sind, können von der Verwaltung verlangt werden. Die Weigerung, ein Belegstück vorzulegen, führt zur Ablehnung des Entwicklungsplans.

KAPITEL 1 — *Vorstellung des Antragstellers***Für eine Gerätenutzungsgenossenschaft.**

1. Vorstellung für den Antragsteller und für jedes seiner gemeldeten Mitglieder aller zur Beurteilung ihrer Zulässigkeit für die Beanspruchung der Beihilfe und zur Einhaltung der Anforderungen des vorliegenden Erlasses erforderlichen Elemente.

Vorlage der Berichte der 2 letzten Jahresversammlungen (oder der seit der Gründung verfügbaren Berichte), die von alle Mitgliedern mitunterzeichnet sind und die mindestens die Tätigkeiten der Gerätenutzungsgenossenschaft, deren Abrechnungen und vor allem **die Verteilung der Benutzung des Materials der Genossenschaft unter den Mitgliedern** und/oder den Anteil des Beitrags zum Funktionieren der Organisation enthalten.

Vorstellung der Stärken und Schwächen der Gerätenutzungsgenossenschaft.

Für eine Genossenschaft für die Verarbeitung und/oder Vermarktung.

Gründungsdatum, statutarische Ziele und Vorstellung aller zur Beurteilung seiner Zulässigkeit für die Beanspruchung der Beihilfe und zur Einhaltung der Anforderungen des vorliegenden Erlasses erforderlichen Elemente.

Vorstellung der Genossenschaftsmitglieder: Aufteilung landwirtschaftliche Betreiber (hauptsächlich/nicht hauptsächlich) und Sonstige. Die Elemente, durch die der Beihilfeshöchstbetrag in Anwendung des Artikels 52 bestimmt werden kann.

Vertretungsniveau und Rolle der landwirtschaftlichen Betreiber in den verschiedenen Verwaltungs- und Arbeitsorganen der Genossenschaft.

Vorlage der Berichte der 2 letzten Jahresversammlungen (oder der seit der Gründung verfügbaren Berichte) die mindestens die Tätigkeiten der Genossenschaft und ihre Abrechnungen enthalten.

Vorstellung der Stärken und Schwächen der Genossenschaft.

Alle Verwaltungs- und Steuerunterlagen, sowie andere beweiskräftige Schriftstücke, die zur Kontrolle der vom Antragsteller gelieferten Informationen notwendig sind, können von der Verwaltung verlangt werden. Die Weigerung, ein Belegstück vorzulegen, führt zur Ablehnung des Entwicklungsplans.

KAPITEL 2 — *Investitionsplan*

Zielsetzungen des Investitionsplans.

In diesem Abschnitt muss zwangsläufig ein Ziel für den Plan festgelegt werden.

Das Ziel muss ausreichend präzise sein, um durchführbar zu sein und berechnet und kontrolliert werden zu können.

Wenn der Plan mehrere Abschnitte enthält, können untergeordnete Ziele festgelegt werden. Es muss dargelegt werden, inwiefern das(die) Ziel(e) des Investitionsplans die in Kapitel 1. festgestellten Stärken ausbauen und/oder die Schwächen vermindern werden.

Ziel und untergeordnete Ziele werden für die gesamte Dauer des Plans festgelegt.

Die Anpassungen können sich auf die Wege und Mittel zur Erreichung dieser Ziele beziehen.

In diesem Kapitel 2.1 muss der qualitative Aspekt des Plans vorgestellt werden: "was wird erwartet und warum?". In Kapitel 2.2 wird dargelegt, "wie".

Inhalt des Investitionsplans.

2.1. Die während der Dauer des Investitionsplans vorgesehenen Investitionen.

Alle Investitionen, die während der Dauer von 3 Jahren des Plans vorgesehen sind und deren Wert über den in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen minimalen Investitionswerten liegt, müssen angegeben werden, auch wenn sie nicht Gegenstand eines Antrags auf Beihilfe sind. Für die Letzteren müssen einfach die Art, die Kostenveranschlagung und das für die Investition vorgesehene Datum angegeben werden.

Für jede individuelle Investition, die Gegenstand eines Antrags auf Beihilfe ist, müssen eine ausführliche Beschreibung der Art der Investition, der Kohärenz der Investition mit dem (oder einem der) festgelegten Ziel(e), sowie die Auswirkungen auf die Kosten und Einnahmen der Gerätenutzungsgenossenschaft oder Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung angegeben werden. Die vorgesehenen Abschreibungen, die Art der vorgelegten Belege und schließlich unter Umständen die Beschreibung des ersetzten Materials und des renovierten und/oder angepassten Gebäudes müssen im Einzelnen angegeben werden.

Auch muss angegeben werden, inwiefern die Beihilfe für die vorgesehene Investition beansprucht werden kann und welches Beihilfeniveau beantragt wird. Für jede Investition wird (werden) ebenfalls (ein) Indikator(en) angegeben, durch den (die) überprüft werden kann, ob die Investition ihr Ziel erfüllt.

2.2 Übersicht der während der Dauer des Investitionsplans vorgesehenen Investitionen.

In dieser Übersicht werden die gesamten wesentlichen Faktoren des Plans auf zusammenfassende Weise angeführt.

Bezeichnung der individuellen Investitionen, für die eine Beihilfe beantragt wird

vorgesehenes Datum (Dauer) der Durchführung

vorgesehene Kosten

erwarteter Beihilfesatz und -betrag

für diese Investition in Betracht gezogener Indikator zur Eigenkontrolle

erwünschte Form der Beihilfe

andere vom Minister festzulegende Elemente.

Diese Übersicht stellt den Leitfaden des Plans dar. Sie muss bei jeder Anpassung des Plans aktualisiert werden und die Entwicklung der Ausführungen, sowie der von dem Antragsteller durchgeführten Eigenkontrollen wiedergeben.

2.3. Planbetriebsrechnung nach Abschluss der Ausführung des Investitionsplans.

Am Anfang der zum Zeitpunkt der Unterbreitung des Plans neuesten Betriebsrechnung und auf der Grundlage des vorgesehenen Investitionszeitplans, sowie der erwarteten Kosten und Einnahmen, eine Planbetriebsrechnung nach Abschluss der drei Jahre des Plans unterbreiten. Die finanziellen Auswirkungen einer jeden Investition müssen beurteilt werden können.

Auf der Grundlage einer quantitativen und qualitativen Analyse dieser Vorausberechnung müssen Ergebnisindikatoren für das(die) Ziel(e) festgelegt werden.

3. Verpflichtung des Antragstellers.

Jeder Entwicklungsplan muss direkt vor den Unterschriften der landwirtschaftlichen Betreiber, die Mitglieder der Gerätenutzungsgenossenschaft sind, oder der verantwortlichen Personen der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung folgenden Text enthalten:

Wir, Gesellschafter der Gerätenutzungsgenossenschaft oder der Genossenschaft für die Verarbeitung und/oder Vermarktung, erklären hiermit auf Ehrenwort, dass die Gesamtheit der Informationen dieses Antrags wahrhaftig der gegenwärtigen Situation der Gerätenutzungsgenossenschaft/Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung entspricht und dass der in Punkt 2. vorgestellte Investitionsplan wahrhaftig mit den tatsächlichen Investitionsvorhaben der Gerätenutzungsgenossenschaft oder der Genossenschaft für die Verarbeitung und/oder Vermarktung im Laufe der kommenden drei Jahre übereinstimmt. Die Gerätenutzungsgenossenschaft (oder die Genossenschaft für die Verarbeitung und/oder Vermarktung) verpflichtet sich, alles daranzusetzen, um die oben festgelegten Ziele gemäß den in dem vorliegenden Plan beschriebenen Wegen und Mittel zu erreichen. Wir sind uns bewusst, dass wir uns in Ermangelung dessen der Gefahr aussetzen, die Gesamtheit oder einen Teil der im Rahmen dieses Investitionsplans gewährten Beihilfen zurückzahlen zu müssen.

Zusätzlich nur für die Gerätenutzungsgenossenschaften.

Ich verpflichte mich, dass sich keine im Plan vorgesehene Investition mit Investitionen überschneidet, die ich in meinem eigenen Namen in meinem Betrieb eingegangen bin.

Wir, Gesellschafter der Gerätenutzungsgenossenschaft, verpflichten uns, dass keine Investition des vorliegenden Plans Gegenstand eines individuellen Beihilfeantrags im Rahmen eines anderen Plans ist.

Falls ein Berater herangezogen wird, müssen der Name des Beraters und die Bezeichnung der zugelassenen Beratungsstruktur, von der dieser abhängt, angegeben werden und der Berater muss die Unterlage mitunterzeichnen.

III. Mindestinhalt der Anträge auf eine Anpassung des Plans.

Ein Antrag auf eine Anpassung des Plans, wie diese in Artikel 8 § 4 oder in Artikel 44 vorgesehen ist, muss mindestens die folgenden, in Teil III der Anlage I vorgesehenen Elemente enthalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage III

Aufbau und Mindestinhalt, sowie die Investitionen, die im Rahmen eines von einem Futtermittelverband oder einer Milchzeugergemeinschaft vorgelegten Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren zulässig sind.

BETRIFFT: Futtermittelverband und Milchzeugergemeinschaft - nachstehend "der Antragsteller" genannt.

ZULÄSSIGKEIT DER INVESTITION.

Zulässig sind im Rahmen eines von einem Futtermittelverband vorgelegten Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren:

1. Einzelkornsämaschine für Mais und andere Futterkulturen;
2. Düngestreuer, Güllefass, Miststreuer, Ausrüstung für die Kompostierung;
3. Pflanzenschutzmittelspritze;
4. Mäher-Aufbereiter und sonstige Erntemaschinen für jegliche Futterkulturen zwecks Einsilieren oder Heuen;
5. Selbstladewagen für Futter;
6. Ausrüstung für das Beladen, Abladen, Einfahren und Einsilieren von Rohfutter, sowie für dessen Verteilung;
7. Grünfüttertrockner;
8. Ausrüstung für die Vorbereitung von Futterkulturen und die Weideneueneinsaat; Steinsammler und -brecher;
9. Ausrüstung für das gemeinsame Anlegen von Zäunen und Wasserstellen;
10. Ausrüstung für den Unterhalt der Hecken.

Zulässig sind im Rahmen eines von einer Milchzeugergemeinschaft vorgelegten Investitionsplans mit einer Laufzeit von 3 Jahren: die gesamten Investitionen, die kraft des Kapitels III des vorliegenden Erlasses zulässig sind.

Der von einem Antragsteller vorgelegte Investitionsplan mit einer Laufzeit von 3 Jahren wird gemäß dem in der Anlage I vorgesehenen Aufbau und Mindestinhalt eingereicht.

KAPITEL 1 — *Vorstellung des Betriebs*

individuelle Vorstellung durch jedes Mitglied des Verbands bzw. der Gemeinschaft und Vorstellung durch den Verband bzw. die Gemeinschaft.

KAPITEL 2 — *Investitionsplan*

Unterkapitel 2.1 und 2.2: von den Mitgliedern des Futtermittelverbands und der Milchzeugergemeinschaft gemeinsam vorgelegt

Unterkapitel 2.3. gemeinsam für den Verband bzw. die Gemeinschaft vorgelegt mit Darlegung der Auswirkungen auf die Situationen eines jeden einzelnen Mitglieds des Verbands bzw. der Gemeinschaft.

Ein Antrag auf eine Anpassung des Plans, wie diese in Artikel 8 § 4 vorgesehen ist, muss mindestens die in Teil III der Anlage I vorgesehenen Elemente enthalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage IV

Aufbau und Mindestinhalt eines im Falle einer ersten Einrichtung vorgelegten Entwicklungsplans.

I. Gegenstand des Entwicklungsplans.

Im Falle einer Betriebsgründung muss im Plan die technische und finanzielle Durchführbarkeit des neuen Betriebs während den ersten sechs Jahren seiner Tätigkeit nachgewiesen werden.

Im Falle einer - vollständigen oder teilweisen - Betriebsübernahme enthält der Plan einen dreifachen Gegenstand, der in der bei der Verwaltung eingereichten Antragsunterlage deutlich anzugeben ist.

Er muss zunächst die vollständige Situation des Betriebs, sowie dessen Stärken und Schwächen, zum Zeitpunkt der Übernahme wiedergeben. Dies umfasst sowohl die übernommenen - und nicht übernommenen - Vermögenswerte, als auch die technische, umweltbezogene, finanzielle und die menschlichen Ressourcen betreffende Situation des Betriebs zum Zeitpunkt der Übernahme.

Anschließend müssen im Plan die im Rahmen der Übernahme auf sechs Jahre geplanten Globalziele angegeben werden und es muss nachgewiesen werden, ob ein Bedarf an zusätzlichen Investitionen während den ersten drei Jahren nach der Übernahme erforderlich sind oder nicht, um die Tragfähigkeit und Wirtschaftlichkeit des übernommenen Betriebs zu gewährleisten. Im Plan muss angegeben werden, inwiefern die vorgesehene(n) Investition(en) zum Ausbau der Stärken und/oder zur Verminderung der Schwächen des Betriebs im Zustand zum Zeitpunkt der Übernahme beiträgt bzw. beitragen. Die Kohärenz der Investitionen im Kontext des Betriebs - insbesondere in wirtschaftlicher und finanzieller Hinsicht - muss angegeben werden. Im Plan muss ebenfalls der Bedarf an Ausbildung und Beratung erwähnt werden.

Abschließend muss er zum Vorteil des Antragstellers ein Mittel einerseits zur Analyse der Situation seines Betriebs bzw. seiner Vereinigung und andererseits zur Überwachung und Beurteilung der Durchführung des festgelegten Plans darstellen.

II. Aufbau und Mindestinhalt des Entwicklungsplans.

Der Plan muss zwangsläufig mindestens die gesamten Angaben liefern, die nachstehend gefordert werden. Falls eine Information nicht verfügbar ist, muss der Grund dafür angegeben werden.

Ein Plan, der nicht alle Informationen bietet, ist unzulässig.

Der Plan muss auf Papier und in elektronischer Form gemäß den vom Minister festgelegten Formen vorgelegt werden. Alle Umwelt- und Wirtschaftsdaten, sowie die Daten über die Wirtschaftlichkeit und Abschreibungen müssen in der Form eines elektronischen Rechenblatts vorgelegt werden und die Berechnungsformeln müssen dargelegt werden und zugänglich sein. Alle Verwaltungs- Steuer- und Rechnungsunterlagen, sowie die anderen beweiskräftigen Schriftstücke, die zur Kontrolle der vom Antragsteller gelieferten Informationen notwendig sind, können von der Verwaltung verlangt werden. Die Weigerung, ein Belegstück vorzulegen, führt zur Ablehnung des Entwicklungsplans.

KAPITEL I — Vorstellung des landwirtschaftlichen Betreibers bei einer ersten Einrichtung

Vorstellung für den Antragsteller aller zur Beurteilung seiner Zulässigkeit für die Beanspruchung der Beihilfe und zur Einhaltung der Anforderungen des vorliegenden Erlasses erforderlichen Elemente.

Im Falle einer teilweisen Übernahme, Informationen über den Gesellschafter, sowie über alle anderen Personen, die im Betrieb tätig sind: berufliche Eignung, Stellung und Arbeitszeit im Betrieb.

KAPITEL 2 — Vorstellung des Entwicklungsplans

2.1. Betriebsgründung:

Vorlage einer vollständigen Akte, in der die Art und das Volumen der vorgesehenen Produktionen, sowie die gesamten, zur Durchführung dieser Ziele notwendigen Investitionen festgelegt werden.

Es müssen ebenfalls vorgelegt werden:

Der Standortplan des neuen Betriebs und der Plan aller Gebäude, sowie deren Lastenhefte;

Ein voraussichtlicher Finanzplan auf sechs Jahre mit Betriebsrechnung und -ergebnisse;

Eine voraussichtliche Planung der Durchführung;

Die Globalgenehmigung, oder mangels dessen, eine Abschrift der Antragsakte;

Proforma-Rechnungen und Kostenvoranschläge für alle im Plan vorgesehenen Investitionen;

Alle Verwaltungs- und Steuerunterlagen, sowie andere beweiskräftige Schriftstücke, die zur Kontrolle der vom Antragsteller gelieferten Informationen notwendig sind, können von der Verwaltung verlangt werden. Die Weigerung, ein Belegstück vorzulegen, führt zur Ablehnung des Entwicklungsplans.

Durch den voraussichtlichen Finanzplan muss die mittelfristige Wirtschaftlichkeit der Betriebsgründung, sowie die Fähigkeit zur Erfüllung des durch Artikel 22 § 9 festgelegten Ziels nachgewiesen werden.

2.2. Vollständige oder teilweise Übernahme eines Betriebs.

2.2.1. Vorstellung der Übernahme.

Der Betrieb muss hinsichtlich der menschlichen Ressourcen und der technischen und finanziellen Situation ausführlich beschrieben werden, einschließlich für den nicht übernommenen Teil im Falle einer teilweisen Übernahme.

Im Falle einer teilweisen Übernahme muss die Entscheidung hinsichtlich des technischen und finanziellen Gewinns für den Übernehmer begründet und gerechtfertigt werden.

2.2.2. Finanzstruktur der Übernahme.

Liste und Wert aller in der Übernahme vorgesehenen beweglichen und unbeweglichen Güter und die Finanzierungsart und die Bedingungen (hauptsächlich im Falle eines Darlehens) des Rückkaufs angeben.

Die Liste in zwei Gruppen einteilen: ist nicht Gegenstand des Antrags auf Beihilfen ODER

ist Gegenstand des Antrags auf Beihilfen. In dieser zweiten Gruppe ist anzugeben ob eine Kapitalbeihilfe oder eine Zinsbeihilfe erwünscht ist.

2.2.3. Ziele der Übernahme.

Ziele auf drei Jahre und sechs Jahre für die Produktion, Diversifizierung oder für Sonstiges für die Übernahme festlegen und angeben (und rechtfertigen), wenn ein Investitionsplan erforderlich ist, um sie zu erreichen.

Angaben auf welche Weise die in der Vorstellung der Übernahme angeführten Stärken ausgebaut und die Schwächen vermindert werden sollen.

Ebenfalls einen Zeitplan zur Durchführung dieser Ziele vorlegen.

2.2.3.a. Ohne Investitionsplan.

Ausgehend von der finanziellen Situation zu Beginn der Übernahme oder Gründung und unter Berücksichtigung der in 2.2.2. angegebenen Finanzlasten und der nach der Durchführung der für die Übernahme festgelegten Ziele erwarteten Einnahmen, nach den 3 ersten Jahren der Übernahme eine Planbetriebsrechnung vorlegen. Durch die Planbetriebsrechnung müssen die mittelfristige Wirtschaftlichkeit der Betriebsübernahme, sowie die Fähigkeit zur Erfüllung des durch Artikel 22 § 9 festgelegten Ziels nachgewiesen werden.

Auf der Grundlage einer quantitativen und qualitativen Analyse dieser Vorausberechnung müssen Ergebnisindikatoren für das(die) Ziel(e) festgelegt werden.

2.2.3.b. Mit Investitionsplan.

Die Bedingungen zur Vorlage und gegebenenfalls zur Anpassung eines Investitionsplans ähneln denjenigen, die in in der Anlage I vorgesehen sind.

Die gesamten Kosten, die sich auf die Übernahme des Betriebs beziehen, müssen in den voraussichtlichen Wirtschaftsplan einbezogen werden. Er muss die mittelfristige Wirtschaftlichkeit der Übernahme, sowie die Fähigkeit zur Erfüllung des durch Artikel 22 § 9 festgelegten Ziels nachweisen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage V

Aufbau und Mindestinhalt eines Antrags auf Beihilfe für eine individuelle Investition.

BETRIFFT: landwirtschaftliche Betreiber, Betriebsvereinigungen, Gerätenutzungsgenossenschaften, Milcherzeugergemeinschaften, Milcherzeugervereinigungen und Futtermittelverbände, nachstehend "der Antragsteller" genannt.

— Jeder Antrag bezieht sich auf eine individuelle Investition.

— Nur zugänglich für die Antragsteller, die nicht einen sich in Durchführung befindenden oder eingereichten Plans in Anspruch nehmen.

— Der Antrag wird ausgesetzt, sobald der Antragsteller bei der Verwaltung einen Plan einreicht.

Mindestinhalt eines Antrags. Gegebenenfalls kann der Minister jegliche andere Information verlangen, die zur Beurteilung des Antrags als relevant erachtet wird.

KAPITEL 1 — *Vorstellung des Antragstellers*

Vorlage aller zur Beurteilung seiner Zulässigkeit für die Beanspruchung der Beihilfe und zur Einhaltung der Anforderungen des vorliegenden Erlasses erforderlichen Elemente.

Informationen über die anderen, im Betrieb tätigen Personen: berufliche Eignung, Stellung und Arbeitszeit im Betrieb.

Darlegung der finanziellen Verpflichtungen des Antragstellers (Schulden, Bankdarlehen, rückständige Sozial- und Steuerlasten,...)

Darlegung der umweltspezifischen Einschränkungen des Antragstellers.

KAPITEL 2 — *Vorstellung der Investition*

Materielle Investition (bewegliche Güter).

Begründung, Art und Kosten der Investition;

bei Vorhandensein ähnlichen Materials im Betrieb, Begründung und Relevanz der Ersetzung;

Begründung der Zulässigkeit der Investition und des Beihilfesatzes;

durch die Investition entstandene Finanzkosten und Betriebs- und Abschreibungskosten (unter Umständen einschließlich des Verkaufs von ersetzten beweglichen Gütern.

Unbewegliche Investition.

Begründung, Art und Kosten der Investition;

Globalgenehmigung oder Datum der Einreichung der Antragsakte (falls nötig, rechtfertigen);

Vorlage des Plans;

Begründung der Zulässigkeit der Investition und des Beihilfesatzes;

durch die Investition entstandene Finanzkosten und Betriebs- und Abschreibungskosten (unter Umständen einschließlich des Verkaufs von ersetzten unbeweglichen Gütern.

KAPITEL 3 — *Verpflichtung des Antragstellers*

Der Antragsteller erklärt auf Ehrenwort:

dass keine der gelieferten Informationen falsch oder unvollständig ist;

dass innerhalb von 6 Jahren keine Beihilfe direkt oder indirekt für eine andere ähnliche Investition oder für eine Investition, die für ein ähnliches Ziel oder einen ähnlichen Zweck bestimmt werden kann, vereinnahmt wird.

Andernfalls läuft er die Gefahr, die Gesamtheit der vereinnahmten Beihilfen zurückzahlen zu müssen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage VI

Kriterien für die Zulassung der Beratungsstrukturen und die Anerkennung der Berater.

Um zugelassen zu werden und zu bleiben, müssen die Beratungsstrukturen:

ihren Hauptbetriebsitz in der Wallonischen Region haben oder dort anerkannt sein;

die Form einer Handelsgesellschaft, einer Vereinigung ohne Erwerbszweck, einer im Landwirtschaftssektor tätigen Vereinigung oder einer nicht dem Ministerium der Wallonischen Region angehörenden öffentlichen Einrichtung annehmen;

ihre Tätigkeiten müssen sich völlig oder teilweise auf die Bildung und Beratung, angewandte Forschung oder Unterstützung in der landwirtschaftlichen Betriebsführung und gegebenenfalls auf die Buchführung beziehen;

seit mindestens fünf Jahren in ihrem Tätigkeitsbereich aktiv sein und regelmäßige Kontakte in der Überwachung, Beratung, Bildung oder Information mit mindestens 50 Landwirten nachweisen können;

derart aufgebaut sein, dass eine Mindestanzahl von 3 Landwirtschafts-, Gartenbau-, Forst- oder Tierzuchttechnikern mit beruflicher Eignung und anerkannter Berufserfahrung aktiv am Betriebsablauf der Struktur teilnehmen;

— von einer verantwortlichen Person geleitet werden, die im Besitz eines Masters in Bio-Ingenieurwesen oder eines Diploms in Ingenieurwesen, Fachrichtung Landwirtschaft oder Gartenbau ist oder die eine Berufserfahrung im Bereich der Beratung und landwirtschaftlichen Betriebsführung nachweisen kann, die von der Verwaltung anerkannt wird.

Um anerkannt zu werden und zu bleiben, müssen die Berater:

bei der zugelassenen Beratungsstruktur angestellt sein;

mindestens Inhaber eines Diploms der Oberstufe des Sekundarunterrichts Fachrichtung Landwirtschaft, Gartenbau, Forstwesen oder Tierzucht sein, das mit einer Berufserfahrung von mindestens fünf Jahren in der Beratung von Landwirtschafts-, Gartenbau-, Forst- und Tierzuchtbetrieben ergänzt wird.

Auf der Grundlage ihrer Berufserfahrung müssen sie ihre Kenntnis der gemeinschaftlichen, belgischen und regionalen Regelung im normativen Bereich und in Sachen ländliche Entwicklung nachweisen können;

Auf der Grundlage ihrer Berufserfahrung müssen sie ihre Kenntnisse im Bereich der landwirtschaftlichen Buchhaltung und Betriebsführung nachweisen können.

Ein Berater kann die Abfassung und Überwachung der Durchführung der Entwicklungs- und/oder Investitionspläne von nicht mehr als 40 Betreibern im Jahr gewährleisten.

Die Zulassung der Beratungsstrukturen und die individuelle Anerkennung der Berater wird auf Vorlage einer Akte, die den Nachweis der Einhaltung der oben angeführten Kriterien erbringt, für eine erneuerbare Dauer von 5 Jahren gewährt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3803

[2007/202791]

24 MEI 2007. — Besluit van de Waalse Regering betreffende steun aan de landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1538/91 van de Commissie van 5 juni 1991 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 1906/90 van de Raad tot vaststelling van handelsnormen voor vlees van pluimvee;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2295/2003 van de Commissie van 23 september 2003 houdende bepalingen voor de toepassing van Verordening (EEG) nr. 1907/90 van de Raad betreffende bepaalde handelsnormen voor eieren;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 509/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake gegarandeerde traditionele specialiteiten voor landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op verordening (EEG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1975/2006 van de Commissie van 7 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1898/2006 van de Commissie van 14 december 2006 houdende vaststelling van de uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1857/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen die landbouwproducten produceren, verwerken en afzetten en de wijziging van Verordening (EG) nr. 70/2001;

Gelet op de communautaire richtsnoeren van 27 december 2006 voor staatssteun in de landbouw- en de bosbouwsector 2007-2013 (2006/C 319/01);

Gelet op de beslissingen van de Commissie van 27 juni 1977 en 29 juli 1983 tot wijziging van de grenzen van de probleemgebieden in de zin van Richtlijn 75/268/EEG van de Raad van 28 april 1975 (België);

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2003 en 12 augustus 2003;

Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 29 februari 1988 betreffende de beroepsopleiding van de personen die in de landbouw werkzaam zijn;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië;

Gelet op het decreet van 15 februari 2007 betreffende de identificatie van de meewerkende echtgenoten in de landbouw;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1951 houdende grensbepaling van de landbouwstreken van het Rijk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 juli 1952, 8 maart 1968 en 15 februari 1974;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 27 mei 1993 betreffende de beroepsopleiding en de bijscholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en op de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 1998 betreffende de bescherming van kalveren in kalverhouderijen;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 2000 betreffende de bescherming van voor landbouwdoeleinden gehouden dieren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2002 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 houdende definitieve erkenning van de betalende Waalse instelling voor de door het EOGFL, afdeling Garantie, medegefinancierde uitgaven;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende Boek II van het van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 2005 betreffende het welzijn van loopvogels gehouden voor landbouwdoeleinden;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 2003 betreffende de bescherming van varkens in varkenshouderijen;

Gelet op het gewijzigde besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, op de besluiten van de Waalse Regering van 26 januari 2006, 21 december 2006 en 1 maart 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 oktober 2005 tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2005 betreffende levensmiddelenhygiëne;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2005 betreffende levensmiddelenhygiëne van dierlijke oorsprong;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 juli 2006 houdende toepassing van de randvoorwaarden voorzien bij artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, en betreffende de criteria en bedragen van boetes in geval van bepaalde onregelmatigheden vastgesteld op het gebied van voornoemde regelingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 26 januari 2006, 21 december 2006 en 1 maart 2007; 2007;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van landbouw en visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van landbouw en visserij;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 maart 2007;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2007;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid d.d. 10 mei 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op Richtlijn 75/268/EEG van de Raad van 28 april 1975 betreffende de landbouw in bergstreken en in sommige probleemgebieden;

Gelet op Richtlijn 75/269/EEG van de Raad van 28 april 1975 betreffende de communautaire lijst van agrarische probleemgebieden in de zin van Richtlijn 75/268/EEG (België);

Gelet op Richtlijn 80/666/EEG van de Raad van 24 juni 1980 tot wijziging van Richtlijn 75/268/EEG betreffende de landbouw in bergstreken en in sommige probleemgebieden;

Overwegende dat de huidige steunregeling voor investeringen en installatie in de landbouw en de compenserende vergoedingen in de probleemgebieden moet worden aangepast, rekening houdend met de structurele wijzigingen van de bedrijven en hun lasten;

Overwegende dat maatregelen moeten worden genomen om de Waalse beleidskeuzes uit te voeren om in te spelen op de landbouwevolutie;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

TITEL I. — Algemeen

HOOFDSTUK I. — Algemene begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° landbouwactiviteit : land- of tuinbouwproducten produceren, fokken of telen tot en met het oogsten, het melken, het fokken en het houden van dieren voor landbouwdoeleinden of de grond in goede landbouw- en milieuconditie houden. Evenals de verwerking en/of de verhandeling van de daaruit voortspruitende producten die onder bijlage I bij het Verdrag vallen;

2° bestuur : de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° landbouwer : de natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke of van rechtspersonen of van beide die een landbouwactiviteit al dan niet als hoofdberoep uitoefent in een bedrijf dat hij zelfstandig, voor eigen baat en voor eigen rekening beheert. Een landbouwer wordt geïdentificeerd aan de hand van zijn "producentnummer";

4° landbouwvereniging : vereniging die gericht is op de bevordering van informatie en vulgarisatie ten einde in haar omgeving te zorgen voor de technische, economische en sociale vooruitgang van de landbouwbedrijven en voor het welzijn van de landelijke bevolking;

5° activiteit als bijberoep : beroepsactiviteit van een rechtspersoon of, in voorkomend geval, van een afgevaardigd-bestuurder of beheerder of vennoot-beheerder van een rechtspersoon, die van zijn landbouw-, toeristische, pedagogische, ambachtelijke activiteiten, uitgeoefend op het betrokken bedrijf, of nog van zijn bosbouwactiviteiten of activiteiten inzake onderhoud van de natuurlijke omgeving met het voordeel van overheidssteun, een jaarlijks totaal belastbaar netto-inkomen vergaart dat hoger is dan 35 % van het belastbare nettobedrag van zijn jaarlijkse globale inkomen uit de beroepsactiviteit als geheel zoals bedoeld in punt 28°, evenwel zonder dat die persoon uit zijn landbouwactiviteit uitgeoefend op het landbouwbedrijf een totaal jaarlijks belastbaar netto-inkomen haalt dat lager is dan 25 % van zijn globaal jaarinkomen uit het geheel van zijn beroepsactiviteiten. Daarnaast moet hij minder dan 65 % van één volwaardige arbeidskracht (1 800 gewerkte uren per jaar) spenderen aan een beroepsactiviteit buiten zijn bedrijf;

6° activiteit als hoofdberoep : beroepsactiviteit van een rechtspersoon of, in voorkomend geval, van een afgevaardigd-bestuurder of beheerder of vennoot-beheerder van een rechtspersoon, die van zijn landbouw-, toeristische, pedagogische, ambachtelijke activiteiten, uitgeoefend op het betrokken bedrijf, of nog van zijn bosbouwactiviteiten of activiteiten inzake onderhoud van de natuurlijke omgeving met het voordeel van overheidssteun, een jaarlijks totaal belastbaar netto-inkomen vergaart dat hoger is dan 50 % van het belastbare nettobedrag van zijn globale jaarinkomen uit de beroepsactiviteit als geheel zoals bedoeld in punt 28°, evenwel zonder dat die persoon uit zijn landbouwactiviteit uitgeoefend op het landbouwbedrijf een totaal jaarlijks belastbaar netto-inkomen haalt dat lager is dan 35 % van zijn globaal jaarinkomen uit het geheel van zijn beroepsactiviteiten. Daarnaast moet hij minder dan 50 % van één volwaardige arbeidskracht (1 800 gewerkte uren per jaar) spenderen aan een beroepsactiviteit buiten zijn bedrijf;

7° vereniging van melkproducenten : vereniging van twee tot hoogstens vijf producenten zoals omschreven in artikel 5 van Verordening (EG) 1788/2003 en in artikel 1, 6°, a, van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, opgericht bij authentieke akte voor een onbepaalde duur die niet minder mag bedragen dan drie periodes, met het oog op leveringen en/of rechtstreekse verkopen met de referentiehoeveelheden van de vennoten die er houder van blijven zoals bepaald in artikel 1, 6, c, van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004. Het doel van de vereniging van melkproducenten is uitsluitend het zelfstandig beheer van de melkproductiemiddelen van de vennoten en zowel de productie als de verhandeling van de referentiehoeveelheden vanaf één enkele melkproductie-eenheid van één der vennoten;

8° adviseur : persoon bij wie de landbouwer terecht kan, die in het bezit is van de vaardigheden en de minimumervaring bepaald in bijlage VI en die het landbouwbedrijfshoofd kiest uit de structuren erkend door het bestuur volgens de criteria bepaald in bijlage VI, om hem van advies te voorzien bij verwezenlijking van zijn ontwikkelings- of investeringsplan en/of de uitvoering en evaluatie ervan;

9° oppervlakteaangifte en steunaanvraag (afgekort oppervlakteaangifte) : het door het bestuur opgemaakte formulier, dat het volgende omvat : de steunaanvragen in het kader van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening en van sommige maatregelen voor plattelandontwikkeling, de beheers- en controlegegevens betreffende die regelingen en maatregelen en andere communautaire of nationale regelingen alsook de elementen vereist voor de identificatie van alle landbouwpercelen van het bedrijf, hun oppervlakte, plaatsbepaling en gebruik (gewas en bestemming);

10° praktische ervaring : de beroepservaring in de landbouw als landbouwbedrijfshoofd, helper of landbouwarbeider, aangetoond aan de hand van de aansluitingsperiodes in die hoedanigheid bij een maatschappelijke verzekeringskas of aan de hand van elk ander document op grond waarvan het statuut van de aanvrager t.o.v. van deze regelgeving kan worden vastgelegd;

11° bedrijf : het geheel van de productie-eenheden gelegen op het nationaal grondgebied en zelfstandig beheerd door eenzelfde landbouwer ongeacht de speculaties. Enkel de in het Waalse Gewest gelegen productie-eenheden kunnen in aanmerking komen voor de steun bepaald in dit besluit;

12° landbouwbedrijfshoofd : de natuurlijke persoon of, voor een rechtspersoon, elke afgevaardigd bestuurder, beheerder of vennoot-beheerder van de rechtspersoon die zich in een bedrijf aan de landbouwactiviteit wijdt en die die activiteit al dan niet als hoofdberoep uitoefent. Het landbouwbedrijfshoofd moet zijn briefwisselingsadres in het Waalse Gewest hebben en zijn productie-eenheid of -eenheden dient of dienen in het Waalse Gewest gelegen te zijn;

13° landbouwbedrijfshoofd-rechtspersoon : de rechtspersoon waarvan de statuten als hoofddoel opgeven : de landbouwactiviteit en de verhandeling van producten die hoofdzakelijk van dat bedrijf afkomstig zijn. Die rechtspersoon dient daarnaast aan volgende voorwaarden te voldoen :

a) indien het gaat om een landbouwvennootschap bedoeld bij de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen, Boek I, titel I, artikel 2, § 3, moeten de venno(o)t(en)-beheerder(s) een beroepsactiviteit als hoofdberoep uitoefenen die betrekking heeft op het betrokken bedrijf, overeenkomstig punt 6°;

b) indien het gaat om één van de andere vennootschapsvormen bedoeld bij de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen, Boek I, titel I, artikel 2, § 2 :

— wordt de vennootschap opgericht voor een minimum duur van twintig jaar;

— zijn de aandelen of deelbewijzen op naam;

— behoren de aandelen of deelbewijzen voor minstens 51 % aan de bestuurders of beheerders toe;

— worden de afgevaardigd-bestuurders of beheerders aangewezen onder de vennoten;

— zijn alle afgevaardigd bestuurders of beheerders van de vennootschap of, bij afwezigheid, alle bestuurders, natuurlijke personen die het betrokken bedrijf beheren en er een activiteit als hoofdberoep uitoefenen overeenkomstig punt 6°;

— vloeit minstens de helft van de omzet van de rechtspersoon voort uit diens landbouwactiviteit;

14° bedrijf in een probleemgebied : bedrijf waarvan minstens 40 % van de gebruikte landbouwoppervlakte in een probleemgebied gelegen is;

15° ELFPO : Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling;

16° productieketen met gedifferentieerde kwaliteit : operator of groep operatoren in de productie, de verwerking en de verdeling die een productdossier naleven dat leidt tot een product met gedifferentieerde kwaliteit;

17°overheidsgarantie : geweststeun in de vorm van een garantie van het Waalse Gewest die gekoppeld kan worden aan de terugbetaling in kapitaal, interesten en accessoria voor leningen die toegekend worden aan de onder de punten 7°, 12°, 13°, 19°, 20°, 29° en 30° bedoelde natuurlijke en rechtspersonen, met het oog op de onder punt 19° bedoelde verrichtingen, op voorwaarde dat ze toegekend worden door een daartoe erkende openbare of privé kredietinstelling. De overheidsgarantie vult de door de kredietaanvrager gestelde zekerheden aan en mag niet meer dan 75° % van het nog verschuldigde saldo van het toegestane krediet dekken. De betaling van de rentesubsidie wordt opgeschort zodra een beroep wordt gedaan op de garantie;

18° zelfstandig beheer : het beheer van een bedrijf waarbij elke verwarring met één of meerdere andere landbouwers op het gebied van het beheer, de uitoefening van de landbouwactiviteit, de productiemiddelen of hun gebruik uitgesloten wordt;

19° voedergroepering : feitelijke vereniging waarvan de overeenkomst voorziet in de hoofdelijke aansprakelijkheid van de leden.

De groepering moet voornamelijk voederproductie als doel hebben, alsook de ordening en de uitrusting van gezamenlijk uitgebate weilanden, en moeten bovendien voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) bestaan uit minstens drie leden-landbouwers die elk minstens 40 % van de in probleemgebieden gebruikte oppervlakte in bedrijf hebben. De gebruikte oppervlakte van de groepering moet minstens 3 ha per lid bedragen;

b) een activiteitsduur van minstens zes jaar waarborgen;

c) de leden moeten de materiaalaankoop medefinancieren naar evenredigheid van de voedergewasoppervlakte die deel uitmaakt van hun bedrijf en met het verworven materiaal verwerkt moet worden;

d) een beheersboekhouding voeren;

20° groepering van melkproducenten : de groepering van twee melkproducenten die op zelfstandige wijze voor eigen baat en rekening één enkel bedrijf beheert die uitsluitend voortvloeit uit het samenbrengen van beide bedrijven van de leden ervan, namelijk het geheel van de productie-eenheden die elk van de leden van de groepering voorafgaandelijk aan de oprichting van bedoelde groepering van melkproducenten beheerden. die groepering verkoopt rechtstreeks melk of andere zuivelproducten of levert melk aan een koper en voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 1°, 6.b., van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

21° investering : verrichtingen die gericht zijn op de aankoop, bouw, vestiging, vergroting, vernieuwing of verbetering, ten gunste van de natuurlijke of rechtspersonen die de hieronder omschreven steun genieten, van duurzame goederen zoals grond, gebouwen, uitrustingen, installaties, machines, gereedschap, materiaal en aanplantingen in de tuinbouwteelt;

22° vervangingsinvestering : een investering die eenvoudigweg een machine of een bestaand gebouw, of onderdelen ervan, vervangt door een nieuwe machine of een nieuw gebouw, zonder de productiecapaciteit te verhogen met minstens 25 % of zonder de aard van de productie of de aangewende technologie fundamenteel te veranderen. De volledige afbraak van een minstens dertig jaar oud landbouwgebouw en de vervanging ervan door een modern gebouw of nog de ingrijpende renovatie van een bedrijfsgebouw worden niet beschouwd als vervangingsinvesteringen. De renovatie wordt als ingrijpend beschouwd indien de kostprijs minstens 50 % van de waarde van het nieuwe gebouw vertegenwoordigt;

23° Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

24° ontwikkelingsplan : plan dat voorgesteld wordt wanneer iemand zich voor het eerst als landbouwbedrijfs-hoofd in hoofdberoep vestigt en dat betrekking heeft op de oprichting en/of de gehele dan wel gedeeltelijke overname van een bedrijf, en eventueel een investeringsplan dat de bedrijfsoprichting dan wel -overname aanvult. In dat plan dient met name een beginsituatie van het bedrijf te worden besproken, evenals ijkpunten en specifieke doelstellingen die bepaald worden met het oog op de verwezenlijking van zijn activiteiten. Er wordt eveneens een omstandige omschrijving opgenomen van de investeringen, de opleidingen, de advisering of elke andere noodzakelijke actie voor de totstandkoming van de activiteiten van het bedrijf. De minimumstructuur en -inhoud ervan worden nader bepaald in bijlage IV;

25° investeringsplan : document dat vertrekkend vanuit de kenmerken van het bedrijf doelstellingen vastlegt en de lijst opmaakt van de investeringen die doorgevoerd moeten worden over een periode van drie jaar om die doelstellingen te bereiken en de uitbating duurzamer te maken. De minimumstructuur en -inhoud ervan worden nader bepaald in bijlage I;

26° product van gedifferentieerde kwaliteit : product dat zich van standaardproducten onderscheid doordat de productiewijze gedifferentieerd is (o.a. verbetering van de traceerbaarheid van het product, verbetering van het dierenwelzijn, verbetering van het leefmilieu, gegarandeerde traditionele specificiteit o.a.) en/of doordat het eindproduct een kwalitatieve meerwaarde oplevert (meer bepaald de verbetering van de smaak kwaliteit) en/of doordat er een erkende geografische identificatie aanwezig is (beschermde oorsprongbenaming, beschermde geografische aanduiding).

Aan die definitie voldoen :

— de geregistreerde producten in de zin van Verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

— de geregistreerde producten in de zin van Verordening (EG) nr. 509/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de specificiteitscertificering voor landbouwproducten en levensmiddelen;

— de producten uit de biolandbouw in de zin van Verordening (EG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;

— de producten die voldoen aan de minimumvereisten voor de "eieren van hennen met vrije uitloop" of de "scharreleieren" in de zin van Verordening (EG) nr. 2295/2003 van de Commissie van 23 december 2003 houdende bepalingen voor de toepassing van Verordening (EEG) nr. 1907/90 van de Raad betreffende bepaalde handelsnormen voor eieren;

— de producten die voldoen aan de minimumvereisten voor de houderijsystemen "scharrel... - binnengehouden", "scharrel met uitloop", "boerenscharrel/hoeve met uitloop" of "boerenscharrel/hoeve met vrije uitloop" in de zin van Verordening (EEG) nr. 1538/91 van de Commissie van 5 juni 1991 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 1906/90 van de Raad tot vaststelling van handelsnormen voor vlees van pluimvee;

— de andere producten, verkregen overeenkomstig een productdossier dat voldoet aan de minimumvereisten bepaald door de Waalse Regering;

27° probleemgebieden : de probleemgebieden zijn :

a) de volgende landbouwgebieden, in hun geheel beschouwd : de Hoge Ardennen, de Famenne, de Venen, de Ardennen, de Jurassische regio;

b) het gedeelte van het Luikse weidegebied dat bestaat uit :

— - de fusiegemeenten Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;

— de volgende grondgebieden :

* het grondgebied van de gemeente Verviers dat vóór 1 januari 1977 de gemeenten Polleur en Theux toebehoorde;

* het grondgebied van de gemeente Esneux dat vóór 1 januari 1977 de gemeente Dolembreux toebehoorde;

* het grondgebied dat ten zuiden van de Vesder en van de gemeenten Baelen, Eupen en Raeren gelegen is;

* voor de gemeente Comblain-au-Pont, het gedeelte van de gemeente dat tussen de Ourthe en de Amel gelegen is en het landbouwgebied van het gewestplan dat de deelgemeente Poulseur toebehoort;

* voor de gemeente Esneux, de landbouwgebieden van het gewestplan Luik op de rechteroever van de Ourthe, die de deelgemeenten Esneux en Tilff toebehoren;

* voor de gemeente Chaudfontaine, de landbouwgebieden van het gewestplan Luik die de deelgemeenten Beaufays en Chaudfontaine toebehoren;

* voor de gemeente Trooz, de landbouwgebieden van het ontwerp van het gewestplan Luik die de deelgemeenten Trooz, Forêt, Nessonvaux en Fraipont toebehoren;

* voor de gemeente Olne, het landbouwgebied van het ontwerp van het gewestplan Luik bezuiden een lijn die van het westen naar het oosten gevormd wordt door de beek Saint-Hadelin, vervolgens de weg naar Olne via de "six chemins", en vanaf Olne de weg naar het punt waar de gemeenten Xhendelesse en Soiron elkaar raken;

* voor de gemeente Pepinster, de landbouwgebieden van het gewestplan Verviers die de deelgemeenten Soiron, Wegnez en Pepinster toebehoren;

* voor de gemeente Verviers, de landbouwgebieden van het gewestplan Verviers die de deelgemeenten Lambermont, Ensival, Heusy, Stembert en Petit-Rechain toebehoren;

* voor de gemeente Dison, de landbouwgebieden van het gewestplan Verviers die de deelgemeenten Dison en Andrimont toebehoren;

* voor de gemeente Limbourg, de landbouwgebieden van het gewestplan Verviers die de deelgemeenten Limbourg, Goé en Bilstain bezuiden de weg naar Villers toebehoren;

* voor de gemeente Baelen, de landbouwgebieden van het gewestplan Verviers bevattende het gedeelte van de deelgemeenten Baelen en Membach bezuiden de weg Eupen-Limbourg en benoorden daarvan, het landbouwgebied dat afgebakend is door de weg die de wijk "Au Calvaire" met Baelen (Houtem, Les Forges en Medal) verbindt;

28° globaal jaarinkomen uit de beroepsactiviteit : het brutobelastbaar inkomen uit het geheel van de beroepsactiviteiten en de vervangingsinkomens van een landbouwbedrijfshoofd. Dat inkomen omvat meer bepaald :

— de inkomsten uit activiteiten als werknemer in loonverband (arbeidsovereenkomst);

— de inkomsten uit een activiteit uit een andere pensioenregeling opgericht krachtens een wet, een provinciereglement of door de nationale maatschappij der Belgische spoorwegen;

— de inkomsten uit prestaties in het dag- of avondonderwijs;

— de inkomsten als zelfstandige uit :

* de netto-winsten van landbouw-, industrie- of handelondernemingen; voor een landbouwbedrijfshoofd stemt de "totale netto-winst" overeen met rubriek C van het berekeningsblad landbouwer als bijlage bij de aangifte personenbelasting of bij de belasting der niet-inwoners;

* bezoldigingen van bestuurders van in België gelegen kapitaal- en personenvennootschappen;

* inkomsten als actieve vennoot van in België gelegen personenvennootschappen;

— de inkomsten als zelfstandig helper;

— de pensioeninkomsten;

— de vervangingsinkomsten zoals de sociale uitkeringen (werkloosheid of Z.I.V.-vergoedingen, de vergoedingen wegens een arbeidsongeval, wegens een ongeval van of naar het werk of wegens een beroepsziekte, de inkomsten wegens arbeidsonderbreking);

29° coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap : de coöperatieve vennootschap die opgericht is overeenkomstig de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen, boek I, titel I, artikel 2, § 2, vierde streepje en die aan de volgende vereisten voldoet :

a) haar doel moet voornamelijk gericht zijn op landbouw, tuinbouw of veeteelt en op de verbetering en rationalisatie van de behandeling, de verwerking of de afzet van landbouwproducten;

b) de meerderheid der vennoten, met een minimum van drie, moeten landbouwers zijn;

c) de statuten moeten bepalen dat elke vennoot op de algemene vergaderingen over minstens één stem beschikt en dat het aantal stemmen waarover een vennoot beschikt, beperkt wordt tot hoogstens één vijfde van de stemmen die aan de vertegenwoordigde deelbewijzen gekoppeld zijn;

d) het jaarlijkse dividend mag niet hoger zijn dan het percentage dat door de Nationale raad voor de coöperatie vastgesteld is;

30° coöperatieve vereniging voor het gebruik van landbouw materiaal (CVGL) : de coöperatieve vereniging die opgericht is overeenkomstig de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen, boek I, titel I, artikel 2, § 2, vierde streepje, en waarvan het maatschappelijk doel binnen het bedrijf van haar leden, hoofdzakelijk gericht moet zijn op het gemeenschappelijk gebruik van landbouw materiaal dat noodzakelijk is voor landbouwactiviteit van haar leden. De meerderheid der leden van de CVGL, met een minimum van drie, moeten landbouwers zijn. De CVGL moet daarnaast voldoen aan de voorwaarden c en d, vernoemd in bovenstaand punt 29°;

31° voederoppervlakte : landbouwgrond, aangegeven in de oppervlakteaangifte onder de hoofdbestemmingscode "P" of "I", voor zover de teeltcode, bepaald in de toelichtingsnota 2, 3, 4, 5, 6, 7 als begincijfer heeft of overeenstemt met één van de volgende codes : 82, 83, 84, 85, 851, 852 of 86, en voor zover er geen energiegewassen, noten, pitvruchten, zetmeelaardappelen of zaad geteelt worden;

32° referentiepercentage : percentage dat om de drie maanden door het bestuur bekend wordt gemaakt als berekeningsgrondslag voor de toekenning van de tegemoetkoming in de vorm van een rentetoeelage voor de leningen die aangegaan worden door een steungerechtigde die in aanmerking komt voor steun in de vorm van een rentetoeelage. Dat cijfer wordt berekend door 1 % toe te voegen aan de gemiddelde waarde van de OLO-rentevoet op tien jaar in de drie maanden voor de bekendmakingsdatum;

33° grootvee-eenheid (GVE) : het aantal grootvee-eenheden wordt berekend door het aantal runderen, paarden, varkens, pluimvee, oien of geiten te vermenigvuldigen met de volgende coëfficiënten :

— stieren, koeien en andere runderen van meer dan twee jaar,

— paarden ouder dan zes maanden 1,0 GVE

— runderen tussen de zes maanden en twee jaar 0,6 GVE

— runderen van minder dan zes maanden 0,4 GVE

— schapen- en geiten 0,15 GVE

— fokvarzen van meer dan 50 kg 0,5 GVE

— andere varkensachtigen 0,3 GVE

— legkippen 0,014 GVE

— ander pluimvee 0,003 GVE

34° productie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende productiemiddelen die uitsluitend door de landbouwer zelf worden gebruikt, met inbegrip van de gebouwen, de opslaginfastructuren, de gekweekte dieren en de voedervoorraden die nodig zijn om één of meerdere landbouwspeculaties uit te voeren;

35° volwaardige arbeidskracht (VAK) : 1 800 arbeidsuren die jaarlijks gepresteerd worden;

36° landelijke vrije zone : de zone die deel uitmaakt van die welke vastgesteld zijn overeenkomstig artikel 38 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië.

HOOFDSTUK II. — *Beroepskwalificatie en vakbekwaamheid*

Art. 2. Om voor investeringssteun in aanmerking te komen, getuigt het landbouwbedrijfshoofd van voldoende beroepskwalificatie als hij aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

beschikken over minstens één van de volgende diploma's hoger onderwijs :

— hoger onderwijs, van het korte of lange type bij een landbouw-, tuinbouw- of een onder sector 1 vallende afdeling;

— master bio-ingenieur of landbouwkundig ingenieur of van ingenieur voor de scheikunde en de landbouw-industrieën; ingenieur voor de scheikunde en de bionijverheden of van doctor in de diergeneeskunde;

— houder zijn van een diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, afdeling land- en tuinbouw;

of

twee jaar praktijkervaring aantonen na het diploma of het door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs en het kwalificatiegetuigschrift van het 6e jaar van het secundair onderwijs bij een landbouw-, tuinbouw- of onder sector 1 vallende afdeling;

of

vier jaar praktische ervaring aantonen na het halen van minstens één der diploma's of gehomologeerd getuigschrift van volgende onderwijsrichting :

— hoger secundair;

— hoger van het korte of het lange type;

— universitair ander dan bovenvermelde diploma's of bekwaamheidsgetuigschriften die uitgereikt zijn na minstens 4 jaar secundair onderwijs bij een landbouw-, tuinbouw- of aanverwante afdeling;

of

getuigen van minstens zes jaar praktijkervaring, en houder zijn van een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding;

of

getuigen van minstens acht jaar praktijkervaring.

Onverminderd de naleving van de verplichting tot praktijkervaring bepaald bij dit besluit, worden de gelijkwaardige diploma's of getuigschriften, erkend door een andere staat, lidstaat van de Europese Unie, aanvaard voor de toegang tot de eerste vestiging.

Art. 3. De voldoende beroepskwalificatie van een landbouwbedrijfshoofd bij de eerste vestiging is aangetoond indien hij voldoet aan één van de hieronder vermelde voorwaarden :

— in het bezit zijn van het diploma van het hoger landbouwonderwijs van het korte of lange type, het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, land- of tuinbouwafdeling, of master bio-ingenieur of landbouwkundig ingenieur of van ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustrieën of ingenieur voor de scheikunde en de bionijverheden of van doctor in de diergeneeskunde, of een aan die diploma's of getuigschriften gelijkwaardige titel;

— in het bezit zijn van het diploma of het door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, en van het kwalificatiegetuigschrift van het 6de jaar van het secundair onderwijs bij een landbouw-, tuinbouw- of aanverwante afdeling;

— een praktijkervaring hebben van minstens twee jaar en een postschoolse landbouwopleiding van het type B of in het bezit zijn van het door de Duitstalige Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers met :

— ofwel een diploma van het hoger onderwijs van het korte of het lange type;

— ofwel van een diploma van het universitair onderwijs, ander dan bovenbedoeld;

— ofwel titels die gelijkstaan met één van de bovenvermelde diploma's of getuigschriften;

— een praktijkervaring hebben van minstens drie jaar en een postschoolse landbouwopleiding van het type B of in het bezit zijn van het door de Duitstalige Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers met :

— ofwel een ander diploma of een ander door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs dan de bovenvermelde diploma's of getuigschriften;

— ofwel een bekwaamheidsgetuigschrift dat uitgereikt wordt na minstens 4 jaar secundair onderwijs bij een landbouw-, tuinbouw- of aanverwante afdeling; ofwel een titel, gelijkwaardig aan één van bovenbedoelde diploma's of getuigschriften;

— minstens vier jaar praktijkervaring hebben met :

— ofwel een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B;

— ofwel een getuigschrift van een beroepsopleidingsrichting na een programma van minstens 150 uur;

— - het door de Duitse Gemeenschap uitgereikte getuigschrift voor landbouwersopleiding.

Daarnaast dienen alle landbouwbedrijfshoofden bij de eerste vestiging binnen de twaalf maanden voor de eerste vestiging of binnen de zes maanden erna een bijscholing gevolgd te hebben van minstens 30 en hoogstens 40 uur in de kennis van de communautaire, de federale en de gewestelijke landbouwregelgeving.

Onverminderd de naleving van de verplichting tot praktijkervaring bepaald bij dit besluit, worden de gelijkwaardige diploma's of getuigschriften, erkend door een andere staat, lidstaat van de Europese Unie, aanvaard voor de toegang tot de eerste vestiging.

Art. 4. Om in aanmerking te komen voor één van de steunregelingen die bedoeld worden in de hoofdstukken III en IV van dit besluit, moet het landbouwbedrijfshoofd een bedrijfseconomische boekhouding voeren onder toezicht van een door het bestuur erkende natuurlijke of rechtspersoon.

Deze boekhouding omvat :

- de opstelling van een jaarlijkse begin- en eindinventaris;
- de systematische en regelmatige registratie van de verschillende goederen- en geldstromen betreffende het bedrijf in de loop van het boekjaar.

Ze leidt tot de jaarlijkse opstelling van :

- een omschrijving van de algemene bedrijfskenmerken, met name van de gebruikte productiefactoren;
- een omstandige balans (activa en passiva) en een omstandige bedrijfsrekening (kosten en opbrengsten);
- de nodige gegevens ter beoordeling van de doeltreffendheid van de bedrijfsvoering in haar geheel, alsmede ter beoordeling van de rendabiliteit van de belangrijkste bedrijfsonderdelen.

De Minister bepaalt de voorstellingsvorm van die documenten.

TITEL II. — *Investeringssteun en vestigingssteun in de landbouwsector*

HOOFDSTUK III. — *Investeringssteun in landbouwbedrijven : het investeringsplan*

Art. 5. § 1. Voor investeringssteun in de landbouwbedrijven (ook "steun" genoemd) kan in aanmerking komen, het landbouwbedrijfshoofd, al dan niet in hoofdberoep, dat :

— voldoet aan de omschrijving van artikel 1, 5^o of 6^o, tijdens de laatste drie kalenderjaren waarvoor hij beschikt over bewijsstukken, voorafgaandelijk aan het jaar waarin hij zijn steunaanvraag indient. De landbouwbedrijfshoofden die in aanmerking zijn gekomen voor steun bij de eerste vestiging tussen 2004 en 2006 zonder dat ze de vereiste bewijsstukken kunnen voorleggen, moeten enkel aantonen dat ze weldegelijk voldoen aan de begripsomschrijving van artikel 1.6^o :

— de voldoende beroepskwalificatie zoals bedoeld in artikel 2 kunnen verantwoorden;

— aantonen dat het arbeidsinkomen in het bedrijf per VAK vóór investeringen niet hoger is dan 120 % van het referentie-inkomen bedoeld in artikel 19;

— aantonen dat het arbeidsinkomen in het bedrijf per VAK vóór investeringen niet hoger is dan 75 % van het referentie-inkomen bedoeld in artikel 19. Bij ontstentenis dienen de investeringen waarvan sprake in het plan die drempel te kunnen bereiken na drie jaar;

— minstens twintig jaar oud zijn op het ogenblik waarop de steunaanvraag aangenomen wordt; aantonen dat het bedrijf dat voor de investeringssteun in aanmerking komt, de normen zal naleven inzake de opslagcapaciteit van dierlijke mest, bepaald bij het ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van de opslaginfrastructuren voor dierlijke mest. Bij ontstentenis, zich ertoe verbinden het in overeenstemming brengen van zijn opslagcapaciteit van dierlijke mest als eerste investering op te nemen in het investeringsplan waarvan sprake in § 2 en die investering voor elke andere te verrichten.

§ 2. Om voor steun in aanmerking te komen, dient de aanvrager voor zijn bedrijf een investeringsplan over drie jaar op te stellen, eveneens "plan" genoemd. Dat plan dient een volledig inzicht te verschaffen in de beginsituatie van het bedrijf, evenals in de specifieke doelstellingen die bepaald worden met het oog op de verwezenlijking van zijn activiteiten. Hij dient alle voorziene investeringen samen voor te stellen - ongeacht of ze voor steun in aanmerking komen -, hun samenhang te tonen met de doelstellingen van het bedrijf, hun economische, leefmilieu- en technische relevantie aan te tonen, evenals de lasten en opbrengsten die zij teweegbrengen ten opzichte van de gegevens van de bedrijfseconomische boekhouding bedoeld in artikel 4, of beschikbaar of nog uit te werken. Behalve in geval van overmacht en buitengewone omstandigheden vallend onder artikel 95 wordt geen enkele investering uitgevoerd of aangevat voor steun in aanmerking vóór het plan formeel door de Minister is goedgekeurd.

§ 3. Overeenkomstig het voorgeschrevene van bijlage I bepaalt de Minister de detailinhoud van het plan. Het investeringsplan over drie jaar wordt opgesteld door enkel het landbouwbedrijfshoofd of met de bijstand van een adviseur. In dat laatste geval moet de adviseur het plan dat bij het bestuur wordt ingediend, medeondertekenen. Overeenkomstig dit besluit dient de aanvrager in totaal en per investering de steunbedragen aan te geven waarop hij aanspraak maakt.

§ 4. Eénzelfde bedrijf mag niet tegelijk in meerdere investeringsplannen opgenomen worden. Evenmin mag éénzelfde landbouwbedrijfshoofd tegelijk in aanmerking komen voor een investeringsplan als natuurlijke persoon en voor een ander plan als afgevaardigd-bestuurder, zaakvoerder of vennoot-zaakvoerder van een rechtspersoon.

§ 5. De investering(en) waarvan sprake in het plan dienen de daarvoor geldende communautaire normen na te leven.

§ 6. De landbouwbedrijfshoofden-rechtspersonen die artikel 5, § 1, 6^o, naleven en waarvan elke afgevaardigd-bestuurder, zaakvoerder of vennoot-zaakvoerder de voorwaarden bepaald in artikel 5, § 1, 1^o tot 5^o, naleeft of naleven, kunnen in aanmerking komen voor investeringssteun in de landbouwbedrijven.

Art. 6. § 1. Elk investeringsplan moet bij aange tekend schrijven door de aanvrager worden ingediend bij het bestuur en met inachtneming van de door het bestuur bepaalde voorstellingswijze. Er dient eveneens een elektronisch afschrift te worden ingediend. Aan de hand van een bericht van ontvangst, opgestuurd binnen de tien werkdagen, wordt aan de aanvrager kennis gegeven van het feit dat het dossier ontvankelijk is of, in voorkomend geval, dat er stukken ontbreken.

§ 2. Het Bestuur kan vragen dat een deel van het plan herzien wordt. Het kan van de aanvrager eisen dat hij zijn plan voorstelt of verdedigt. De aanvrager mag bijgestaan worden door zijn adviseur.

Art. 7. § 1. De Minister is bevoegd voor het volledig, gedeeltelijk of onder voorwaarden aanvaarden dan wel het weigeren van een investeringsplan over drie jaar. Er moet een beslissing aan de aanvrager worden medegedeeld in de zes maanden volgend op de kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag waarvan sprake in artikel 6, § 1. Blijft in die termijn enige reactie uit, wordt het plan geldig geacht en dient de Minister kennis te geven van het aanvaarden ervan aan de aanvrager binnen de dertig dagen volgend op die vervalddag.

§ 2. De kennisgeving dat het investeringsplan over drie jaar door de Minister is aanvaard maakt gewag van de waarde en de aard van de gesteunde investeringen en, per investering, van het bedrag, de vorm van de steun, het tijdschema voor de uitvoering ervan, de opvolgingsindicatoren en de stukken die als investeringsbewijs voorgelegd dienen te worden. Elke individuele investering die steun geniet, kan voor de lening die betrekking heeft op de investering waarvan sprake in aanmerking komen voor de overheidsgarantie waarvan sprake in artikel 12, § 2. Het bestuur oordeelt geval per geval over wat juist door de garantie gedekt wordt bij ondertekening van de lening. Als de steun in de vorm van een rentetoeelage wordt gegeven, worden de voorwaarden voor de rentetoeelage voor de lening die bedoelde investering financiert, bepaald in een officieel stuk dat aan de bankinstelling moet worden overhandigd.

Art. 8. Bij de verwezenlijking van het investeringsplan over drie jaar waarvan de aanvaarding door de Minister is medegeedeeld, hierna "het goedgekeurde plan" genoemd :

§ 1. Enkel de investeringen opgenomen in het goedgekeurde plan en uitgevoerd na de datum van officiële goedkeuring door de Minister in de voorwaarden van dat plan of met inachtneming van aanpassingen die de Minister of, in voorkomend geval, het bestuur vooraf goedkeuren, komen voor steun in aanmerking.

§ 2. Voor de investeringen die een landbouwbedrijfshoofd uitvoert voor de leeftijd van 65 jaar overeenkomstig de voorwaarden van dat goedgekeurde plan, is de uitbetaling van de steun verzekerd op eenvoudige voorlegging aan het bestuur van het verantwoordingsstuk dat in het goedgekeurde plan is bepaald. er wordt geen enkele steun toegekend voor investeringen die worden doorgevoerd na de eerste dag van het 66e jaar.

§ 3. Bij de uitvoering van de investeringen waarvan sprake in het goedgekeurde plan wordt voor investeringen in materieel een afwijking van min of meer twee maanden tegenover de in het plan vastgelegde datum aanvaard. Er wordt een bijkomende termijn van twaalf maanden toegekend tegenover het tijdschema waarvan sprake in het plan voor investeringen in gebouwen. Daarnaast wordt een prijsschommeling aanvaard van min of meer 20 % tegenover de kostprijs van de investering bepaald in het goedgekeurde plan met inachtneming van het algemene maximumbedrag van de steun bepaald in artikel 18, § 1. Het steunbedrag wordt dienovereenkomstig aangepast. Het totaal van de steun die daadwerkelijk is toegekend tijdens de duur van het plan mag evenwel het totale steunbedrag dat de Minister bij aanvaarding van het plan heeft medegeedeeld, niet overschrijden. Het landbouwbedrijfshoofd heeft de plicht om een aanpassing van het totale steunbedrag dat hem voorafgaandelijk wordt toegekend voor een investering waarbij het oorspronkelijk door de Minister medegeedeelde steunbedrag overschreden wordt, aan de Minister aan te vragen.

De aldus doorgevoerde aanpassingen mogen de voor het goedgekeurde plan vastgelegde doelstellingen en richtsnoeren niet onzeker maken. Bij niet-naleving van de toegestane afwijkingen komt de overwogen investering niet meer in aanmerking voor steun waarvan de Minister kennis heeft gegeven.

§ 4. Boven de toegestane afwijkingen dient voor elke aanpassing van het goedgekeurde plan met betrekking tot de waarde, de aard van de investering of het tijdschema voor de uitvoering ervan, een aanvraag bij het bestuur worden ingediend bij aangetekend schrijven. Voor zover de doorgevoerde aanpassingen de doelstellingen en de richtsnoeren, opgenomen in het plan, niet onzeker maken en niet leiden tot een overschrijding van het totale steunbedrag, medegeedeeld door de Minister, beschikt het bestuur over 20 werkdagen om op de aanvraag in te gaan. Bij uitblijven van enige reactie of van enig verzoek tot het overmaken van verdere gegevens binnen die termijn wordt de aanpassing verantwoord geacht en beschikt het bestuur over tien werkdagen om er de aanvrager over in te lichten.

Is er een aanpassing of zijn er aanpassingen waarbij het totale steunbedrag overschreden wordt dat de Minister bij aanvaarding van het plan heeft medegeedeeld, wordt dat totaalbedrag door de Minister aangepast met inachtneming van het maximumbedrag bepaald in artikel 18, § 1. De aanpassingsaanvragen die enkel betrekking hebben op het afzien van één of meerdere investeringen waarvan sprake in het goedgekeurde plan kunnen te allen tijde worden ingediend. In alle andere gevallen kan een steungerechtigde slechts één keer in de maand volgend op de datum van mededeling van de aanvaarding van het investeringsplan over drie jaar aanvragen tot aanpassing indienen, en verder hoogstens drie keer vanaf de eerste dag van het tweede jaar volgend op de datum van mededeling van het goedgekeurde plan.

Zij mogen enkel betrekking hebben op investeringen waarvan de voorziene uitvoeringsdatum niet overschreden wordt. De aanvragen tot aanpassing mogen de voor het goedgekeurde plan vastgelegde doelstellingen en richtsnoeren niet onzeker maken. Zij moeten de relevantie en de samenhang van het goedgekeurde plan kracht bijzetten, de structuur en de nauwkeurigheidsgraad bepaald in bijlage I naleven en ingediend worden met inachtneming van de voorstellingsvorm die het bestuur oplegt.

De verhoging van de steun bedoeld bij artikel 15, § 3, wordt tenietgedaan indien een aanvraag tot aanpassing van een plan dat oorspronkelijk ingediend wordt met de bijstand van een adviseur, zonder diens bijstand wordt ingediend. Het verlies van de verhoging geldt met terugwerkende kracht voor de gehele duur van het plan en voor alle investeringen die in het plan voorzien zijn.

§ 5. Met instemming van het bestuur kan een goedgekeurd plan met drie jaar verlengd worden, maar met niet meer dan vijf jaar.

§ 6. Behalve in geval van overmacht vallend onder artikel 95, in gevallen van vereniging van landbouwbedrijven zoals bedoeld in artikel 21 of bij buitengewone kansen, erkend door de Minister, mag een investeringsplan niet onderbroken worden in de twee jaar volgend op de datum van mededeling ervan door de Minister. Een nieuw plan, ingediend door een landbouwer, alleen of in vereniging, binnen de twee maanden volgend op de toegelaten vroegtijdige onderbreking van het (de) goedgekeurde plan(nen) krijgt een voorrangsbepaling.

§ 7. Het staat een steungerechtigde vrij een investering die in zijn goedgekeurde plan voorzien is, niet uit te voeren. Overeenkomstig artikel 8, § 4, dient hij er het bestuur over in te lichten en de helft van het steunbedrag waarvan hij vrijwillig afziet, wordt afgetrokken van het totale maximumsteunbedrag bepaald in artikel 18, § 1.

Art. 9. § 2. Een CVGL die samengesteld is overeenkomstig de vereisten van artikel 1, 30°, en waarvan de leden voldoen aan de vereisten van artikel 5, § 1, leden 2 tot en met 5, en van artikel 11, kan in aanmerking komen voor steun voor de investeringen in de CVGL en een investeringsplan over drie jaar indienen.

§ 2. Een CVGL kan, volgens de voorwaarden en afwijkingen bepaald in de artikelen 13 tot en met 18, in aanmerking komen voor steun voor investeringen :

— in materiaal, hetzij i.v.m. bijzondere bedrijfsonderdelen, hetzij noodzakelijk voor het gezamenlijk vervoer, de gezamenlijke tractie, de gezamenlijke behandeling, de gezamenlijke oogst van de voortbrengselen van de leden;

— in onroerende goederen, op voorwaarde dat het gaat om opslagplaatsen voor het materiaal van de CVGL die opgericht zijn op haar grond of op een grond waarvan ze het genot heeft voor een duur die minstens gelijk is aan die van de overheidsgarantie;

— in de aanpassing van onroerende goederen, op voorwaarde dat het onroerende goederen betreft van de CVGL en die als onderdak dienen voor materiaal van de CVGL.

§ 3. Het gezamenlijke gebruik van het CVGL-materiaal door minstens drie landbouwers die lid zijn van de CVGL moet te allen tijde geverifieerd kunnen worden.

§ 4. Overeenkomstig het voorgeschrevene van bijlage II bepaalt de Minister de detailinhoud van het plan. Elk investeringsplan moet bij aangetekend schrijven door de CVGL worden ingediend bij het bestuur en met inachtneming van de door het bestuur bepaalde voorstellingswijze. Er dient eveneens een elektronisch afschrift te worden ingediend. Aan de hand van een bericht van ontvangst, opgestuurd binnen de tien werkdagen, wordt aan de aanvrager kennis gegeven van het feit dat het dossier ontvankelijk is of, in voorkomend geval, dat er stukken ontbreken.

§ 5. Een investeringsplan dat ingediend wordt door een CVGL binnen de zes maanden na oprichting ervan mag een deel oprichtings- en begeleidingssteun voor drie jaar omvatten vanaf de oprichting ervan met terugwerkende kracht betreffende dat deel op de datum van oprichting ervan. Voor de CVGL's opgericht in 2006 die die steun nog niet gekregen hebben, wordt de termijn van zes naar 18 maanden gebracht. De steun komt bovenop de investeringssteun bepaald bij dit besluit en op de wijze bepaald in hoofdstuk VI.

§ 6. Bij de indiening van de aanvraag tot uitbetaling van de voorziene steun toegekend door het plan moet de CVGL voor elke investering, naast het verantwoordingsstuk voorzien in zijn plan, het proces-verbaal van beslissing tot investering, medeondertekend door alle leden van de CVGL, indienen.

§ 7. Indien de CVGL in de loop van de uitvoering van het plan een lid verliest en zo § 1 niet in acht genomen wordt, dient de CVGL er het bestuur over in te lichten en beschikt het over zes maanden om een vervanger te vinden. Als na afloop van die termijn de vereisten van § 1 nog steeds niet nagekomen zijn, wordt het plan onderbroken, maar de steun die de leden reeds gekregen hebben, blijven verworven.

Art. 10. § 1. Een voedergroepering die samengesteld is overeenkomstig artikel 11 en dat door het bestuur is erkend, kan in aanmerking komen voor steun voor de investeringen in de groepering en een investeringsplan over drie jaar indienen.

§ 2. Overeenkomstig het voorgeschrevene van bijlage III bepaalt de Minister de detailinhoud van het plan. Om voor de steun in aanmerking te komen, moeten de voedergroeperingen een investeringsplan over drie jaar bij het bestuur indienen, bij aangetekend schrijven en in de voorstellingsvorm die laatstgenoemde heeft vastgelegd. Er dient eveneens een elektronisch afschrift te worden ingediend. De investeringen waarvoor de voedergroeperingen in aanmerking komen, worden nader bepaald in bijlage III. Aan de hand van een bericht van ontvangst, opgestuurd binnen de tien werkdagen, wordt aan de aanvrager kennis gegeven van het feit dat het dossier ontvankelijk is of, in voorkomend geval, dat er stukken ontbreken.

§ 3. Een investeringsplan dat ingediend wordt door een voedergroepering binnen de zes maanden na oprichting ervan mag een deel oprichtings- en begeleidingssteun voor drie jaar omvatten vanaf de oprichting ervan met terugwerkende kracht betreffende dat deel op de datum van oprichting ervan. Voor de CVGL's opgericht in 2006 die die steun nog niet gekregen hebben, wordt de termijn van zes naar achttien maanden gebracht. De opstartsteun voor de groepering komt bovenop de investeringssteun bepaald bij dit besluit en op de wijze bepaald in hoofdstuk VI.

§ 4. Bij de indiening van de aanvraag tot uitbetaling van de voorziene steun toegekend door het plan moet de voedergroepering voor elke investering, naast het verantwoordingsstuk waarvan sprake in zijn plan, het proces-verbaal van beslissing tot investering, medeondertekend door alle leden van de voedergroepering, indienen. De steun wordt rechtstreeks aan de leden betaald, in verhouding tot het aandeel dat zij nemen in de gesteunde financiering van het materiaal.

§ 5. Indien de CVGL in de loop van de uitvoering van het plan een lid verliest en zo § 1 niet in acht genomen wordt, dient de CVGL er het bestuur over in te lichten en beschikt het over zes maanden om een vervanger te vinden. Als na afloop van die termijn de vereisten van § 1 nog steeds niet nagekomen zijn, wordt het plan onderbroken, maar de steun die de leden reeds gekregen hebben, blijven verworven.

Art. 11. Een landbouwer die tegelijk lid is van meerdere CVGL's of voedergroeperingen mag niet tegelijk deelnemen aan meer dan twee door laatstgenoemden voorgestelde plannen. Een CVGL die bestaat uit minstens twee derde vennoten die tegelijk deel uitmaken van een andere CVGL die reeds een investeringsplan heeft voorgesteld of die reeds voorheen vennoten zijn geweest in een andere cvgl komt niet in aanmerking voor steun.

Art. 12. De steun voor landbouwers, CVGL's, voedergroeperingen of groeperingen van melkproducenten waarvan de investeringsplannen over drie jaar zijn goedgekeurd overeenkomstig de maximale steunniveaus bepaald in de artikelen 13 en 15 zijn :

— een financiële steun, volgens een verdeling aangegeven in het goedgekeurde plan, in de vorm van ofwel :

1. een rentetoeelage die gelijk is aan het verschil tussen het referentiepercentage bepaald in artikel 1, 31°, die in werking is op het tijdstip van de ondertekening van de lening met de kredietinstelling en het minimumpercentage van 2 % ten laste van de steungerechtigde. Het percentage van de rentetoeelage mag niet hoger zijn dan 5 % en de rentetoeelage heeft betrekking op een maximumduur van zeven jaar voor de investeringen in materiaal en van maximum vijftien jaar voor de investeringen in gebouwen.

Per investering mag de steun in geen geval de bedragen bepaald in de artikelen 13 en 15 overschrijden;

2. een tegemoetkoming in het kapitaal, in één schijf uitbetaald als het steunbedrag lager is dan € 10.000, twee schijven als het ligt tussen € 10.000 en 20.000 en drie schijven als het hoger is dan € 20.000.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt de tegemoetkoming in het kapitaal bij voorrang voorbehouden voor investeringen in materieel;

3. een combinatie van de steunmaatregelen die de rentetoeelage en de kapitaalpremie zijn;

— de overheidsgarantie die toegekend kan worden voor elke investering van het investeringsplan dat in aanmerking komt voor een steunmaatregel bepaald bij dit besluit en waarvoor er een lening aangevraagd wordt bij een openbare of privé-instelling die daartoe wordt erkend.

Art. 13. Het maximumniveau van de steun toegekend voor elk bestanddeel van het investeringsplan over drie jaar vereist bij artikel 5, § 2, wordt als volgt bepaald :

— een maximumsteun die gelijk is aan 10 % van de in aanmerking komende waarde van de investering wordt toegekend voor investeringen in :

1. de aankoop, de aanpassing, de vervanging die de drempels bepaald bij artikel 1, 22°, overschrijden, van nieuw of tweedehands materiaal op de wijze van artikel 91 voor de verderzetting of de ontwikkeling van een productie-, toeristische, pedagogische of ambachtelijke activiteit die reeds uitgeoefend werd in een bedrijf, een vereniging van bedrijven, een CVGL, een voedergroepering, een groepering van melkproducenten;

2. de bouw of de aankoop van gebouwen met inachtneming van volgende voorwaarden :

— voor de pluimvee- of varkenshouderijen, enkel in het geval van een productie met gedifferentieerde kwaliteit en voorzover de investeringen vallen onder klassen 2 of 3 ter zake van de milieuvergunning;

— voor de investeringen in veehouderij- of melkproductiegebouwen, een grondgebondenheidscijfer vertonen zoals omschreven in artikel R.212, § 3, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het duurzaam stikstofbeheer - lager dan of gelijk aan 1 tijdens het jaar van de aanvraag en die drempel niet te boven gaan tijdens de uitvoering van het goedgekeurde plan;

— voor investeringen in gebouwen in de sector van de melkproductie die leiden tot overschrijding van de referentiehoeveelheid, behalve wanneer vooraf een extra referentiehoeveelheid is toegestaan of via overdracht is verkregen. In dat geval wordt de steun slechts verleend indien de investering niet tot gevolg heeft dat het aantal melkkoeien tot meer dan 50 per VAK en meer dan 200 per bedrijf, vereniging van melkproducenten of groepering van melkproducenten stijgt;

— met uitsluiting van de gebouwen voor toeristische, pedagogische of ambachtelijke activiteiten in of buiten het bedrijf;

3. de verplaatsing van gebouwen van een bedrijf wegens het openbaar nut of indien de verhuurder de huur van het landbouwbedrijfshoofd opzegt en die opzeg bekrachtigd is door de vrederechter of verantwoord is wegens de leefmilieuvorschriften met inachtneming van de voorwaarden van artikel 13, § 1, 2;

4. de grondverbeteringswerken;

5. de ingrijpende renovatie en het herstel van gebouwen die noodzakelijk zijn voor de voortzetting van de beroepsactiviteiten die in het bedrijf reeds ondernomen zijn door een CVGL of een voedergroepering met inachtneming van de sectorale voorwaarden bepaald in artikel 13, § 1, 2. Onder renovatie wordt verstaan de aanpassing van de bestaande gebouwen aan de huidige technische beheersnormen, met inachtneming van de stedenbouwkunige voorschriften. De renovatie wordt als ingrijpend beschouwd indien de kostprijs minstens 50 % van de waarde van een gelijkaardig nieuw gebouw vertegenwoordigt. Onder herstel wordt de vernieuwing zonder structurele wijziging van bestaande gebouwen beschouwd, met het oog op sanering na opgelopen schade.

§ 2. Een maximumsteun die gelijk is aan 25 % van de in aanmerking komende waarde van de investering wordt toegekend voor investeringen in :

— materieel voor de diversificatie van de land- en/of tuinbouwproductie in het bedrijf, met inbegrip van de eerste verwerking en de verkoop op de hoeve. Onder diversificatie wordt het op de markt brengen verstaan, door het landbouwbedrijfshoofd, van een al dan niet verwerkt product dat voorheen niet verhandeld werd op het bedrijf of dat verhandeld zal worden, dankzij de investering, tegen een waarde die 20 % hoger is in de toegevoegde bruto-eenheidswaarde tegenover zijn equivalent voor de diversificatie;

— materieel voor de verbetering van de leef- en werkomstandigheden van het landbouwbedrijfshoofd, opgenomen in een door de Minister bepaalde lijst;

— specifiek materieel voor de productie van biobrandstoffen en/of hernieuwbare energie met producten of nevenproducten van de landbouwactiviteit van het bedrijf of de coöperatieve;

— installaties voor de behandeling van dierlijke mest met de productie van biobrandstoffen en hernieuwbare energie;

— de inrichting van gebouwen en/of de aanpassing van materieel om energiebesparingen door te voeren als aanvulling op andere overheidssteun die het Gewest reeds verstrekt en met inachtneming van de maximale steunbedragen bepaald door Verordening (EG) 1698/2005;

— de verbouwing of de inrichting van gebouwen gelegen in de zetel van het bedrijf voor de ontwikkeling van toeristische, pedagogische of ambachtelijke activiteiten die voorheen niet uitgeoefend werden in het bedrijf. De aankoop en de bouw van gebouwen om dergelijke activiteiten in of buiten het bedrijf te ontwikkelen komen niet in aanmerking voor steun;

— materieel dat specifiek bestemd is voor een toeristische, pedagogische of ambachtelijke activiteit die daadwerkelijk in het bedrijf uitgeoefend wordt;

— nieuwe gebouwen of de verbouwing van bestaande gebouwen van het bedrijf specifiek bestemd voor een gedifferentieerde productie bij de opstart of de eerste uitbreiding. De producten dienen te voldoen aan de definitie van artikel 1, 26°; de investeringen moeten vallen onder de klassen 2 of 3 van de milieuvergunning en het landbouwbedrijfshoofd moet er zich toe verbinden die productie voor minstens zes jaar voort te zetten;

— de specifieke kosten bij de aanpassing van bestaande gebouwen om te voldoen aan de wettelijke normen die de communautaire minimumnormen te boven gaan of om te voldoen aan de Europese minimumnormen op het gebied van milieubescherming, volksgezondheid, dierenwelzijn of veiligheid op het werk, binnen de 36 maanden na goedkeuring ervan op EG-niveau of tijdens de overgangperiode bedoeld bij de verordening of indien de capaciteit niet verhoogd wordt;

— aanpassing van bestaande gebouwen om te voldoen aan de Europese minimumnormen op het gebied van milieubescherming, volksgezondheid, dierenwelzijn of veiligheid op het werk door jonge landbouwbedrijfshoofden zoals omschreven in artikel 22 van Verordening (EG) 1698/2005, binnen de 36 maanden na hun vestiging indien de capaciteit niet verhoogd wordt;

— de vermindering van de emissies van vervuilende landbouwgasen;

— de installatie van systemen voor de filtrering van de ventilatielucht in de dierengebouwen, alsook hun ventilatiesystemen met gemengde lucht;

— de investeringen die bijdragen tot de bescherming van de leefmilieukwaliteit en het dierenwelzijn, opgenomen in een lijst bepaald door de Minister;

— de investeringen voor waarnemings- en waarschuwingssystemen in het kader van de geïntegreerde bestrijding.

§ 3. Bij wijze van overgangsmaatregel blijft de gewestelijke steun voor het in overeenstemming brengen van de opslagcapaciteiten voor dierlijke mest, bepaald bij het ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van de opslaginfrastructuren voor dierlijke mest, in werking tot en met 31 december 2008.

Art. 14. De aankoop van grond, eenjarige planten, plantages van eenjarige planten, bedrijfstoelagen, quota's, dieren en de eenvoudige vervangingsverrichtingen komen niet in aanmerking voor investeringssteun, behalve uitzonderingen bepaald bij dit besluit. Hetzelfde geldt voor draineringswerken en werken of de aankoop van irrigatiematerieel, tenzij die investeringen een vermindering van het waterverbruik met minstens 25 % opleveren.

Art. 15. De investeringssteunniveaus bepaald in artikel 13 worden verhoogd met :

— vijf procentpunten als het investeringsplan ingediend wordt door een CVGL of een landbouwbedrijfshoofd dat sinds minder dan zes jaar gevestigd is en dat de leeftijd van veertig jaar niet bereikt op de datum van mededeling van de ontvankelijkheid van het plan. Indien degene die de verhoging geniet voor landbouwbedrijven die sinds minder dan zes jaar gevestigd zijn, lid is van een vereniging, wordt die verhoging in verhouding toegekend tot de deelname van de gerechtigde in de vereniging. Indien het landbouwbedrijfshoofd dat die verhoging geniet, afgevaardigd-bestuurder, zaakvoerder of vennoot-zaakvoerder is van een rechtspersoon, wordt die verhoging in verhouding toegekend tot de deelname van de gerechtigde in die rechtspersoon;

— vijf procentpunten als het investeringsplan ingediend wordt door een landbouwer in een probleemgebied zoals omschreven in artikel 1, 27°;

— 2,5 procentpunten als het investeringsplan en alle eventuele aanvragen tot aanpassing van dat plan ingediend worden door een landbouwbedrijfshoofd dat een beroep heeft gedaan op een erkend adviseur.

Art. 16. Er mogen niet meer dan twee verhogingen, bepaald in artikel 15, toegevoegd worden aan de maximale steunniveaus die toegekend worden voor elk bestanddeel waarvan sprake in het investeringsplan over drie jaar volgens de niveaus bepaald in artikel 13.

Art. 17. Om ontvankelijk te zijn, dient een investeringsplan minstens € 15.000 aan investeringen over de gehele duur te voorzien en elke investering waarvan sprake in het plan moet op zich meer bedragen dan € 5.000. De maximumwaarde die per investering waarvan sprake in het plan voor steun in aanmerking komt, bedraagt € 100.000 voor de investeringen in materiaal en € 250.000 voor de investeringen in gebouwen. Die maximumwaarden die voor steun in aanmerking komen worden verhoogd met 50 % indien het investeringsplan ingediend wordt door een CVGL, voor de specifieke investeringen in de tuinbouwsector of voor het eerste plan uitgevoerd door een vereniging van melkproducenten.

Art. 18. Maximumbedrag van de toegekende steun, per goedgekeurd plan :

§ 1. Er wordt een maximumbedrag van € 100.000 vastgelegd voor het opgetelde totaal van alle steunvormen die aan een landbouwer worden toegekend voor de verschillende, in aanmerking komende investeringen die zijn uitgevoerd over de gehele duur van het investeringsplan over drie jaar.

§ 2. De aanvrager dient erover te waken dat het totaal van de steunmaatregelen waarop hij aanspraak maakt wanneer hij zijn plan indient, de drempel bepaald in § 1 niet overschrijdt.

§ 3. Wordt het maximumbedrag bepaald in § 1 onverschreden vóór de analyse van de aanvraag en de eventuele weigering van sommige investeringen, worden alle aangevraagde steunmaatregelen verhoudingsgewijs verminderd om de drempel waarvan sprake in § 1 te bereiken.

§ 4. Behalve in de gevallen bepaald in artikel 8, § 6, wordt het in § 1 bepaalde maximumbedrag van het volgende plan bij vroegtijdige onderbreking van een plan verminderd met € 2.800 per volledige maand tussen de datum van de onderbreking en het voorgezette einde van het goedgekeurde investeringsplan.

Art. 19. Het referentie-inkomen mag het gemiddelde bruto-loon van werknemers die niet in de landbouw actief zijn, niet overschrijden. Jaarlijks bepaalt de Minister het in overweging te nemen referentie-inkomen.

Art. 20. De Minister bepaalt de gevallen en de mate waarin de steun geheel of gedeeltelijk kan worden verleend in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening zonder dat de toegelaten tegemoetkomingsmaxima overschreden worden.

Art. 21. § 1. Indien meerdere landbouwers hun bedrijven die niet het resultaat zijn van de verdeling van een bedrijf dat voorheen één geheel vormde, samenvoegen en elk lid van de vereniging voldoet aan de vereisten van artikel 5, § 1, van dit besluit, gelden artikel 8, § 6, en artikel 18, § 4, van dit besluit niet. De leden mogen de verwezenlijking van hun lopende investeringsplan onderbreken en de vereniging mag in eigen naam een nieuw investeringsplan over drie jaar indienen. De verenigde landbouwers moeten een verenigingsovereenkomst voorleggen dat mede-ondertekend is door allen, die zich daar hoofdelijk toe verbinden. De vereniging moet minstens even lang duren als de subsidie en niet minder lang dan zes jaar.

§ 2. Voor het eerste investeringsplan dat ingediend wordt door nieuwe bedrijvenverenigingen die de vereisten van § 1 naleven, wordt het maximumbedrag, afwijkend van artikel 18, § 1, vastgelegd op € 75.000 per verenigingslid, met als maximumbedrag € 250.000 voor de vereniging. Voor haar eerste plan kan een nieuwe vereniging een verhoging krijgen met 50 % van de maximumwaarden van de in artikel 17 bepaalde investeringen die voor steun in aanmerking komen. De vereniging dient een volledig investeringsplan voor te leggen met inachtneming van de structuur en de nauwkeurigheidsgraad bepaald in bijlage I.

§ 3. Voor een vereniging van melkproducenten mag de houder van de productie-eenheid vanaf welke de leveringen en/of de rechtstreekse verkopen van de vereniging van melkproducenten plaatsvinden de specifieke investeringen die nodig zijn voor de ontwikkeling van de productie- en verhandelingsactiviteiten van de vereniging, in zijn investeringsplan opnemen. Dat plan moet voldoen aan het voorgeschreven van bijlage I en de procedure volgen voor dat soort plannen. In dat geval is artikel 21, § 1, niet van toepassing.

§ 4. Een groepering van melkproducenten mag een investeringsplan indienen dat noodzakelijk is voor de ontwikkeling van de activiteiten van de groepering. Dat plan dekt alle investeringen die de leden van de groepering voorzien hebben voor al hun producties. Dat plan moet voldoen aan het voorgeschreven van bijlage III en de procedure volgen voor dat soort plannen. Bij de oprichting van de groepering worden de lopende individuele plannen van de leden die de nieuwe groepering vormen, tenietgedaan en artikel 21, § 1, is dan van toepassing.

HOOFDSTUK IV. — *Vestigingssteun aan jonge landbouwbedrijfshoofden : ontwikkelingsplan*

Art. 22. Voor de vestigingssteun voor de oprichting of de gehele overname van een landbouwbedrijf of voor een gedeeltelijke overname van een bedrijf in maximum twee fases die elk minstens 25 % dekken van de gehele waarde van de in aanmerking komende investeringen van de overname komt in aanmerking :

1. degene die zich voor het eerst vestigt in een bedrijf als landbouwbedrijfshoofd in hoofdberoep zoals omschreven in artikel 1, 6°, en landbouwer wordt;

2. degene die een voldoende beroepskwalificatie kan aantonen zoals bedoeld in artikel 3 en minstens twintig jaar oud is - behalve gevallen van overmacht - en minder oud is dan hoogstens veertig jaar op de datum van de indiening van de steunaanvraag en reeds een stage doorlopen heeft die in overeenstemming is met de vereisten van het decreet van het Waalse Gewest van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw of met het besluit van de Duitstalige Gemeenschap van 27 mei 1993 betreffende de beroepsopleiding en de bijscholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en de latere wijzigingen ervan;

3. degene die de individuele steun aanvraagt voor de vestiging in een termijn die met minder dan drie maanden de datum overschrijdt van de officiële vestiging als landbouwer, landbouwbedrijfshoofd in hoofdberoep of degene die zich voor het eerste vestigt als landbouwer, landbouwbedrijfshoofd in hoofdberoep binnen de zes maanden na indiening van het ontwikkelingsplan bij het bestuur.

De vestiging van een natuurlijke persoon als landbouwer wordt bevestigd als hij onder het sociaal statuut voor zelfstandige bedrijfshoofden valt en aan de hand van elk ander document op grond waarvan zijn statuut t.o.v. van deze regelgeving kan worden vastgelegd. Voor de rechtspersonen wordt nagekeken of die voorwaarde voor de afgevaardigd bestuurder of de zaakvoerder vervuld is. Daarnaast dient de rechtspersoon aan te tonen dat elke afgevaardigd-bestuurder of zaakvoerder op het ogenblik van de oprichting over een voldoende beroepskwalificatie beschikt voor de eerste vestiging. Die voorwaarde moet vervuld zijn op het ogenblik van de indiening van de aanvraag;

4. degene die een ontwikkelingsplan bij het bestuur indient. Dat plan omvat minstens een overname- of oprichtingsdossier met globale doelstellingen over zes jaar en omstandige doelstellingen over drie jaar, al dan niet aangevuld met een investeringsplan over drie jaar, zoals omschreven in hoofdstuk III van dit besluit. Het ontwikkelingsplan moet verplicht de kwantitatieve en kwalitatieve doelstellingen en een tijdschema voor de uitvoering ervan vastleggen. Er dienen per plan opvolgingsindicatoren vastgelegd te worden voor de uitvoering van het ontwikkelingsplan. Overeenkomstig het voorgeschrevene van bijlage IV bepaalt de Minister de detailinhoud van het plan;

5. degene die een beroep doet op een adviseur om hem van raad te voorzien bij de opstelling van het ontwikkelingsplan. De adviseur moet het ontwikkelingsplan waarvan sprake in bovenvermeld punt 4 mede-ondertekenen;

6. degene die een adviseur aan zich bindt voor een minimumperiode van drie jaar en een boekhouding voert overeenkomstig de vereisten van artikel 4;

7. degene die aantoonde dat het bedrijf waar hij zich vestigt, de normen naleeft inzake de opslagcapaciteit van dierlijke mest, bepaald bij het ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van de opslaginfrastructuren voor dierlijke mest. Bij ontstentenis, degene die zich ertoe verbindt het in overeenstemming brengen van zijn opslagcapaciteit van dierlijke mest als eerste investering op te nemen in het investeringsplan en die investering voor elke andere te verrichten en in elk geval binnen de 36 maanden volgend op de datum van zijn vestiging;

8. degene die binnen een termijn van drie jaar minstens één VAK kan aantonen op het overgenomen gedeelte en een inkomen kan genereren dat minstens gelijk is aan de geregionaliseerde inkomensdrempel per VAK.

Art. 23. § 1. Ter afwijking van artikel 5, § 1, 1^o, hoeft degene die zich voor het eerst vestigt in een bedrijf als landbouwbedrijfshoofd in hoofdberoep geen drie jaar activiteit in die hoedanigheid aantonen om een investeringsplan te mogen indienen.

§ 2. Ter afwijking van artikel 5, § 1, 2^o, moet degene die zich voor het eerst vestigt in een bedrijf als landbouwbedrijfshoofd in hoofdberoep de voldoende beroepskwalificatie verwoord in artikel 3, en niet die bepaald in artikel 2, aantonen om een investeringsplan te mogen indienen.

§ 3. Ter afwijking van artikel 5, § 1, 4^o, hoeft degene die zich voor het eerst vestigt in een bedrijf als landbouwbedrijfshoofd in hoofdberoep niet te beschikken over een bruto-inkomen vóór belastingen die hoger is dan 75 % van het referentie-inkomen bedoeld in artikel 19 om een investeringsplan te mogen indienen.. Artikel 22, § 8, blijft van toepassing.

§ 4. Ter afwijking van artikel 14 mag het ontwikkelingsplan per diersoort een investering omvatten ter (weder)aanvulling van het (de) veebestand(-en) van het overgenomen of opgerichte bedrijf. Die investering moet uitgevoerd worden binnen de twaalf maanden volgend op de datum van overname of oprichting.

Art. 24. § 1. Elk ontwikkelingsplan moet bij aangekend schrijven door de aanvrager worden ingediend bij het bestuur en met inachtneming van de door het bestuur bepaalde voorstellingswijze. Er dient eveneens een elektronisch afschrift te worden ingediend. Aan de hand van een bericht van ontvangst, opgestuurd binnen de tien werkdagen, wordt aan de aanvrager kennis gegeven van het feit dat het dossier ontvankelijk is of, in voorkomend geval, dat er stukken ontbreken.

§ 2. Het ontwikkelingsplan wordt door een vertegenwoordiger van de bevoegde buitendienst van het bestuur voorgelegd aan een adviescomité. Het adviescomité bestaat uit een vertegenwoordiger van de Directie Landbouwstructuren van het bestuur, uit de vertegenwoordiger van de buitendienst die het plan indiende, uit een deskundige in de landbouweconomie, aangewezen door het bestuur, en uit een technisch expert in de overwogen technisch-economische oriëntatie, aangewezen door het bestuur.

Het adviescomité mag de aanvrager erom verzoeken zijn ontwikkelingsplan met de bijstand van de adviseur uiteen te zetten en te verdedigen.

§ 3. Het adviescomité analyseert het ontwikkelingsplan. Het beoordeelt de waarde van de investeringen voor overname of oprichting, de relevantie van die overname of oprichting voor de aanvrager op technisch en economisch vlak en, in voorkomend geval, de relevantie en de samenhang van het ter aanvulling voorziene investeringsplan. Het brengt tegenover de Minister en de inspecteur-generaal van het bestuur advies uit, op zowel kwalitatief als kwantitatief vlak, over de geldigheid van de doelstellingen voor de eerste vestiging en gaat na of het inkomen dankzij het ontwikkelingsplan binnen een termijn van drie jaar de geregionaliseerde inkomensdrempel van het overwogen jaar bereikt.

Het adviescomité brengt een niet-dwingend, positief, negatief of voorwaardelijk gemotiveerd advies uit over de aanpassing van de voorwaarden van het plan, binnen de vier maanden volgend op de datum van mededeling bedoeld in artikel 24, § 1.

§ 4. Voor een geheel of gedeeltelijk negatief advies uit te brengen, dient het Comité de aanvrager er met motivering over in te lichten. Laatstgenoemde beschikt over één maand om desgewenst een herzien ontwikkelingsplan in te dienen. De termijnen voor de indiening van adviezen door het Comité en voor de mededeling van de beslissing door de Minister worden dan met twee maanden verlengd.

§ 5. De aanvrager kan kennis nemen van het gemotiveerde advies, verstrekt door het Adviescomité.

Art. 25. § 1. De Minister is bevoegd voor het volledig, gedeeltelijk of onder voorwaarden aanvaarden dan wel het weigeren van het investeringsplan over drie jaar. Er dient een beslissing te worden medegedeeld aan de aanvrager binnen de zes maanden volgend op de kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag bepaald bij artikel 24, § 1.

Blijft enige reactie uit binnen die termijn, dan wordt het plan geacht als in aanmerking te zijn genomen en de Minister moet er de aanvaarding van mededelen aan de aanvrager binnen de dertig dagen volgend op die vervaldatum.

§ 2. De kennisgeving dat het investeringsplan door de Minister is aanvaard maakt gewag van de waarde en de aard van de gesteunde investeringen en, per investering, van het bedrag, de vorm van de steun, het tijdschema voor de uitvoering ervan, de opvolgingsindicatoren en de stukken die als investeringsbewijs voorgelegd dienen te worden. Elke individuele investering die steun krijgt kan, wat betreft de lening voor de investering waarvan sprake, in aanmerking komen voor de overheidsgarantie zoals bepaald in artikel 12, § 2.

Wat juist door de garantie gedekt wordt, wordt door het bestuur geval per geval beoordeeld wanneer de lening afgesloten wordt. Als de steun in de vorm van een rentetoelage wordt gegeven, worden de voorwaarden voor de rentetoelage voor de lening die bedoelde investering financiert, bepaald in een officieel stuk dat aan de bankinstelling moet worden overhandigd.

§ 3. Indien de steun in de vorm van een rentetoelage gegeven wordt, wordt het referentiepercentage dat in de voorwaarden opgenomen is, het referentiepercentage dat geldig is bij de daadwerkelijke ondertekening van de lening door de gerechtigde met de kredietinstelling. In voorkomend geval moet de duur van de steun worden aangepast om het maximumbedrag per investering bepaald in de artikelen 13 en 26 te handhaven.

Art. 26. De maximale steunmaatregelen voorzien voor een ontwikkelingsplan zijn :

Voor het deel overname of oprichting :

§ 1. Op de eerste schijf van € 100.000 in aanmerking komende investeringen, een kapitaalsteun gelijk aan 45 % van de investering die gestort wordt op de wijze bepaald in artikel 12, § 1, 2°.

§ 2. Op de tweede schijf investeringen van € 100.001 tot € 175.000, een rentetoelage die gelijk is aan het verschil tussen het referentiepercentage bepaald in artikel 1, 31°, die in werking is op het tijdstip van de ondertekening van de lening met de kredietinstelling en het minimumpercentage van 1,00 % ten laste van de steungerechtigde. Het maximale steunbedrag in de vorm van een rentetoelage bedraagt € 10.000. Het percentage van de rentetoelage mag niet hoger zijn dan 5 % en de rentetoelage heeft betrekking op een maximumduur van 15 jaar voor de investeringen in gebouwen en van maximum 7 jaar voor de andere investeringen. In voorkomend geval wordt de duur van de subsidie teruggebracht om het maximumbedrag van € 10.000 na te leven.

§ 3. Op de derde schijf van € 175.001 tot € 300.000, een gewestelijke steun in de vorm van een rentetoelage die gelijk is aan het verschil tussen het referentiepercentage bepaald in artikel 1, 32°, die in werking is op het tijdstip van de ondertekening van de lening met de kredietinstelling en het minimumpercentage van 1,00 % ten laste van de landbouwer. Het maximale steunbedrag in de vorm van een rentetoelage bedraagt 25.000 €. Het percentage van de rentetoelage mag niet hoger zijn dan 5 % en de rentetoelage heeft betrekking op een maximumduur van zeven jaar. In voorkomend geval wordt de duur van de subsidie teruggebracht om het maximumbedrag van € 25.000 na te leven.

§ 4. De overheidsgarantie, tegen de voorwaarden van artikel 12, § 2, toegekend voor alle leningen voor investeringen die overeenkomstig dit besluit in aanmerking komen en voor een maximumduur van vijftien jaar.

Voor het deel investeringen. Steunmaatregelen die gelijkwaardig zijn aan die bepaald in hoofdstuk III, artikelen 13 tot en met 18, mits naleving van de vereisten en drempels bepaald in dit hoofdstuk. In afwijking van artikel 12, § 1, wordt het minimumpercentage van de jongere bij een eerste vestiging die een ontwikkelingsplan heeft, evenwel teruggebracht tot 1 %.

Art. 27. Het samengetelde totaalbedrag van de steun voor vestiging van jonge landbouwers bepaald in artikel 26, A), in één of twee fasen, mag niet hoger zijn dan € 80.000.

Art. 28. De installatie mag hoogstens in twee fasen verlopen.

Het totaal van de steunbedragen bij de vestiging, toegekend bij beide fasen, mag het maximumbedrag van artikel 27 niet overschrijden. Indien één fase of fases uitgevoerd zijn tijdens een voorgaande programmering, kan het niet-toegekende saldo van het maximumbedrag bepaald in artikel 27 verkregen worden mits inachtneming van de vereisten van dit besluit.

Art. 29. De Minister bepaalt de gevallen en de mate waarin de steun geheel of gedeeltelijk kan worden verleend in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening.

Art. 30. De investeringen die in aanmerking worden genomen voor het deel overname of oprichting van het ontwikkelingsplan zijn respectievelijk :

- de overname of de aankoop van materiaal;
- de overname of de aankoop van levend vee en de eventuele wederaanvulling van vee tijdens het eerste jaar;
- de overname (aankoop van gebouwen van het overgenomen bedrijf) of de bouw en de aankoop van gebouwen;
- de overname of de aankoop van voorraden tot maximum 20.000 euro per bedrijf;
- de vergoeding van navetten tot maximum 350 per ha;
- de vergoeding van groeiende teelten tot maximum 750 euro per ha en de overname van tuinbouwteelten na verantwoording van de waarde;
- de afkoop van deelbewijzen in een landbouwbedrijf als reeds bestaand rechtspersoon tegen de representatieve waarde van elk deelbewijs van de investeringen voor de overname, opgenomen in de punten 1 tot en met 6, bovenvermeld, onverminderd alle bepalingen van dit hoofdstuk. Die waarde wordt vastgesteld op grond van een expertise met omstandige inventaris door een bedrijfsrevisor, erkend door het Instituut der bedrijfsrevisoren;
- de kosten voor het opstellen van het ontwikkelingsplan, adviseurskosten niet meegerekend.

HOOFDSTUK V. — *Begeleiding bij de voorbereiding en de uitvoering van de investerings- en de ontwikkelingsplannen*

Art. 31. Het advies voor de voorbereiding en/of de opvolging van de uitvoering van de plannen bedoeld in de hoofdstukken III en/of IV kan enkel door een adviseur gegeven worden.

Art. 32. § 1. Het bestuur erkent de adviseringsstructuren en de adviseurs volgens de criteria verwoord in bijlage VI.

§ 2. Een adviseur die tijdens éénzelfde jaar meer dan drie investerings- en/of ontwikkelingsplannen medeondertekent die geweigerd worden voor meer dan 50 % van de waarde van de per plan aangevraagde steunmaatregelen, verliest zijn erkenning. Bij meer dan tien plannen wordt de sanctiedrempel vastgelegd op 30 % van de ingediende plannen die geweigerd worden voor meer dan 50 % van de waarde van de per plan aangevraagde steunmaatregelen.

§ 3. Een adviseringsstructuur waarvan de erkenning jaarlijks tijdens twee opeenvolgende jaren ingetrokken wordt voor meer dan vijf adviseurs of, als de structuur minder dan 20 adviseurs telt, voor meer dan een kwart ervan, verliest zijn erkenning.

§ 4. Het bestuur moet de intrekking van de erkenning mededelen aan de adviseringsstructuur met een vooropzeg van twee maanden. Laatstgenoemde beschikt over één maand om een beroep bij de Minister in te dienen.

Art. 33. Het landbouwbedrijfshoofd moet het advies van de adviseur niet volgen bij de uitwerking van zijn ontwikkelingsplan. Zijn de meningen uiteenlopend, moet de adviseur, die het ontwikkelingsplan mede moet ondertekenen, verplicht om in een bijlage bij het plan zijn alternatieve voorstel(len) te melden.

Art. 34. Het landbouwbedrijfshoofd kan een beroep doen op verschillende adviseurs voor het opstellen en voor de uitvoering van het ontwikkelingsplan. Indien er een opeenvolging is van meerdere adviseurs bij de opstelling van een ontwikkelingsplan, moeten de naam en de redenen voor hun vervanging opgegeven worden in het bij het bestuur ingediende plan.

Art. 35. Er wordt aan elke landbouwer die erom verzoekt, een gewestelijke steun toegekend in de vorm van een dienstverleningscheque waarmee 80 % van de kosten voor de opstelling van een plan gedekt kan worden. Het maximumbedrag van de in aanmerking komende kosten wordt vastgelegd op € 800 voor een investeringsplan en € 1.200 voor een ontwikkelingsplan dat al dan niet een investeringsplan bevat. De helft van de dienstverleningscheque wordt uitbetaald bij de indiening van het plan bij het bestuur, het saldo bij aanvaarding ervan. Het saldo wordt niet uitbetaald als het plan wordt geweigerd.

Er wordt geen specifieke steun verleend voor de begeleiding van de aanpassingen van een plan, maar als een dienstverleningscheque niet volledig gebruikt wordt, kan het saldo worden gebruikt om de kostprijs te dekken van de adviseur voor de ingediende aanpassingen.

Art. 36. Er wordt aan elk landbouwbedrijfshoofd met een goedgekeurd plan die er bij de indiening van dat plan om verzoekt, een gewestelijke steun toegekend in de vorm van een dienstverleningscheque die 80 % dekt van de kostprijs die verbonden is aan de opvolging van de uitvoering van een plan. Het maximumbedrag van de in aanmerking komende kosten wordt vastgelegd op € 900 voor een investeringsplan en € 1.200 voor een ontwikkelingsplan dat al dan niet een investeringsplan bevat. Eén derde van de dienstverleningscheque wordt uitbetaald bij de indiening, bij het bestuur, van de jaarverslagen of van het slotverslag met betrekking tot de uitvoering van het door de adviseur opgestelde plan, op de door het bestuur bepaalde voorstellingswijze. Indien het verslag voor de uitvoering van het plan niet bij het bestuur is ingediend binnen de drie maanden volgend op het einde van het overwogen jaar of op het einde van het plan, wordt het saldo niet uitbetaald en verliest de adviseur zijn erkenning.

HOOFDSTUK VI. — *Gewestelijke steun voor de opstart van de groeperingen*

Art. 37. § 1. Er wordt een gewestelijke opstartsteun verleend aan erkende groeperingen die minstens tot doel hebben :

- onderlinge bijstand tussen bedrijven die steun, vallend onder dit besluit, kunnen krijgen;
- de invoering van alternatieve landbouwmethoden;
- een rationeler gemeenschappelijk gebruik van de landbouwproductiemiddelen;
- een gezamenlijke exploitatie.

Die opstartsteun moet de beheerskosten helpen dekken tijdens de eerste drie jaar na de oprichting van bovenvermelde groeperingen.

§ 2. De federaties van groeperingen kunnen in aanmerking komen voor gewestelijke opstartsteun onder dezelfde voorwaarden als die bepaald voor de groeperingen zelf.

De toekenning van opstartsteun aan een federatie mag evenwel niet als gevolg hebben dat een groepering meer dan één keer de steun van § 1 krijgt.

Art. 38. Om steun te kunnen genieten, moet de groepering of federatie minstens drie aangesloten landbouwers tellen. Ze mag niet vóór het zesde jaar ontbonden worden en moet opgericht zijn in één van de volgende vormen :

1. een coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap;
2. een voedergroepering;
3. een CVGL;
4. een landbouwvereniging die voor de rechtspersoonlijkheid heeft gekozen;
5. een landbouwvennootschap die gezamenlijke exploitatie als doel heeft.

Art. 39. De groepering of federatie van groeperingen moet bewijzen dat de samenwerking sociaal of economisch verantwoord is.

Art. 40. Op het ogenblik van de aanvraag legt de groepering of de federatie haar statuten voor, alsook een overzicht van de verwachte - en eventueel gerechtvaardigde - uitgaven en ontvangsten.

Art. 41. De gewestelijke opstartsteun moet bijdragen tot het dekken van de beheerskosten.

Onder beheerskosten wordt verstaan: de kosten die verbonden zijn aan verrichtingen die van nature geen toegevoegde waarde geven aan de bedrijven van de betrokken landbouwers, met inbegrip van de kosten die inherent zijn aan het beheer van de arbeidskrachten en van het materiaal dat door het maatschappelijke doel vereist wordt.

De opstartsteun mag jaarlijks niet hoger zijn dan het totaalbedrag van de werkelijk gerechtvaardigde beheerskosten van het eerste activiteitsjaar; zij mag niet meer bedragen dan 50 % van het totale budget van de groepering of van de federatie van groeperingen.

De door de leden van de groepering of van de federatie van groeperingen betaalde jaarlijkse bijdragen moeten gedurende ten minste 3 jaar minstens gelijk zijn aan 22.500 € van de opstartsteun. Die steun wordt betaald tegen 50 % het eerste jaar en 25 % op het einde van beide daarna volgende jaren.

HOOFDSTUK VII. — *Steun aan de coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen*

Art. 42. De coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen kunnen specifieke steun genieten voor investeringen die gericht zijn op de verwezenlijking van hun maatschappelijke doel. Die steun heeft zowel betrekking op roerende als op onroerende goederen. Het collectieve gebruik moet elk ogenblik bewezen kunnen worden.

Art. 43. § 1. Om voor steun in aanmerking te komen, dient de coöperatieve een investeringsplan over drie jaar op te stellen, eveneens "plan" genoemd. Dat plan dient een volledig inzicht te verschaffen in de beginsituatie van de coöperatieve, evenals in de specifieke doelstellingen die bepaald worden met het oog op de verwezenlijking van zijn activiteiten. Het dient alle voorziene investeringen over drie jaar samen voor te stellen overeenkomstig de artikelen 48 tot en met 53, hun samenhang te tonen met de doelstellingen van de coöperatieve, hun economische en technische relevantie aantonen, evenals de lasten en opbrengsten die zij teweegbrengen. Het moet het bedrag van de steunmaatregelen, per investering en totaal, aangeven waarop de coöperatieve aanspraak kan maken.

§ 2. Overeenkomstig het voorgeschrevene van bijlage II bepaalt de Minister de detailinhoud van het plan. Elke steunaanvraag moet bij aangetekend schrijven worden ingediend bij het bestuur en met inachtneming van de door het bestuur bepaalde voorstellingswijze.

§ 3. Eénzelfde coöperatieve mag voor niet meer dan één investeringsplan tegelijk in aanmerking komen.

§ 4. De investering(en) waarvan sprake in het plan dient (-en) de daarvoor geldende communautaire normen na te leven.

Art. 44. De wijze van voorstelling, ontvangst en beoordeling door het bestuur, van beslissing door de Minister en, eveneens, van aanpassing en uitvoering van het plan bepaald in de artikelen 6, 7 en 8, § 1, 3, 4, en 5, zijn van toepassing.

Art. 45. Behalve in geval van wijziging van het maatschappelijke doel van de coöperatieve met het oog op de heroriëntering van de activiteiten of bij buitengewone omstandigheden, erkend door de Minister, mag een investeringsplan niet onderbroken worden in de twee jaar volgend op de datum van mededeling ervan door de Minister.

Art. 46. Geen enkele investering die uitgevoerd of aangevat is voor de formele goedkeuring door de Minister, komt voor steun in aanmerking.

Art. 47. Het staat een coöperatieve vrij een investering waarvan sprake in zijn goedgekeurde plan al dan niet uit te voeren; zij dient er het bestuur over in te lichten en het steunbedrag waarvan zij vrijwillig afziet, wordt afgetrokken van het totale maximumsteunbedrag bepaald in artikel 52.

Art. 48. Een maximumsteun die gelijk is aan 14 % van de in aanmerking komende waarde van de investering wordt toegekend voor investeringen die minstens voldoen aan één van de volgende criteria :

a) bijdragen tot de oriëntatie van de productie volgens de voorspelbare evolutie van de markten of nieuwe afzetmogelijkheden voor de landbouwproductie bevorderen, door een vlottere voortbrenging en afzet van nieuwe producten of kwaliteitsproducten, met inbegrip van de biologische landbouwproducten;

b) bijdragen tot de verbetering of de rationalisatie van de afzetkanalen of van het verwerkingsproces van de landbouwproducten;

c) bijdragen tot de verbetering van de kwaliteit, de presentatie en de verpakking van de producten of tot een beter gebruik van de nevenproducten, met name door afvalrecyclage;

d) de aanwending van nieuwe technologieën voor milieubescherming bevorderen;

e) bijdragen tot de verbetering van de kwaliteit en de sanitaire voorwaarden, en tot een betere controle erop.

Voor de investeringen die voldoen aan de criteria van het Waalse programma voor plattelandsontwikkeling 2007-2013, wordt de steun op 20 % gebracht.

Art. 49. De aankoop van grond, eenjarige planten, plantages van eenjarige planten, bedrijfstoelagen, quota's, dieren, vervoer en materieel voor het administratieve beheer van de coöperatieve en de eenvoudige vervangingsverrichtingen komen niet in aanmerking voor investeringssteun, behalve uitzonderingen bepaald bij dit besluit. Hetzelfde geldt voor draineringswerken en werken of de aankoop van irrigatiematerieel, tenzij die investeringen een vermindering van het waterverbruik met minstens 25 % opleveren.

Art. 50. Om ontvankelijk te zijn, dient een investeringsplan minstens € 30.000 aan investeringen over de gehele duur te voorzien en elke investering waarvan sprake in het plan moet op zich meer bedragen dan € 10.000. De maximumwaarde die per investering waarvan sprake in het plan voor steun in aanmerking komt, bedraagt € 250.000. De maximumwaarde die per investering waarvan sprake in het plan voor steun in aanmerking komt, bedraagt € 500.000.

Art. 51. De maximumbedragen voor in aanmerking komende investeringen bepaald in artikel 50 worden verhoogd met 30 % voor investeringen in :

— nieuwe technologieën voor milieubescherming bevorderen;

— de inrichting van gebouwen en/of de aanpassing van materieel om energiebesparingen door te voeren als aanvulling op andere, reeds toegekende overheidssteun.

Art. 52. Maximumbedrag van de toegekende steun, per goedgekeurd plan :

§ 1. Per investeringsplan over drie jaar wordt er een maximumbedrag vastgesteld op het samengevoegde totaal van alle steunmaatregelen toegekend aan de diverse investeringen die in het investeringsplan worden voorgesteld. Het niveau van dat maximumbedrag staat in verhouding tot het aantal stemmen in de algemene vergadering die in handen zijn van de landbouwers, de CVGL, de groeperingen of verenigingen die lid zijn van een verwerkings- of afzetcoöperatieve en actief zijn op het ogenblik waarop het investeringsplan wordt ingediend. Het wordt vastgesteld als volgt :

— van 3 tot 9 stemmen : € 200.000;

— van 10 tot 30 stemmen : € 200.000 plus een bijkomend bedrag van € 5.000 per stem;

— van 31 tot 56 stemmen : € 300.000 plus een bijkomend bedrag van € 2.000 per stem;

— meer dan 56 stemmen : geen bijkomend bedrag.

§ 2. De aanvrager dient erover te waken dat het totaal van de steunmaatregelen waarop hij aanspraak maakt wanneer hij zijn plan indient, de drempel bepaald in § 1 niet overschrijdt.

§ 3. Wordt het maximumbedrag onverschreden vóór de analyse van de aanvraag en de eventuele weigering van sommige investeringen, worden alle aangevraagde steunmaatregelen verhoudingsgewijs verminderd om de drempel waarvan sprake in § 1 te bereiken.

Art. 53. De steun voor de coöperatieven waarvan de investeringsplannen over drie jaar zijn goedgekeurd overeenkomstig de maximale steunniveaus bepaald in de artikelen 48 tot en met 52, volgens een verdeling die nader is bepaald in het goedgekeurde plan, in de vorm van ofwel :

1. een rentetoeelage die gelijk is aan het verschil tussen het referentiepercentage bepaald in artikel 1, 32°, die in werking is op het tijdstip van de ondertekening van de lening met de kredietinstelling en het minimumpercentage van 3,0 % ten laste van de coöperatieve. Het percentage van de rentetoeelage mag niet hoger zijn dan 5 % en de rentetoeelage heeft betrekking op een maximumduur van zeven jaar voor de investeringen in materiaal en van maximum vijftien jaar voor de investeringen in gebouwen;

2. een tegemoetkoming in het kapitaal, in één schijf uitbetaald als het steunbedrag lager is dan € 50.000, twee schijven als het lager is dan € 100.000 en drie schijven als het hoger is dan € 100.000. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt de tegemoetkoming in het kapitaal bij voorrang voorbehouden voor investeringen in materieel;

3. een combinatie van de steunmaatregelen die de rentetoeelage en de kapitaalpremie zijn.

Art. 54. Er kan een overheidsgarantie worden verleend voor een periode gelijk aan zeven jaar voor de investeringen in materieel of uitrustingen die de tien jaar niet overschrijden wat de investeringen in gebouwen betreft. Die garantie die toegekend kan worden voor elke investering van het investeringsplan dat in aanmerking komt voor een steunmaatregel en waarvoor er een lening aangevraagd wordt bij een openbare of privé-instelling die daartoe wordt erkend.

Art. 55. De investeringen in materieel, uitrustingen en/of onroerende goederen voor de verwerking van producten van de coöperatieve die verricht worden op een plaats gelegen in een landelijke vrije zone, komen in aanmerking voor de aanvullende steunmaatregelen bepaald in de artikelen 48 en 51, waarbij de globale steun gebracht wordt op 40 % van het bedrag dat voor investeringen in aanmerking komt. Die aanvulling wordt toegekend via de verdeelsleutel van de begrotingsmiddelen opgenomen in het Impulsfonds voor de ontwikkeling van de plattelandseconomie, zoals bepaald in artikel 42, § 4, van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië. Als de investering in aanmerking komt voor een bijdrage van ELFPO in het kader van de verhoging van de toegevoegde waarde van land- en bosbouwproducten van het programma voor plattelandsontwikkeling, wordt de gewestelijke steun beperkt tot 28 % van de in aanmerking komende investeringen.

HOOFDSTUK VIII. — *Controles en sancties*

Art. 56. Behoudens de voorafgaandelijke instemming van het bestuur dient elke investering die in aanmerking is gekomen voor een steunmaatregel vallend onder dit besluit, gehandhaafd te worden en gebruikt te worden voor de bestemming waarvan sprake in het plan, tijdens een minimumperiode van vijf jaar volgend op de datum waarop de investering daadwerkelijk is uitgevoerd. De verkoop, de verhuur, de kosteloze terbeschikkingstelling of elke bestemmings- en/of gebruiksverandering die de investering afwendt van de doelstelling uit het plan machtigt het bestuur ertoe de terugbetaling te eisen van alle steunmaatregelen die zijn gestort voor het uitvoeren van de betrokken investering. De steungerechtigde die de aanwending en/of het gebruik van een investering die in aanmerking komt of is gekomen voor steun vallend onder dit besluit wenst te wijzigen, licht er eerst het bestuur over in. Hij dient de vroegere en de nieuwe aanwending en/of het vroegere en het nieuwe gebruik op te geven, de reden voor de verandering te vermelden en aan te geven of de doelstelling waarvan sprake in zijn plan voor die investering al dan niet in stand wordt gehouden en de gevolgen ervan voor het algemene doel van het plan te vermelden. Blijft enige reactie van bestuur uit binnen de 60 werkdagen, wordt de wijziging geldig geacht en het bestuur beschikt over 20 werkdagen om er de aanvaarding van mede te delen aan de aanvrager.

Art. 57. Elke steungerechtigde die steun krijgt voor een goedgekeurd investerings- of ontwikkelingsplan is verantwoordelijk voor de evaluatie van de zorgvuldige implementering ervan. Jaarlijks moet hij de stand van de resultaatindicatoren waarvan sprake in het plan aangeven en zijn opmerkingen vermelden in de samenvattende tabel van het plan.

Art. 58. Het bestuur gaat de stand van de indicatoren waarvan sprake in het plan na en ziet na of ze overeenstemmen met de toestand van het bedrijf. De steungerechtigde moet de controleur alle informatie en stukken verstrekken die nodig zijn om de kwaliteit van zijn evaluatie te beoordelen. Blijft de indicator onder de vastgestelde doelstellingen, dan moet de gecontroleerde in staat zijn de reden daarvoor uit te leggen en nieuwe uitvoerende maatregelen voor te stellen om die toestand te verhelpen.

Art. 59. Blijft enige evaluatie uit, wordt geweigerd de informatie en de stukken te verstrekken om de kwaliteit van de evaluatie te beoordelen of bij laattijdige uitvoering dan wel ernstige tekortkomingen bij de uitvoering van het plan, bij uitblijven van specifieke maatregelen om die toestand te verhelpen, kan het plan worden opgeschort en kunnen de gestorte steunbedragen ten belope van het niet-verschuldigde deel ervan terug worden gevorderd.

Art. 60. De CVGL's en de coöperatieven voor verwerking en afzet van producten moeten het bestuur het verslag van hun jaarlijkse algemene vergadering overmaken, voor de CVGL's medeondertekend door alle leden, binnen de drie maanden na afsluiting van de jaarrekeningen. Dat verslag moet minstens de activiteiten, de rekeningen en vooral, voor de CVGL's, de verdeling van het gebruik van het materieel onder de leden vermelden. Bij uitblijven van het verslag of bij niet-naleving van de doelstellingen van het goedgekeurde plan, worden de steunmaatregelen waarvan sprake in het plan opgeschort en kunnen de gestorte steunbedragen terug worden gevorderd ten belope van het niet-verantwoorde deel ervan.

Art. 61. De voedergroeperingen, de groeperingen en verenigingen van melkproducenten, vertegenwoordigd door de landbouwer aangewezen in de authentieke akte om de vereniging te beheren, moeten het bestuur het verslag van hun jaaractiviteiten overmaken, mede-ondertekend door alle leden, na uiterlijk drie maanden na afsluiting van elk jaar van het plan. Dat verslag moet minstens de activiteiten, de rekeningen (behalve voor de voedergroeperingen) en vooral, voor de voedergroeperingen, de verdeling van het gebruik van het materieel onder de leden vermelden.

Bij uitblijven van het verslag of bij niet-naleving van de doelstellingen van de groepering en/of het goedgekeurde plan, worden de steunmaatregelen waarvan sprake in het plan opgeschort en kunnen de gestorte steunbedragen terug worden gevorderd ten belope van het niet-verantwoorde deel ervan.

Art. 62. Indien de voorwaarde van artikel 9, § 1, voor een CVGL of van artikel 10, § 1, voor een voedergroepering, niet vervuld is tijdens meer dan zes opeenvolgende maanden en het bestuur er niet over ingelicht is, wordt de CVGL of de groepering niet meer erkend. De steunmaatregelen waarvan sprake in het plan worden onderbroken en de gestorte steunbedragen kunnen worden teruggevorderd ten belope van het niet-verantwoorde deel ervan, zelfs bij het lid of de leden die uit de CVGL of de groepering gestapt zijn. De steunmaatregelen voor de groeperingen van melkproducenten die niet meer voldoen aan de begripsomschrijvingen van artikel 1, 19°, worden op dezelfde manier behandeld.

Art. 63. Het landbouwbedrijfshoofd dat steun krijgt bij de eerste vestiging bovenop de naleving van de artikelen van dit hoofdstuk moet het bestuur, in de door laatstgenoemde bepaalde voorstellingsvorm, een verslag overmaken over de implementering van het ontwikkelingsplan binnen de drie maanden volgend op het einde van elk jaar van implementering van het plan.

Zoniet kan het bestuur de betalingen van de steunbedragen opschorten en weigeren om een nieuw investeringsplan te analyseren.

Art. 64. Indien het verslag bedoeld in artikel 63 aantoont dat de doelstellingen van het ontwikkelingsplan niet bereikt worden, moet de jonge landbouwer met instemming van zijn adviseur een aanvraag indienen tot aanpassing van zijn plan en een herziening van zijn doelstellingen. De aanvragen tot aanpassing moeten de structuur en de nauwkeurigheidsgraad bepaald in bijlage I naleven en ingediend worden met inachtneming van de voorstellingsvorm die de Minister oplegt.

Zoniet kan het bestuur in overleg met de adviseur de nodige aanpassingen van het plan opleggen om die doelstellingen te bereiken of, in voorkomend geval, de herziening van de doelstellingen en de middelen om ze te bereiken, opleggen.

Art. 65. Indien de uitvoering niet overeenstemt met het ontwikkelingsplan, kan het bestuur de betaling van de steunbedragen opschorten en/of de steun die gekregen is voor investeringen die niet overeenstemmen met het ontwikkelingsplan terug te vorderen.

Art. 66. Indien het grondgebondenheidscijfer lager dan of gelijk aan 1 bij de uitvoering van een plan dat investeringen omvat in veehouderijgebouwen niet nageleefd wordt tijdens twee opeenvolgende jaren, kan het bestuur de betaling van de steunbedragen opschorten en/of de steun die gekregen is voor investeringen in veehouderijgebouwen, ten belope van het niet-verantwoorde deel terugvorderen.

Art. 67. Het Bestuur moet de steungerechtigde inlichten over zijn voornemen om de steun op te schorten of ten belope van het niet-verantwoorde deel, overeenkomstig de artikelen 59 tot en met 66 terug te vorderen. Het bestuur moet zijn voornemen motiveren en de steungerechtigde beschikt over 30 dagen om zijn beroep in te dienen, samen met de verantwoordingsstukken om zich te verdedigen.

TITEL III. — *Specifieke steun voor probleemgebieden*

Art. 68. Een jaarlijkse compenserende vergoeding wordt toegekend aan de landbouwer die voederoppervlakten gelegen in de probleemgebieden omschreven in artikel 1, 27°, uitbaat.

Art. 69. Om in aanmerking te komen voor de compenserende vergoeding, moet de landbouwer voldoen aan volgende voorwaarden :

1° geïdentificeerd zijn bij het bestuur in het kader van het geïntegreerde beheers- en controlesysteem (GBCS) overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Raad van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

2° een jaarlijkse aanvraag indienen bij één van de Directies Buitendiensten van het Bestuur overeenkomstig de in de artikelen 70 bedoelde voorwaarden. Die jaarlijkse aanvraag vormt de verbintenis van punt 3°;

3° zich ertoe verbinden alle toekenningsvoorwaarden voor de betrokken vergoeding na te leven en elke controle ter plaatse te aanvaarden;

4° een jaarlijkse oppervlakteaangifte de steunaanvraag indienen bij één van de Directies Buitendiensten van het Bestuur volgens haar instructies;

5° een bedrijf beheren waarvan de landbouwoppervlakte opgenomen in de oppervlakteaangifte gelegen in de probleemgebieden ten minste gelijk is aan 40 % van de totale landbouwoppervlakte van het bedrijf opgenomen in de oppervlakteaangifte gelegen op het nationale grondgebied die minstens drie hectare bedraagt;

6° een activiteit als hoofdberoep uitoefenen. Indien het een groepering van landbouwbedrijfshoofden betreft, kan (kunnen) enkel de natuurlijke persoon (personen) die voldoet (-doen) aan die voorwaarde voor de vergoeding in aanmerking komen. In het geval van een rechtspersoon staat het recht op de vergoeding enkel open voor afgevaardigd-bestuurders, zaakvoerders of vennoten-zaakvoerders die aan die voorwaarde voldoen;

7° de personen die het recht openen op de vergoeding mogen de leeftijd van 65 jaar niet hebben bereikt vóór 1 januari van het jaar volgend op dat van de aanvraag;

8° zich ertoe verbinden de landbouwactiviteit in een probleemgebied verder te zetten tijdens minstens vijf jaar vanaf de eerste storting van een compenserende vergoeding.

De landbouwer wordt eveneens van die verbintenis ontheven bij gevallen van overmacht of in buitengewone omstandigheden bepaald in artikel 95 of indien hij zijn activiteit ophoudt of als de ononderbroken uitbating van de betrokken oppervlakten gegarandeerd is. Het voordeel van die vergoeding houdt evenwel op vanaf 1 januari van het jaar waarin hij van die verbintenis ontheven wordt;

9° beschikken over een gemiddeld veebestand dat hoger is dan of gelijk is aan 0,6 grootvee-eenheden (runderen, schapen, geiten en paarden in het bedrijf aanwezig) per hectare oppervlakte die aangegeven is als voederoppervlakte in de oppervlakteaangifte;

10° een globaal grondgebondenheidscijfer naleven of, in voorkomend geval, een grondgebondenheidscijfer in een "kwetsbaar gebied" lager dan of gelijk aan 1.

Art. 70. De compenserende vergoeding bedraagt € 122 per hectare voederoppervlakte gelegen in de probleemgebieden. Voor een bedrijf wordt de vergoeding evenwel per jaar beperkt tot het maximumbedrag van € 1.736 per landbouwbedrijfshoofd dat aantoont dat hij, op de datum van de aanvraag, voldoet aan de voorwaarden van artikel 69. Dat maximumbedrag stemt overeen met een maximumoppervlakte van 14,23 ha per landbouwbedrijfshoofd.

De vergoeding wordt uitbetaald aan de landbouwer die een aanvraag heeft ingediend voor een compenserende vergoeding via het oppervlakteaangifte- en steunaanvraagformulier op de rekening die is opgegeven bij de identificatie bij het bestuur.

Art. 71. De jaarlijkse vergoedingsaanvraag van de landbouwer wordt geformuleerd aan de hand van het oppervlakteaangifte- en steunaanvraagformulier dat uiterlijk ingediend wordt op de uiterste datum die het bestuur vastlegt. Daarnaast moeten alle nodige stukken worden overgemaakt, meer bepaald een attest dat de betrokken landbouwer aangesloten is bij een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen als zelfstandige in hoofdberoep, in de hoedanigheid van landbouwer, tuinbouwer of veehouder waarbij juist die hoedanigheid vermeld wordt en opgegeven wordt dat hij zijn bijdragen stipt betaald heeft. Dat attest moet opgesteld worden tijdens het jaar van de overwogen aanvraag en betrekking hebben op datzelfde jaar.

Als het evenwel een groepering van landbouwers betreft, moet elke natuurlijke persoon die lid is van de groepering die het recht opent op de vergoeding bij de aanvraag bovenvermeld attest voegen. Als de aanvrager een rechtspersoon is, moet elke afgevaardigd-bestuurder, elke zaakvoerder of vennoot-zaakvoerder die verantwoordelijk is voor het beheer van het betrokken bedrijf bij de aanvraag bovenbedoeld attest voegen.

Wordt de jaarlijkse aanvraag laattijdig ingediend, dan leidt dat tot een vermindering van het bedrag van de vergoeding met 1 % per werkdag vertraging tegenover de datum die het bestuur heeft bepaald. Duurt de vertraging langer dan vijftientig kalenderdagen, dan wordt de aanvraag onontvankelijk geacht.

Indien de ingediende aanvraag onvolledig is, deelt het bestuur aan de landbouwer mee welk stuk (welke stukken) onvolledig is (zijn) of ontbreekt (ontbreken). Die stukken moeten aan het bestuur overgemaakt worden binnen een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de eerste werkdag volgend op de datum van de mededeling. Indien die termijn niet nageleefd wordt, is de aanvraag voor een compenserende vergoeding in probleemgebieden nietig.

Art. 72. Onverminderd de verminderingen en de uitsluitingen bepaald in artikel 16 van Verordening (EG) 1975/2006 wordt de steun, bij niet-naleving van de voorwaarden van artikel 69 van dit besluit, geweigerd. Indien die niet-naleving met voorbedachtheid gebeurt, wordt de steungerechtigde uitgesloten van de bedoelde maatregel tijdens het betrokken ELFPO-jaar en het daarop volgende jaar.

Daarnaast heeft de producent die compenserende vergoedingen heeft gekregen, verplicht de gekregen bedragen terug te betalen bij niet-naleving van de in artikel 69, punt 8°, bedoelde verbintenis.

Art. 73. Bij de bepaling van de oppervlakten die in aanmerking komen voor de compenserende vergoeding gelden de uitvoeringsbepalingen van Verordening 1975/2006.

Art. 74. § 1. Indien diegenen die compenserende vergoedingen krijgen, de dwingende vereisten die vallen onder het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, niet naleven op hun bedrijf als geheel, wegens een daad of een nalatigheid die hen rechtstreeks toe te schrijven is,

wordt het totaalbedrag van de betalingen die zij moeten krijgen voor het kalenderjaar waarin de niet-naleving is vastgesteld, verminderd of geschrapt overeenkomstig artikel 51 van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO).

§ 2. Er wordt geen enkele vermindering of schrapping van het bedrag van de betalingen uit § 1 verricht tijdens de extra termijn voor de normen waarvoor overeenkomstig artikel 26, lid 1, onder b), van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO) een extra termijn is toegekend.

Art. 75. Daarnaast moet de landbouwer die compenserende vergoedingen heeft gekregen, de gekregen bedragen terugbetalen bij niet-naleving van de in artikel 68, punt 8°, bedoelde verbintenis.

Bij een onverschuldigde betaling moet de betrokken steungerechtigde de steunbedragen of de vergoedingen die hij gekregen heeft, terugbetalen overeenkomstig artikel 73 van voornoemde Verordening (EG) nr. 796/2004.

TITEL IV. — Gewestelijke maatregelen ten gunste van bedrijven met financiële problemen en voor de strijd tegen besmettelijke veeziekten

HOOFDSTUK IX. — Gewestelijke maatregelen ten gunste van landbouwers in geldmoeilijkheden

Art. 76. De landbouwer die kan bewijzen dat zijn financiële problemen aan overmacht te wijten zijn, kan gewestelijke steun genieten, met name :

1° een verlenging van de rentesubsidie en van de garantie voor één of meer leningen waarvoor de steun reeds wordt verleend, of een invorderbare of niet-terugvorderbare kapitaalpremie;

2° een rentesubsidie en de garantie op een overbruggingskrediet.

De Minister bepaalt, in overeenstemming met de Minister van Begroting, de toepassingsvoorwaarden voor die steun, de looptijd van de rentesubsidie en de garantie, alsook de in aanmerking te nemen minimum- en maximumbedragen van de investeringen. De Minister bepaalt de gevallen en de mate waarin de steun geheel of gedeeltelijk kan worden verleend in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening.

HOOFDSTUK X. — Gewestelijke maatregelen voor de strijd tegen besmettelijke veeziekten

Art. 77. Het landbouwbedrijfshoofd dat het bewijs levert van voldoende vakbekwaamheid, zoals bedoeld in artikel 2, kan de in volgend artikel bedoelde steun genieten, voor zover die steun bestemd is voor de aankoop van vee met het oog op een herbevolking :

1° na de stamping out van de veestapel in het kader van de strijd tegen de runderbrucellose;

2° na uitzuivering van minstens 30 % van de veestapel wegens rundertuberculose;

3° na uitroeiing van het mond- en klauwzeer, de enzoötische runderleucose, de bovine spongiforme encefalopathie, het mond- en klauwzeer van het varken, de varkenspest, de ziekte van Aujeszky en de vogelpest.

Art. 78. Die steun bestaat uit :

1) de rentesubsidie; bij het eerste ziektegeval in het bedrijf van de aanvrager is ze, met een maximum van 5 % , gelijk aan het verschil tussen het referentiepercentage en de minimale rentevoet van 3 % die ten laste van de van de begunstigde blijft; de rentevoet die ten laste van de begunstigde blijft bedraagt 5 % in de andere gevallen; het maximumbedrag van de lening waarop de steun betrekking heeft, wordt vastgesteld op 30 % van de totale kost van de herbevolking en mag niet hoger zijn dan 90.000 euro per VAK en 180.000 euro per bedrijf. De maximumduur van de rentesubsidie bedraagt negen jaar in de bestrijding van de runderbrucellose en vijf jaar in de andere gevallen;

2) de overheidsgarantie, met een maximumduur van tien jaar.

Art. 79. Het landbouwbedrijfshoofd dat de in dit hoofdstuk bedoelde gewestelijke steun wenst te genieten, moet een leningaanvraag bij een door de Minister erkende kredietinstelling indienen. Die aanvraag wordt gestaafd met :

1. een afschrift van het slachtbevel;

2. een door de bevoegde diergeneeskundige inspecteur van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen opgemaakt attest waarin naast de identiteit en het volledige adres de volgende gegevens voorkomen :

— het aantal dieren vóór het slachten, het aantal geslachte dieren, alsook de slachtdatum;

— de refactiecoëfficiënt die toegepast wordt op de door de Minister toegekende vergoedingen; zijn advies over de regelgevende aspecten van een eventuele herbevolking van het veebestand.

De Minister bepaalt de gevallen en de mate waarin de steun geheel of gedeeltelijk kan worden verleend in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening.

De waarde van die steun mag niet hoger zijn dan 20 % van het subsidieerbare bedrag.

TITEL IV. — *Overgangs-, algemene en slotbepalingen*

HOOFDSTUK XI. — *Overgangs- en afwijkingsbepalingen*

Art. 80. Bij wijze van overgangsmaatregel is degene die zich voor het eerst vestigt in een bedrijf als landbouwbedrijfshoofd in hoofdberoep vóór 1 juli 2008 niet verplicht, zoals bepaald bij artikel 22, § 2, vooraf een stage te doorlopen of een bijscholingscursus te volgen zoals gevraagd bij artikel 3, om voor steun in aanmerking te komen. In voorkomend geval kunnen de Minister van Landbouw en de Minister van Vorming beslissen om de duur van die overgangsperiode aan te passen.

Art. 81. Bij wijze van overgangsmaatregel en in afwijking van artikel 22, § 2, van dit besluit wordt de minimumleeftijd voor de indiening van een ontwikkelingsplan voor de eerste vestiging bepaald op 18 jaar op de datum van vestiging in een bedrijf als landbouwer in hoofdberoep in 2007 en op 19 jaar op de datum van vestiging in een bedrijf als landbouwer in hoofdberoep in 2008.

Art. 82. In afwijking van artikel 22, § 3, mag de individuele steunaanvraag bij de eerste vestiging ingediend worden binnen een termijn van minder dan acht maanden na de officiële vestigingsdatum als zelfstandig landbouwbedrijfshoofd in hoofdberoep indien die datum tussen 1 januari 2007 en 31 augustus 2007 ligt.

Art. 83. Bij wijze van overgangsmaatregel tot 31 december 2007, en in afwijking van artikel 22, § 5, is het inroepen van de bijstand van een adviseur niet verplicht om een ontwikkelingsplan in te dienen. Indien er geen adviseur is, wordt de verhoging van artikel 15, § 3, niet toegekend. Als een aanvrager evenwel zowel voor een ontwikkelingsplan als voor een investeringsplan een beroep doet op een adviseur die zijn titels en ervaringen, bepaald in bijlage VI, kan aantonen en onder voorbehoud van zijn toekomstige erkenning door het Bestuur vóór 1 juli 2008 blijft het voordeel van de verhoging van artikel 15, § 3, geldig.

Art. 84. Bij wijze van overgangsmaatregel tot en met 31 december 2007, en in afwijking van artikel 8, § 1, en artikel 46, blijven de investeringen opgenomen in een investeringsplan dat in de vorm, bepaald bij dit besluit, is ingediend bij het bestuur en die uitgevoerd dan wel aangevat worden na de datum waarop de ontvankelijkheid van het plan wordt medegedeeld, bepaald bij, respectievelijk artikel 6, § 1, of artikel 24, § 1, maar vóór de officiële mededeling van zijn algehele of gedeeltelijke goedkeuring door de Minister, respectievelijk bepaald bij artikel 7, § 2, of artikel 25, § 2, in aanmerking komen voor steun.

De indiening van het plan en het behoud van het voordeel van het in aanmerking komen, lopen geenszins vooruit op de toekenning, de vorm of het niveau van de steun. De datum van de aanvang van de uitvoering van het plan wordt vastgelegd op de datum van verwezenlijking van de eerste in aanmerking komende investering waarin het plan voorziet.

Art. 85. Ter aanvulling van artikel 84 en bij wijze van overgangsmaatregel tot en met 30 september 2007 kunnen de reeds verwezenlijkte of aangevatte investeringen vanaf 1 januari 2007 opgenomen worden in een investeringsplan dat in de vorm, bepaald bij dit besluit, bij het bestuur is ingediend en in aanmerking blijven komen voor steun.

De indiening van het plan en het behoud van het voordeel van het in aanmerking komen, lopen geenszins vooruit op de toekenning, de vorm of het niveau van de steun. De datum van de aanvang van de uitvoering van het plan wordt vastgelegd op de datum van verwezenlijking van de eerste in aanmerking komende investering waarin het plan voorziet.

Art. 86. Een landbouwbedrijfshoofd, een vereniging van bedrijven, een CVGL of een groepering van melkproducenten die voldoen aan de toegangsvoorwaarden voor de steun die op hen betrekking heeft, zoals bepaald in hoofdstuk III, zonder reeds over een in uitvoering zijnd investeringsplan te beschikken, kunnen over een periode van drie jaar vanaf de indiening van de eerste aanvraag, in aanmerking komen voor drie gescheiden steunregelingen met een individueel maximumbedrag van € 5.000 per investering. Met uitzondering van artikel 15 en artikel 5.1., § 6, zijn de steunbedragen en de procedures, vormen en wijzen van toekenning ervan, die bepaald bij hoofdstuk III. De detailinhoud van de aanvraag voor individuele steun wordt door de Minister bepaald overeenkomstig het voorgeschreven van bijlage V. De indiening van een steunaanvraag voor een investeringsplan beëindigt die afwijking.

Art. 87. Bij wijze van overgangsmaatregel in 2007 kunnen de CVGL's of de voedergreperingen die niet voldoen aan de vereisten van respectievelijk de artikelen 9, § 1, of 10, § 1, een investeringsplan indienen, de uitvoering ervan aanvatten en van die overgangsperiode genieten tot en met 31 december 2007 om nieuwe in aanmerking komende leden te vinden. Na 1 januari 2008 gelden de artikelen 9, § 7, en 10, 6, alsmede artikel 62.

HOOFDSTUK XII. — *Algemene en slotbepalingen*

Art. 88. Er wordt geen steun verleend aan een landbouwbedrijf met meer dan 12 VAK.

Art. 89. Tijdens de duur van de programmering 2007-2013 kunnen een landbouwer, een CVGL of een voedercoöperatie geen totaal bedrag aan investeringssteun krijgen dat hoger is dan € 200.000. Tijdens de duur van de programmering 2007-2013 kan een vereniging van landbouwers geen totaal steunbedrag krijgen dat hoger is dan € 350.000 en een verwerkings- en afzetcoöperatieve, geen totaal steunbedrag krijgen dat hoger is dan € 700.000.

Art. 90. Het landbouwbedrijfshoofd dat de in dit besluit bedoelde steun wenst te genieten, moet zich ertoe verbinden geen andere steun in de vorm van een rentetoeelage, een subsidie of een premie van welke aard ook bij het Waalse Gewest aan te vragen of aangevraagd te hebben voor de investeringen bedoeld in de hoofdstukken III, IV, VI en VII van dit besluit waardoor het steunniveau, bepaald bij Verordening EG 1698/2005, overschreden zou worden.

Art. 91. De aankoop van tweedehandsmateriaal kan, in behoorlijk gemotiveerde gevallen, beschouwd worden als een uitgave waarvoor steun kan worden verleend als tegelijkertijd wordt voldaan aan de volgende vier voorwaarden :

— een verklaring van de verkoper met de exacte herkomst van het materiaal, die bevestigt dat het niet in aanmerking is gekomen voor gewestelijke, federale of EG-steun;

— de aankoop van materiaal is een bijzonder voordeel voor het programma of het project of wordt gerechtvaardigd door buitengewone omstandigheden of door het gebrek aan nieuw beschikbaar materiaal te gelegener tijd, waardoor de vlotte uitvoering van het project in het gedrang zou komen;

— beperking van de kosten en, bijgevolg, van het steunbedrag t.o.v. de prijs van dat nieuwe materiaal, met handhaving van een goede verhouding prijs-voordeel;

— het tweedehands materiaal moet de nodige technische en technologische eigenschappen vertonen om te beantwoorden aan de specificaties van het project.

Art. 92. § 1. De ingediende aanvragen worden ingewilligd zolang de beschikbare vastleggingsmachtiging strekt.

§ 2. Wanneer het aantal vastleggingen die nodig zijn om de in het eerste lid van dit artikel bedoelde aanvragen in te willigen gedurende een periode van twaalf maanden, de voormelde machtiging tot vastlegging evenwel overschrijdt, zal de in dit besluit bedoelde rentesubsidie beperkt worden naar verhouding van het aantal vastleggingen die noodzakelijk zijn om deze aanvragen in te willigen.

In die veronderstelling bepaalt de Minister voor het betrokken jaar, met de instemming van de Minister van Begroting, de berekeningswijze van voormelde vermindering.

Art. 93. De geldigheidsduur van de niet-geregistreerde overeenkomsten voor de overname bij een eerste vestiging bedraagt één jaar.

Art. 94. Elke aanvraag die een kredietinstelling bij het bestuur indient voor een steun in de vorm van een rentetoeelage houdt voor die instelling, die aan de erkenningsvoorwaarde voldoet, in dat het origineel exemplaar van de toekenning van de rentetoeelage die de gerechtigde kreeg bij de medeling dat de Minister zijn ontwikkelingsplan goedgekeurd heeft, bij het aanvraagdossier gevoegd wordt, evenals een voor eensluidend verklaard afschrift van het origineel exemplaar van de akte van toekenning van het krediet en de eventuele bijlagen, door de partijen ondertekend. De kredietinstellingen dienen het bestuur de data mede te delen waarop de opeenvolgende stortingen worden verricht in het kader van de vrijgave van het krediet.

Het is verboden om bij het vervallen kapitaal en de vervallen rente het maximumbedrag van het kaskrediet te overschrijden.

Bij de opzegging van het krediet bezorgt de bank het bestuur een afschrift van de aan de cliënt gestuurde brief; de opzeggingsbrief moet een uitvoerig overzicht geven van de boekhoudkundige toestand van elk krediet op de dag van de opzegging ervan.

Zijn er meerdere bankinstellingen in het geding, dan zorgen ze ervoor om samen een beroep op de garantie in te dienen. Een aanvraag tot garantieprovisie dient bij het bestuur te worden ingediend binnen de drie maanden na de datum van het opzeggingsschrijven. De betaling van de provisie beëindigt de door het Gewest verschuldigde rentelast.

Art. 95. Volgende gevallen van overmacht of van buitengewone omstandigheden worden erkend :

- a) het overlijden van de landbouwer;
- b) de langdurige werkonbekwaamheid van het landbouwbedrijfshoofd;
- c) de onteigening van een belangrijk gedeelte van de door de landbouwer beheerde landbouwoppervlakte als die onteigening niet te voorzien was op de dag van de indiening van de aanvraag;
- d) een ernstige natuurramp die de landbouwoppervlakte van het bedrijf aanzienlijke schade toegebracht heeft;
- e) de toevallige vernietiging van de voor veeveelt bestemde bedrijfsgebouwen;
- f) een epizoötie waardoor het geheel of een gedeelte van de veestapel van de landbouwer wordt getroffen.

Art. 96. Voor de toepassing van dit besluit :

1° blijven erkend, de kredietinstellingen die thans erkend zijn overeenkomstig bovengenoemde wet van 15 februari 1961 en het koninklijk besluit van 25 oktober 1990;

2° blijven erkend, de natuurlijke en rechtspersonen die thans erkend zijn voor het voeren van bedrijfseconomische boekhoudingen, overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 maart 1986 betreffende de toekenning van subsidies om het houden van land- of tuinbouwbedrijfseconomische boekhoudingen aan te moedigen en de ontwikkeling van bedrijfsleidingsgroepen te bevorderen.

Art. 97. De inspecteur-generaal van het Bestuur, of bij verhindering de hem vervangende ambtenaar, is ertoe gemachtigd de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 98. De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve boete overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975.

Als bevoegde ambtenaar om de handelingen te verrichten en de beslissingen te treffen wat betreft de administratieve geldboetes bedoeld bij vorig lid wordt de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, in geval van afwezigheid of verhinderd, de ambtenaar die hem vervangt, aangewezen.

Art. 99. Het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw (*Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 1997, blz. 28449) en de wijzigingsbesluiten van de Waalse Regering van 26 oktober 2000, 17 januari 2002, 24 juli 2003, 27 mei 2004, 14 september 2006 worden opgeheven.

De steunaanvragen, ingediend vóór 31 december 2006, en de steunverbintenissen, aangegaan door het Gewest vóór 31 december 2006, worden verder behandeld volgens de bepalingen die in werking waren vóór 31 december 2006.

Art. 100. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2007.

Art. 101. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 mei 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage I

Structuur en minimuminhoud van een investeringsplan over drie jaar.

BETREFT : landbouwbedrijfshoofd, verenigingen van bedrijven en verenigingen van melkproducenten - hierna "de aanvrager" genoemd.

I. Doel van het investeringsplan.

Het plan heeft een drievoudig doel dat duidelijk moet blijken uit het aanvraagdokument dat bij het bestuur wordt ingediend :

Eerst moet volledig inzicht gegeven worden in de technische, leefmilieu- en financiële toestand van de aanvrager, zijn sterke en zijn zwakke punten vóór uitvoering van het ontwikkelingsplan moeten worden onderstreept.

Daarna moeten de doelstellingen die het plan in het algemeen en iedere investering op zich nastreven, duidelijk aangegeven worden. Er moet uitgelegd worden waarom de investering(en) de sterke punten nog verstevigen en/of de zwakke punten van het bedrijf verhelpen. De samenhang van de investeringen in de context van het bedrijf - in het bijzonder op economisch, leefmilieu- en financieel vlak - moet worden aangetoond.

Tenslotte moet het plan voor de aanvrager een instrument zijn om de toestand van zijn bedrijf, vereniging of andere te analyseren en de uitvoering van het vastgelegde plan op te volgen en te beoordelen.

II. Structuur en minimuminhoud van het investeringsplan.

Het plan moet minstens alle volgende gegevens, hieronder vereist, ter sprake brengen. Als een gegeven onbeschikbaar is, moet daar de reden voor worden opgegeven.

Een plan dat niet alle gegevens voorstelt, is onontvankelijk.

Het plan moet op papier ingediend worden, met een afschrift op een elektronische informatiedrager in de vorm bepaald door de Minister. Alle economische gegevens, rendabiliteits-, aflossingsberekeningen enz. moeten op spreadsheets voorgesteld worden en de berekeningen moeten nauwkeurig uitgewerkt en begrijpelijk zijn. Alle stukken inzake administratie, belastingen, boekhouding en andere bewijsstukken die voor de controle van de gegevens verstrekt door de aanvrager nodig zijn, kunnen bij het bestuur worden opgevraagd. Wie weigert een verantwoording te verstrekken, ziet zijn ontwikkelingsplan verworpen worden.

HOOFDSTUK 1. — *Voorstelling van het bedrijf*

Voorstelling van de aanvrager (en de leden bij een groepering) : alle gegevens voor de beoordeling van de vraag of men voor steun in aanmerking komt en voor de naleving van de vereisten van dit besluit.

Informatie over de andere personen die in het bedrijf werken : beroepsbekwaamheid, statuut en werktijdregeling in het bedrijf.

Voorstelling van het bedrijf of de vereniging de voorbije drie jaar (of sinds oprichting) : alle relevante technische, leefmilieu-, economische en boekhoudkundige informatie om een volledig beeld te geven van de toestand en de evolutie de voorbije drie jaar. Een analyse van de sterke en de zwakke punten van het bedrijf moet gewag maken van de punten die voorrang moeten krijgen. Er dient melding te worden gemaakt van deelnames aan CVGL's en/of voedercoöperingen.

HOOFDSTUK 2. — *Het investeringsplan*

Doelstellingen van het investeringsplan.

In dit deel moet als eerste vereiste een doelstelling voor het plan worden bepaald.

Die doelstelling moet voldoende nauwkeurig te zijn om realiseerbaar te zijn, becijferd en controleerbaar.

Als het plan uit meerdere delen bestaat, moeten er neven doelstellingen worden bepaald. Er moet worden aangetoond hoe de doelstelling(en) van het ontwikkelingsplan de sterke punten verstevigt (-en) en de zwakke punten verhelpt (-en), zoals vastgesteld in hoofdstuk één. Van de doelstelling en de neven doelstellingen wordt dan niet meer afgeweken. De middelen mogen wel aangepast worden om de doelstelling te bereiken.

In dit hoofdstuk 2.1. wordt ingegaan op het kwalitatieve aspect van het plan : "wat wil men bereiken en waarom ?". Hoofdstuk 2.2. gaat in op het "hoe?".

2.2. Inhoud van het investeringsplan.

2.2.1. De investeringen voor de gehele duur van het investeringsplan.

Alle investeringen die voorzien zijn voor de gehele drie jaar van het plan, met een hoger bedrag dan € 5.000, worden vermeld zelfs als er geen steunaanvraag voor is ingediend. Voor die laatste gevallen worden enkel de aard, de raming van de kostprijs en de datum bepaald voor de investering vermeld.

Voor elke losse investering waarvoor een steunaanvraag is ingediend, worden de aard van de investering, de samenhang van de investering met de vastgestelde doelstelling(en) en de implicaties van winsten en baten van het bedrijf omstandig omschreven. Er wordt een omstandige omschrijving gegeven van de voorziene aflossingen, de aard van de ingediende verantwoordingsstukken en, tenslotte indien voorkomend, van het vervangen materiaal, het hernieuwd en/of aangepaste gebouw.

Er dient ook te worden ingegaan op de wijze waarop de voorziene investering voor steun in aanmerking kan komen, evenals op het niveau van de aangevraagde steun. Per investering geeft het plan eveneens nauwkeurig (één van) de indicatoren aan waardoor kan worden nagegaan of de investering aan de doelstellingen tegemoetkomt.

2.2.2 Samenvattende tabel van de investeringen voor de gehele duur van het investeringsplan.

Die samenvatting geeft een overzicht van alle sleutelgegevens van het investeringsplan :

opschrift van de losse investeringen waarvoor steun is aangevraagd

datum (duur) voorzien voor de uitvoering

voorziene kostprijs

percentage en bedrag van de verwachte steun

indicator voor zelfcontrole i.v.m. die investering

gewenste steunvorm

andere gegevens, door de Minister te bepalen

Die samenvatting is het situatieoverzicht van het plan. Het wordt bij elke aanpassing van het plan bijgewerkt en legt de evolutie van de verwezenlijkingen en de zelfcontroles die de aanvrager uitvoerde, uit.

2.2.3. Previsionele bedrijfsrekening na uitvoering van het investeringsplan.

Na de recentste bedrijfsrekening op het ogenblik van indiening van het plan en op grond van het voorziene tijdschema voor de investeringen en de verwachte kosten en ontvangsten, een provisionele bedrijfsrekening opstellen eindigend drie jaar na begin van het plan. De financiële gevolgen van elke investering moeten beoordeeld kunnen worden.

Zijn er geen beschikbare gegevens, dan moet er naar beschikbare concrete gegevens gezocht worden bij de aanvrager, eventueel met de hulp van een adviseur.

Op grond van een kwantitatieve en een kwalitatieve analyse van deze projectie moeten de resultaatindicatoren voor de onder 1 aangevraagde doelstellingen bepaald worden.

3. Verbintenis van de aanvrager.

Elke aanvraag moet juist boven de handtekening van de aanvrager volgende tekst bevatten :

Ik verklaar op erewoord dat alle gegevens van deze aanvraag wel degelijk aan mijn toestand van heden beantwoorden en dat het investeringsplan, voorgesteld onder punt 2, wel degelijk beantwoordt aan mijn werkelijke investeringsintenties voor de komende drie jaar. Ik verbind me ertoe alle middelen in te zetten om de doelstelling(en) die ik bepaald heb volgens de middelen, omschreven in het plan, te bereiken. Zoniet ben ik mij ervan bewust dat ik het risico loop de steun die mij in het kader van het investeringsplan uitbetaald wordt, geheel of gedeeltelijk terug te moeten betalen.

Als er de hulp een adviseur ingeroepen wordt, moeten zijn naam en de erkende structuur waarvan hij afhangt vermeld worden, en de adviseur moet het document medeondertekenen.

III. Minimuminhoud van de aanvragen tot aanpassing van het plan.

Een aanvraag tot aanpassing van het plan, zoals bepaald in artikel 8, § 4, moet minstens volgende gegevens bevatten.

HOOFDSTUK 1. — *Motivering van de aanvraag tot aanpassing van het plan*

Elke aanvraag moet de verandering in de toestand van de aanvrager zoals voorgesteld in hoofdstuk 1 van het plan, nauwkeurig aangeven, evenals elke externe evolutie die buiten zijn wil om plaatsvindt, waardoor de aanpassing van het goedgekeurde plan gemotiveerd en verantwoord wordt.

HOOFDSTUK 2. — *Aanpassingen van het investeringsplan*

Per gewijzigde of toegevoegde investeringen moeten de gegevens bepaald in 2.2.1. van het plan ingediend worden. Dat is evenwel niet verplicht als van een investering afgezien wordt zonder aanvraag tot aanpassing.

De samenvattende tabel van 2.2.2. van het plan wordt bijgewerkt en de previsionele bedrijfsrekening, aangevraagd in 2.2.3. van het plan, moet herzien worden, de analyses aangepast en, eventueel, de resultaatindicatoren gewijzigd.

Als de aanpassing enkel betrekking heeft op de uitvoeringsdatum en/of op de duur van de verwezenlijking van één of meer investeringen voorzien in het plan, moet de aanvraag enkel aangeven waarom die verandering(en) optreedt (optreden) in het tijdschema voor de uitvoering ervan en moet verantwoord worden dat de samenhang met de andere investeringen van het plan behouden worden, evenals met de rendabiliteitsdoelstellingen bepaald in de previsionele bedrijfsrekening bepaald in 2.2.3. van het plan.

Eventueel moet laatstgenoemde aangepast worden, samen met de daaruit voortvloeiende resultaatindicatoren.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw.

Namen, 24 mei 2007

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage II

Structuur en minimuminhoud van een investeringsplan over drie jaar, voorgesteld door een coöperatieve.

BETREFT : CVGL, coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap hierna "de aanvrager" genoemd.

I Doel van het investeringsplan.

Uit het plan moet duidelijk de winst blijken voor ALLE leden die de aanvrager vormen, dankzij de investeringen bepaald bij dat plan.

1. Het moet de aanvrager voorstellen (doelstellingen, historiek en behaalde resultaten, sterke en zwakke punten);
2. Daarna moeten de doelstellingen die het plan in het algemeen en iedere investering op zich nastreven, duidelijk aangegeven worden. Er moet uitgelegd worden waarom de investering(en) de sterke punten nog verstevigen en/of de zwakke punten van het bedrijf verhelpen.
3. Tenslotte moet het plan voor de aanvrager een instrument zijn om de toestand van zijn bedrijf, vereniging of andere te analyseren en de uitvoering van het vastgelegde plan op te volgen en te beoordelen.

II. Structuur en minimuminhoud van het investeringsplan.

Het plan moet minstens alle volgende gegevens, hieronder vereist, ter sprake brengen. Als een gegeven onbeschikbaar is, moet daar de reden voor worden opgegeven.

Een plan dat niet alle gegevens voorstelt, is onontvankelijk.

Het plan moet op papier ingediend worden, met een afschrift op een elektronische informatiedrager in de vorm bepaald door de Minister.

Alle economische gegevens, rendabiliteits-, aflossingsberekeningen enz. moeten op spreadsheets voorgesteld worden en de berekeningen moeten nauwkeurig uitgewerkt en begrijpelijk zijn.

Alle stukken inzake administratie, belastingen, boekhouding en andere bewijsstukken die voor de controle van de gegevens verstrekt door de aanvrager nodig zijn, kunnen bij het bestuur worden opgevraagd. Wie weigert een verantwoording te verstrekken, ziet zijn ontwikkelingsplan verworpen worden.

HOOFDSTUK 1. — *Voorstelling van de aanvrager*

Voor een CVGL.

1. Voorstelling door de aanvrager en alle verklaarde leden van alle gegevens voor de beoordeling van de vraag of men voor steun in aanmerking komt en voor de naleving van de vereisten van dit besluit.

Voorstelling van de verslagen van de twee laatste jaarvergaderingen (of die beschikbaar sinds oprichting), medeondertekend door alle leden met minstens de activiteiten van de CVGL, haar rekeningen en vooral **de verdeling van het gebruik van het materieel van de groepering onder de leden** en/of het aandeel in de werking van de structuur.

Voorstelling van de sterke en de zwakke punten van de CVGL.

Voor een coöperatieve verwerkings- en/of afzetvennootschap.

Oprichtingsdatum, statutaire doelstellingen en voorstelling van alle gegevens voor de beoordeling van de vraag of men voor steun in aanmerking komt en voor de naleving van de vereisten van dit besluit.

Voorstelling van de leden van de coöperatieve: verdeling landbouwers (al dan niet hoofdberoep) en andere. De gegevens die het maximumsteunbedrag kunnen bepalen overeenkomstig artikel 52.

Vertegenwoordigingsniveau en rol van de landbouwers in de verschillende beheers- en werkingsorganen van de coöperatieve.

Voorstelling van de verslagen van de laatste twee jaarvergaderingen (of die beschikbaar sinds oprichting) en die minstens de activiteiten en de rekeningen van de coöperatieve omvatten.

Voorstelling van de sterke en de zwakke punten van de coöperatieve

Alle stukken inzake administratie, belastingen, boekhouding en andere bewijsstukken die voor de controle van de gegevens verstrekt door de aanvrager nodig zijn, kunnen bij het bestuur worden opgevraagd. Wie weigert een verantwoording te verstrekken, ziet zijn ontwikkelingsplan verworpen worden.

HOOFDSTUK 2. — *Het investeringsplan***Doelstellingen van het investeringsplan.**

In dit deel moet als eerste vereiste een doelstelling voor het plan worden bepaald.

Die doelstelling moet voldoende nauwkeurig te zijn om realiseerbaar te zijn, becijferd en controleerbaar.

Als het plan uit meerdere delen bestaat, moeten er nevendoelestellingen worden bepaald. Er moet worden aangetoond hoe de doelstelling(en) van het ontwikkelingsplan de sterke punten versterkt (-en) en de zwakke punten verhelpt (-en), zoals vastgesteld in hoofdstuk één.

Van de doelstelling en de nevendoelestellingen wordt dan niet meer afgeweken.

De middelen mogen wel aangepast worden om de doelstelling te bereiken.

In dit hoofdstuk 2.1. wordt ingegaan op het kwalitatieve aspect van het plan : "wat wil men bereiken en waarom ?". hoofdstuk 2.2. gaat in op het "hoe?".

Inhoud van het investeringsplan.

2.1. De investeringen voor de gehele duur van het investeringsplan.

Alle investeringen die voorzien zijn voor de gehele drie jaar van het plan, met een hoger bedrag dan de minimumwaarden van de investering bepaald bij dit besluit, worden vermeld zelfs als er geen steunaanvraag voor is ingediend. Voor die laatste gevallen worden enkel de aard, de raming van de kostprijs en de datum bepaald voor de investering vermeld.

Voor elke losse investering waarvoor een steunaanvraag is ingediend, worden de aard van de investering, de samenhang van de investering met de vastgestelde doelstelling(en) en de implicaties van winsten en baten van de CVGL of de verwerkings- en afzetcoöperatieve omstandig omschreven. Voorziene aflossingen, de aard van de ingediende verantwoordingsstukken en, tenslotte indien voorkomend, van het vervangen materiaal, het hernieuwd en/of aangepaste gebouw moeten omstandig omschreven worden.

Er dient ook te worden ingegaan op de wijze waarop de voorziene investering voor steun in aanmerking kan komen, evenals op het niveau van de aangevraagde steun. Per investering geeft het plan eveneens nauwkeurig (één van) de indicatoren aan waardoor kan worden nagegaan of de investering aan de doelstellingen tegemoetkomt.

2.2 Samenvattende tabel van de investeringen voor de gehele duur van het investeringsplan.

Die samenvatting geeft een overzicht van alle sleutelgegevens van het investeringsplan :

opschrift van de losse investeringen waarvoor steun is aangevraagd

datum (duur) voorzien voor de uitvoering

voorziene kostprijs

percentage en bedrag van de verwachte steun

indicator voor zelfcontrole ivm die investering

gewenste steunvorm

andere gegevens, door de Minister te bepalen

Die samenvatting is het situatieoverzicht van het plan. Het wordt bij elke aanpassing van het plan bijgewerkt en legt de evolutie van de verwezenlijkingen en de zelfcontroles die de aanvrager uitvoerde, uit.

2.3. Provisionele bedrijfsrekening na uitvoering van het investeringsplan.

Na de recentste bedrijfsrekening op het ogenblik van indiening van het plan en op grond van het voorziene tijdschema voor de investeringen en de verwachte kosten en ontvangsten, een provisionele bedrijfsrekening opstellen eindigend drie jaar na begin van het plan. De financiële gevolgen van elke investering moeten beoordeeld kunnen worden.

Op grond van een kwantitatieve en een kwalitatieve analyse van deze projectie moeten de resultaatindicatoren voor de onder 1 aangevraagde doelstellingen bepaald worden.

3. Verbintenis van de aanvrager..

Elk ontwikkelingsplan moet juist boven de handtekening van de landbouwers die lid zijn van de CVGL of van de verantwoordelijken van de verwerkings- en afzetcoöperatieve volgende tekst bevatten :

Wij, vennoten van de CVGL of de verwerkings- en/of afzetcoöperatieve verklaren op erewoord dat alle gegevens van deze aanvraag wel degelijk aan de toestand van heden van (...) beantwoorden en dat het het investeringsplan, voorgesteld onder punt 2, wel degelijk beantwoordt aan de werkelijke investeringsintenties van (...) voor de komende drie jaar. De CVGL (of de coöperatieve) verbindt me ertoe alle middelen in te zetten om de doelstelling(en) die ik bepaald heb volgens de middelen, omschreven in het plan, te bereiken. Zoniet zijn wij er ons van bewust dat wij het risico lopen de steun die ons in het kader van het investeringsplan uitbetaald wordt, geheel of gedeeltelijk terug te moeten betalen.

Daarbij enkel voor de CVGL's.

Ik verbind mij ertoe geen enkele investering voorzien in het plan uit te voeren dat overlappingen heeft met investeringen die ik in eigen naam op mijn bedrijf heb uitgevoerd.

Wij, vennoten van de CVGL, verbinden ons ertoe geen enkele investering van dit plan uit te voeren waarvoor een individuele steunaanvraag is ingediend in het kader van een ander plan.

Als er de hulp een adviseur ingeroepen wordt, moeten zijn naam en de erkende structuur waarvan hij afhangt vermeld worden, en de adviseur moet het document medeondertekenen.

III. Minimuminhoud van de aanvragen tot aanpassing van het plan.

Een aanvraag tot aanpassing van het plan, zoals bepaald in artikel 8, § 4, of artikel 44 dient minstens de bestanddelen van deel III van bijlage I te bevatten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw

Namen, 24 mei 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage III

Structuur en minimuminhoud en toelaatbare investeringen in het kader van een investeringsplan over drie jaar ingediend door een voederagroepering of een groepering van melkproducenten.

BETREFT : voederagroepering of groepering van melkproducenten - hierna "de aanvrager" genoemd.

INVESTERING DIE IN AANMERKING KOMT.

Voor een investeringsplan over drie jaar ingediend door een voederagroepering komen in aanmerking :

1. precisie-zaaimachine voor maïs en andere voedergewassen;
2. meststrooimachine, mesttank, mestspreader, compostingsmateriaal;
3. verstuiver van gewasbeschermingsmiddelen;
4. maaier-kneuzer en andere machines bestemd om alle voedergewassen te oogsten met het oog op het ensileren of het hooien;
5. opraapwagens voor voeder;
6. laad- en losmachines voor het laden, afladen, inkuilen en ensileren van ruw voeder alsook voor de verdeling daarvan;
7. kunstmatige hooidroger;
8. materiaal voor het onderhoud van voedergewassen en het opnieuw inzaaien van weilanden; steenverzamelhark of -breekwals;
9. materiaal voor de gezamenlijke installatie van omheiningen en drinkplaatsen;
10. materiaal voor het onderhoud van hagen.

Voor een investeringsplan over drie jaar ingediend door een groepering van melkproducenten komen in aanmerking : alle in aanmerking komende investeringen van hoofdstuk III van dit besluit.

Het investeringsplan over drie jaar ingediend door een aanvrager wordt voorgesteld volgens structuur en minimuminhoud van bijlage I :

HOOFDSTUK 1. — *Voorstelling van het bedrijf*

Individuele voorstelling door elk lid van de groepering en voorstelling van de groepering.

HOOFDSTUK 2. — *Het investeringsplan*

Afdelingen 2.1 en 2.2 : samen voorgesteld door alle leden van de groepering (voeder-, of melkproducenten).

Afdeling 2.3., samen voorgesteld voor de groepering met voorstelling van de gevolgen van de situaties voor elk lid van de groepering individueel.

Een aanvraag tot aanpassing van het plan, zoals bepaald in artikel 8, § 4, of artikel 44 dient minstens de bestanddelen van deel III van bijlage I te bevatten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw

Namen, 24 mei 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage IV

Structuur en minimuminhoud van een ontwikkelingsplan bij eerste vestiging.

I. Doel van het ontwikkelingsplan.

Bij een bedrijfsoprichting moet het plan de technische en financiële haalbaarheid van het nieuwe bedrijf tijdens de eerste zes jaar van zijn werking aantonen.

Bij een gehele of gedeeltelijke overname heeft het plan een drievoudig doel dat duidelijk moet blijken uit het aanvraagdocument dat bij het bestuur wordt ingediend :

Eerst moet er een volledige beeld gegeven worden van het bedrijf en van de sterke en de zwakke punten bij de overname ervan. Dat betreft zowel de waarde van de overgenomen - en de niet-overgenomen - activa als de technische, leefmilieu-, financiële en personeelstoestand van het bedrijf bij de overname.

Daarna moet duidelijk gewezen worden op de globale doelstellingen die over zes jaar nagestreefd worden bij de overname en dienen de behoeften (of de afwezigheid ervan) aan bijkomende investeringen aangetoond te worden tijdens de eerste drie jaar na de overname om de leefbaarheid en de rendabiliteit van het overgenomen bedrijf te waarborgen. Er moet uitgelegd worden waarom de investering(en) de sterke punten nog verstevigen en/of de zwakke punten van het bedrijf verhelpen. De samenhang van de investeringen in de context van het bedrijf - in het bijzonder op economisch, leefmilieu- en financieel vlak - moet worden aangetoond. Het moet eveneens de behoeften aan opleiding en adviezen aangeven.

Tenslotte moet het plan voor de overnemer een instrument zijn om de toestand van zijn bedrijf, vereniging of andere te analyseren en de uitvoering van het vastgelegde plan op te volgen en te beoordelen.

II. Structuur en minimuminhoud van het ontwikkelingsplan.

Het plan moet minstens alle volgende gegevens, hieronder vereist, ter sprake brengen. Als een gegeven onbeschikbaar is, moet daar de reden voor worden opgegeven.

Een plan dat niet alle gegevens voorstelt, is onontvankelijk.

Het plan moet op papier ingediend worden, met een afschrift op een elektronische informatiedrager in de vorm bepaald door de Minister. Alle economische gegevens, rendabiliteits-, aflossingsberekeningen enz. moeten op spreadsheets voorgesteld worden en de berekeningen moeten nauwkeurig uitgewerkt en begrijpelijk zijn. Alle stukken inzake administratie, belastingen, boekhouding en andere bewijsstukken die voor de controle van de gegevens verstrekt door de aanvrager nodig zijn, kunnen bij het bestuur worden opgevraagd. Wie weigert een verantwoording te verstrekken, ziet zijn ontwikkelingsplan verworpen worden.

HOOFDSTUK I. — *Voorstelling van de landbouwer die zich voor het eerst vestigt alle gegevens voor de beoordeling van de vraag of men voor steun in aanmerking komt en voor de naleving van de vereisten van dit besluit worden voor de aanvrager voorgesteld*

Bij gedeeltelijke overname worden er inlichtingen gegeven over de vennoot en over alle andere personen die in het bedrijf werken : beroepsbekwaamheid, statuut en werktijdregeling in het bedrijf.

HOOFDSTUK 2. — *Voorstelling van het ontwikkelingsplan*

2.1. Bedrijfsoprichting.

Voorstelling van een volledig dossier met bepaling van de aard en de omvang van de voorziene producties en alle nodige investeringen om die doelstellingen na te streven.

Daarnaast moeten worden verstrekt :

Het plan voor de vestiging van het nieuwe bedrijf en van alle gebouwen, en de desbetreffende bestekken;

Een previsioneel financieel plan op zes jaar met bedrijf- en resultaatrekening;

Een vermoedelijk tijdschema voor de uitvoering;

De globale vergunning, en zoniet een afschrift van het aanvraagdossier.

Proformafacturen en bestekken voor alle investeringen voorzien door het plan.

Alle stukken inzake administratie, belastingen, boekhouding en andere bewijsstukken die voor de controle van de gegevens verstrekt door de aanvrager nodig zijn, kunnen bij het bestuur worden opgevraagd. Wie weigert een verantwoording te verstrekken, ziet zijn ontwikkelingsplan verworpen worden.

Het previsionele financiële plan moet de rendabiliteit op middellange termijn aantonen van de oprichting en de bekwaamheid om de doelstelling van artikel 22, § 9, na te streven.

2.2. Gehele of gedeeltelijke bedrijfsovername.

2.2.1. Voorstelling van de overname.

Een volledige doorlichting van het bedrijf moet gemaakt worden inzake menselijke middelen, technische en financiële middelen, ook - bij gedeeltelijke overname - voor het deel van het bedrijf dat niet overgenomen wordt.

Bij een gedeeltelijke overname moet de keuze gemotiveerd en verantwoord worden wat het technische en financiële voordeel van de overnemer.

2.2.2. Financiële structuur van de overname.

Lijst en waarde van alle roerende en onroerende goederen vallend onder de overname en individueel de financieringswijze en de voorwaarde van de afkoop (in het bijzonder bij een lening) aangeven.

De lijst splitsen in twee groepen : komt niet in aanmerking voor de steunaanvraag OF

komt in aanmerking voor de steunaanvraag. In laatste geval aangeven : wens kapitaalsteun of rentetoelage.

2.2.3. Doelstellingen van de overname

Doelstellingen bepalen overdrie en zes jaar voor de productie, de diversificatie of andere voor de overname en aangeven (en verantwoorden) of een investeringsplan noodig is om ze te bereiken.

Aangeven hoe de sterke punten verstevigd en de zwakke punten verholpen kunnen worden, zoals vastgesteld in de voorstelling van de overname.

Eveneens een tijdschema opgeven voor de uitvoering van die doelstellingen.

2.2.3. a. *Geen investeringsplan*

Vertrekkend van de financiële toestand bij aanvang van de overname of oprichting en rekening houdend met de financiële lasten voorgesteld in 2.2.2. en de verwachte ontvangsten na uitvoering van de doelstellingen vastgesteld voor de overname, een previsionele bedrijfsrekening voorstellen na de eerste drie overnamejaren. De previsionele bedrijfsrekening moet de rendabiliteit op middellange termijn aantonen en de bekwaamheid om de doelstelling van artikel 22, § 9, na te streven.

Op grond van een kwantitatieve en een kwalitatieve analyse van deze projectie moeten de resultaatindicatoren voor de onder 1 aangevraagde doelstelling(en) bepaald worden.

2.2.3. b *Met investeringsplan*

De voorwaarden voor de voorstelling en, in voorkomend geval, de aanpassing van een investeringsplan zijn gelijk aan die bepaald in bijlage I.

Het previsionele bedrijfsplan moet alle specifieke kosten van de overname van het bedrijf in rekening brengen. Het moet de rendabiliteit op middellange termijn aantonen en de bekwaamheid om de doelstelling van artikel 22, § 9, na te streven.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw.

Namen, 24 mei 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage V

Structuur en minimuminhoud van de steunaanvraag voor een individuele investering.

BETREFT : landbouwers, verenigingen van bedrijven, CVGL's, groeperingen en verenigingen van melkproducenten en voedergroeperingen - hierna "de aanvrager" genoemd.

— Elke aanvraag betreft een individuele investering.

— Enkel voor aanvragers die geen plan in uitvoering of een ingediend plan hebben.

— Aanvraag opgeschort zodra de aanvrager een plan indient bij het bestuur.

Minimuminhoud van een aanvraag. In voorkomend geval kan de Minister alle andere relevant geachte gegevens opvragen om de aanvraag te beoordelen.

HOOFDSTUK 1. — *Voorstelling van de aanvrager*

Alle gegevens voor de beoordeling van de vraag of men voor steun in aanmerking komt en voor de naleving van de vereisten van dit besluit.

Informatie over de andere personen die in het bedrijf werken : beroepsbekwaamheid, statuut en werktijdregeling in het bedrijf.

Voorstelling van de financiële verbintenissen van de aanvrager (schulden, bankleningen, achterstallige sociale en fiscale last,...)

Voorstelling van de drukfactoren inzake leefmilieu van de aanvrager.

HOOFDSTUK 2. — *Voorstelling van de investering*

Materiële (roerende) investering.

motivering, aard en kostprijs van de investering;

als gelijkaardig materiaal reeds op het bedrijf aanwezig is, motivering en relevantie van de vervanging;

motivering van het in aanmerking komen van de investering en steunpercentage;

— financiële kost en bedrijfs- en aflossingskosten uit de investering (evenals in voorkomend geval de verkopen van de vervangen roerende goederen);

Onroerende investering :

motivering, aard en kostprijs van de investering;

globale vergunning of datum van indiening en dossieraanvraag (indien niet nodig, verantwoord)

voorstelling van een plan

motivering van het in aanmerking komen van de investering en steunpercentage;

financiële kost en bedrijfs- en aflossingskosten uit de investering (evenals in voorkomend geval de verkopen van de vervangen roerende goederen);

HOOFDSTUK 3. — *Verbintenis van de aanvrager*

De aanvrager verklaart op erewoord :

dat geen enkele verstrekte inlichting onjuist of onvolledig is

dat geen enkele steun wordt gekregen, rechtstreeks of onrechtstreeks, binnen de zes jaar voor een andere gelijkaardige investering of die kan dienen voor een gelijkaardig doel of gebruik

Zoniet loopt hij het risico alle gekregen steun te moeten terugbetalen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw

Namen, 24 mei 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage VI

Erkenningscriteria voor de adviseringsstructuren de adviseurs.

De adviseringsstructuren moeten, om erkend te worden en te blijven :

hun hoofdbedrijfszetel hebben of erkend zijn in het Waalse Gewest;

opgericht zijn in de vorm van een handelsvennootschap, een VZW, een beroepsvereniging in de landbouwsector of een openbare instelling die niet deel uitmaakt van het Ministerie van het Waalse Gewest;

hun activiteiten moeten geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op de opleiding en de popularisering, op het toegepast onderzoek of de bijstand bij het beheer van landbouwbedrijven en, indien nodig, op de voering van boekhoudingen;

actief zijn in hun activiteitengebied sinds minstens vijf jaar en kunnen aantonen dat ze regelmatige contacten hebben in de opvolging, de advisering, de opleiding en de voorlichting met minstens vijftig landbouwers;

zodanig gestructureerd zijn dat een minimumaantal van drie landbouw-, tuinbouw-, bosbouw- of veeteelt-specialisten met een kwalificatie en beroepservaring actief deelnemen aan de werking van de structuur;

— geleid worden door een verantwoordelijke met een masterdiploma burgerlijk ingenieur, landbouwingenieur of industrieel ingenieur met een land- of tuinbouworientatie of die een beroepservaring kan aantonen in de advisering en het beheer van het landbouwbedrijf die erkend zal worden door het bestuur;

De adviseurs moeten, om erkend te worden en te blijven :

werken bij de erkende adviseringsstructuur;

houder zijn van minstens een diploma van het hoger secundair onderwijs van een landbouw-, tuinbouw-, bosbouw- of veeteeltrichting, aangevuld met een minimumberoepservaring van vijf jaar in het adviseren van landbouw-, tuinbouw-, bosbouw-, of veeteeltbedrijven.

Op grond van hun beroepservaring, hun kennis kunnen aantonen van de EG-, Belgische en gewestelijke regelgeving inzake normering en plattelandontwikkeling;

Op grond van hun beroepservaring, hun kennis kunnen aantonen van de landbouwboekhouding en het beheer van bedrijven;

Een adviseur mag jaarlijks voor niet meer dan 40 bedrijven de opstelling en de opvolging van de uitvoering van ontwikkelings- en/of investeringsplannen op zich nemen.

De erkenning van de adviseringsstructuren en de individuele erkenning van de adviseurs wordt toegekend voor een duur van vijf jaar, verlengbaar, na indiening van een dossier dat de naleving van onderstaande criteria aantoont.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw

Namen, 24 mei 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN